

Suppléments : « Sans Visa » / « Associations »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14827 - 8 F

SAMEDI 12 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Cuba, envers et contre tout

DANS l'un des discours fleuves dont il est coutumier, Fidel Castro a appelé jeudi 10 octobre ses concitoyens à « défendre seule leur lie entourée d'un océan de capitalisme ». Cela n'aura étonné personne, car, officiellement du moins, c'est socialisme ou la mort qui reste le seul slogan qui vaille aux yeux du « Lider maximo », apparemment déterminé à ce que Cuba demeure, envers et contre tout, l'un des derniers bastions d'un communisme orthodoxe.

La grande surprise, à l'ouverture du quarantième congrès du Parti communiste cubain, était ailleurs. Comment expliquer en effet que les sièges de plus de la moitié des 241 délégués des forces armées et du ministère de l'Intérieur soient restés vides ? Raul Castro, premier vice-président et ministre de la défense, n'était pas aux côtés de son frère, et le général Abelardo Coloma, ministre de l'Intérieur, était aussi absent.

L'EXPLICATION officielle - « Ils protègent le ciel, les côtes et le sol de la patrie » - n'a guère convaincu : le régime castriste brandit depuis trop longtemps le spectre d'une improbable « invasion yankee ». Doit-on, alors, donner crédit aux rumeurs qui circulent ? Devant le mécontentement « explosif » d'une population privée de tout, Fidel Castro serait prêt à « sacrifier » Raul et son groupe, considérés comme les « principaux obstacles à tout changement ». D'autres voient l'armée sur le point de fomenter une rébellion, que le « commandant en chef » ne pourrait plus prévenir au moyen d'une parade de procès, comme celle dont le général Arnaldo Ochoa a fait les frais, en 1989.

En attendant d'en savoir plus, la communauté internationale et les dissidents cubains restent divisés sur l'attitude à adopter pour hâter la chute du dernier grand dictateur d'Amérique. Les tenants de la manière forte (notamment économique et diplomatique) total de La Havane ne sont pas les plus nombreux parmi les Cubains en exil, comme l'a de nouveau montré le « contre-congrès de la liberté » organisé jeudi par des intellectuels français à Paris.

On reconnaît toutefois que les Etats-Unis, qui maintiennent depuis 1961 un strict embargo, ont, par d'intenses pressions, obtenu de Mikhail Gorbatchev qu'il « lâche » un Castro réfractaire à toute idée de glasnost ou de perestroïka, en commençant à le priver d'une aide vitale. « Chercher à abattre un régime en affirmant un peuple ne peut déboucher sur la liberté de ce peuple », estiment de leur côté une centaine de personnalités internationales, signataires d'une pétition récente « contre le blocus de Cuba ».

La France, l'Espagne et le Venezuela, notamment, pensent qu'il faut chercher à « favoriser l'évolution » du régime cubain, plutôt que de l'asphyxier. Vouloir croire aux aussi qu'ils peuvent petit à petit imposer leurs vues, huit mouvements dissidents se sont récemment regroupés à Cuba, au sein d'une « concertation démocratique ». Ils réclament des élections libres, une nouvelle Constitution et la libération de tous les prisonniers politiques. Six de leurs dirigeants viennent d'être arrêtés à La Havane, à la veille de la réunion du PC.

Le principal souci des dissidents cubains, qu'ils soient de l'intérieur ou en exil, est d'éviter que l'agonie du communisme cubain ne donne lieu à un bain de sang. A Paris, ils ont préféré appeler l'orgueilleux caudillo « à se retirer dans un bureau de lésiné ou à se suicider ».

M0147 - 1012 0 - 6.00 F



A la veille de l'assemblée générale du FMI à Bangkok

## Les sept grands pays industrialisés offrent à l'URSS une aide d'urgence

Réunis vendredi 11 et samedi 12 octobre à Bangkok (Thaïlande) à la veille des assemblées générales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les ministres des finances des sept grands pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France) vont proposer

à l'Union soviétique une aide financière d'urgence de 7 à 8 milliards de dollars (40 à 48 milliards de francs). Les Européens souhaitent que le fardeau soit également partagé entre les pays riches. L'allègement de la dette des pays pauvres sera également au centre des discussions de Bangkok.

BANGKOK

de notre envoyé spécial

Quelles sont les perspectives économiques à l'est de l'Europe et, plus prosaïquement, quels concours financiers nouveaux, ou présentés comme nouveaux, seront apportés à l'Union soviétique, ou, à défaut d'un pouvoir central capable de les administrer, à ses parties composantes ?

Telles sont les questions qui auront la priorité cette année lors des réunions monétaires organisées autour de l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Bangkok.

Il n'appartient pourtant pas encore à ces institutions de se prononcer. L'URSS, qui négocie son adhésion avec le Fonds, ne peut en recevoir aucun crédit aussi longtemps qu'elle n'en est

pas encore membre. Les crédits ne transiteront donc pas, à ce stade, à travers le FMI (l'accès à la Banque mondiale n'est possible qu'après l'entrée au Fonds), mais l'Union soviétique est désormais, comme on le sait, liée officiellement à cette institution par un statut créé à cet effet.

PAUL FABRA

Lire la suite et le billet de FRANÇOISE LAZARE page 25

## Usines-prisons en Chine

L'univers carcéral, au réseau tentaculaire constitue un véritable Etat dans l'Etat

Une mission de cinq juristes français, conduite par M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, est attendue, samedi 12 octobre, à Pékin pour enquêter sur les droits de l'homme.

PÉKIN

de notre correspondant

C'était il y a un an, dans une petite ville de la province du Zhejiang, au sud de Shanghai, réputée pour sa production de papiers en tout genre : du plus grossier destiné à l'emballage, aux plus raffinés, tels qu'en utilisaient

jadis les lettrés pour calligraphier leurs poèmes. Au cours d'un voyage organisé par les autorités, un groupe de journalistes étrangers avait été conduit dans une papeterie. « Bienvenue. Pas de photos à l'intérieur des ateliers », fut la première réflexion de l'homme qui paraissait le patron. Comme ses collègues, il portait son numéro hiérarchique - « 0001 » - sur son blouson d'uniforme. Pourquoi cette interdiction ? « En Occident aussi, on interdit aux visiteurs de prendre des photos dans les usines. »

A l'intérieur, une sorte de vide

sanitaire se créait autour du groupe de journalistes dans tous leurs déplacements. On pouvait cependant distinguer, au bout des allées, une effervescence plus marquée. On nous conduisit aux bâtiments administratifs, à travers une jolie porte ronde comme on en trouve dans les jardins chinois du passé. La porte était munie d'une grille aux épais barreaux de fer. Les responsables démentirent obstinément qu'il s'agissait d'une prison. Et peut-être n'en était-ce pas tout à fait une.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 5

Alors que les manifestations catégorielles se multiplient

## Les syndicats tentent d'infléchir la politique de M<sup>me</sup> Cresson

Au lendemain des manifestations d'infirmières, d'assistantes sociales, d'artistes, M<sup>me</sup> Edith Cresson devait recevoir, vendredi 11 octobre, une délégation regroupant la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la FEN, qui réclament un infléchissement de la politique économique du gouvernement. Ce même jour, FO comptait annoncer une grève nationale interprofessionnelle pour le 25 octobre, à laquelle la CGT pourrait se joindre.

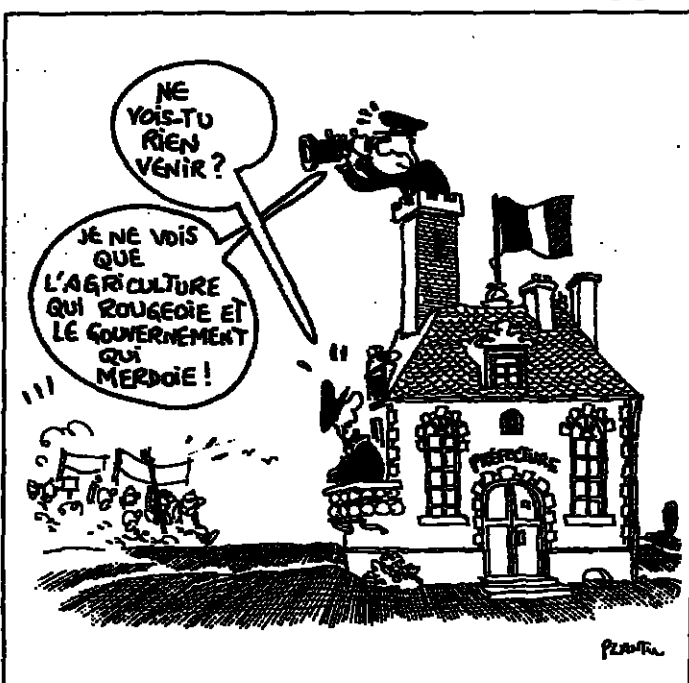
par Michel Noblecourt

En cet automne 1991, le ciel social est pommelé. Les conflits catégoriels se succèdent, traduisant un malaise social sans doute plus profond, mais dont les manifestations sont éclatées.

Des infirmières descendent dans la rue pour demander une meilleure rémunération et une

augmentation des effectifs. Des assistantes sociales s'élèvent contre la « dégradation » de leurs conditions de travail. Des éleveurs et des viticulteurs expriment leur désarroi, voire leur révolte, avec violence, moins de deux semaines après le succès de la manifestation nationale des agriculteurs et au lendemain de mesures sèches annoncées par le gouvernement, siôt décriées.

Lire la suite page 26



## Peurs françaises

Chômage, immigration, Europe, politique : sur tous les fronts, le populisme menace

par Alain Duhamel

Le parti de la peur est en passe de devenir le premier parti de France, et le seul populaire. Partout se multiplient en effet les signes d'inquiétude, les symptômes de désarroi, les tentations de découragement ou de repli sur soi, dans les coccons et les bunkers de la vie privée. Les Français, ces animaux politiques capricieux, ombrageux et quinquies, sont saisis par le doute, submergés par de mauvais pressentiments. Le paradigme du déclin guette, le pessimisme s'impose.

Ces peurs françaises se concentrent en ce moment dans quatre directions spectaculaires, sinon toujours fondées. En tête, naturellement, la peur de la crise : impossible de l'ignorer, difficile de la contester. Alors que la cote des trois millions de chômeurs

approche dangereusement, sans doute indubitablement, l'anxiété gagne ceux qui en sont victimes, ceux qui redoutent de l'être, leurs familles et leurs proches. Qu'il existe à coup sûr quelques centaines de milliers de faux chômeurs, que simultanément maintes professions ne parviennent pas à trouver la main-d'œuvre dont elles auraient besoin (dans les métiers manuels et chez les artisans) ou à réanimer les vocations qui se découragent (infirmières, professeurs) ne change rien à l'affaire. Réalité sociale ou symbole politique de l'échec d'une société, l'imminence de ce triste record déclenche des réflexes collectifs dépressifs. Qu'après quinze ans de crise, trois alternances, sept premiers ministres et une demi-douzaine de politiques contradictoires, le nombre de chômeurs augmente toujours, cela écarte les réponses rationnelles et entretient les généralisations abusives et les amplifications subjectives. L'inflation peut être maîtrisée, les déficits être contenus dans des proportions tolérables, l'économie française peut apparaître assainie et désintoxiquée, le spectre du chômage occupe à lui seul l'univers mental des Français.

Lire la suite et l'entretien avec le maire de Montpellier, M. Georges Frêche, page 2

### SANS VISA

- Medellín, M. la Meudite.
- Coup d'œil : beaux mensonges.
- Cézembre, l'île coulée.
- Retour à Saigon.
- Pigalle, fin de partie.
- Vrais-faux gilets.
- Ferrière, citadelle du Delta.

pages 17 à 24

VACHERON CONSTANTIN

LA PLUS ANCIENNE MANUFACTURE D'HORLOGERIE DU MONDE

VACHERON CONSTANTIN FRÈRES, 21, RUE D'ANTHONY, PARIS 17 - 75002

UNIVERSAL REPAIR - UNE MANUFACTURE D'HORLOGERIE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 425 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 35 p ; Irlande, 2,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Thaïlande, 1,20 THB ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde de la Fonction Commerciale

## DÉBATS

## Un entretien avec M. Georges Frêche

« Les musulmans qui veulent s'intégrer doivent accepter les droits et devoirs de la République » nous déclare le maire de Montpellier

LA  
OL  
FR  
de  
Ga  
(en

M. Georges Frêche, député socialiste de l'Hérault et maire de Montpellier, a toujours été connu pour la franchise de ses propos et le non-conformisme de ses positions. Il nous a précisé comment, concrètement, se posaient dans sa ville les problèmes de l'immigration et de l'intégration, et comment il envisageait de les résoudre.

« Vous avez ces temps derniers adopté une attitude de plus en plus ferme vis-à-vis de l'immigration clandestine. Une telle position est-elle compatible avec les idéaux de gauche que vous défendez ? »

« Un homme de gauche n'a pas à avoir d'états d'âme à ce sujet. Ce ne sont pas quelques immigrés en plus ou en moins venant d'Algérie, d'Égypte ou du Maroc qui vont permettre de résoudre les problèmes de ces pays. Accepterai-je en France un million d'Algériens supplémentaires, on n'améliorerait pas pour autant sensiblement la situation économique des 25 millions d'Algériens. Un homme de gauche responsable sait bien que les problèmes des pays du tiers-monde ne seront résolus que par des actions et des négociations internationales.

« En réalité, l'immigration clandestine se développe en France, c'est faire le jeu de Le Pen qui, si on ne fait rien, passera à 30 % du corps électoral sans qu'on l'ait vu venir. Souvenons-nous : Hitler lui aussi a

réussi son ascension dans des élections parfaitement libres. Ne pas voir cela, c'est discuter du sexe des anges sur un baril de poudre ! »

« Pour lutter contre cette immigration clandestine, quelles solutions concrètes proposez-vous ? »

« La solution policière et technique est insuffisante, quels que soient les moyens dont on dispose. Les Américains ont installé un véritable barrage sur le Rio Grande entre les États-Unis et le Mexique ; cela n'empêche pas des milliers de Mexicains de franchir clandestinement la frontière. Il faut, c'est vrai, ramener les immigrés clandestins dans leurs pays d'origine, à condition que cela soit fait dans le cadre des lois de la République.

« La vraie solution consiste à répondre à la vraie question : pourquoi les immigrés viennent-ils chez nous ? Parce qu'ils y trouvent des emplois. Ce sont les chefs d'entreprise qui ont attiré la main-d'œuvre étrangère du temps de De Gaulle, Pompidou et Giscard. Ce sont certains d'entre eux qui, aujourd'hui, utilisent des immigrés clandestins et contre lesquels il faut sévir.

« J'ai demandé au préfet de me fournir le nom des grandes entreprises qui emploient des travailleurs clandestins de façon à leur interdire l'accès dans les commissions d'appels d'offres lancés par la mairie. Beaucoup d'entrepreneurs ont déjà pris au sérieux mes menaces et sont en train de se mettre au pas.

« Mais avez-vous le droit

d'exclure une entreprise d'un appel d'offres public ? »

« Si on m'attaque sur la légalité de mes appels d'offres, je répondrai qu'en France « nul ne peut se prévaloir de sa propre forfaiture ». Je suis prêt à créer une jurisprudence sur ce point en espérant que mon exemple sera suivi. Tout le monde sait que plusieurs grands couturiers de Paris travaillent avec des gens du Sentier qui font travailler des clandestins. Qu'on se décide enfin à taper un grand coup dans la fourmilière ! »

## Epousseter les listes de l'ANPE

« Vous avez aussi proposé, pour tarir l'offre d'emplois qui attirent les clandestins, de persuader les Français d'accepter les travaux auxquels ils répugnent et de lutter contre ceux que M. Chérassé a appelés les « faux chômeurs ».

« Je sais que je touche là un tabou, mais c'est vrai qu'il y a de faux chômeurs. Je ne méprise pas les vrais chômeurs, qui sont la grande majorité, mais je considère que si l'État doit tout faire pour lutter contre le chômage, il faut aussi accepter d'épousseter sérieusement les listes de l'ANPE. En France, on préfère être smicard avec un attaché-case que d'être carrelé à 15 000 francs par mois. Eh bien ! je ne trouverais pas scandaleux qu'aux personnes inscrites sur les listes de l'ANPE on propose trois emplois correspondant à leur qualification et à leurs diplômes et qu'à la troisième proposition, s'ils la refusent, on les raye des listes.



sième proposition, s'ils la refusent, on les raye des listes.

« Lutter contre l'immigration clandestine, mieux contrôler l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, cela prépare et facilite l'intégration, qui reste une tâche urgente et difficile pour Montpellier comme pour toutes les grandes villes de France.

« Il n'y a pas plus d'étrangers à intégrer aujourd'hui en France qu'en 1925 ou 1936, simplement leur intégration est plus difficile parce qu'il s'agit d'étrangers d'une culture et d'une religion différentes. C'est vrai qu'il y a un problème avec l'islam, parce qu'il s'agit d'une religion qui ne separe pas le spirituel et le temporel comme a été conduite à le faire - après plusieurs siècles de résistance - l'Eglise catholique. Les

musulmans qui souhaitent s'intégrer doivent accepter le principe de laïcité de la France, doivent accepter les droits et devoirs de la République.

« Là encore, la gauche n'a pas à rougir. Je ne vois pas pourquoi elle exalterait les droits, et la droite les devoirs. Quand je vois des beurs qui cassent un supermarché et que j'entends la gauche caviar dire « on ne peut pas l'admettre mais on peut le comprendre », je dis non ! Des pauvres, il y en a toujours eu et ils sont arrivés par l'effort. L'intégration des beurs se fera par l'école. Les fantasmes de l'intégration, ce sont les instituteurs.

## Pas de second collège

« Un exemple : j'ai hésité sur l'attitude à adopter à propos de l'affaire du foulard, mais il s'agit d'un symbole. Le foulard n'a rien à voir avec l'islam. C'est un exemple du machisme méditerranéen. Je trouve fabuleux que l'on se demande s'il faut élever le foulard aux filles au nom du sacro-saint respect de l'islam, alors que le musulman Atatürk l'a supprimé en 1929.

« Faut-il pour favoriser leur intégration accorder le droit de vote aux immigrés ? »

« On a raté le coche en 1981. On aurait pu, profitant de l'état de grâce, imposer cette mesure, même contre l'avis de l'opinion publique. Aujourd'hui, sur cette question, le Parti socialiste ne sait pas où il va. Il promet et ne fait pas, se mettant ainsi à dos ceux qui sont pour, comme ceux qui sont contre ce droit de vote.

« De plus, donner le droit de vote aux immigrés uniquement aux élections municipales, c'est créer des citoyens de seconde zone, comparables aux Algériens du second collège avant 1962 ou aux métèques d'Athènes. En les faisant voter uniquement aux municipales, on se donne la possibilité de continuer à les utiliser comme pouvaient les utiliser les crâinières aux législatives et aux présidentielles. Si on veut intégrer les étrangers, il faut en faire des Français. Donc les naturaliser sur deux ou trois ans.

« La naturalisation automatique n'est pourtant pas en soit une réponse au fond du problème posé par l'intégration.

« Certainement pas. Mais voyez-vous, je crois profondément que l'intégration des musulmans passera par les femmes. Les filles qui sont allées à l'école ici ne veulent plus être écartées par leur père. Elles veulent utiliser la contraception, ne pas avoir plus de trois enfants, porter des jupes courtes et ne pas rester cloîtrées à la maison. »

Propos recueillis par JACQUES MOHIN et JACQUES-FRANÇOIS SIMON

## COURRIER

## Droite et gauche

Permettez-moi de dénoncer une incohérence sémantique de plus en plus observée à la lecture des journaux et des magazines lorsqu'on parle du monde soviétique.

Les journalistes et les commentateurs utilisent le mot droite pour le parti communiste ; par exemple, glissement à « droite » lorsqu'il s'agit d'un retour à une politique communiste de type Brejnev ou, plus récemment, de putsch de tout récents en Union soviétique ; inversement, on parle de gauche pour désigner la politique prônée par les libéraux russes tels Eltsine ou le maire de Saint-Petersbourg. C'est une curieuse façon de parler.

C'est bien le parti communiste qui est à gauche et même à l'extrême gauche ; et c'est bien les partisans d'une politique anticomuniste et d'une économie libérale qui sont à droite.

Cette utilisation sépiécuse des mots droite et gauche n'est sûrement pas fortuite. Au mieux, elle témoigne de séquelles du formidable tabou intellectuel qui a régné pendant des dizaines d'années : à gauche, c'est le bien ; le mal, c'est à droite. Au pis, elle sert à masquer les perpétuelles erreurs de ceux qui n'ont jamais vu la nature profonde du communisme et du marxisme.

Il est temps d'écrire les mots justes et d'appeler un chat un chat.

MICHEL ROGER  
Neuilly-sur-Seine

## Parrainages

Pour permettre aux peuples et aux pays de l'Europe de l'Est, fraîchement libérés du stalinisme, de se remettre à l'ouvrage et de rattraper leurs frères de l'Ouest, une idée m'est venue que je vous soumetts.

Pourquoi les villes, les villages, les entreprises agricoles, industrielles, commerciales, grandes ou P.M.E., les associations culturelles, syndicales, sociales, les familles, les particuliers même, à l'Ouest, ne parraineraient-ils pas leur alter ego de l'Est ?

Pour les idéalistes, ce geste constituerait un bel acte de fraternité ; pour les politiques, une traite sur un avenir de paix et de prospérité ; pour les utilitaristes, une pépinière de futurs clients.

FRANÇOIS D'ATHIS  
Maisons-Laffitte

## Les peurs françaises

Suite de la première page

La peur de l'immigration suit de près la peur du chômage. Elle mêle la vie la plus réelle et les représentations les plus fantasmatiques, l'expérience quotidienne et l'irrationalité collective. Les scientifiques les plus réputés et les plus indépendants, les autorités les mieux informées et les plus sages, peuvent proposer des statistiques de savants statistiques, établir que les grands mouvements migratoires légaux ont été stoppés à la fin des années 70, que la politique de lutte contre l'immigration clandestine n'a en réalité pas cessé de se durcir depuis dix ans, que le pourcentage d'étrangers et de naturalisés se stabilise, qu'il n'y a pas aujourd'hui un raz-de-marée sauvage mais un flux illégal qui convient de combattre plus vigoureusement, nul ne le croit et beaucoup s'expriment de leurs propos.

Ceux qui avaient prédit des convulsions au sein de la population musulmane durant la guerre du Golfe se sont totalement trompés, il n'empêche : la coïncidence de la montée du chômage, de la peur de l'immigration, de la menace politique et de l'insécurité urbaine a en raison des barrières psychologiques. Il y a rejet, angoisse, malaise, rancœur. L'angélisme initial des socialistes, l'activisme des postmodernes, le renfort incongru de l'immigration de la démagogie additionnent leurs effets. Les Français regrettent du carterisme au millénarisme. Les grandes peurs sont de retour.

Car voici que maintenant croît aussi, paradoxalement, la peur de l'Europe. Certes, l'ouverture symbolique du grand marché unique a lieu dans moins de quinze mois. La réussite ou l'échec de l'union politique, économique et monétaire se joue dans les dix semaines qui viennent. La puissance de l'Allemagne, déjà imposante avant l'unification, est appelée à se renforcer encore. Les contradictions, les faiblesses et les impuissances de la Communauté des Douze peuvent inquiéter au moment où l'Europe de l'Est oscille entre instabilité et convulsions.

Mais si le sommet de Maastricht atteint ses objectifs, c'est une nouvelle étape - décisive - de la construction européenne qui se réalise, c'est une nouvelle personnalité internationale qui se forge, une grande puissance qui s'équilibre à un pôle et un ancrage pour tout le Vieux Continent qui s'établissent. La France ne peut qu'y trouver influence et espérance. Au lieu de souhaiter ce succès, on dirait cependant qu'une bonne partie des Français se préparent au

possibilisme. Plus noir, si l'on sommet échoue, et aux craintes les plus vives s'il réussit. Comme s'il ne pouvait sortir que de nouvelles catastrophes des tentatives d'union, comme si l'identité française était menacée de dissolution au contact de progrès européen, et d'encroûtement en cas d'échec. Ce diagnostic funèbre doit beaucoup à l'artifice et à l'ignorance. Il se répand pourtant et s'il ne modifie pas les anticipations européennes des milieux économiques, il contribue au désarroi et au désenchantement.

La peur de la politique, enfin, achève de noircir cet étrange tableau, sombre comme un Soutine. C'est le rejet qui domine, malade de dépit et de réprobation. Les citoyens français de 1991 n'attendent plus rien de bon du système politique et des hommes qui l'incarnent. Les électeurs s'abstiennent, les militants s'enfuient, les élus s'interrogent et s'inquiètent. Les trois partis de gouvernement - PS, UDF, RPR - perdent leur crédit et tout prestige. Les promesses laissent les Français incrédules et les quelques idées qui perçent les trouvent indifférentes. L'alternance même leur apparaît comme la démonstration de l'impuissance des politiques successives.

Drôle de drame : la France, jadis et naguère théâtre favori des joutes politiques et des mélodrames idéologiques, réagit désormais par la colère, la dénonciation ou l'ultracisme. Il y a quinze ans, on débattait des sociétés idéales, aujourd'hui, on dissèque les « affaires ». Le monde politique prend tardivement et partiellement conscience de la mesure de sa réputation en ruine. Il y aurait bien des enjeux à fixer, des plateformes à ébaucher, des réformes institutionnelles à pousser. Jusqu'ici, la sous-estimation de la crise, le conservatisme ou le fatalisme l'ont emporté. La peur du vide et de la corruption s'épanouit sur cette passivité.

Cette confluence d'anxiétés, pour le moins excessives et parfois presque artificielles, apparaît bizarrement beaucoup plus accentuée en France que dans les pays voisins qui sont pourtant généralement en moins bon état qu'elle. La peur apparaît presque ainsi comme une nouvelle spécialité nationale. Certes, les Français aiment la nouveauté et se défient du changement, et c'est l'inverse qui se produit sous leurs yeux. Les pouvoirs se sont enracinés, voire enlaidis, cependant que l'univers se métamorphosait. Bouleversements économiques, révolutions européennes, transformation des mœurs, dégradation de la politique, le décor se renouvelle à un

rythme prodigieux. Mais la France n'est pas seule à connaître ces innovations et elle est bien loin d'en subir les effets plus durement que les autres. Or, lorsqu'on analyse les sondages et qu'on observe les comportements, on éprouve l'étrange impression que les Français craignent ces transformations bien plus qu'ils ne s'en réjouissent, comme s'ils défileraient la politique à travers les *Liaisons dangereuses*, à travers *l'Assommoir* et l'Europe à travers *Kaput*.

L'affondrement du communisme, l'émancipation des pays de l'Est, les progrès du désarmement, la vitalité de l'idée européenne, la lente convalescence de l'économie française et le niveau du personnel politique ne méritent pourtant pas d'être traités à travers *Lolita*, *Zola* et *Malraux*. Le spleen et la mélancolie des Français finissent par ressembler à une sorte d'esthétique collective. Aux hommes politiques de tenter maintenant de découvrir des remèdes en forme de nouveaux thèmes, de nouveaux objectifs, de nouvelles méthodes, de nouvelles valeurs ou de nouveaux desseins, plus séduisants et mobilisateurs que ceux dont ils ont épuisé les charmes. Faute de quoi, les peurs françaises finiront par cristalliser en une crise profonde dont le populisme, ses reîtres et ses épigones sont les symptômes délectés.

ALAIN DUHAMEL

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 830 000 F  
Principaux associés de la société :  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet-Devallet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-76-71 - Société filiale de la SARL Le Monde et de M. Jean et Mme Serge SA.

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tappez LEMONDE ou 36-15 - Tappez LM

Impression du « Monde »  
12, rue M. Guesbroux  
94852 IVRY-SEINE CEDEX (1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

**ABONNEMENTS**

L. place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1.123 F	1.560 F
1 an	1.620 F	2.086 F	2.960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppert  
directeur de la rédaction  
Jacques Gulu  
directeur de la gestion  
René Lucien  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amyral  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thierry Farnaud  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon  
Daniel Varner  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauvet (1959-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Tél. : 261.311F



## YUGOSLAVIE : les initiatives diplomatiques en vue d'un règlement pacifique de la crise

Le président Mikhail Gorbatchev a invité, jeudi 10 octobre, les présidents des Républiques de Serbie et de Croatie à se rendre à Moscou « dès que possible » pour des entretiens de paix. Selon le porte-parole du numéro un soviétique, M. Vladimir Tourkhine, M. Gorbatchev rencontrera sans doute séparément M. Slobodan Milosevic et M. Franjo Tudjman.

La radio croate avait annoncé dans la matinée que le président Tudjman se rendrait en visite officielle à Moscou au début de la semaine prochaine.

A Strasbourg, le Parlement européen a refusé jeudi de soutenir les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, et a souligné les risques d'envoyer en Yougoslavie une force armée d'intervention. Peu avant le vote,

le groupe socialiste, l'un des plus importants, a en effet retiré son soutien à une proposition de résolution commune qui demandait aux Douze de reconnaître les deux Républiques.

A Prague, les trente-huit pays de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), réunis en comité de crise, ont exhorté la Serbie et la Croatie à respecter le cessez-le-feu

signé mardi à Zagreb et demandé à toutes les parties engagées dans le conflit de « renoncer à l'usage d'armements lourds » en Yougoslavie.

Dans une résolution adoptée après douze heures de discussions, la CSCE a reconnu le droit à l'indépendance des Républiques yougoslaves « à l'issue d'un processus de négociations conduit de bonne foi et réunissant toutes les par-

ties concernées ». A New-York, l'ancien secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, que le secrétaire général de l'ONU a désigné comme son représentant spécial en Yougoslavie, a indiqué qu'il se rendrait samedi à Belgrade, lundi à la réunion de la CEE à La Haye, puis à nouveau à Belgrade. M. Vance envisage également de se rendre à Zagreb. (AFP, Reuters.)

### Nouvel infléchissement de la position des Douze

## La Communauté donne un mois aux belligérants pour appliquer le cessez-le-feu et trouver un accord

La Communauté européenne a une nouvelle fois, jeudi 10 octobre, infléchi sa stratégie dans la crise yougoslave. Elle a donné un mois aux belligérants pour mettre en application le dernier accord de cessez-le-feu et pour avancer dans la voie d'un règlement politique.

#### LA HAYE

de notre correspondant

Aujourd'hui, la CEE menace. Non plus d'infliger des sanctions économiques pour obtenir la cessation des hostilités, non plus de rapatrier ses observateurs pour imposer la négociation du dernier accord de cessez-le-feu signé, mardi 8 octobre, à Zagreb. Elle menace de se retirer de l'ensemble du processus, sur les plans militaire et politique, si les belligérants ne font pas un effort pour débloquer la situation.

Telle paraît être la conséquence implicite de la rencontre - houleuse d'ailleurs - qui s'est tenue jeudi 10 octobre, à La Haye, le président croate Franjo Tudjman, son homologue serbe, Slobodan Milosevic, le ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic, avec M. Van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, et M. Henry Wijnvanden, coordonnateur de la conférence de La Haye. Ultimatum volé? Moyens

de pression? Toujours est-il que dans le délai d'un mois - « à compter de maintenant », a précisé M. Van den Broek - la Croatie et l'armée fédérale doivent avoir mis en œuvre l'accord de cessez-le-feu de Zagreb, et une « double percée » doit avoir été enregistrée : sur la question des minorités et des groupes ethniques d'une part; sur le mode de coopération entre les Républiques d'autre part. « Peu de temps après », la CEE convoquera la séance finale de la conférence de La Haye pour sceller le règlement de la crise.

Les Douze examineront alors, aussi, la possibilité de reconnaître les Républiques ayant proclamé leur indépendance ou souhaitant le faire. M. Van den Broek n'a pas fait dépendre cette décision de la fin du conflit entre les Croates et l'armée fédérale ni de la conclusion d'un accord politique. Il apparaît donc comme le moyen envisagé par les pays européens pour concrétiser, le cas échéant, la fin de leur médiation. Celle-ci avait commencé, début juillet, par l'obtention d'une suspension provisoire de l'indépendance proclamée le 25 juin par la Slovénie et la Croatie.

D'une façon ou d'une autre, les Douze, soucieux d'éviter de s'enliser dans une crise qu'ils ont essayé d'endiguer mais qui n'a cessé de rebondir, semblent prêts à boucler la boucle. Ils assouplissent notamment leur position : il n'est plus question que d'un « arrangement entre toutes les Républiques » dans

les domaines où « elles veulent coopérer ». Il s'agit là d'une concession à la Serbie dont le président s'est montré satisfait : « Il est clair que l'option de l'association souple (entre les Républiques) n'est pas la seule : il y en a d'autres, notamment celle proposée par Belgrade », a déclaré M. Milosevic, faisant allusion à l'accord signé entre sa République et ses alliés, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine, pour créer, éventuellement avec la Macédoine, une « mini-Yougoslavie ».

#### « Un dénominateur commun »

Expliquant l'évolution de la position des Douze, M. Van den Broek a fait valoir que, « si les Yougoslaves se mettent d'accord sur un dénominateur commun, la CEE ne pourra pas le rejeter ». La Communauté, a-t-il ajouté, « se base sur l'intérêt des parties impliquées ». Or la Croatie ne se considère pas comme telle puisque, selon son président, « elle participe aux discussions en tant que République indépendante ». Les Douze paraissent ainsi donner leur blanc-seing à la partition de l'actuelle Fédération yougoslave avec, d'un côté, des Républiques indépendantes et de l'autre une entité composée de Républiques unies.

« Dans le cas des Républiques indépendantes », a ajouté M. Van den Broek, les droits des minorités ou des groupes ethniques (formulation taillée sur mesure pour les Serbes

de Croatie qui ne se considèrent pas comme une minorité) devront être garantis. Reste à savoir comment l'option de l'association souple de cet éprouvé problème de cohabitation devient le véritable enjeu de la conférence de La Haye dont la prochaine séance plénière aura lieu lundi prochain 14 octobre.

Sur le plan strictement militaire, la réunion de La Haye a « reconfirmé » les accords de cessez-le-feu signés jusqu'à présent, notamment celui de Zagreb. Celui-ci doit être appliqué « pleinement et immédiatement ». Sur place, les négociations entre les belligérants vont se poursuivre, sous l'égide du chef de la mission des observateurs européens, M. Dirk-Jan Van Houten. « Si ce dont nous sommes convenus devient réalité, il y a de bonnes chances pour que la crise trouve une solution politique », a commenté le général Kadijevic. Et d'ajouter : « A toutes les parties de faire en sorte que ce « si » disparaisse ». Selon M. Milosevic, les négociations auraient prévu, en plus du délai d'un mois, « un mois de réserve ».

#### CHRISTIAN CHARTIER

« L'armée dément l'accord sur son retrait de Croatie... L'armée fédérale yougoslave a tenu à préciser, vendredi matin 11 octobre, qu'elle n'avait signé, la veille, à La Haye, aucun accord l'engageant à retirer ses troupes de Croatie dans un délai d'un mois si, parallèlement, une solution politique était trouvée à la crise yougoslave. (AFP.)

#### ZAGREB

de notre envoyé spécial

Personne en Croatie ne veut visiblement porter la responsabilité de faire voler en éclats l'accord de cessez-le-feu conclu mardi soir 8 octobre entre l'armée fédérale yougoslave et les autorités de la République sécessionniste. Mais, dans le même temps, chacun montre la plus grande réticence à faire le premier pas vers l'application pleine et entière de cet accord. Le porte-parole de la mission d'observateurs européens à Zagreb a bien résumé la situation en se félicitant, jeudi soir 10 octobre, de ce que, finalement, les parties « continuaient à se parler ». Car, effectivement, représentants de l'armée et du gouvernement croate ne cessent, depuis deux jours, de se parler... mais sans rien décider de concret.

Sur le terrain, la situation n'a guère changé, à l'exception d'une baisse d'intensité des combats. Ceux-ci n'ont toutefois pas totalement cessé, plusieurs affrontements ayant été signalés jeudi dans l'est de la Croatie, notamment à Vukovar, cette ville assiégée par l'armée yougoslave, depuis des semaines, de la conquérir (1). De plus, des mouvements de troupes fédérales ont été rapportés dans cette région. Quant au blocus des casernes fédérales par les forces croates et celui des ports croates par la marine fédérale, s'il y a simultanément, c'est dans leur maintien et non dans leur levée, contrairement aux termes de l'accord de mardi soir.

De réunions en réunions, militaires et Croates, harcelés par les médiateurs néerlandais, prévoient et fixent religieusement des délais, qui sont invariablement repoussés. On promet pour le lendemain ce qui aurait dû être réalisé la veille, faisant dire à un flegmatique et néerlandais porte-parole européen que la levée de certains blocus doit « être en cours » alors que, sur place, rien ne bouge de façon substantielle. « Non, nous n'avons pas repoussé l'ordre de quitter les lieux », ces quelques mots, les combattants croates de garde devant l'une des principales casernes fédérales de Zagreb, Borogaj, les connaissent par cœur à force de les répéter.

En dépit des « quelques progrès » et « premiers pas timides » réalisés jeudi dans les tentatives d'application de l'accord de cessez-le-feu, un convoi d'aide humanitaire à destination de Vukovar n'a pas réussi à

atteindre la ville jeudi comme il était prévu. Peut-être les quelques vingt camions chargés de vivres et de médicaments qui ont quitté Zagreb y parviendront-ils vendredi.

La modestie des résultats obtenus en deux jours de « trêve » n'a pas encore réussi à décourager complètement les médiateurs européens engagés dans leur politique des « petits pas » et pour lesquels les éternels reports des délais fixés ne sont que de légers accidents de parcours, l'essentiel étant d'avancer, si timidement soit-il.

La méfiance réciproque continue, cependant, à être de mise en Croatie. Jeudi soir, alors que les représentants des militaires fédéraux et des autorités croates venaient de se séparer, à l'issue de trois heures de discussions « productives », les serbes ont retenti à Zagreb, immédiatement plongée dans l'obscurité. Trois quarts d'heure plus tard, à 19 h 30, l'aube était levée, mais l'éclairage n'était pas rétabli pour autant dans la capitale de la Croatie.

YVES HELLER

(1) Selon Imre Agotic, membre de l'état-major des forces armées croates, neuf personnes ont été tuées et une cinquantaine blessées dans les combats qui se sont déroulés jeudi à Vukovar.

### Seize journalistes ont été tués depuis la fin juin

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a demandé, jeudi 10 octobre, aux Pays-Bas, qui exercent la présidence de la CEE, de prendre des mesures pour assurer la protection des journalistes en Yougoslavie. La FIJ déplore que « les protocoles de la convention de Genève concernant les droits des correspondants de guerre ne soient pas respectés par le gouvernement fédéral ni par les autres forces combattantes dans la région ».

Selon la FIJ, seize journalistes sont morts dans ce pays, depuis la fin juin, sans compter deux journalistes soviétiques, disparus depuis le 3 septembre. Parmi les journalistes tués, figurent Pierre Blanchet, du *Nouvel Observateur*, deux Autrichiens, un Suisse, un Allemand, un Canadien, et dix journalistes yougoslaves - dont cinq d'origine croate. (AFP.)

#### Après l'Italie

## La Hongrie s'oppose au passage des troupes fédérales sur son territoire

#### BUDAPEST

de notre correspondant

Le gouvernement de Budapest a fermement rejeté, jeudi 10 octobre, la demande des autorités yougoslaves d'utiliser le territoire hongrois pour évacuer les soldats fédéraux et leur matériel de la République sécessionniste de Slovénie. Après quelques hésitations, les Italiens avaient, eux aussi, interdit aux chars yougoslaves d'embarquer dans le port de Trieste pour rejoindre le Monténégro sans avoir à passer par la Croatie voisine. Ce double refus complique sérieusement la tâche de l'armée fédérale qui a - théoriquement - jusqu'au 18 octobre pour quitter la Slovénie.

La Hongrie, qui dispose d'une frontière commune avec la Slovénie et la Croatie, estime que le passage des blindés fédéraux sur son territoire « nuit au fragile processus de paix actuellement en cours en Yougoslavie ». Budapest ne veut faire aucun « cadeau » aux

forces fédérales contrôlées par la Serbie. Une position peu surprenante puisque les rapports avec Belgrade se sont considérablement détériorés depuis le début de la crise. L'aspect adrien hongrois a été violé à plusieurs reprises au cours des dernières semaines par l'aviation fédérale. Les autorités hongroises critiquent en outre, de plus en plus ouvertement, le sort réservé à l'importante minorité magyare de Voïvodine, une des deux provinces autonomes rattachées à la Serbie.

Autre revers pour Belgrade : le gouvernement hongrois a également indiqué qu'il reconnaissait à partir du 10 octobre la validité des passeports slovénes et croates, tout comme les Autrichiens, les Allemands et les Italiens. Même si Budapest s'empresse de rajouter qu'une telle décision « n'a rien à voir avec une reconnaissance de l'indépendance de ces deux pays », elle marque, en fait, une reconnaissance de facto.

YVES-MICHEL RIOLS

### GRANDE-BRETAGNE : en marge du congrès conservateur de Blackpool

## Les encombrants mécènes des tories

M. John Major devait prendre la parole, vendredi 11 octobre, devant le congrès du Parti conservateur réuni à Blackpool. Il s'agissait de sa première intervention devant les tories en tant que premier ministre. En marge de ce congrès, les délégués doivent faire face à des révélations gênantes sur certains des mécènes qui assurent le financement de leur parti.

#### BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

Que des milliardaires étrangers versent leur obole au Parti conservateur, rien, dans la loi et les habitudes de l'establishment politique britannique, ne l'interdit. Le militantisme, en Grande-Bretagne, a connu des heures plus glorieuses, et il faut bien alimenter les caisses : si les conservateurs pouvaient compter sur les cotisations de 2,8 millions d'adhérents dans les années cinquante, ceux-ci n'étaient plus que 1,2 million environ au début des années 80, et sont probablement nettement moins aujourd'hui. Les travaillistes, de leur côté, ne peuvent pas espérer financer leur parti par les cotisations d'environ 300 000 militants.

Le Labour, traditionnellement, dispose du soutien financier des

syndicats (plus de 75 % du budget du parti), alors que les tories comptent sur les contributions de l'industrie. Le risque est que ces dernières émanent d'hommes d'affaires dont la réputation laisse à désirer, ou que de telles largesses soient octroyées dans l'espoir de s'attirer ensuite les faveurs du pouvoir. En temps normal, une certaine discrétion entoure ces affaires. En période électorale, elles acquièrent vite un parfum de scandale. Trois donations au Parti conservateur ont récemment défrayé la chronique : à chaque fois, un milliardaire étranger est en cause.

Le premier est John Latsis, dont la fortune, il y a quelques années, était tout aussi colossale que celle d'Aristote Onassis ou Stavros Niarchos, mais plus discrète. Le milliardaire grec aurait versé un chèque de 2 millions de livres (environ 20,8 millions de francs) au Parti conservateur par l'intermédiaire de l'ancien trésorier du parti, lord MacAlpine. Ce n'est pas la première fois que ce mécène se manifeste (en 1980, il avait contribué pour 500 000 livres), mais, cette année, la situation revêtait un caractère d'urgence : les dettes du Parti conservateur sont estimées par la presse britannique à une somme comprise entre 12 et 17 millions de livres, et la « facture » des prochaines élections devrait atteindre quelque 20 millions de livres. Personnage bien

connu de la couronne britannique (son yacht, l'*Alexander*, a été prêt ou loué en août dernier au prince et à la princesse de Galles), John Latsis est aussi renommé en raison de son passé : s'il fut acquiescent des charges de collaboration avec les nazis au cours de la dernière guerre, on lui reproche d'avoir soutenu un peu trop visiblement la junte militaire responsable du coup d'état de 1967 à Athènes. Le président du Parti conservateur, M. Chris Patten, sans contester le versement de ce don, a répondu aux attaques des travaillistes en affirmant que le Labour avait touché un chèque de 3 millions de livres de la Fédération syndicale des transports.

#### Un honorable milliardaire de Hongkong

Match nul? Pas tout à fait. La deuxième affaire concerne l'honorable Li Ka-shing, milliardaire de Hongkong bien connu, qui aurait versé la modeste somme de 100 000 livres aux tories. Passe encore que M. Li Ka-shing (selon le magazine *Forbes*, sa fortune dépasse 1,5 milliard de livres, ce qui le place au 48<sup>e</sup> rang mondial) ait des intérêts très précis dans l'important projet de construction d'un nouvel aéroport à Hongkong, qui a été au centre de la récente visite de M. John Major en Chine. Mais M. Li, qui est un vieil ami des conservateurs, aurait versé son obole peu après un dîner en com-

pagnie de M. Major, c'est-à-dire lors d'une visite officielle à l'étranger du chef du gouvernement, ce qui est un peu gênant.

D'autant que la troisième affaire est tout aussi délicate. La presse a récemment publié le fac-similé d'une lettre adressée à M. Axl Nadir par M. Thatcher, alors premier ministre. M. Thatcher écrit qu'« elle ne peut pas remercier assez » M. Nadir pour la contribution si « généreuse » de celui-ci au Parti conservateur qui « a aidé à assurer la victoire décisive » (celle des élections de 1987). M. Axl Nadir aurait versé en plusieurs fois la somme de 1,5 million de livres. Homme d'affaires chypriote turc, il est également un ami de longue date du parti tory : dans le passé, sa générosité a pris la forme de plusieurs chèques de 50 000 à 60 000 livres. Mais M. Nadir est également bien connu de la justice : le flacon de son empire, le groupe Poly Pack International (de l'agroalimentaire à l'électronique) est en pleine déconfiture depuis un an, et il doit lui-même répondre de dix-huit chefs d'accusation, dont un détournement de fonds pour un total d'environ 25 millions de livres... Cette dernière affaire est prise très au sérieux par l'office des fraudes. Une enquête vient d'être ouverte. Mais il est peu probable que cette commission remette ses conclusions avant les prochaines élections générales.

LAURENT ZECCHINI

■ IRLANDE DU NORD : Un groupuscule catholique revendique le meurtre d'un protestant. - Un groupuscule catholique, l'Organisation de libération populaire irlandaise (IPL), a revendiqué, jeudi 10 octobre, le meurtre d'un protestant commis, l'après-midi même, par deux tireurs, dans un pub de Belfast, au cœur du quartier protestant de la ville. Quelques heures

plus tard, un chauffeur de taxi catholique a été tué par balles dans le nord de la ville, apparemment en représailles. Ces deux meurtres portent à soixante-six morts le bilan de la violence politique en Irlande du Nord depuis le début de l'année. (AFP, Reuters.)

■ TURQUIE : cinq morts lors d'une fusillade à Istanbul. - Trois policiers turcs et deux de leurs

agresseurs ont été tués, jeudi 10 octobre, lors d'une embuscade tendue contre une voiture de patrouille dans un quartier résidentiel d'Istanbul. Deux des terroristes survivants ont été arrêtés. (AFP.)

■ RECTIFICATIF. - Dans notre article de Prague consacré à la polémique sur la loi d'épuration

(le Monde du 11 octobre), une confusion s'est installée entre les différents sigles des partis politiques représentés au Parlement tchécoslovaque. Il fallait lire : « Hormis ces deux marges convulsives accordées au Mouvement civique, issu de la gauche du Forum civique, la droite parlementaire a en fait imposé une loi d'une rare sévérité ».

## EUROPE

## URSS

## L'incertitude règne sur l'avenir des institutions communes

MOSCOU

de notre correspondant

Rentré à Moscou tard dans la soirée de jeudi 10 octobre, M. Boris Eltsine devait avoir vendredi matin un entretien avec M. Gorbatchev. Les deux hommes devaient participer à la session du Conseil d'Etat censé examiner deux textes essentiels pour l'avenir des relations entre les républiques de l'ex-URSS : le traité économique, signé le 1<sup>er</sup> octobre à Alma-Ata mais objet, depuis, de multiples attaques, en particulier de la part de divers responsables russes. Et un projet de traité politique sur une « Union des républiques souverainement » tel qu'il a été rendu public par les services de M. Gorbatchev.

Pourtant, une totale incertitude règne sur l'avenir de ces deux projets, comme d'une manière plus générale, sur l'avenir des institutions communautaires de l'Union. C'est en principe le traité économique, objet des discussions les plus détaillées, qui aurait dû être signé le premier, mais tout semble remis en cause. Le premier vice-premier ministre russe, M. Oleg Lobov, a suggéré, dans un document publié jeudi par l'agence Interfax des modifications si profondes qu'elles équivalaient à une totale remise en cause de l'accord de principe réalisé à Alma-Ata. M. Lobov refuse que le

centre soit en mesure d'imposer quoi que ce soit aux Républiques signataires. Il ne veut pas non plus entendre parler d'une banque d'émission commune, remet en cause les principes retenus pour la répartition de la dette soviétique et n'accepte pas que la Russie soit automatiquement appelée à supporter l'essentiel des dépenses communautaires.

## L'inconnue ukrainienne

En fait, les critiques contre le texte du traité économique ne viennent pas seulement de Russie, mais aussi d'Ukraine. En tout état de cause, M. Vitold Fokine, premier ministre ukrainien, estime que l'accord devrait d'abord être limité à quatre républiques (Russie, Ukraine, Biélorussie et Kazakhstan), les autres n'y adhérant qu'ultérieurement. De son côté, le président kirghiz Askar Akaiyev s'insurge contre « les tendances centralisatrices » qu'il détecte dans ce projet d'accord. M. Edouard Chevardnadze, l'ex-ministre des affaires étrangères d'URSS, peut bien estimer que le texte d'Alma-Ata est le « minimum » nécessaire pour « assurer la transition d'une manière civilisée ». Il risque fort de ne pas être entendu, et le traité, qui devait être entériné vendredi, pourrait bien ne pas l'être de sitôt.

Dans ces conditions, on imagine mal que la discussion du traité d'union politique, beaucoup moins avancée, se fasse sans heurts. D'autant que certaines Républiques, parmi les plus importantes, paraissent de plus en plus réticentes à accepter une quelconque limitation de leur souveraineté, sans laquelle la mise en place d'institutions communautaires, même très souples, paraît à peu près impossible. Ainsi, seules six Républiques ont désigné à ce jour les députés qui doivent les représenter au nouveau Soviet suprême, dont la première session a dû être reportée au 21 octobre.

L'incertitude majeure vient de Kiev, où l'on continue à s'interroger sur l'utilité d'envoyer ou non des députés à Moscou, et où certains députés font savoir qu'il faudra en tout cas bien deux ou trois semaines pour se déterminer, dans une atmosphère « chauffée » par l'ouverture de la campagne pour le référendum sur l'indépendance et l'élection présidentielle du 1<sup>er</sup> décembre. Si l'Ukraine venait à faire défaut, l'idée d'une quelconque union serait sans doute irrémédiablement compromise et devrait logiquement céder la place à une série d'accords bilatéraux entre États totalement indépendants, doubles d'ententes économiques ponctuelles.

JAN KRAUZE

## ALLEMAGNE : accord à Bonn

## Les dirigeants arrêtent une série de décisions pour accélérer les procédures d'expulsion

La tournure violente prise par le débat public sur l'accueil des demandeurs d'asile en Allemagne a obligé le chancelier Helmut Kohl d'une part, le Parti libéral et le Parti social-démocrate d'autre part, qui s'opposaient depuis des semaines sur la manière d'agir, à trouver un compromis pour tenter de désamorcer la crise. Lors d'une réunion au sommet, qui s'est tenue jeudi 10 octobre à la chancellerie, à Bonn, les dirigeants des principales formations du gouvernement et de l'opposition, à l'exception des Verts, ont arrêté une série de décisions pour tenter d'accélérer les procédures d'expulsion à l'encontre de tous les étrangers qui n'auraient pas droit à une protection particulière de l'Etat allemand.

BERLIN

de notre correspondant

Au cœur du nouveau dispositif, figure la création, dans chaque Land allemand, de centres d'hébergement centraux, où les procédures d'examen des dossiers et de recours juridique en cas de rejet

de la demande d'asile pourraient se dérouler en six semaines. Ces procédures pouvaient prendre jusqu'à plusieurs années, compte tenu de la multiplicité des administrations concernées. La décision de principe d'accorder ou de refuser le statut de réfugié politique appartient à un office central dépendant de l'autorité fédérale, à Zirndorf. Les recours juridiques avaient lieu auprès des tribunaux des Lander. Ceux-ci étaient responsables de l'hébergement des réfugiés, répartis dès leur arrivée au prorata de la population et installés dans des centres d'accueil dispersés dans les villes et les communes.

Les centres d'hébergement centraux seront désormais placés sous la responsabilité du gouvernement fédéral. L'Office de Zirndorf et les tribunaux administratifs des Lander y disposeront d'antennes spécialisées qui permettront d'éviter les aléas et venues compliquées d'une administration à l'autre. Cinq cents agents supplémentaires seront mis à la disposition de l'Office par les Lander. On espère ainsi réduire à deux semaines le délai nécessaire pour statuer sur les dossiers, et à deux semaines également le délai imparti aux juges, selon une procédure simplifiée, pour se prononcer sur les appels.

La capacité d'accueil des nouveaux centres devra être de 45 000 places pour l'ensemble de l'Allemagne. Les réfugiés y seront hébergés le temps nécessaire pour que l'Office de Zirndorf décide de la recevabilité de leur demande : en principe, six semaines au maximum. Les organisations humanitaires ont critiqué la création de ces centres de rassemblement.

Imposé par l'opposition social-démocrate et le Parti libéral (FDP) qui ne voulaient pas entendre parler d'un changement de la Constitution sur le droit d'asile, cet accord suscite beaucoup de scepticisme quant à son application. Les passions soulevées dans l'opinion publique, la vague d'attentats racistes de ces dernières semaines ont obligé les responsables politiques à enterrer momentanément la hache de guerre. Le risque était trop grand de voir la situation échapper à tout contrôle. De tous côtés, on essaye maintenant de dédramatiser le débat public, et les manifestations contre le racisme se multiplient.

La présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Schlegel-Siemers, a lu, jeudi, une déclaration, adoptée par tous les partis politiques représentés au Parlement, et condamnant « l'intolérance et la violence ».

HENRI DE BRESSON

## Trois ans après le séisme en Arménie

## La grande misère des sinistrés de Leninakan

Un peu moins de trois ans après le tremblement de terre qui a endeuillé l'Arménie, le 7 décembre 1988, les habitants de Leninakan, tout près de l'épicentre du séisme, vivent encore dans des conditions dramatiques.

LENINAKAN

de notre envoyé spécial

Avec ses quatre-vingts ans bien sonnés, l'homme pensait qu'il pourrait, compte tenu de son âge, obtenir rapidement un logement en dur et quitter la baraque en préfabriqué qu'il habite depuis le tremblement de terre. Hélas, à la mairie, on lui a dit qu'il répondait seulement au « critère 26 » et que pour le moment, on en était tout juste à régler le problème des personnes « des critères 1 à 7 », c'est-à-dire les mutilés, les plus gravement blessés, les orphelins de père et de mère, les enfants handicapés... Sans vain mot de révolte, l'homme est reparti vers son abri.

Susanna Kharamanian, elle, a reçu un logement dans un des rares immeubles construits depuis le séisme. Mais comme il n'y a pratiquement plus d'essence en Arménie et que les moyens de transport sont inexistant, elle est obligée, ne serait-ce que pour permettre aux enfants d'aller à l'école, de continuer à vivre dans les 9 mètres carrés de l'espace de roulotte qui lui a été attribuée. Du napperon sur les tables au poisson rouge dans son bocal, en passant par les quelques jouets soigneusement rangés des enfants, trois orphelins qu'elle a recueillis, tout respire ici le souci constant de ne pas sombrer dans la misère, comme si cette maison était une vraie maison.

Pour Achod Betrossian, responsable d'un district de la ville, celle-ci ne sera pas reconstruite « avant quinze ou vingt ans ». « Gorbatchev nous avait promis », ajoute-t-il, « que tout le monde serait relogé dans les deux ans. Maintenant, nous ne pouvons plus recevoir autant d'aide qu'au début, nous devons compter uniquement sur nous-mêmes ». Aujourd'hui, sur les quarante mille familles qui ont perdu leur logement, trois mille seulement ont été relogées dans de nouvelles constructions.

Martir Pachian, le directeur de l'école française de la ville a perdu sa femme et ses deux enfants dans la catastrophe, depuis, il n'a de cesse de

reconstruire son école. « Sur les 450 élèves de l'école, 300 sont morts lors du tremblement de terre ; sur les 50 enseignants, 23 ont été tués, explique-t-il. Tout a été détruit, nous n'avons rien pu récupérer, pas même un manuel. Et pourtant dès le 15 mars 1989, avec 45 élèves, nous reprenions les cours sous une tente. »

Rue

Margaret-Thatcher...

Aujourd'hui, 850 élèves viennent tous les jours dans le bâtiment en préfabriqué. Suffisant l'été, glacial l'hiver. Martin Pachian se bat comme un diable pour obtenir les fonds nécessaires à la reconstruction d'une « vraie » école. Des architectes français ont fait des plans, la mairie de Marseille a offert une première subvention, les ministres français ont promis leur aide morale, mais l'argent n'arrive toujours pas. Juste en face, l'école anglaise Margaret-Thatcher - financée à 30 % par le budget de Londres et à 70 % par des entreprises britanniques - se dresse, pimpante, au milieu des décombres avoisinants. La France est une grande puissance, soupire-t-on à Leninakan...

Et c'est rue Margaret-Thatcher - « la Dame de fer » - ne faisait jamais les choses à moitié - qu'Arthur Minassian (vingt-neuf ans) et Kenarig Aharonian (vingt-sept ans) - ont construit « leur » école : « Endanik » (la famille). Rien ne prédisait ce couple à tenter une telle aventure. Avant le séisme, Arthur travaillait dans l'industrie et Kenarig dans l'informatique. « Lorsque il y a eu le tremblement de terre, j'ai passé trois jours à tenter de sauver les enfants de l'école à côté ; quand je suis rentré chez moi, j'ai voulu manger une pomme et je me suis mis à crier tant j'avais mal. Je ne m'étais pas aperçu que mes livres, à cause du froid, étaient pleins de sang, raconte Arthur. Et je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose pour ces enfants, alors j'ai pensé à une école. »

Depuis, avec l'aide de Solidarité protestante France-Arménie, on bâtit leur école. Faisant fi de tout bois, se servant du moindre matériel disponible, ils ont réussi à donner une âme à leurs bâtiments préfabriqués et un vrai style à leur enseignement. Alors, s'il faut garder une image de Leninakan, pourquoi ne pas retenir celle du sourire des enfants d'Endanik ?

J.-A. F.

## Puzzle électoral en Bulgarie

A la veille du scrutin du 13 octobre, l'opposition démocratique, divisée, hésite entre la rupture radicale avec l'ancien régime communiste et une période de transition

SOFIA

de notre envoyé spécial

Tolérance ou désenchantement ? A la veille des élections générales du dimanche 13 octobre, la Bulgarie paraît si calme qu'on en vient à se demander si cette sérénité exprime les vertus démocratiques ou traduit un désenchantement précoce pour les jeux politiques du parlementarisme. Certes, les principaux partis en lice devaient mobiliser samedi à Sofia leurs militants pour un dernier meeting avant le scrutin. Mais nul ne s'attendait à voir défiler dans la capitale les centaines de milliers de personnes qui, lors des précédentes élections de juin 1990, s'étaient rassemblées pour défendre leurs candidats. Soit, alors, était noyé dans le bleu - symbole de l'opposition - et le rouge, couleur des communistes, rebaptisés socialistes. Si ces derniers avaient remporté la majorité absolue grâce notamment au vote des campagnes, l'opposition groupée dans l'Union des forces démocratiques (UFD) n'aurait pas baissé les bras pour autant. Forte de ses 36 % des voix, elle parvint en effet au cours des mois qui suivirent, non seulement à obliger le président de la République Petar Mladenov et le premier ministre Andreï Loukanov - tous deux anciens communistes - à démissionner mais aussi à former un gouvernement de coalition et à convoquer des élections anticipées, espérant que ce nouveau rendez-vous consacrerait la défaite sans condition des anciens maîtres du pays.

Nous y sommes. Mais la situation est bien moins claire que l'opposition ne l'aurait souhaité. S'il s'agit d'un véritable tournant, les communistes ne retrouveront pas leurs deux cent onze sièges (sur quatre cents), il paraît tout aussi probable que le scrutin de dimanche ne laissera pas le Parti socialiste sur le câble. Les sondages à prendre avec infiniment de précautions, ne créditent-ils pas les anciens communistes de 20 % à 30 % des intentions de vote ?

Le débat est d'autant plus complexe que l'opposition se présente en ordre dispersé et qu'au total, quarante et un partis vont se disputer les suffrages des 6,5 millions de Bulgares inscrits. Sans omettre, pour compliquer encore l'analyse, des élections municipales qui se déroulent en même temps que les législatives.

## Divergences au sein de l'appareil

« Nous sommes divisés en un grand nombre de courants idéologiques ; quatre fractions ou moins pour représenter les réformateurs et quatre autres pour les orthodoxes ». Lyubomir Kyuchukov, trente-six ans, vice-président du conseil supérieur du Parti socialiste bulgare, semble ravi d'éclairer ainsi, devant l'observateur étranger, les divisions d'un parti

qui, pendant plus de quarante ans, n'a admis aucune contestation et a procédé à des purges péniennes de tous les déviants réels ou potentiels.

Le putsch raté de Moscou a encore aggravé ces dissensions au sein de l'ex-Parti communiste. Nombre de responsables, en effet, ont trouvé les réactions de la direction bien lentes pour condamner les putschistes. Les plus libéraux, appelés les « réformateurs », ont tout simplement quitté le parti ; d'autres, comme l'ancien premier ministre Loukanov, ont démissionné de leurs fonctions officielles tout en restant membres du parti. « Notre condamnation des putschistes de Moscou a été aussi rapide et radicale que celle de M. Major ou de M. Kohl », se défend M. Kyuchukov ; « On nous reproche essentiellement, ajoute-t-il, d'avoir dit que nous avions besoin d'informations complémentaires, mais n'est-ce pas un peu ce qu'a déclaré François Mitterrand ? »

Ces divergences au sein de l'appareil du parti, si elles donnent de celui-ci une image de social-démocrate, plaisaient aux Occidentaux, apparaissent en fait très peu dans la campagne électorale, et les électeurs du PSD ne semblent même pas au courant de ces divisions. Cette base de l'ancien régime communiste, comme en 1990, est essentiellement composée de ceux qui profitent de l'ancien régime (toute la nomenclature « moyennée » : cadres des entreprises, des administrations, de l'armée) et de ceux qui ont peur d'être condamnés par une évolution trop rapide vers une économie libérale.

## La méthode Mitterrand

Comme cette vieille paysanne, recroquevillée de misère et de privations, qui nous dit sa peur de perdre les quelques centaines de levras de rente que le régime lui octroie. Pour attirer par la propagande diffuse des anciens communistes qui ne cessent de répéter dans les campagnes que « les capitalistes étrangers vont acheter toutes nos terres et transformer les paysans bulgares en esclaves ». Autre argument souvent entendu : « Les dirigeants communistes sont plus libérés que les autres, ils parlent les langues étrangères, ils ont voyagé dans le monde entier et connaissent tous les responsables occidentaux ». Et pour cause.

Quels que soient les résultats du scrutin de dimanche, la principale victoire des anciens communistes aura été d'avoir provoqué la division de l'opposition. D'abord en faisant circuler un certain nombre de dossiers ou en répandant des rumeurs compromettant de nombreux responsables de cette opposition. Ensuite, en obligeant l'Union des forces démocratiques à faire face au débat fondamental de la politique bulgare : faut-il ou non

collaborer, même de manière très lâche, avec les anciens communistes, ou faut-il, comme le veut le slogan de Sofia, « avoir tout ou rien » ?

Il faut avoir vu le docteur Dertliev, président du Parti social-démocrate, une des personnalités fiers les plus populaires de l'opposition, hui aujourd'hui par ses partisans, pour constater à quel point le divorce est consommé. « Il n'y a pas de compromis à faire avec les communistes, ceux-ci empêchent toute véritable réforme », disent les partisans de la ligne dure. Ils sont regroupés au sein de l'UFD-Mouvement national, de loin la tendance la plus populaire puisque les sondages l'attribuent à au moins 25 % des suffrages. « Les cris de la droite ne peuvent que cimenter les anciens communistes, leur faire peur. Il faut au contraire convaincre les électeurs communistes qu'il y a une autre voie et qu'ils ne sont pas condamnés par l'évolution future », estime en revanche le docteur Dertliev, responsable de l'UFD-Centre (10 % environ des intentions de vote). Il cite le cas français à l'appui de sa thèse : « N'est-ce pas François Mitterrand, en collaborant avec les communistes français, qui a tué ceux-ci ? »

Dernière tendance : l'UFD libérale, regroupant certains écologistes et menée par le maire de Sofia, dont on estime qu'elle obtiendrait juste les 4 % des suffrages nécessaires pour être représentée au Parlement.

Division aussi dans le Parti agrarien, très puissant entre les deux guerres, qui se présentera dimanche avec deux équipes opposées et qui, au total, pourrait recueillir de 13 % à 20 % des suffrages. Surtout dans les campagnes, comme de bien entendu.

Au milieu de ce puzzle politique, de cet émiettement généralisé, l'hétérogénéité du Mouvement pour les droits et les libertés, représentant la minorité turque de Bulgarie (un million de personnes), soit un dixième environ de l'électorat, en paraît presque incongrue. Mené par un chef charismatique, Ahmed Dogan - alias Medjou Doganov du temps où la dictature communiste imposait la bulgarisation des noms turcs - ce mouvement pourrait faire le plein de ses voix et compter d'autant plus dans la prochaine Assemblée que celle-ci sera forcément hétéroclite. Si ce n'était la tentation et la mauvaise foi avec lesquelles les anciens communistes attisent les braises du conflit ethnique en Bulgarie, pour le moment la situation semble calme dans le sud du pays, où les Turcs jouissent maintenant d'une autonomie culturelle de plus en plus importante.

Reste enfin la multitude des « petits » partis : une trentaine, qui souvent, sans trop savoir pourquoi, se présentent dimanche au scrutin des électeurs et éligibles, parfois, une campagne électorale relativement terne. Ce candidat profitera de son

passage à la télévision pour demander des nouvelles de ses collaborateurs, perdus dans un village du Sud ; cet autre affirmant tout de suite qu'il connaît la même poignée à manger « des pigeons avec leurs plumes » ; Georges Grantchev, lui, souhaiterait être le « Tymoshenko bulgare » : à la tête du Business Bulgarian Block (BBB) dans le pays, il vante sa réussite aux Etats-Unis, comme son homologue polonais, et chante lui-même l'hymne de son parti.

« Le roi, pas la monarchie »

Le nombre élevé des partis se présentant aux élections de dimanche et le large spectre politique qu'ils constituent n'empêchent pas deux autres de planer sur ce scrutin. L'ombre de deux hommes qui ne briguent pas le suffrage des électeurs et dont les noms sont pourtant sur toutes les lèvres.

Le premier, c'est Konstantin Trenchev, le responsable du syndicat « Podkrepa », un des opposants les plus radicaux au régime communiste. Fort du soutien de ses troupes, bien organisées et décidées, le médecin de trente-six ans apparaît tout à la fois comme le chef occulte et le bras armé de l'UFD. Chaque fois que les « opposés » lui paraissent trop faibles, il sait lancer ses militants pour obtenir, par une pression de la rue ou des grèves, ce que les dunes et les débats parlementaires ont été incapables d'obtenir. C'est lui, aussi, qui « a eu la peur » de l'ancien premier ministre Loukanov ; c'est lui aussi qui a obtenu le retrait d'anciens dirigeants de l'opposition suspects d'avoir eu trop de sollicitude envers le régime communiste.

Courageux, autoritaire, passant volontiers pour l'ange purificateur de la Bulgarie - nécessaire pour les uns, dangereux pour les autres - Konstantin Trenchev n'a pas fini de faire parler de lui.

L'autre figure de la politique bulgare reste, bien sûr, Simeon II. L'ancien roi (il régna de 1943 à 1946, alors qu'il n'était qu'un enfant) jouit dans son pays d'une popularité incontestable. « Nous serions des centaines de milliers, voire des millions, à l'accueillir s'il revenait à Sofia », affirme une lande, qui précise, tout aussitôt, qu'elle n'est pas monarchiste. « Le roi, oui ; la monarchie, non » : comment résoudre ce dilemme pour Simeon mais aussi pour de nombreux responsables de l'opposition, qui cherchent les moyens d'éviter un référendum - République ou monarchie ? - susceptible de compliquer encore une situation politique déjà bien complexe ? Et voilà que certains émettent l'idée de voir Simeon II se présenter... à l'élection présidentielle, qui devait avoir lieu cet hiver.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Usines-prisons en Chine

Le 10 octobre 1991, à 10 heures, une foule de personnes se rassemble devant l'entrée d'une usine de textile à Shanghai. Les portes s'ouvrent et les ouvriers sortent. Ils sont tous vêtus de vêtements de travail, mais certains ont des expressions de tristesse. Ils ont été détenus pendant plusieurs jours dans cette usine, qui sert de prison pour les personnes accusées de crimes politiques.

Cette usine est l'une des nombreuses usines-prisons qui existent en Chine. Elles sont utilisées pour punir les personnes qui s'opposent au régime communiste. Les détenus sont soumis à de longues heures de travail forcé et à de mauvaises conditions de vie.

Le système des usines-prisons est une violation flagrante des droits de l'homme. Les personnes détenues dans ces usines ne sont pas jugées par un tribunal indépendant et impartial. Elles sont condamnées à des peines de prison sans avoir eu la possibilité de se défendre.

Il est urgent que le gouvernement chinois mette fin à ce système et qu'il respecte les droits de l'homme. Les personnes détenues dans ces usines doivent être libérées et leurs droits restaurés.

Le système des usines-prisons est une honte pour la Chine. Il est temps de réformer le système judiciaire et de garantir les droits de l'homme à tous les citoyens.



## ASIE

### Usines-prisons en Chine

Suite de la première page

Il existe en effet quantité d'institutions rattachées au monde carcéral. Certaines entreprises, par exemple, emploient les membres des familles des prisonniers, eux-mêmes transformés en semi-prisonniers du fait de leur parenté avec un détenu.

Dans ces institutions, ces employés d'un genre spécial produisent une plus-value qui s'ajoute à celle de la prison proprement dite. Le système permet à chacun — personnel pénitentiaire, détenus et leurs proches — d'arrondir des fins de mois d'ordinaire difficiles. Autre cas de figure connu : les détenus élargis, « prisonniers libres » que l'impossibilité de réinsertion sociale force à travailler dans une entreprise dépendant du centre de détention dont ils viennent de sortir. C'est pour eux la seule solution au vagabondage.

Ce réseau est tentaculaire. Il ne comprend pas seulement les camps de travaux forcés — *laogai* (« réforme par le travail ») ou *lao*

*jiao* (« rééducation par le travail ») — dans une région stratégique désolée, où les détenus travaillent à la mise en valeur agricole ou à la construction de routes et de voies ferrées. Le « camp » peut être une usine, une petite entreprise au nom parfois fonctionnel — Tuyaux d'acier de Laodong — et parfois charmant — Tissages de coton de la Nouvelle Vie.

#### Une main-d'œuvre inépuisable

La technologie y est pauvre, mais ces firmes bénéficient d'une main-d'œuvre inépuisable, au coût dérisoire. La population détenue dans les diverses sortes d'institutions pénitentiaires représenterait, selon certaines estimations, une dizaine de millions de personnes. L'hebdomadaire américain *Newsweek*, dans un article consacré à ce sujet en septembre, citait des documents confidentiels chinois chiffrant à cent mille individus les détenus accusés de délits d'opinion.

Le réseau fait partie intégrante du système sociopolitique chinois, au point parfois de pallier ses carences. Après les inondations de l'été dernier en Chine orientale, au moins trois mille victimes du désastre ont été envoyées en camp de travail dans la province occidentale du Xinjiang. L'initiateur de cette décision était M. Wang Zhen, vice-président de la République, l'homme qui « pacifia » cette région pour le compte du régime au début des années 50.

Cette mesure, rapportée par la presse pro-communiste de Hongkong, rappelle la déportation de millions de citoyens et d'étudiants dans les régions les plus reculées sous Mao Zedong. Dans l'esprit des dirigeants chinois, il ne s'agit même pas nécessairement d'une punition ; on y voit plutôt un « honneur ».

Le monde carcéral chinois était jusqu'à une date récente presque totalement fermé aux visiteurs étrangers. Ceux-ci n'avaient occasionnellement accès qu'à des centres de détention modèles, où leur était expliqué le caractère « humanitaire-révolutionnaire » du système, qui repose sur le repentir politique.

Visitant l'un de ces établissements il y a une dizaine d'années, nous avions constaté que les détenus pouvaient lire, outre la presse officielle, une revue ronéotypée, le *Petit Bulletin de la réforme par le*

travail, marquée « confidentiel, à retourner après lecture » ; il y a tout lieu de croire que ce bulletin existe toujours. Y figuraient des textes éducatifs, des dessins moralisateurs et une chanson présentée comme l'œuvre de deux prisonniers repentis, intitulée *Faisons régner la nouvelle moralité et les nouveaux us et coutumes*.

#### La répression de 1989

Le règlement, alors affiché sur les murs et toujours en vigueur, précisait que le prisonnier doit « prendre part activement à la production », de manière à « surpasser les objectifs tout en respectant la sécurité et la qualité ». Plus récemment, une délegation de juristes américains a eu droit, dans la même prison, à un concert de rock donné par des détenus.

Le système judiciaire communiste chinois a toujours été un État dans l'État, obéissant à ses propres règles, et ne répondant que rarement de ses « bavures ». Un cas symbolique, voilà dix ans, avait été la réhabilitation posthume d'un étudiant exécuté « par erreur » pour avoir critiqué Jiang Qing, l'épouse de Mao. Le malheureux avait été arrêté le 10 septembre 1976, lendemain de la mort du « Grand Timonier » (moins d'un mois avant Jiang Qing elle-même...), et exécuté en avril suivant. Il est cependant aussi arrivé au système de piéger ses propres agents. Un indicateur de la police a ainsi passé six mois en camp de travail, également dans les années 80, pour recel de marchandise volée. Il s'apprêtait en fait à dénoncer le voleur qui venait de lui confier le produit de son larcin.

La fin de la répression maoïste a amené une certaine normalisation à l'intérieur des camps, désormais moins peuplés. Mais, dans l'ensemble, les témoignages d'anciens détenus — politiques ou non — confirment que le régime n'est pas parvenu à mettre au pas ses gardiens de prison, enclins à brutaliser les prisonniers de manière routinière. Un règlement promulgué il y a peu en témoigne, qui interdit en substance aux gardiens d'infliger des sévices physiques... susceptibles de laisser des traces.

Quant à l'efficacité du système

dans la lutte contre la criminalité, elle reste sujette à caution. Le régime affirme que « 92 % à 94 % des anciens détenus ne retournent jamais vers le crime ». Ce calcul a été effectué par le ministère de la justice à partir de la population des prisons proprement dites, soit 1,1 million de détenus. Mais, selon des informations publiées à Hongkong sur la foi de documents secrets chinois, 83 % des détenus libérés récidivent dans les trois ans suivant leur sortie de détention.

C'est dire si la mission des juristes français — comme celle de leurs collègues australiens il y a peu, et dont le rapport a été dénoncé par Pékin comme « irresponsable » — risque d'être frustrante. Le Sichuan, où ils se rendent, compterait quarante-deux « camps », ou centres de détention et assimilation, un chiffre le plaçant dans la moyenne haute parmi les provinces chinoises. Le record est détenu par la province « libérale » de Canton (cent trente et un camps-prisons). Encore ne s'agit-il que des institutions reprises par le Sino-Américain Harry Wu, leur « hôte » pendant dix-neuf ans avant de devenir le premier Chinois à enquêter systématiquement sur ce sujet.

Du moins les juristes français peuvent-ils espérer poser des questions sur un des épisodes les plus sanglants de la répression de 1989 : à Chengdu, l'armée avait chargé à la balonnette pour réprimer les émeutes.

FRANCIS DERON

### Visites organisées pour les touristes

PÉKIN

de notre correspondant

« Bienvenue en Chine », proclame le prospectus de l'agence de voyages, baptisée *Timely International Travel* (« voyages internationaux à point nommé »). Les services qu'elle propose sont aussi variés que ceux d'une agence ordinaire, mais il en est un qui la distingue : « Nous arrangeons des visites dans les prisons chinoises et des rencontres avec des prisonniers chinois à l'intention de groupes de juristes et de voyageurs. »

Sur le rabat du dépliant, l'agence précise être placée sous la direction du ministère de la justice. Sur une photo,

figure un Occidental barbu servant la main à un Chinois. « La responsable d'une association d'avocats américains » et un « policier-éducateur », apprend-on.

Au téléphone, M. Zhang Hongfeng (Zhang « le sommet rouge », un nom qui sent l'époque du maoïsme triomphant), directeur général de la société, se dit tout d'abord enchanté de votre requête pour de plus amples renseignements. « Nous faisons venir des juristes étrangers depuis 1984, des Américains, des Anglais, d'autres de divers pays... »

Il ne fait donc guère de doute que cette agence, qui tient bureaux ouverts dans un hôtel

de la capitale, constitue une émanation commerciale du ministère de la justice visant à capter une part du « marché » des enquêtes de juristes occidentaux sur le système judiciaire chinois ouvert par la crise de 1989.

Mais, à l'heure de la lutte officielle contre l'affairisme et la corruption, il y a des limites à la transparence commerciale : soupçonner le journaliste de n'être pas un client potentiel, M. Zhang se refusait à répondre à d'autres questions « sur tout sujet autre que le tourisme proprement dit » ou à le recevoir.

F. D.

**ISTH** ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
DEPUIS 1968 FORMÉ

**SCIENCES PO PARIS**

- Sessions annuelles et semestrielles
- Sessions du soir

**SUCCÈS CONFIRMÉS**

45 85 59 35 - 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

**BROCANTE DE PARIS**

4 au 13 octobre

FESTIVAL 91

FOIRE DU 13<sup>e</sup>

20, Quai de la Seine, 75001 PARIS - Tél. 46 86 82 83

### Le Monde

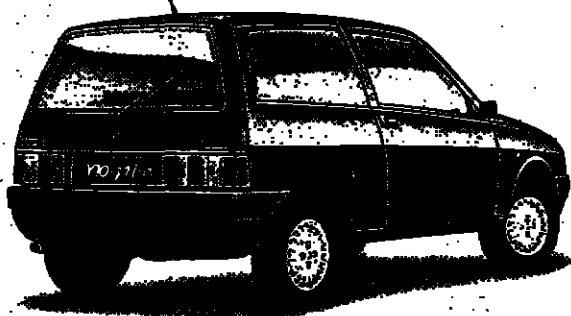
NUMÉRO SPÉCIAL

### L'URSS, DE LA PERESTROÏKA A L'APRÈS-COMMUNISME

108 pages - 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## NOUVELLE LANCIA Y10 Mia



50.900F

Finallement, être à la mode ne coûte pas plus cher.

Sellerie en Alcantara, matière aussi raffinée que le daim, vitres teintées électriques, fermeture centralisée des portes. Avec cet équipement sur mesure, la haute couture gagne l'automobile. Y10 Mia, moteur fire 1000 cm<sup>3</sup>, 4 CV, boîte 5 vitesses.



AUJOURD'HUI, POURQUOI SE PRIVER D'UNE LANCIA ?

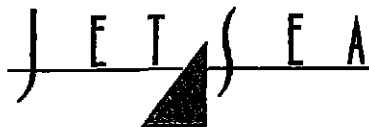
Votre concessionnaire Lancia : 3615 Lancia.

Pneum. 185/60 R13. 1.800.000. 02

### Larguez tout, sauf le superflu.

Sur le bleu profond des Caraïbes, votre disque laser d'aviation accompagne le bruit de l'eau... Votre hôtesse souriante dépose près du téléphone un cocktail tropical bien frais... Marin chevronné, votre skipper met le cap sur Tobago Cays... Solennel intact, magie des îles. Moments rares, plaisirs raffinés... En voilier quatre étoiles ou en motor-yacht de rêve, vous voguez sereinement d'un paradis à l'autre. A bord règnent l'espace, le confort absolu, et la très haute technologie. Sur la plupart de nos bateaux, salle de bains individuelle, télé, hi-fi, vidéo, fax... A votre disposition, tout ce qu'il faut pour jouir pleinement de la plus belle mer du monde... Parce que la devise de JET SEA est que rien ne vous manque pour couler des jours sans pareil. Rien, surtout pas le superflu.

Jet Sea location de bateaux : le meilleur des Caraïbes



Jet Sea Paris

6, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 Paris - Tél. (33) 1 42 56 60 60

Jet Sea Nice

Immeuble Le Neptune - 8, quai des Docks 06300 Nice - Tél. (33) 93 56 54 52

Jet Sea Pointe-à-Pître Jet Sea U.S.A. INC.

DAVIN

PAUL FABRA

LE MONDE DE LA FONCTION COMMERCIALE

## ASIE

TAÏWAN : à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de l'instauration de la République en Chine  
La poussée de l'indépendantisme préoccupe les autorités de l'île

Taiwan a fêté, jeudi 10 octobre, le quatre-vingtième anniversaire de l'établissement de la République en Chine, consacré à la chute de l'empire mandchou sur le continent, à l'autonomie de 1911. Un imposant défilé militaire, suivi de manifestations folkloriques, a eu lieu au cœur de Taïpeï, avec soldats marchant au pas de l'île, chars, missiles, commandos de marine - le tout au son d'une fanfare « à l'américaine ». Les mesures de sécurité étaient impressionnantes.

## TAÏPEÏ

de notre envoyé spécial

Le président du régime nationaliste, M. Lee Teng-hui, a profité de la fête nationale pour rappeler à ses concitoyens l'importance de l'unité, tant à Taïwan que pour la Chine dans son ensemble. Il a martelé que le but de son régime demeure la réunification avec le continent, dénonçant une opposition accusée de vouloir « diviser le territoire national », et qui oublie que « le même liquide vital coule dans les veines collectives de tous les Chinois », unis « dans un destin collectif ».

Et d'ajouter, entouré d'une brochette de généraux, que, « sans un Taïwan véritablement uni et démocratique, il ne saurait y avoir de nation chinoise unie, libre et démocratique », et vice-versa. Longtemps simple argument de propagande, le thème de la réunification a repris

de la crédibilité avec l'effondrement des régimes communistes partout dans le monde... sauf en Asie.

Le discours de M. Lee arrivait en contrepoint de celui, prononcé la veille, de son homologue de Pékin, M. Yang Shangkun. Ce dernier avait lui aussi dénoncé les partisans d'une indépendance de Taïwan : « Ceux qui jouent avec le feu finiront par être brûlés en cendres », avait-il menacé, avant de rendre responsable de la situation les dirigeants de Taïwan, pourtant, sur ce sujet, à l'unisson avec le régime rival du continent.

Ce dialogue de sourds confirme le renouveau de tension entre les deux côtés du détroit de Formose. La presse de Taïpeï vient de publier des déclarations du Conseil chargé des affaires du continent. Cet organisme a menacé Pékin de revoir certains aspects des relations entre les deux rives - en particulier dans le domaine des affaires - si le régime de M. Deng Xiaoping ne cessait pas certaines mesquineries et gestes de mauvaise volonté. Ces propos ont néanmoins été minimisés mercredi par M. Ma Ying-jeou, son vice-président, devant la presse étrangère.

Pourquoi donc un paradoxe militaire dans un tel contexte ? Sans doute pour montrer que Taïwan pourrait se défendre si elle était attaquée. Sans doute aussi pour satisfaire une armée et une vieille garde du parti Kuo-min-tang au pouvoir (KMT), inquiets de voir leur influence se réduire. Peut-être aussi, nous a dit un diplomate, pour montrer que, bien que considérable, l'équipement de l'armée nationale - essentiellement d'origine américaine - commence à

vieillir et qu'il aurait besoin d'être modernisé. L'accord récent avec la France pour l'achat de frégates (le *Monde* du 26 septembre) semble aller dans ce sens.

## Plusieurs pommes de discorde

L'opposition et une large frange de l'intelligentsia taïwanaise croient le fer avec le KMT sur plusieurs points. Ce défilé était l'une de leurs pommes de discorde. Comme nous l'a dit un professeur lors d'une manifestation antigouvernementale jeudi après-midi : « Si notre pays est démocratique, comme le gouvernement l'affirme, il ne devrait pas encourager ce genre de démonstration de force ».

Second thème mobilisateur pour les opposants : l'article 100 du code criminel - un des derniers vestiges d'une très longue période d'exception, qui punit très sévèrement la « sédition » jusque dans ses intentions non exécutées. L'opposition exige son abrogation ; le KMT parle de le modifier. Le groupe Alliance Action 100 avait menacé de troubler le défilé. Un accord avec la faction libérale du Kuo-min-tang a permis d'éviter l'affrontement sans que personne ne perde la face.

Enfin, et surtout, le sentiment indépendantiste connaît, depuis deux ou trois mois, une flamme qui inquiète Taïpeï - et Pékin. Les indépendantistes affirment que cette tendance est désormais majoritaire ; le vice-président Ma, quant à lui, soutient qu'il représente « moins de 10 % de la population ». Son expression, rendue possible par les progrès de la démocratisation et renforcée par la crainte qu'inspire une réunifi-

cation avec les auteurs du massacre de Tiananmen, a trouvé une nouvelle justification dans les récents événements en URSS et en Europe de l'Est, qui ont conduit à l'indépendance de nouveaux États.

« Pourquoi pas nous ? », demande le vice-président du groupe parlementaire d'opposition DPP (Parti progressiste démocratique), M. Frank Hsieh. Répondant à ceux qui, au gouvernement, affirment qu'une déclaration d'indépendance serait considérée comme un *casus belli* par Pékin, il ajoute : « De toute manière, les communistes n'ont jamais promis de ne pas nous attaquer ! ».

Le DPP compte adopter un programme demandant officiellement l'indépendance de l'île, sous le nom de « République de Taïwan », lors de sa convention nationale, en fin de semaine. Ce geste devrait forcer le KMT à prendre position, et par là, le diviser entre partisans de la Constitution, l'application de la loi contre la « sédition », et libéraux, souvent d'origine taïwanaise, plus intéressés par le futur que par le passé.

Le thème de l'indépendance pourrait donc être au cœur de la campagne pour les élections de décembre à l'Assemblée nationale, qui sera chargée de modifier la Constitution. « Si on doit amender la loi fondamentale », affirme M. Frank Hsieh, « alors il faudra se demander qui nous sommes, qu'est-ce que Taïwan, et qu'est-ce que la République de Chine ? ». Un débat que le président Lee Teng-hui, lui-même taïwanais, se passerait bien.

PATRICE DE BEER

## PROCHE-ORIENT

Avant une nouvelle tournée préparatoire

## M. Baker affirme qu'il est temps de « prendre des décisions » concernant la conférence de paix

Tenace et appliqué, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, devait entamer au cours du week-end une nouvelle tournée au Proche-Orient - la huitième depuis mars - qui devrait être la dernière avant la convocation d'une conférence de paix israélo-arabe.

## WASHINGTON

de notre correspondant

Il n'y a pas de date-butoir, comme le rappelle récemment la Maison Blanche. Mais les négociations et les tentatives de médiation, qui ont commencé en octobre, et les villes les plus fréquemment citées, pour accueillir la réunion, sont La Haye et Lausanne. M. Baker se trouvera au Proche-Orient en même temps que son homologue soviétique, M. Boris Pankine, et une rencontre entre les deux hommes n'est pas impossible. Le ministre soviétique pourrait profiter de ce séjour pour annoncer une reprise des relations diplomatiques avec Israël, préalable posé par l'Etat hébreu avant d'accepter la participation de l'URSS à la conférence.

M. Baker a laissé entendre, jeudi 10 octobre, que sa tournée pourrait être la dernière : le temps est venu « pour toutes les parties,

ici et dans la région, de prendre des décisions », a-t-il dit. Une des hypothèses volontiers avancées de source américaine est que le secrétaire d'Etat pourrait bousculer les cartes et, avec M. Pankine, lancer les invitations à la conférence afin de mettre les derniers récalcitrants au pied du mur.

M. Baker a fait cette déclaration en recevant au département d'Etat une délégation de Palestiniens des territoires occupés. Elle comprenait ses trois interlocuteurs habituels : M. Fayyad Husseini (de Jérusalem), M. Hanane Ashmoui (Cisjordanie), M. Zakariah et Agha (Gaza), et aussi, pour la première fois, le professeur Sari Nusseibeh, un des plus talentueux porte-parole des nationalistes palestiniens. Les entretiens ont porté sur l'épineux problème de la représentation palestinienne à la conférence : « un des principaux obstacles » encore à régler, a expliqué M. Baker.

L'affaire ressemble à une partie de cache-cache diplomatique. Les Etats-Unis ne veulent pas donner de prétexte au premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qui menace de ne pas venir à la conférence si la délégation palestinienne comprend des Palestiniens de territoires ou des personnalités des territoires se réclamant trop ouvertement de l'OLP. Israël n'entend pas négocier avec l'organisation de M. Yasser Arafat ni débattre du statut de Jérusalem. De leur côté, les Etats-Unis savent bien qu'il n'y aura pas de représentation palestinienne sans le feu vert de l'OLP : ils souhaitent que les délégués palestiniens soient inclus au sein d'une délégation jordanio-palestinienne. A l'issue des entretiens de jeudi, M. Husseini a constaté que « les choses n'allaient pas encore réglées ».

Attendu en Syrie, en Jordanie et en Egypte, M. Baker devra, dans ces pays, donner d'ultimes garanties - les fameuses « lettres d'assurances » - notamment sur le fait que la conférence se réunira sur la base des résolutions 242 et 338 de l'ONU qui posent le principe de la paix en échange « de » territoires. Les pays arabes les interprètent comme faisant obligation à Israël d'évacuer « tous » les territoires occupés à l'issue de la guerre de juin 1967 : Jérusalem-Est, la Cisjordanie, la bande de Gaza et aussi le plateau du Golan syrien.

## Mauvaise humeur croissante

L'Etat hébreu entend que les Etats-Unis acceptent de réunir la conférence sur un principe différent : chaque participant serait libre d'interpréter comme il l'entend ses résolutions. Pour M. Shamir, Israël s'est définitivement acquitté des obligations contenues dans les résolutions de l'ONU en restituant le Sinaï à l'Egypte en 1982, aux termes des accords de Camp David.

Ce ne sont là que quelques-unes des difficultés qui attendent M. Baker avant d'installer Israël et ses voisins arabes autour de la table de négociation. Le secrétaire d'Etat ne se fait pas d'illusions : plus on approche du moment de cette réunion israélo-arabe et plus le climat sera tendu dans la région. M. Baker a indiqué qu'il disposait de renseignements « très confidentiels » sur une possible série d'attentats terroristes. Les Etats-Unis observent également un regain d'activisme de la part des extrémistes israéliens qui veulent torpiller la conférence. Le département d'Etat a lancé jeudi une « mise en garde » à ce sujet et elle visait, notamment, le groupe de fanatiques occupant des maisons dans le village arabe de Silwan, en bordure de la vieille ville de Jérusalem.

Les entretiens du secrétaire d'Etat en Israël - dernière étape de son périple - auront lieu dans une atmosphère de mauvaise humeur croissante entre les deux pays. Quand ils ne polémiquent pas sur l'affaire des garanties bancaires, c'est le vif de l'espace aérien de plusieurs pays arabes par l'aviation israélienne qui irrite Washington. Les échanges de contre-messagers désobligeants sont devenus monnaie courante. Récemment, un ministre israélien, M. Rehavam Zeevi, traitait M. George Bush d'antisémite et M. Shamir disait douter de l'aptitude des Etats-Unis à être un « médiateur impartial » dans le conflit israélo-arabe. Le premier ministre ajoutait, il est vrai, qu'il n'y avait pas d'autre médiateur possible.

ALAIN FRACHON

MARCEL SCOTTO

## DIPLOMATIE

La succession de M. Perez de Cuellar

## Le Conseil de sécurité commence la sélection des candidats au poste de secrétaire général de l'ONU

## NEW YORK

(Nations unies)

de notre correspondant

Le processus de désignation du candidat appelé à succéder à M. Javier Perez de Cuellar au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à l'expiration de son second mandat de cinq ans (fin décembre) est entré dans une phase active.

Une première réunion du Conseil de sécurité a eu lieu, à huis clos, jeudi 10 octobre, afin de déterminer quels noms peuvent être éliminés sur la base de personnalités qui ont officiellement fait acte de candidature. Cette liste comprend les six candidats présentés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) : MM. Boutros-Ghali, vice-premier ministre égyptien, Olusegun Abasanjo, ancien

président du Nigeria, Bernard Chidzero, ministre des finances du Zimbabwe, James Jonah, haut-fonctionnaire de l'ONU (Sierra-Leone), Nguema François Owono, ancien ministre gabonais et Kenneth Dazie, directeur-général de la CNUCED (Ghana).

M. Michel Doo Kpinhe, secrétaire général adjoint de l'ONU est présent par le gouvernement du Cameroun et M. Raul Manglapus par la branche philippine de l'Association internationale des juristes. Quatre candidats se présentent sans étiquette. Il s'agit de MM. Nsanze Terence (Burundi), Uddin Ahmed (Bangladesh), Waldo Waldron-Ramsey (Barbade) et Hans Jaanichek (Etats-Unis). Ces premières consultations ont été précédées par la proposition de certains diplomates féministes qui s'insurgent contre le fait qu'aucune femme ne figure sur cette liste.

« Nous sommes conscients des obstacles qu'il faudra franchir avant d'en

arriver là, mais nous sommes prêts à prendre ce risque pour que la première femme puisse accéder à cette fonction », a déclaré M. Margarita Papagrigoriou, l'ex-épouse de l'ancien ministre grec, coordinateur du *Women For Mutual Security* (WMS), un réseau regroupant trois cents mouvements de femmes et organisations féministes dans le monde entier. Le Conseil, habité par le souci de désigner « le plus vite possible et le plus harmonieusement possible », un candidat dont le nom sera soumis ensuite à l'Assemblée générale chargée d'entériner ce choix, a entouré ses délibérations du secret le plus total. D'après certaines informations, toutefois, les quatre candidats qui ne bénéficient ni de soutien d'un gouvernement ni de celui d'une organisation régionale, pourraient être rapidement éliminés de façon à ramener la liste des candidats à huit noms. Bien entendu, à tout moment, d'autres candidats ne figurant pas sur

la liste initiale peuvent faire leur apparition.

Pour le moment, chacun des quinze membres du Conseil, actuellement présidé par l'ambassadeur de l'Inde, M. Chinnaya Chatterjee, se garde d'afficher ses préférences. Une retenue encore plus marquée au sein des Cinq (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS) même si Paris a clairement laissé entendre depuis plusieurs semaines l'intérêt qu'il portait à la candidature de M. Boutros-Ghali. Le vice-premier ministre égyptien a le triple avantage de représenter le continent africain (lequel a jamais eu de représentant au poste de secrétaire général depuis la création de l'ONU), d'être un « pur politique » tel que le conçoit la diplomatie française et un parfait francophone, condition jugée impérative pour que Paris puisse donner son accord.

SERGE MARTI

Selon une recommandation des députés européens

## La représentation parlementaire de l'Allemagne à l'assemblée de Strasbourg pourrait être augmentée

L'Assemblée des Douze a recommandé, mercredi 9 octobre, aux Etats membres de la CEE d'élargir la représentation parlementaire allemande à Strasbourg afin de tenir compte de la réunification. Cette résolution, adoptée à une large majorité (239 voix pour, 47 contre et 47 abstentions), demande la révision des dispositions prévues par le traité de Rome.

## STRASBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Il est de bon ton dans les milieux européens de se réjouir scrupuleusement des « pierres fondatrices ». Mais, cette fois, les parlementaires des Douze ont préféré « oublier » cette habitude. Dans une lettre adressée, le 8 mai 1991, à Robert Schuman, Jean Monnet écrivait, en effet : « Le principe est celui de l'égalité entre la

France et l'Allemagne au conseil comme à l'Assemblée et dans toutes les institutions européennes, que la France entre seule ou avec l'Union française, que l'Allemagne soit celle de l'Ouest ou toute l'Allemagne ».

Si le texte adopté mercredi souhaite maintenir ce principe d'égalité pour le conseil des ministres des Douze et la Commission de Bruxelles, il considère que cet équilibre politique peut être rompu dans l'hémicycle européen. Actuellement, chacun des quatre grands pays de la Communauté - Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni - dispose de 81 sièges. Après la réunification, les députés allemands devraient être augmentés de dix-huit représentants de l'ex-RDA. Mis à part quelques mécontentements qui envasent les inconvenients à terme d'une telle décision, l'Assemblée était allée gaiement au-devant des suggestions allemandes, aidée par l'euphorie ambiante du moment.

Aujourd'hui, beaucoup s'en mordent les doigts sans pour autant l'exprimer publiquement. Oser voter

contre la résolution déposée par les groupes socialistes et chrétiens-démocrates demandant dix-huit parlementaires supplémentaires pour l'Allemagne serait jugé, estimant-ils, comme un geste d'hostilité à l'égard de l'union du peuple allemand. D'ailleurs beaucoup de représentants français avaient surtout le souci de ne pas se retrouver entre eux pour s'opposer au texte soumis au scrutin. C'est ce qui explique le nombre relativement important d'abstentions.

## Vers des effectifs pléthoriques

Avec les Français, nombreux sont les Britanniques et les Italiens qui font valoir également que la chambre a été mise devant les bruits et qu'il est grand temps de revoir les structures de fonctionnement de la Communauté. En d'autres termes, la conférence intergouvernementale sur l'union politique doit rechercher de nouveaux équilibres au sein des institutions européennes.

La difficulté est qu'appliquer la proportionnalité intégrale réduirait

considérablement la représentation des petits pays, ce qui avait été écarté politiquement lors de la création du Marché commun. Accroître la part des grands pays - c'est ce qui est demandé pour l'Allemagne - donnerait une assemblée pléthorique. D'autant que d'autres Etats pourraient rejoindre les Douze dans les prochaines années.

Déjà quelques voix s'élèvent pour dire que démocratie et efficacité ne coïncident pas avec une inflation de parlementaires. M. Derek Prag (conservateur britannique), pour lequel la démocratie qui fonctionne le mieux est celle des Etats-Unis où la Chambre des représentants ne compte que 435 membres (518 déjà à l'Assemblée de Strasbourg), est catégorique : « Le Parlement européen ne doit pas devenir le Soviet suprême d'Union soviétique ». Reste que la délégation allemande aura une nouvelle carte dans sa poche au conseil européen de Maastricht, qui ne s'annonce pas des plus faciles.

MARCEL SCOTTO

LA OL FR de Ga (en

I de no son de gr du co di son joi ré qu Lé M tir en du nic ce tes m

ta Je pl la cr, av G

di d v v q n b j n o s e p n n n b

h f c c d e f i c c t t l l i l i

Plan de rapatriement

Les indications se multiplient sur la présence d'hommes armés dans le camp, qui encouragent de façon assez véhémente la population à vider les lieux : selon certaines indications, ils annonçaient que le « rapatriement du peuple » doit être achevé pour la fin d'octobre - avant, donc, la mise en place à Phnom-Penh du Conseil national suprême quadripartite (CNS) qui devrait être « intronisé » par la conférence de Paris. De nombreux réfugiés manifestent leur frayeur devant cette situation en ne rentrant plus au camp après leur journée de travail.

Des représentants d'ONG ont décidé d'organiser des veilles pour parer à des déplacements forcés à la faveur de la nuit. Les Nations unies, quant à elles, qui ont mis sur pied un vaste plan de rapatriement des 350 000 Cambodgiens déplacés à la frontière thaïlandaise sous l'égide du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), s'efforcent à présent d'en mieux faire connaître les modalités aux intéressés, afin que ceux-ci soient, à tout le moins, assurés d'une alternative.

J.-P. C.

Le pape

Le pape a dit que les chrétiens doivent être ouverts à l'égard des autres religions. Il a également souligné l'importance de la paix et de la justice dans le monde.

Le pape a également évoqué la situation en Iran et a exprimé ses vœux pour une résolution pacifique du conflit. Il a insisté sur le rôle de l'Église dans la promotion de la justice sociale.

Le pape a conclu son discours en rappelant les valeurs fondamentales de la foi chrétienne et en encourageant les fidèles à vivre dans la charité et la solidarité.

Le pape a également mentionné les défis du monde contemporain et a appelé à une action collective pour relever ces défis.

Le pape a terminé son discours par une bénédiction apostolique, souhaitant la paix et le bien-être à tous les hommes.

Le pape a été acclamé par une foule immense lors de son passage à travers la ville. Ses paroles ont été diffusées en direct sur les chaînes de télévision.



## AMÉRIQUES

BRÉSIL : deuxième visite de Jean-Paul II

### Le pape face à la montée des sectes

Jean-Paul II devait commencer, samedi 12 octobre, son deuxième voyage au Brésil. Cette visite de dix jours se déroulera le long des côtes et dans quelques villes du centre où, à l'exception de Brasília et de Salvador, le pape n'avait pas fait étape, lors de son premier voyage en 1980. Depuis, l'Eglise catholique brésilienne a perdu une partie de son influence. Elle a affronté une forte croissance des sectes en tous genres et a adopté une ligne plus conservatrice.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Dans un Brésil considéré comme le plus grand pays catholique du monde, le nouveau voyage de Jean-Paul II est destiné à « revitaliser l'Eglise », selon les termes de l'un des 388 évêques que compte le pays. La population est certes baptisée à près de 90 %, mais, selon le Père Jesus Hortal, directeur du département de théologie à l'université catholique de Rio-de-Janeiro, « le nombre de catholiques qui fréquentent régulièrement l'église ne dépasse pas 35 % en moyenne, avec, dans des grandes villes comme Rio-de-Janeiro, un taux qui n'atteint pas 20 % ». La chute des vocations, en outre, entraîne une diminution sensible du nombre des prêtres.

La principale raison de cette déaffection est le développement des mouvements religieux parallèles – souvent considérés comme des sectes – qui innovent jusqu'aux Eglises protestantes, dont ils se réclament souvent. Il en existe plus d'une centaine à travers le pays, qui viennent s'ajouter aux cultes afro-brésiliens traditionnels comme le candomblé et l'umbanda (1). Même si certaines n'ont qu'une durée de vie assez courte, les sectes regroupent près de 10 % de la population. « Leurs dirigeants, dit Paulo Lochmann, évêque de l'Eglise méthodiste, font preuve de l'ingénuité la plus pure ou du charlatanisme le plus sordide ». Mais, ajoute-t-il, « dans un Brésil où, aujourd'hui, les gens pauvres ont besoin de réponses immédiates et concrètes aux multiples maux dont ils souffrent ».

#### Le rassemblement concurrent du Maracana

Symbole de cette montée en puissance des sectes, la « réunion de prières » que le chef de l'Eglise universelle du règne de Dieu, M. Edir Macedo, a convoquée samedi 12 octobre – le jour même de l'arrivée de Jean-Paul II – dans l'immense stade du Maracana, à Rio-de-Janeiro. Deux cent mille fidèles y sont attendus.

L'explication de cet engouement tient aussi au fait, selon le Père Hortal, que « l'Eglise catholique n'a pas, au Brésil, accompagné les mouve-

ments de population. Pas plus au moment de l'ouverture de la route du café, au dix-neuvième siècle, qu'aujourd'hui parmi les pauvres des favelas ou aux côtés de la bourgeoisie, dans les nouveaux quartiers résidentiels à la périphérie des grandes cités ».

Le succès de ces « agences de prestations de services religieux » que sont les sectes, pour reprendre le mot du Père Hortal, n'est pas la seule cause des difficultés rencontrées par l'Eglise catholique. Dans un pays où, comme dit un curé de la favela de la Rocinha, « parler d'espoir est l'une des choses les plus difficiles, mais aussi l'une de celles dont les gens ont le plus besoin », le discours de l'Eglise catholique a évolué de façon contradictoire. Engagée très tôt aux côtés des théologiens de la libération, dont l'un des principaux représentants est le franciscain brésilien Leonardo Boff, une partie du clergé a dû affronter les soupçons des autorités vaticanes, traditionnellement médianes à l'égard de ces « communautés ecclésiales de base », avant-garde de l'Eglise en Amérique latine. « Nous n'allons pas vers la perestroïka. Rome souhaite toujours remettre la maison en ordre de manière autoritaire », affirme un prêtre.

Depuis la précédente visite du pape en 1980, les sanctions à l'égard des partisans de la théologie de la libération se sont en effet multipliées, ainsi que les pressions sur le clergé progressiste. En 1985, le Père Leonardo Boff a été interdit d'enseignement et de prise de position publique et mis à l'écart de la maison d'édition qu'il dirigeait. Le cardinal Paulo Arns, archevêque de São-Paulo, a vu, en mars 1989, son diocèse morcelé. Les nominations d'évêques par le Vatican ont cessé un renforcement de la tendance conservatrice, le cas le plus typique étant la succession, en 1985, de Mgr Helder Camara, archevêque de Recife (Nordeste), par Dom Jose Cardoso, un prêtre de la curie romaine parachuté dans ce diocèse, aujourd'hui en froid avec presque



tout son clergé et ses équipes de laïcs militants. La désignation du cardinal Eugenio Sales, archevêque de Rio, adversaire de la théologie de la libération, comme représentant du pape au 12<sup>e</sup> Congrès eucharistique ouvert lundi 7 octobre à Natal, confirme ce renforcement de l'aile conservatrice.

#### « Investir dans la vidéo »

« Même si notre rôle n'est pas de lutter avec les sectes, explique le Père Boim, à la Conférence nationale de l'épiscopat brésilien, il nous faut investir, comme elles, dans la vidéo et les nouvelles techniques de communication. L'important, en effet, n'est pas tant la perte de fidélité que la nécessaire réorganisation du travail pastoral. » Beaucoup de prêtres, comme le Père Clodovis Boff, insistent sur la nécessité d'engager l'Eglise sur une voie « moins bureaucratique et plus proche de la population, ce que n'arrivent pas à faire

### 8 000 kilomètres en dix jours

Le 52<sup>e</sup> voyage du pape à l'étranger commence le samedi 12 octobre (1) à Natal, capitale de l'Etat du Rio Grande do Norte, et se terminera le lundi 21 octobre à Salvador, dans l'Etat de Bahia, au nord-est. Entre temps, Jean-Paul II parcourra plus de 8 000 kilomètres et visitera huit autres villes : São Luis (Etat de Maranhão, au nord) ; Brasília (centre) ; Goiânia (Etat de Goiás, au centre) ; Curitiba (Mato Grosso, à l'ouest) ; Campo Grande (Mato Grosso du Sud) ; Florianópolis (Santa Catarina, au sud) ; Vitória

(Espírito Santo, au sud-est) et Macelo (Alagoas, au nord-est). Une « visite de courtoisie » est prévue avec le président Fernando Collor de Mello, ainsi que des rencontres, outre ecclésiastiques et diplomatiques, avec des laïcs, des jeunes, des enfants, des désemploés, des représentants de peuples indigènes. Le pape visitera aussi une favela, dans la ville de Vitória.

(1) La date du 12 octobre est aussi celle du 499<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

GUATEMALA : en marge de la rencontre des peuples indiens

### Le retour risqué de Mme Rigoberta Menchu

Héroïne de la résistance indienne, Mme Rigoberta Menchu, qui vit en exil depuis 1981, est revenue dans son pays, le Guatemala, pour prendre part à la deuxième grande réunion des Indiens d'Amérique, du 6 au 12 octobre.

GUATEMALA

de notre envoyé spécial

« Rigoberta Menchu et M. Mitterrand dans notre pays », a récemment titré en première page, el Grafico, le principal quotidien du Guatemala. Il y a une ironie involontaire dans cette formule. Si l'épouse du président français est en visite au Guatemala pour assister à la « Deuxième rencontre continentale des peuples indiens d'Amérique » (1), la présence de Mme Rigoberta Menchu dans son propre pays devrait aller de soi.

Ce n'est pas le cas. Agée de trente-deux ans, cette indienne de l'ethnie Quiché, la plus importante du Guatemala (où plus de la moitié de la population est indienne) ne peut pas se promener en toute sécurité dans les rues de Guatemala-City. Et il est exclu qu'elle puisse se rendre dans son village natal de Chimal, près d'Uspatán, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale.

#### Prix Nobel de la paix ?

« J'aimerais tant y retourner. Je n'y suis plus allée depuis 1979. Mais c'est impossible. Tout peut arriver et, bien sûr, personne ne serait responsable », nous explique-t-elle d'une voix douce. Rigoberta Menchu garde l'allure des femmes de son ethnie. Mais elle vit en exil, depuis 1981, au Mexique. Son père, Vincente Menchu, était l'un des fondateurs du Comité de l'unité paysanne (CUC-Comité de unidad campesina), une organisation clandestine de résistance indienne. Il a été tué en janvier 1981, lors de l'assaut donné par les forces de l'ordre contre l'ambassade d'Espagne (2).

Rigoberta Menchu appartient à la direction collective du CUC. Elle s'est fixée pour but de faire connaître à l'extérieur la lutte des Indiens du Guatemala pour la reconnaissance de leurs droits à la terre et à l'identité culturelle. Elle est candidate au prix Nobel de la Paix.

La répression contre les Indiens, qui a été féroce dans les années 1980-1984, s'est nette-

ment ralentie mais elle n'a pas cessé. Son statut personnel aux yeux des autorités a cependant beaucoup évolué, probablement en raison de sa participation, l'été dernier à Genève, au groupe de travail de l'ONU visant à préparer une « Déclaration universelle des droits des peuples indigènes ».

Elle était retournée une première fois au Guatemala, en avril 1988, avec une délégation de seize personnes. Quatre cents policiers les attendaient à l'aéroport. Elle avait fait une seconde tentative en avril 1989, pour participer avec l'opposition au « dialogue national » proposé par les autorités. A peine cette réunion achevée, elle recevait plusieurs menaces de mort très explicites : elle avait « 78 heures pour partir ou pour inviter ses amis à ses obsèques ».

Tout autre a été l'accueil, dimanche 6 octobre, à l'aéroport La Aurora. Elle est entrée sans difficultés dans son pays natal et la responsable de la nouvelle Commission pour les droits de l'homme, était même là pour lui souhaiter la bienvenue.

Rigoberta Menchu sait pourtant que le gouvernement civil du président Jorge Serrano a un pouvoir limité sur les forces armées, en particulier en province. Elle ne se risquera donc pas à rester au Guatemala après le 12 octobre.

« Il y aura des conflits tant qu'on n'acceptera pas la diversité culturelle et ethnique du pays », explique-t-elle. Nous ne sommes pas favorables à une partition avec les Indiens, d'un côté, et tous les autres, de l'autre. Ce serait absurde, d'autant que ces derniers possèdent la plupart des moyens de production. Mais nous réclamons au moins la reconnaissance de notre langue comme une des langues officielles du pays, son enseignement dans les écoles, le droit à une représentation politique et un véritable pouvoir pour les maîtres des villages indiens.

Pourquoi y a-t-il tant de femmes dans son mouvement ? Il y a une raison positive à ce phénomène. Les femmes indiennes ont commencé depuis quelques années à s'exprimer publiquement. Mais il y a aussi une cause tragique. Beaucoup d'hommes ont été tués au début des années 80 et ce sont leurs veuves qui ont repris le flambeau de la résistance indienne.

DOMINIQUE DHOMBRES

(1) La première a eu lieu en octobre 1989 à Bogotá (Colombie). (2) Voir le livre *Moi, Rigoberta Menchu* d'Elizabeth Burgos. Collection « Témoins », Gallimard.

### VOL QUOTIDIEN PARIS-TORONTO

SUR UN VOL HEBDOMADAIRE VOUS MULTIPLIEZ PAR SEPT VOS CHANCES D'ATTENDRE.

SUR AIR CANADA VOUS AVEZ SEPT CHANCES SUR SEPT DE PARTIR QUAND VOUS VOLEZ.



Pour tous ceux qui détestent les contraintes d'un vol hebdomadaire, nous multiplions par sept les raisons de se réjouir. En créant un nouveau vol quotidien Paris-Toronto, après celui

inauguré sur Paris-Montreal, Air Canada innove et démontre qu'il en était encore besoin sur le marché France-Canada. Un vol quotidien se signale pas pour autant une division

des prestations, bien au contraire. Un Fict-med est servi pour la première classe et la classe affaires. Le confort, l'accueil et l'hospitalité sont toujours à la hauteur de la réputation Air Canada.

Voyager à bord d'un vol Air Canada, c'est de plus en plus une bouffée d'air frais, car nous vous rappelons que tous nos vols sont non-fumeurs.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Air Canada

□ PÉROU : une journaliste tuée par une lettre piégée. — Une rédactrice de l'hebdomadaire péruvien *Cambio*, Mme Melissa Alfaro, a été tuée, jeudi 10 octobre, par une lettre piégée dans les locaux du périodique à Lima. L'hebdomadaire, qui est considéré comme l'organe du mouvement proclibéral Tupac Amaru, a souvent accusé les forces de l'ordre péruviennes d'avoir violé les droits de l'homme. Le directeur de la revue a attribué cet attentat à « des groupes paramilitaires de droite ». — (AFP, Reuters).

□ HAITI : le Sénat s'oppose à l'envoi d'une mission de l'OEA. — « Au nom de la souveraineté nationale », le Sénat haïtien a annoncé, jeudi 10 octobre, qu'il s'opposait à la venue d'une mission civile de l'OEA « d'aide à la démocratie » après le putsch qui a renversé le président Aristide. D'autre part, Amnesty International s'est déclarée « extrêmement préoccupée » par la violation des droits de l'homme, en soulignant qu'une centaine de personnes ont été tuées depuis le coup d'Etat. — (AFP).

□ ÉTATS-UNIS : augmentation du nombre de réfugiés admis. — Le président George Bush a annoncé, jeudi 10 octobre à Washington, que 142 000 réfugiés, contre 131 000 précédemment, seraient autorisés à entrer aux États-Unis, au cours des 12 prochains mois. Cette augmentation vise à assimiler davantage de réfugiés soviétiques, auxquels est réservé le quota le plus important (61 000 personnes). — (AFP, Reuters).

#### EN BREF

## POLITIQUE

Le comité directeur et la convention nationale du PS

## La stratégie des socialistes est l'enjeu d'un affrontement indirect entre M. Mitterrand et M. Rocard

Le comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit samedi 12 octobre, doit adopter le texte du « projet socialiste pour l'an 2000 », soumis à la discussion des militants pendant deux mois jusqu'au congrès extraordinaire de décembre. La convention nationale, qui débute samedi soir et s'achève dimanche, doit entériner les candidatures aux élections régionales et cantonales de mars prochain. Cet ordre du jour sera assurément respecté par les deux instances, mais, à travers ces débats, d'autres préoccupations que celles du rajeunissement doctrinal du PS et de l'équilibre des courants parmi ses élus se feront entendre.

La question que les socialistes se posent, aujourd'hui, est celle de l'avenir de leur parti. Elle prend les formes les plus diverses, du rôle de M. Bernard Tapie dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur à la politique de M. Pierre Bérégovoy, des rapports avec les écologistes à une éventuelle réforme du mode de scrutin, de la définition d'un projet économique distinct de celui de la droite à la crainte d'un « coup de torchon » social. Ce foisonnement d'interrogations tend à s'organiser, de façon implicite, comme un nouvel affrontement — indirect — entre M. François Mitterrand et M. Michel Rocard. L'épisode du mode de scrutin en est l'illustration la plus évidente.

Même si M. Jean-Claude Petit-Demange, conseiller de M. Rocard et responsable des élections au secrétariat national du PS, accepte, dans le « Point de vue », que nous publions (ci-contre), l'idée d'introduire une dose de représentation proportionnelle dans le mode d'élection de l'Assemblée nationale, cette conces-

sion apparente ne doit pas faire illusion. D'une part, en effet, elle est dictée par le souci de ménager ceux qui, au sein du courant rocardien, estiment nécessaire un geste en direction des électeurs qui ne se reconnaissent pas dans les partis dominants. D'autre part, et surtout, la conviction de l'ancien premier ministre et de ses proches est que l'« instillation » de proportionnelle est un leurre et que la logique d'un tel projet, autant que la volonté présidentielle ne peuvent conduire qu'à rétablir le scrutin de liste départemental adopté en 1985, issue qu'ils se déclarent prêts à combattre résolument. Il y a six ans, M. Rocard, ministre de l'Agriculture, avait donné sa démission, en expliquant son geste par son refus d'un mode de scrutin qu'il juge délégitime.

Son opinion n'a pas changé sur ce point. L'un de ses amis, M. Alain Richard, a prononcé au bureau exécutif, le 9 octobre, un réquisitoire contre une réforme électorale qui entraînerait, selon lui, un « changement de régime » et « organiserait l'ingouvernabilité du pays ». L'entourage de l'ancien premier ministre finisse contre l'irresponsabilité d'une telle réforme, qui ouvrirait l'Assemblée nationale à des formations dispensées, du même coup, de se plier aux conditions politiques qu'impose l'esprit des institutions. Ils estiment que la combinaison de la Constitution et du scrutin majoritaire élimine heureusement les partis qui se refusent à conclure des accords de gouvernement — plates-formes ou programmes — basés d'un « contrat » proposé aux électeurs pour la législature à venir.

## Les « intégristes » du PS

Pour les rocardiens, les écologistes doivent être amenés à respecter cette règle, et non pas autorisés à former un groupe parlementaire hors de tout engage-

ment et à passer ensuite, au gré de leurs intérêts, d'une coalition à une autre. De même, ils refusent de débarrasser la droite du dilemme : s'allier avec le Front national ou l'affronter. L'instauration de la proportionnelle pour les élections législatives de 1993 leur paraît d'autant plus condamnable qu'il serait impossible, ultérieurement, de trouver dans l'Assemblée ainsi élue une majorité pour rétablir le scrutin de circonscription.

A côté de ces arguments de fond, l'ancien premier ministre et ses amis ont d'autres raisons de dénoncer les dangers d'un retour de la proportionnelle. Elle leur paraît liée, en effet, à une stratégie qui consisterait, pour M. Mitterrand, à nommer un nouveau premier ministre après les élections régionales et cantonales de mars prochain, à charge pour celui-ci de préparer, pour les élections législatives, une coalition qui épargnerait au président de la République l'épreuve d'une nouvelle cohabitation. Un tel premier ministre, qui pourrait être, bien sûr, M. Jacques Delors, serait, s'il était nommé, en bonne position pour se présenter à l'élection présidentielle et barrer la route de celle-ci à M. Rocard. Certains proches de celui-ci estiment, pourtant, que l'arrivée de M. Delors à l'Hôtel Matignon ne desservirait pas nécessairement leur chef de file, d'abord parce que l'actuel président de la Commission européenne aurait, selon eux, bien du mal à remplir sa mission, ensuite parce que, avec l'ouverture de la campagne pour l'Elysée, la réalité bipolaire reprendrait ses droits et redonnerait toutes ses chances à M. Rocard.

Cette confiance dans la logique politique et institutionnelle — qui empêche pas l'ancien premier ministre d'exprimer ses réserves contre M. Delors par un article du *Nouvel Observateur* critiquant l'attitude de la Commission européenne dans l'affaire De Havilland — explique, aussi, la volonté des rocardiens de se poser en défenseurs intransigeants du Parti socialiste. « Si l'un des intégristes du PS nous serons ceux-là », dit, en plaisantant, M. Tony Dreyfus, ancien secrétaire d'Etat auprès de M. Rocard.

Et ils le prouvent, déjà, par l'attention que M. Rocard apporte ostensiblement à la rédaction du futur « projet » du parti, dans la discussion duquel ses amis et lui-même se préparent à s'engager par le biais des « options » ouvertes à l'appréciation des militants, en s'efforçant toutefois de ne pas favoriser un affrontement de courants, mais de rechercher, au contraire, des majorités transversales. M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, chargé des relations internationales, en a déjà annoncé une sur la défense européenne. Les rocardiens seront présents, aussi, dans le débat sur les institutions, qui oppose les partisans d'une évolution vers un régime présidentiel aux défenseurs d'une adaptation souple du système. Ils s'affirment, enfin, comme les promoteurs d'une critique du capitalisme, qu'il n'est plus question pour eux de se contenter de « tempérer » c'était l'ambition modeste affichée par M. Rocard lorsqu'il était premier ministre, — mais qu'ils veulent contraindre à permanence à concilier les lois du marché avec l'intérêt général.

## Contre M. Tapie

L'« intégrisme socialiste » des rocardiens devrait se manifester, aussi, au cours de la convention, par une attaque en règle contre M. Tapie et ce qu'ils estiment être la prétention de celui-ci de bénéficier du soutien du Parti socialiste tout en lui imposant sa volonté. Les listes de candidatures aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur font partie de celles que la commission électorale ne sera pas en mesure de présenter à la convention. Le choix du chef de file dans le Var n'est pas fait. L'hypothèse du « parachutage » de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, paraissant écartée. Dans les Alpes-Maritimes, bien que M. Mauroy assure le contraire, un doute subsiste sur l'arrivée de M. Léon Schwartzberg.

Celle de M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux Affaires Européennes, dans le Vaucluse, risque de provoquer un conflit

majeur dans cette fédération dirigée par les rocardiens, qui, localement, ne veulent pas en entendre parler et seraient prêts à aller jusqu'à se faire exclure du PS si on tentait de la leur imposer. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, en revanche, le conflit entre M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et M. André Bellon, député, pourrait se redoubler après l'entrevue que les deux hommes ont eu jeudi.

La commission électorale est parvenue à un accord sur cinquante-neuf départements. Le cas d'une vingtaine d'autres pourrait être réglé à la convention. Il en resterait encore une vingtaine à traiter ensuite, parmi lesquelles, vraisemblablement, ceux des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Ile-de-France. Les rapports avec France unie, qui présentera ses propres listes dans certains départements (comme l'Yonne, avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique) et fera liste commune avec le PS dans d'autres, seront examinés la semaine prochaine. Le difficile, pour les socialistes, est de tenir compte de la baisse probable du nombre de leurs sièges par rapport aux élections de 1986, tout en faisant une place à leurs quelques nouveaux alliés, héritage de l'ouverture de 1988.

La question de ces problèmes de dosage dans les investitures, le débat sur la stratégie et sur les alliances, ouvert par M. Mauroy, fait craindre aux responsables du PS une préparation mouvementée, commençant dès ce week-end, du congrès extraordinaire de décembre. Voulu indolore à l'origine, ce congrès pourrait devenir, selon certains, un « nouveau Rennes », mais un « Rennes » qui, cette fois, irait à son terme par la formation d'une nouvelle direction, sinon d'une nouvelle majorité, à la tête du parti.

PATRICK JARREAU

Après ses déclarations sur l'immigration

## M. Giscard d'Estaing a perdu une partie de son crédit européen

Le Parlement européen a adopté, jeudi 10 octobre, à l'issue d'un débat sur le racisme et la xénophobie, une résolution condamnant ceux qui « assimilent l'immigration à une invasion, une inondation ou une occupation surnuméraire » et qui « attisent les sentiments xénophobes de la société », ainsi que ceux qui « prétendent n'accorder la naturalisation qu'aux personnes ayant des liens de sang avec les ressortissants des Etats membres et qui s'inspirent ainsi des courants racistes et nationalistes ». Ce texte est une réponse à l'article publié par M. Giscard d'Estaing dans le *Figaro-Magazine* du 21 septembre dernier.

STRASBOURG (communiqué européen)

de notre correspondant

Avant le vote de cette résolution, le débat ne s'était pas écarté des généralités habituelles, si l'on excepte les interventions de quelques députés qui s'étaient inquiétés de « la renaissance en Allemagne du racisme sous différentes formes » et de « la montée de signes inquiétants dans l'empire soviétique finissant ». En l'absence de M. Giscard d'Estaing, aucune allusion n'avait été faite à ses déclarations sur le risque d'« invasion » de la France par les immigrants et sur la nécessité d'en revenir au « droit du sang ».

Le vrai débat avait eu lieu dans les couloirs. La droite de l'Assemblée n'a pas été moins choquée que la gauche par les propos de l'ancien président de la République. « Le Parti populaire européen est profondément traumatisé », peut-on y entendre. C'est ce groupe des démocrates-chrétiens que M. Giscard d'Estaing a voulu rejoindre, il y a un

an, en tentant d'entraîner dans son sillage la formation qu'il préside, celle des libéraux.

Le principal artisan de l'échec de l'ancien chef de l'Etat, M. Antonio Capucho (PSD, Portugal), n'est pas plus tendre avec lui qu'il ne l'a été en octobre 1990 : « Le vocabulaire utilisé par notre président n'est pas acceptable dans une culture sociale libérale et il n'est pas le meilleur moyen pour combattre le racisme », a déclaré M. Giscard d'Estaing ait pris la précaution d'adresser une lettre à chaque membre de son groupe pour expliquer qu'il ne fallait pas s'en tenir aux seuls commentaires de la presse, mais lire dans son intégralité l'article paru dans le *Figaro-Magazine*, le parlementaire portugais ne lui accorde aucune circonstance atténuante : « Il est certain maintenant que M. Giscard d'Estaing ne sera plus à la tête de notre formation en décembre prochain, à l'issue de l'élection pour la nouvelle présidence ».

M. Jan Bertens (Démocratie 66, Pays-Bas), également membre du groupe libéral, ne se risque pas à faire de pronostic mais lui aussi juge « inacceptable » le vocabulaire employé. « D'ailleurs », explique-t-il, « lors de la réunion la semaine dernière à La Haye des libéraux européens, mon opinion a été largement partagée, singulièrement par les députés du FDP qui jouent une partie serrée avec leurs alliés de la CDU sur la question des réfugiés et des immigrants en Allemagne ».

Au PPE, on se montre plus discret et surtout plus prudent. Ainsi M. Nicole Fontaine (CDR) souligne-t-elle que, compte tenu de « la charge émotionnelle que suscite la question de l'immigration en France », le mot d'« invasion » de M. Giscard d'Estaing est malheureux. Et la vice-présidente du Parlement d'ajouter : « La vraie difficulté est que la France n'a pas une véritable politique dans ce domaine ». M. Christian de la Malhe (RPR) joue sur le même registre : « Le gouvernement est sur la défensive dans cette affaire et n'aborde pas les vrais problèmes, alors que les Français sont inquiets ». Le président du Rassemblement des démocrates européens (RDE) finit tout de même par commenter l'initiative de l'ancien chef de l'Etat : « J'ai l'impression, dit-il, qu'il n'était pas dans son intention de faire un geste important pour opérer un rapprochement en direction du Front national et qu'il ne s'agissait pas d'une manœuvre de politique intérieure ». Perdus ou pas, M. de la Malhe ajoute : « Mais je peux me tromper ».

## Les députés français isolés

Du côté des conservateurs britanniques, on se refuse à commenter la littérature de M. Giscard d'Estaing parce que c'est « une affaire française et qu'on n'interviendrait pas que les Français interviennent dans la politique intérieure du Royaume-Uni ».

En contrepartie de quelques points gagnés dans les sondages français, l'ancien président de la République a perdu une partie de son crédit européen. La déception qu'il a causée au Parlement estelle pour lui un vrai sujet de préoccupation ? Au dîner du « mardi soir » qu'il organise à chaque session, afin de réunir les représentants de l'opposition, les parlementaires français ont en tout cas sombré dans l'euro-pessimisme. Les députés de l'hexagone, y compris les socialistes, sont attirés par leur isolement. Coup sur coup, ils se sont retrouvés pratiquement seuls pour attaquer Sir Leon Brittan, le commissaire « coupable » dans l'affaire De Havilland, et pour refuser que l'Assemblée demande d'interroger parlementaires de plus pour représenter la population de l'ERDA.

MARCEL SCOTTO

## Des précisions du journaliste de « Rossia » sur le financement du PCF

Le Parti communiste français touchait 2 millions de dollars par an depuis des années, de la part du comité central du PCUS, a précisé jeudi 10 octobre le journaliste Alexandre Evlakhov, qui avait révélé l'affaire dans l'hebdomadaire *Rossia*. Selon lui, le Parti communiste italien (PCI) recevait des sommes d'argent en dollars à peu près équivalentes à celles du PCF « depuis la création du Fonds de soutien aux travailleurs de gauche » en 1949.

En 1987, le PCF a reçu 1 million de dollars supplémentaires, qui ont pu servir à couvrir ses frais de participation aux cérémonies du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution ou au financement de sa campagne pour l'élection présidentielle, estime le journaliste. Selon « l'hypothèse la plus convenable », le destinataire des fonds était M. Maxime Gremetz, responsable de la politique extérieure du PCF, qui a démenti ces affirmations. Par ailleurs, selon M. Evlakhov, l'enquête sur l'implication du PCUS dans le coup d'Etat du 19 août avait démarré avec la découverte dans le coffre de M. Valentin Faline, chef du département des relations internationales du comité central, de 600 000 dollars en liquide. « Seul le chef du département international et deux autres personnes étaient au courant des transferts au sein du comité central, mis à part les membres du bureau politique » qui décidaient de la répartition de l'aide internationale communiste, a-t-il expliqué. — (AFP)

## M. Chaban-Delmas : le mot d'« invasion » est trop fort aujourd'hui

M. Jacques Chaban-Delmas, député RPR de Gironde, invité du « Grand O » de l'OFM-La Croix, jeudi 10 octobre, a estimé, à propos de l'usage du mot « invasion » par M. Giscard d'Estaing pour qualifier l'immigration à venir : « Le mot est fort et je partage avec l'abbé Pierre l'opinion suivante : c'est que le mot est trop fort aujourd'hui. Par la suite, il peut devenir parfaitement bien choisi pour nos enfants et petits-enfants ».

L'ancien premier ministre a indiqué que, si, en 1993, il était appelé de nouveau à l'Hôtel Matignon, « il relancerait le train de la nouvelle société en adaptant aux circonstances », mais qu'il poserait comme condition à son retour « l'existence d'une majorité stable et durable et d'une équipe ».

Interrogé sur une éventuelle candidature de M. Jacques Delors, qui fut jadis son collaborateur, à la présidence de la République, M. Chaban-Delmas a répondu : « Etant donné ce qu'il vient de faire en Europe et pour l'Europe depuis plusieurs années, il est bien évident qu'il a la carrure ».

□ M. Giscard d'Estaing en hausse. — Selon un sondage de l'institut Louis Harris pour le numéro de *Valeurs actuelles* daté du 14 octobre, M. Valéry Giscard d'Estaing aurait la préférence de 20 % des personnes interrogées pour la prochaine élection présidentielle. Le président de l'UDF gagne cinq points en un mois et dépasse M. Jacques Chirac (17 %). L'enquête indique que 51 % des Français (72 % des sympathisants de droite) approuvent les propos de l'ancien président de la République sur l'immigration. Quant au Front national, 38 % (au lieu de 24 % en septembre) des personnes interrogées estiment que le climat politique et social actuel lui profite. Ce sondage a été réalisé les 4 et 5 octobre auprès de 1 004 personnes.

Le Monde  
PUBLICITE  
LITTERAIRE  
Renseignements :  
46-62-74-43

Le Monde  
RADIO TELEVISION



POLITIQUE

Le huitième congrès du CDS

M. Baudis apparaît comme le principal rival de M. Méhaignerie

Le huitième congrès du Centre des démocrates sociaux se tient à Angoulême du 11 au 13 octobre. La famille centriste va devoir se choisir une nouvelle équipe dirigeante et reconsidérer sa stratégie dans la perspective des élections législatives de 1993. M. Baudis apparaît comme le principal rival de M. Méhaignerie.

se mettre au service de M. Baudis. On ne parle pas de revanche mais le cœur y est ! Le pacte fut scellé, en août dernier, quand le jeune maire de Toulouse vint officiellement faire ses offres de services.

La revanche de M. Stasi

N'ayant jamais pensé, comme il le confie aujourd'hui, que « M. Méhaignerie puisse être premier ministre », M. Stasi est sûr en revanche que « dans cette période de personnalisation de la vie politique, le renouveau du centre passe par l'émergence de visages nouveaux ». Entre M. Baudis et M. Bernard Bosson qui vint sur le tard s'interposer, il aurait pu sans doute hésiter, mais son choix est fixé. « Bosson est plus connu des militants, dit-il, mais Baudis est plus connu des Français ».

Le souvenir de Versailles étant encore dans toutes les têtes, les dirigeants centristes auront tout entrepris ces deux derniers mois pour éviter un affrontement public à Angoulême. M. Méhaignerie gardant sa présidence, M. Baudis héritant du poste de président exécutif, M. Bosson devenant secrétaire général, ce fut le « ticket » inventé le 19 septembre dernier. Mais en voulant contenter chacun, n'a-t-on pas pris le risque de mécontenter tout le monde ? M. Jean Arthuis a été le premier à dénoncer cet accord d'appareil inspiré, à l'entendre, de la plus pure logique stalinienne. Percevant la révolte naissante, la direction du parti décida, le 2 octobre, que la création du poste de président exécutif ferait l'objet d'une motion soumise au vote des congressistes.

A quelques heures du vote qui devait intervenir dans la soirée de vendredi, rien ne permettait d'en prévoir l'issue. Les trois protagonistes ont tenté d'expliquer leur position. M. Baudis a souligné son parti à la cause des rénovateurs de l'opposition au printemps 1989

M. Méhaignerie a répété que « l'addition de l'expérience et de la nouveauté » était la meilleure des formules. Dans un entretien au Monde du 9 octobre, M. Baudis a vanté à son tour les vertus du « travail collégial ». Multipliant les déplacements dans les fédérations, M. Bosson s'est chargé de colporter ces bonnes paroles. Mais les réticences à la base restent réelles. A une très forte majorité, le conseil national des Jeunes démocrates sociaux, réuni samedi 5 octobre à Paris, a adopté une « motion de mécontentement ». Les importantes fédérations du Nord et du Bas-Rhin ont également dit non. Réunie mercredi 9 octobre, la fédération de Paris s'est prononcée pour le rejet, à près de 80 %.

L'affrontement pour la présidence

Si la motion créant le poste de président exécutif devait être repoussée, l'affrontement entre M. Méhaignerie et M. Baudis pour la présidence serait inévitable et incertain. Le bilan des neuf années de présidence de M. Méhaignerie n'est pas globalement positif. Le CDS a encore perdu de ses forces. Près de cinquante mille adhérents déclarés, mais moins de la moitié sur les fichiers. M. Méhaignerie n'est pas parvenu à s'imposer comme le véritable leader du centre en France. A peine élu président, il a lié le destin de son parti à la vocation présidentielle de M. Raymond Barre, pour accepter finalement la cohabitation avec M. Jacques Chirac.

Après les élections législatives de 1988 qui seront son seul et réel succès, il a semblé enfin trouver sa marque, en acceptant de jouer la carte de la rénovation et de l'autonomie. Le groupe de l'Union du centre s'est constitué à l'Assemblée nationale. M. Méhaignerie était alors prêt à sacrifier son parti à la cause des rénovateurs de l'opposition au printemps 1989

mais, erreur fatale, il a refusé de prendre lui-même la tête de la liste centriste aux européennes. Les 8,42 % de M<sup>me</sup> Simone Veil - score le plus bas jamais atteint depuis les 12,5 % du Mouvement des réformateurs aux élections législatives de 1973 - ont tué d'un seul coup les espoirs centristes.

A partir de juin 1989, M. Méhaignerie a perdu progressivement la main, coincé entre la gestion rocardienne et la remontée en puissance de M. Giscard d'Estaing, grand vainqueur de l'épreuve européenne. Enterrant son grand dessein, il a dû se contenter d'une gestion à la petite semaine, suspecté à droite et déstabilisé à gauche. A-t-il les moyens aujourd'hui de redonner courage et moral à son parti, de tracer le bon sillon entre une droite qui se radicalise et des socialistes qui multiplient les appels du pied ? Les parlementaires soucieux de leurs intérêts électoraux lui font encore majoritairement confiance. Mais en ne réagissant pas immédiatement et énergiquement - comme le fit M. Léotard - aux récents écrits de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration, M. Méhaignerie a encore déçu.

Pour autant, la candidature de M. Baudis n'est pas exempte d'incertitudes. Son ancrage au centre est admis, ses qualités médiatiques reconnues, mais les militants centristes n'en continuent pas moins de s'interroger sur ses qualités fondamentales. Sa grande chance réside dans la conviction, de plus en plus partagée dans les rangs centristes, que l'émergence d'un véritable patron, au profit de « l'identifiable », peut seule permettre de préserver l'unité du CDS. Les militants seront-ils prêts à faire tout de suite le grand saut ? A Angoulême, le choix sera une fois de plus entre la sagesse et le dérapage.

DANIEL CARTON

Après la démission du maire d'extrême droite

Partie de poker menteur à Benest

Les onze conseillers municipaux de Benest, bourg de Charente de 437 habitants, se sont réunis, jeudi soir 10 octobre, pour élire un nouveau maire après la démission récente de M. Jean-François Galvaire, avocat parisien élu « sans étiquette » qui avait omis d'informer ses administrés de son militantisme actif à l'extrême droite depuis 1956 (le Monde du 5 octobre). Les cinq élus d'opposition craignaient un « coup tordu » des amis de M. Galvaire : ils ont eu droit à une partie de poker menteur.

« tant », confie un observateur, - en espérant que celui-ci serait également plébiscité par ses propres amis. Elu contre son gré, le nouveau maire se serait alors trouvé à la merci de la majorité. Volontairement, les opposants à M. Galvaire n'ont pas choisi le « battant », qui n'a obtenu que les six voix de la majorité. Après avoir expliqué que la ficelle était un peu grosse, ce dernier a refusé le poste.

Au second tour, M. Roger Lochon (majorité) a été élu par ses amis. M. Galvaire ne figure pas parmi les trois adjoints. Il a jeté son dévolu sur le département voisin de la Charente-Maritime, où il conduira la liste du Front national aux élections régionales.

Les élections régionales dans le Lot

Un responsable local du Front national dénonce le « parachutage » de la tête de liste

CAHORS

de notre correspondant

Le choix de M. Jacques Tauran, député européen, originaire de Limoges (Haute-Vienne), par les instances parisiennes du Front national pour conduire la liste de ce parti aux élections régionales dans le Lot, n'est pas du goût de certains responsables locaux.

M. Joseph Basset, secrétaire départemental adjoint, évoque un « parachutage » que les militants ont appris par la presse. « Il y a un problème de méthode », dit-il. La personnalité de M. Tauran n'est pas en cause,

mais il n'a jamais été investi par notre fédération. Bien au contraire, nous avons sollicité auprès de nos instances nationales l'investiture pour six autres candidats.

M. Basset se plaint d'avoir été mis devant le « fait accompli » alors que les adhérents « ne savent même pas avec qui M. Tauran fera la liste ». Des lettres de protestation ont été envoyées, jeudi 10 octobre, à M. Carl Lang, secrétaire général du parti. Les responsables locaux du Front national estiment, pour l'heure, que la situation est bloquée.

J.-M. F.

A l'Assemblée nationale

Les députés renforcent la répression du travail clandestin

Les députés ont achevé, jeudi 10 octobre, l'examen du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la présence en France d'étrangers en situation irrégulière en adoptant des amendements allourdissant les sanctions frappant les employeurs en infraction ainsi que les étrangers « passeurs » ou « logeurs ». Le texte fera l'objet, mardi 15 octobre, d'un vote personnel.

Le gouvernement s'était déjà montré fort sévère. Non contents de le suivre, les députés en rajoutent. C'est en effet un véritable plan de bataille contre les filières de l'immigration clandestine qu'ils ont cherché à peaufiner, jeudi 10 octobre. Des passeurs aux employeurs, en passant par les logeurs et les transporteurs, aucun des maillons de la chaîne n'échappe désormais à la vigilance sourcilieuse du législateur.

Pace qu'il est plus simple d'intervenir en aval qu'en amont, les députés ont d'abord décidé d'allourdir les sanctions frappant les employeurs de travailleurs clandestins. A la proposition gouvernementale visant à interdire d'activité professionnelle - directe ou indirecte - pendant une durée maximum de cinq ans un employeur en infraction, les députés ont adopté un amendement ajoutant une nouvelle sanction : l'exclusion des marchés publics durant une période de cinq ans au plus. En outre, les peines d'emprisonnement encourues par ces employeurs passent de deux à trois

ans au maximum. Enfin, ceux-ci se voient imposés le remboursement non seulement des impôts et cotisations normalement dus (obligation partagée avec le travailleur clandestin) mais aussi des aides publiques dont ils ont éventuellement bénéficié.

Les autres agents des réseaux d'immigration clandestine font également l'objet d'une répression accrue. C'est le cas des passeurs, logeurs et transporteurs que le projet de loi regroupe sous un même label : « Toute personne qui, par aide directe ou indirecte, a facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger ». Tout comme les employeurs, ces intermédiaires sont passibles de peines d'interdiction d'activité professionnelle ou de confiscation du produit provenant de l'infraction. Mais surtout,

s'ils sont étrangers, ils peuvent désormais être interdits de séjour en France pour une durée maximum de dix ans, soit le double de ce que prévoyait initialement le texte du ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin.

La suppression de la « double peine »

A quelques exceptions près, les élus de la majorité et de l'opposition ont parié d'une seule voix pour exiger plus de fermeté dans la lutte contre le travail clandestin. En revanche, sur la question plus sensible de la « réforme de l'interdiction du territoire français » - autre volet du dispositif gouvernemental - des conceptions divergentes se sont affrontées. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) s'est ainsi vigoureusement élevé contre

la suppression prévue de la « double peine » (condamnation puis expulsion) dont vont bénéficier certaines catégories d'étrangers dites « protégées » pour des infractions liées au travail clandestin ou au trafic de stupéfiants. M. Sapin lui a rétorqué que cette protection contre l'expulsion d'étrangers condamnés ayant « des attaches sociales ou familiales en France » (1) est déjà inscrite dans la réforme du livre II du code pénal, et qu'il s'agit donc là d'une simple anticipation de l'entrée en vigueur de ce texte.

Si les députés socialistes ont fait bloc avec le ministre sur la suppression de cette « double peine » en matière d'infractions liées au travail clandestin, ils ne l'ont que partiellement suivi sur les trafics de stupéfiants. Ils ont en effet établi une différence entre petits et gros trafiquants, estimant que la protection contre l'expulsion ne devait concerner que les premiers et non les seconds. M. Sapin a considéré, non sans un certain dépit, que cela n'était « pas cohérent » avec le reste.

FREDERIC BOBIN

(1) Est considérée dans ce projet de loi comme ayant des « attaches sociales ou familiales avec la France » tout étranger étant 1) mineur, ou 2) père ou mère d'un enfant français résidant en France, ou 3) marié depuis au moins six mois avec un conjoint de nationalité française, ou 4) résidant habituellement en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ou depuis plus de quinze ans, ou 5) résidant régulièrement en France depuis plus de dix ans.

La commission des finances amende la première partie du projet de budget

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 9 octobre, la première partie du projet de loi de finances pour 1992, consacrée aux recettes.

Par la voix de M. Raymond Dorey, député de la Sarthe, le groupe socialiste s'est joint à l'opposition pour supprimer la réduction de quatre milliards et demi de francs des crédits reversés par

l'Etat aux collectivités locales au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle. Un accord sur cette question reste donc à trouver entre le gouvernement et le groupe socialiste, avant le vote, le 18 octobre prochain, de la première partie du budget.

La commission a également adopté un amendement de M. Dorey accordant aux petites exploitations agricoles un dégrèvement de 70 % sur la part départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, payée pour les propriétés classées dans la catégorie des herbagères et pâturages. Cette mesure, favorable aux éleveurs, représente un montant de l'ordre de 500 millions de francs.

Enfin, la commission a adopté sans modification l'actualisation des barèmes de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité sur la fortune, ainsi que le relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France.

BIBLIOGRAPHIE

Un nouveau regard sur l'enarchie

S'il n'y avait la forme, le fond serait désespérant. Le souffle qu'Odou Vallet fait passer dans ses phrases donne à ce survol d'une apocalypse le rythme d'une épopée chevauchée. Car, au-delà de l'Ecole, dont il parle comme on le faisait naguère de celle de la rue d'Ulm, il peint un tableau truculent mais terrible de ces technocrates issus de l'Ecole nationale d'administration qui croient que la vanité peut être considérée comme un mode de gouvernement. Il décrit avec une ironie jubilatoire, parfois aux bornes de la cruauté ou de la caricature, ces énarques dans leurs différentes castes.

Entomologiste minutieux, il met au jour les travers, les manies, les snobismes ou les modestes affectations de ses disciples. Ses démonstrations de laboratoire sont toutes effectuées sur des cobayes qu'il ne nomme pas mais que les gens du sérail n'auront pas grand

mal à identifier. Tout cela ne manque ni d'allégresse ni de pertinence mais laisse aussi un certain goût amer. Car il montre comment, en quelque quarante ans d'existence, les « fanas » du service public, les technocrates de l'ascèse se sont transformés en concurrents avides dans une course débridée mais intéressée vers tous les pouvoirs disponibles. Odou Vallet, procède à un examen de conscience décapant. Il brise un peu les tabous de l'austérité, de la respectabilité et du secret qui, paradoxalement, entourent toujours l'énarchie et les technocrates dans la patrie des chaussonniers. C'est une opération « glasnost » de la haute fonction publique.

ANDRÉ PASSERON

► L'Ecole ou la vanité considérée comme un mode de gouvernement, d'Odou Vallet, Albin Michel, 185 p., 89 F.

EN BREF

■ M. Lionel Stoléru, candidat aux élections régionales dans l'Oise. - L'ancien secrétaire d'Etat chargé du Plan, M. Lionel Stoléru, sera candidat aux prochaines élections régionales dans l'Oise, où il avait été élu député (app. PS) en 1988. Il y conduira une liste baptisée « Ecologie Ouverture » et soutenue par le mouvement Génération Ecologie, animé par M. Brice Lalonde.

■ Le MRAP dénonce « les propos nuisibles » de M. Kofi Yamgnane. - Dans un communiqué publié jeudi 10 octobre le MRAP se déclare « choqué » par les propos « nuisibles » de M. Kofi Yamgnane, tenu mercredi 9 octobre dans France-Soir le Monde du 10 octobre, qui, selon ce mouvement, « brouillent un peu plus le débat sur l'intégration et la citoyenneté (...) et risquent de se traduire dans les faits par l'émergence d'une nouvelle flamme d'intolérance ». Dans cet entretien, le secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration soulignait que « l'islam accepte en France le pacte républicain », s'opposait au droit de vote des étrangers et se

prononçait en faveur d'une révision de la convention franco-algérienne sur le service militaire.

■ M. Moutoussamy, député de la Guadeloupe, quitte le Parti communiste guadeloupéen. - M. Ernest Moutoussamy, député (apparenté communiste) de la Guadeloupe, a démissionné, lundi 7 octobre, du Parti communiste guadeloupéen (PCG), indépendant du PCF pour se consacrer à l'animation d'un groupe de réflexion qu'il a créé. Ce mouvement, intitulé « Unité, action, libération », rassemble des communistes en rupture de parti et des « citoyens de sensibilité de gauche ». En septembre dernier, près de la moitié des militants du PCG avaient décidé de rompre avec leur parti et de se regrouper au sein d'une nouvelle organisation, le Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG). M. Moutoussamy, dont les divergences avec l'état-major du PCG étaient pourtant publiques, avait refusé de les suivre (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Il reste apparenté au groupe communiste de l'Assemblée nationale.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois **INRELI** inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale **CAPÉLOU**

LES NOISSONS DE LA FRANCE **MARTINOT DE PREUIL** 49560 NUIEL-SUR-LAYON (France) 180 F. Les 2 tomes 140 F. (France)

inscrivent dans l'histoire des pays de l'Est européen.

PAUL FABRA

## MÉDECINE

Malgré l'annonce de l'ouverture de négociations

## Nouvelle manifestation des infirmières le 17 octobre

Environ 6 000 infirmières ont manifesté, jeudi 10 octobre, à l'appel de la Coordination nationale infirmière, de la CGT et de la Fédération CRC (Coordonner, rassembler, construire). L'ouverture de négociations annoncée par le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, n'a pas satisfait ces organisations qui appellent à une nouvelle manifestation le 17 octobre au Champ-de-Mars, à Paris.

Le courant passe mal entre les infirmières et le ministre de la santé. Alors qu'elles manifestent, jeudi 10 octobre, sous les fenêtres de son ministère, M. Bruno Durieux avait préféré convier à déjeuner quelques journalistes pour annoncer l'ouverture de négociations avec le personnel soignant « dans les prochains jours ».

Ces négociations porteront sur le travail de nuit, du dimanche et des jours fériés, ainsi que sur la condition de travail, d'amélioration des conditions de travail, a précisé le ministre. Ces contrats, dont le cadre général sera défini au plan national, seraient ensuite conclus à l'échelon local entre les hôpitaux et les directions départementales de l'action sanitaire et sociale. Un inspecteur général des affaires sociales, M. Alain Piquet, a été chargé par le ministre de mener ces négociations avec les syndicats et les organisations professionnelles d'infirmières.

M. Durieux a annoncé qu'il disposait « de moyens », sans en préciser le montant, pour faire aboutir ces négociations. La pénurie d'effectifs, dont se plaignent en premier lieu les infirmières, n'est que le « symptôme des conditions de travail », a estimé le ministre. Quant aux revendications salariales, une des principales revendications des « blouses blanches », elles relèvent des négociations de la fonction

publique, a-t-il déclaré. Ces dispositions ont été jugées insuffisantes par les organisations professionnelles et syndicales. Le matin, plusieurs milliers de professionnels de la santé s'étaient rassemblés sur le parvis de la gare Montparnasse pour une troisième manifestation parisienne. Parmi eux, des infirmières, mais aussi des ouvriers, des aides-soignants, des kinésithérapeutes, des élèves-infirmières ou encore des ASH (agents de services hospitaliers), encadrés par une logistique CGT omniprésente. Un responsable du rassemblement des médecins hospitaliers, qui regroupe dix-huit syndicats, a annoncé une grève pour le 22 octobre contre la réforme hospitalière « qui étrangle l'hôpital public ».

## « Les malades s'éliminent d'eux-mêmes »

Des infirmières de gériatrie ont lancé un appel de détresse en annonçant que leur effectif se limitait à « une infirmière de jour pour 63 malades, une infirmière de nuit pour 136 malades, une infirmière de nuit pour 396 malades ». Le professeur Alain Carpentier, chef du service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Broussais, s'est indigné de ce qu'on puisse faire croire que les problèmes des infirmières soient dus au manque de considération que leur accordaient les médecins. « J'ai réduit mon activité de plus de 20 % en l'espace d'un an et demi, faute d'infirmières », s'est-il inquiété. Les listes d'attente pour une intervention sont passées de un à trois mois et l'on est obligé de renvoyer à certaines greffes cardiaques. Les malades s'éliminent d'eux-mêmes. C'est scandaleux.

Après qu'une délégation ait été reçue par des représentants du ministère de la santé, les manifestants se sont dirigés vers l'Élysée et ont été bloqués en chemin par une rangée de CRS. Une délégation a pu toutefois être reçue par M. Jean

Lavigne, conseiller social de la présidence de la République, qui a confirmé l'ouverture prochaine de négociations à l'initiative du ministre de la santé.

En fin d'après-midi, le CRC, la CGT et plusieurs dizaines d'hôpitaux ont tenu une assemblée générale qui a voté le principe d'une manifestation nationale le 17 octobre, l'élargissement de la grève et la création d'un collectif interprofessionnel. De son côté, la Coordination nationale infirmière, qui poursuit son siège face au ministère de la santé, appelle aussi à « une grève dure dans les différents hôpitaux » et à un rassemblement le 17 au Champ-de-Mars ainsi qu'à « la généralisation des sit-in sur l'ensemble de la France ». L'Union infirmière France maintient, quant à elle, son appel à une manifestation de la profession le 15 octobre.

MARTINE LARONCHE

Un nouveau médicament autorisé aux États-Unis pour le traitement du sida. — La Food and Drug Administration (FDA), agence fédérale chargée des médicaments aux États-Unis, a autorisé, mercredi 9 octobre, l'utilisation d'un nouveau médicament antirétroviral, la didéoxynosine (DDI), pour soigner les malades du sida. La DDI sera destinée aux malades ne supportant pas l'AZT, le seul médicament qui était autorisé aux États-Unis contre le sida. Cette autorisation a été accordée bien que les effets à long terme de la DDI n'aient pas encore été évalués. — (AFP, Reuters).

L'hôpital de Grasse condamné après la mort d'une patiente. — Le centre hospitalier régional (CHR) de Grasse a été condamné par le tribunal administratif de Nice à verser 1 221 695 francs de dommages et intérêts à la famille de Marie-Christine Sanchez, décédée à trente-huit ans après avoir été contaminée par le virus du sida lors d'une intervention chirurgicale (le Monde du 3 octobre). Le directeur de l'hôpital, M. Yves-Jean Dupuis, s'est refusé à préciser s'il fera appel de ce jugement devant la cour administrative de Lyon. — (AFP).

## SCIENCES

M. Philippe Vesseron nommé directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire

M. Philippe Vesseron vient d'être nommé directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) par les deux ministres de tutelle de cet organisme, MM. Brice Lalonde (environnement) et Dominique Strauss-Kahn (industrie).

Il remplace à ce poste M. Jean Rastoin, appelé à d'autres fonctions. L'IPSN, dont le budget est de 1,25 milliard de francs, est plus spécialement chargé de recherches fondamentales et appliquées et d'expertises dans tous les domaines de la santé et de la sûreté nucléaire (prévention des accidents, protection de l'homme et de l'environnement).

[Né le 18 septembre 1945, à Clamart (Hauts-de-Seine), Philippe Vesseron est diplômé de l'école polytechnique et de l'école des mines, et titulaire d'un DEA d'économie. Après avoir dirigé le service des problèmes de l'atmosphère à la direction de la prévention des pollutions et des nuisances (1975-1976), puis le service de l'environnement industriel au ministère de l'environnement, M. Michel L'Espèze (1981-1983), et M. Hugues Boucharel (1983-1986), il entre en 1986 à l'IPSN, dont il était directeur adjoint depuis juillet 1989.]

M. Pierre Douzon nommé conseiller scientifique du CEA. — M. Pierre Douzon, qui a consacré l'essentiel de ses recherches à la biologie moléculaire, vient d'être nommé conseiller scientifique du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Ce pharmacien-chimiste, ancien élève de l'école de santé des armées, membre de l'Académie des sciences, avait occupé, de 1985 à 1989, le poste de président du conseil scientifique de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) avant d'en devenir le président-directeur général. Atteint par l'âge de la retraite le 28 août dernier, il a été remplacé à ce poste par M. Guy Pailletin, administrateur général adjoint au CEA.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Ouvrant de nouvelles perspectives thérapeutiques

## Une équipe internationale découvre un gène directement impliqué dans l'hypertension artérielle

Une équipe internationale dirigée par M. Marc Lathrop (Centre d'études du polymorphisme humain, Paris) annonce, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Nature* (daté du 10 octobre 1991) avoir, pour la première fois, réussi à localiser chez le rat un gène qui apparaît directement impliqué dans la genèse de l'hypertension artérielle. Ce résultat, qui vient compléter d'autres travaux de biologie moléculaire menés ces dernières années chez l'homme, pourrait, après de prochaines études menées sur des familles de malades hypertendus, ouvrir de nouvelles perspectives dans la prise en charge des personnes souffrant d'hypertension artérielle.

Maladie très fréquente, touchant entre 20 % et 30 % de la population, et à l'origine de nombreuses complications cardio-vasculaires, l'hypertension artérielle est une entité pathologique dont l'origine demeure encore, à bien des égards, mystérieuse. Plusieurs observations laissent toutefois penser qu'une proportion importante des malades sont génétiquement prédisposés à cette affection, qui ne survient que sous l'effet d'autres facteurs, tenant notamment à l'alimentation et au mode de vie. D'autres éléments indiquent par ailleurs que plusieurs gènes sont, selon toute vraisemblance, en cause dans ce processus pathologique.

## Recherche de volontaires

C'est pour tenter de résoudre cette énigme, en diminuant le nombre de paramètres génétiques concernés, qu'une équipe multidisciplinaire, dirigée par M. Marc Lathrop (Centre d'études du polymorphisme humain), a entrepris de travailler sur une espèce particulière de rats souffrant spontanément d'hypertension artérielle. Au terme d'un long travail de décodage du matériel génétique de ces animaux, entrepris grâce à de nouveaux marqueurs, les signataires de l'article de *Nature* (1) annoncent avoir identifié deux gènes (l'un sur le chromosome 10, l'autre sur le chromosome X), qui, parce qu'ils jouent un rôle essentiel dans la régulation de la pression artérielle, apparaissent directement impliqués dans la genèse de l'hypertension.

Sans doute n'y aurait-il là qu'une observation sur l'animal, intéressante mais préliminaire, si ces résultats ne venaient a priori en compléter d'autres, obtenus ces

dernières années chez l'homme, grâce notamment aux travaux du professeur Pierre Corvol (Collège de France, unité 36 de l'INSERM) sur la caractérisation moléculaire d'un système (dit rénine-angiotensine) qui joue un rôle-clé dans la physiopathologie de l'hypertension artérielle. Il apparaît, en particulier, que le gène identifié sur le chromosome 10 du rat pourrait avoir un équivalent sur le chromosome humain n° 17.

Les chercheurs des équipes de MM. Corvol et Lathrop ont donc, dès à présent, élargi leur collaboration afin de confirmer cette hypothèse tout à fait passionnante. Il leur faut néanmoins, pour cela, parvenir à disposer de la collaboration volontaire d'un grand nombre de familles où le diabète et l'hypertension artérielle sévissent sur un mode héréditaire (2).

Dans l'attente, ces résultats ouvrent de nouvelles perspectives dans la compréhension de la physiopathologie de l'hypertension artérielle et, au-delà, dans l'amélioration de la prise en charge des malades chez lesquels, trop souvent encore, la thérapeutique antihypertensive contraignante demeure d'une efficacité toute relative.

JEAN-YVES NAU

(1) L'article de *Nature* est signé par quatre chercheurs de différents pays (France, Belgique, États-Unis, Allemagne et Japon). Ce travail a été notamment financé par l'Association française contre les myopathies et par le ministère français de la recherche.

(2) Les personnes intéressées peuvent contacter la consultation Génétique et hypertension artérielle de l'hôpital Broussais, Paris. (Tél. (1) 45.895.91-36).

Le Salon Erotica 2000 à Copenhague

## Les vieux habits de la pornographie

COPENHAGUE

de notre correspondant

En 1969, dans le courant de l'automne, se tenait à Copenhague la première foire « historique » de la pornographie... L'événement faisait grand bruit sur la planète, car, à cette époque, alors que les pays occidentaux appliquaient en ce domaine une réglementation souvent très stricte, le Danemark venait d'abolir toute censure des écrits et des images vendus sur son territoire. Ainsi en avait décidé un ministre de la justice conservateur et bonasse qui pensait qu'en supprimant l'attrait du film défendu il épargnerait à sa police et à ses tribunaux l'inconvénient de gâchis des heures précieuses en saisies et procédures diverses.

Ce juriste rêveur avait été trop optimiste. La pornographie n'a pas passé de mode à cette latitude. Elle s'est seulement banalisée, à la télévision et dans les autres médias. Les deux grands groupes de presse danois n'équilibrent leur budget que grâce à leur tabloïd quotidien où les dernières nouvelles politiques et économiques voisinent inamoviblement avec quelques postérieurs et paires de seins. Et, vingt-deux ans après, le Salon Erotica 2000 a attiré, la semaine passée, au Forum de Copenhague, plus de monde que les courses annuelles des six jours cyclistes.

## Offensive à l'Est

Pourtant, comme le déclarait l'un de ses visiteurs en mesure de faire la comparaison, « il ne s'agit pas de la même pornographie servie dans un emballage différent », des produits que l'on peut librement voir et acheter dans telle ou telle boutique.

Pourquoi alors cette récidive après deux décennies de

silence ? Les professionnels de ce secteur très spécial, qui avaient amassé des fortunes au fil des années 70, tant sur le marché intérieur qu'avec les exportations, se heurtent à une concurrence de plus en plus dure, en particulier du côté allemand et néerlandais. D'où le besoin qu'ils ont éprouvé de faire un grand coup de publicité en direction des ex-pays communistes qu'ils n'ont pas été longs à prospecter et à alimenter progressivement.

Cette stratégie a dépassé leurs espérances. Les autocars ont amené des pays voisins des centaines de curieux, accueillis par des nuées d'hôtesse très déshabillées. Celles-ci et les effluves de toutes sortes étaient le clou de ce « grand débâlage », où l'on trouvait aux côtés des dessous affriolants noirs et rouges, des instruments de torture (ici le sadomasochisme gagne de plus en plus de terrain) et une abondance de videocassettes.

Ce dernier article se vend bien et est en passe de remplacer peu à peu les innombrables revues et cahiers bichonnés qui faisaient les délices secrètes des générations précédentes. Parallèlement, les films pornos rétro des années 50-60 (jalous fabriqués et vendus dans la clandestinité) sont très demandés : les rééditions ne suffisent pas à répondre à la demande.

Erotica 2000, qui s'est achevée avec l'élection d'une miss Erotica nue, a été une bonne opération financière avec de solides bénéfices. Pourtant, soucieux de ne pas prendre trop de risques, ses organisateurs s'étaient trouvés des sponsors. Parmi ceux-ci, le ministère danois de la santé qui a versé une subvention, dont le chiffre n'a pas été révélé, pour que les conseils de prévention contre le sida y soient largement dispensés. Dix couronnes étaient d'ailleurs perçues sur chaque billet d'entrée pour l'aide aux victimes du sida...

CAMILLE OLSEN

## RELIGIONS

La liquéfaction du sang de saint Janvier reproduite en laboratoire

## Miracle en éprouvette à Naples

ROME

de notre correspondant

Pas de procession ni de bénédiction ; pas d'effluents et surtout pas de sang : juste du chlorure de fer en solution aqueuse et un peu de calcium que l'on filtre avant de laisser reposer. Il suffit ensuite d'agiter pour obtenir à volonté un « miracle de saint Janvier ». C'est, à peu de choses près, l'expérience tentée au laboratoire de chimie organique de l'université de Pavia par trois chercheurs italiens. Ces derniers ont reproduit, à partir d'une solution gélatineuse sensible au mouvement mécanique, le phénomène, inexplicable jusqu'à, de la liquéfaction du sang de saint patron de la ville de Naples.

Contenu dans deux ampoules gardées précieusement dans un reliquaire, le sang de saint Janvier, archevêque martyr décapité en 305 après Jésus-Christ, se « liquéfie » deux fois par an, le 19 septembre, jour anniversaire de la mort du saint, et le samedi qui précède le premier dimanche du mois de mai, anniversaire cette fois du transfert des reliques du martyr dans les catacombes de Capodimonte.

Alors quoi, de la gélatine et non du sang ? Un peu de chimie, et rien de surnaturel ? Il est vrai que le « miracle » bien sûr (non reconnu par le Vatican) n'est après tout qu'un prodige, mais tout de même... Il y avait déjà les interminables querelles sur le donateur de Saint-Sauveur de Turin qui aurait servi de linceul au Christ. Faut-il admettre à présent que, depuis la terrible famine de 1389, lorsque les ampoules de sang furent promues pour la première fois en

procession, le 17 août, pour protéger la ville, tout Naples s'écroulait devant le faux le plus ressemblant de la longue histoire des reliques falsifiées ?

En révélant leurs travaux dans le dernier numéro de la revue scientifique *Nature* (datée du 10 octobre), Luigi Garlaschelli, Franco Ramacchini et Sergio Della Sala, qui précisaient avoir utilisé des méthodes et des molécules existant déjà au Moyen Âge (et donc propres à être utilisées par un chimiste très motivé par le trafic de reliques, rentable à l'époque), ont en tout cas déclenché une polémique de taille. Somme toute, concluent-ils, il suffit de sortir les ampoules, et de les agiter en dehors des dates fatidiques pour prouver qu'il n'y a aucun miracle « mécanique ».

## « La science, c'est une chose... »

Erreur, ont immédiatement rétorqué les défenseurs de saint Janvier, qui rappellent au passage qu'il existe une bonne douzaine de cas de « liquéfactions » de sang de saints moins connus en Italie. Et d'essayer leur argument choc : il y a des années, en 1976 notamment, l'ampoule, en dépit de huit jours d'invocations et de « manipulations », refusa de se liquéfier. Il arriva aussi que le « miracle » soit en retard. Saint Janvier aurait même, parait-il, boudé un pape, Pie IX en l'occurrence, qui s'était rendu en visite à Naples en 1849.

De plus, la curie de Naples a fait savoir que en 1989, l'éminent professeur Pier Luigi Baima Bollone avait, à la demande de Mgr

Michele Giordano, archevêque, procédé à une analyse spectroscopique qui aurait révélé des traces d'hémoglobine. Travaux qui, selon les trois chercheurs de Pavia, ne prouvent rien. On en est là, et la seule solution serait bien sûr d'ouvrir les ampoules pour en analyser le contenu. Ce qui ne manquerait pas, étant donné leur vénération, de les mettre immédiatement en péril. Quand on sait que la ville calcule ses futurs maîtres sur la liquéfaction ou non des ampoules de saint Janvier, on ne s'étonne pas de savoir que l'hypothèse a suscité une levée de boucliers : ouvrir les ampoules de saint Janvier, à Naples, équivaut à vouloir détruire le « duomo » au bulldozer ou implanter un club de rugby !

Mgr Strozzi, gardien du trésor de la chapelle de saint Janvier, s'est insurgé dans les journaux locaux contre ceux qui voudraient faire croire que les autorités ecclésiastiques se livraient à quelques tours de prestidigitant. Et mentionne de conclure avec une sagesse sans appel : « La foi c'est une chose, la science en est une autre ».

Quant au quotidien *Il Mattino*, il consacre à cet épisode nouveau un éditorial qu'il espère définitif et dans lequel il rappelle les vains efforts des scientifiques qui, depuis le seizième siècle jusqu'à aujourd'hui, du prince-chimiste Sansevero jusqu'au naturaliste Eusebio Salverio, en passant par une bonne demi-douzaine de plaisantins, ont essayé de reproduire le « miracle » : « En fait d'aventure, ironise *Il Mattino*, ils ont tous inventé l'eau chaude... »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Une relique de saint Antoine de Padoue volée par trois malfaiteurs armés. — Trois malfaiteurs masqués et armés ont volé, jeudi 10 octobre, dans la basilique de Padoue, la relique de saint Antoine, ainsi qu'un reliquaire de cinq kilos d'or fin. Ils se sont approchés de l'autel, au milieu d'un groupe de pèlerins, puis ont revêtu des passe-montagnes et menacé de leurs armes (un pistolet

et une mitrailleuse) les fidèles présents. Sautant sur l'autel, ils ont brisé une vitre et se sont emparés de la relique et du reliquaire. — (AFP).

Le théologien allemand Drewermann interdit d'enseignement. — Mgr Johannes Degenhardt, archevêque de Paderborn (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), a retiré, mardi 8 octobre, au Père Eugen Drewermann, célèbre théologien et

psychothérapeute, la permission d'enseigner à la faculté de théologie de Paderborn. Malgré des dialogues engagés à plusieurs reprises (le Monde du 27 septembre), l'archevêque de Paderborn estime n'avoir pas reçu les clarifications exigées au sujet du sacerdoce, de la virginité de la Vierge et de l'avortement. Les livres, conférences et articles du Père Drewermann ne pourront plus être faits « au nom de l'Eglise catholique ».





# Le Crédit Lyonnais : la banque qui a l'Europe pour marché domestique.

En Europe, en plus de la France :

**667** implantations qui constituent le premier réseau transnational parmi les grandes banques européennes.

**66** filiales généralistes ou spécialisées qui interviennent dans tous les métiers de la banque et de la finance.

**12600** collaborateurs spécialistes de ces métiers au service de tous ses clients en Europe.

En Europe (hors de France)	1988	1989	1990	sept. 1991
Nombre d'implantations	223	365	538	667
Effectifs	8268	9629	11285	12600



**GROUPE DU CREDIT LYONNAIS**  
**LE POUVOIR DE DIRE OUI PARTOUT EN EUROPE.**

## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

A la cour d'assises de Paris

Cinq à vingt ans de réclusion criminelle  
requis contre les « policiers braqueurs »

L'avocat général Gilbert Ginsburger a demandé, jeudi 10 octobre, des peines de cinq à vingt ans de réclusion criminelle contre six policiers qui comparaissent, depuis le 2 octobre, avec quatre autres accusés devant la cour d'assises de Paris pour répondre de huit agressions, cambriolages ou vols à main armée, commis au cours des années 1983 à 1985. Les accusés avaient tous été remis en liberté en 1989, au cours de la longue procédure qui a suivi l'instruction.

« Je vous demande justice pour une société trahie par six policiers félons qui avaient pour mission de la défendre », a déclaré M. Ginsburger. Après ce préambule, M. Ginsburger a, pendant quatre heures d'horloge, méticuleusement repris chacune des charges relevées au cours des débats contre les dix accusés : le cambriolage d'une bijouterie, celui d'une centrale d'achat, un vol chez une prostituée, l'attaque d'une banque, le pillage d'un couple de fourreurs, une agression contre des Yougoslaves, le vol d'un centre Leclerc, la prise en otage d'un bijoutier.

Dans chacun de ces cas, le magistrat a méthodiquement énuméré les responsabilités des accusés, sans laisser dans l'ombre le moindre détail du dossier. Ce qui l'amène logiquement à requérir douze ans de réclusion criminelle contre Patrick Namouchi, un indulté « pratiquement dans tous les coups » ; six ans contre Akim Ali Ouahab, serrurier, comme Christian Huet, qui, selon le magistrat, mérite cinq ans de réclusion criminelle ; enfin contre Monique Gillet, une caissière accusée de complicité, il a demandé de deux à trois ans de prison avec sursis.

Là s'arrêterait la première partie de son réquisitoire, celle qui concernait les accusés ordinaires. Car M. Ginsburger a fait une distinction sur laquelle il entendait bien insister : « Il faut savoir faire la différence entre ceux qui ont des devoirs et ceux qui n'en ont pas ! Il y a les maîtres et il y a les valets ! ».

Toutefois, contre Michel Vuillaume, inspecteur à la brigade de répression du banditisme (BRB), considéré par l'avocat général comme « un méchant qui revend du matériel », il a demandé cinq ans de réclusion criminelle. Mais contre Pascal Jumel, enquêteur à la BRB, « le chef, l'instigateur »,

M. Ginsburger a demandé dix-huit à vingt ans de réclusion criminelle. Enfin, contre Alain Rossi, inspecteur à la brigade des stupéfiants et du proxénétisme, Michel Mandonnet, inspecteur à la BRB, Jean-Louis Naud, gardien de la paix à Marseille, et Dominique Loiseau, inspecteur à la brigade de recherche et d'intervention (BRI), il a requis quinze ans de réclusion.

La thèse  
du complot

Dominique Loiseau a toujours nié avoir participé, de près ou de loin, aux agressions reprochées à ses collègues. Aussi, l'avocat général s'est attaché sur le cas de ce policier, en insistant sur le fait que « dans trois affaires, il est reconnu par sept personnes, dont deux gardiens de la paix ». Mais ce qui irrite le magistrat, c'est le système de défense adopté par Loiseau : sa mise en cause serait un complot mené par sa hiérarchie afin de masquer le vent de fronde qui s'était levé à la préfecture de police après la mort d'un inspecteur, tué dans une fusillade avec des malfaiteurs, mort qui serait imputable à « une erreur de commandement ».

Cette théorie de la « machination » a été balayée par le magis-

trat, qui a souligné que Loiseau était déjà largement compromis avant même la mort de l'inspecteur. L'avocat général n'a pas voulu ignorer le climat très particulier de la préfecture de police, mais il s'en est servi pour démontrer qu'une telle machination était impossible. « La gendarmerie, corps monolithique, s'y est essayée dans l'affaire des Irlandais de Vincennes ; cela lui a explosé à la figure. Alors, dans la police, corps non monolithique, où les commissions de service se haïssent, où les commissions de service haïssent les inspecteurs, qui haïssent les commissaires, on ne peut pas faire de machination ».

Aussi, M. Ginsburger n'a pas accepté d'entrer dans la thèse de « Loiseau, symbole de lutte syndicale », victime d'un « règlement de comptes ». Il a préféré laisser aller sa colère contre ces policiers « défenseurs de la loi, qui ont choisi leur camp en retournant contre la société les armes qu'ils ont reçues pour la défendre ». Il a conclu : « Ils n'ont pas tiré, c'est tout ce que l'on peut dire en leur faveur ».

Verdict lundi 14 octobre.

MAURICE PEYROT

## ENVIRONNEMENT

A la suite de contestations

Le maire de Nice annule  
le permis de construire d'un immeuble  
jouxant la tombe de Matisse

NICE

de notre correspondant régional

Le maire (app. RPR) de Nice, M. Honoré Baillet, vient de rapporter l'arrêt du 8 août dernier par lequel avait été autorisée la construction d'un immeuble à proximité immédiate de la tombe d'Henri Matisse, dans le quartier de Cimiez (le Monde du 27 août).

Le promoteur bénéficiaire du permis devait réaliser un programme de trente et un logements sur un terrain de 3 000 mètres carrés résultant du démantèlement d'une propriété de 5 500 mètres carrés que la Ville avait acquise en 1954.

L'immeuble aurait surplombé directement la tombe du peintre et de son épouse ainsi que celle, voisine, d'une confrérie de religieux, dans le champ de visibilité du monastère, classé, et du cimetière de Cimiez (où est notamment inhumé, un autre peintre, Raoul Dufy).

Le projet comprenait, de plus, une piscine dont la fréquentation apparaissait peu compatible avec la nécessaire sérénité des lieux. Un avocat niçois, M. Yves-Henri

Bonello, avait dénoncé le sacrilège commis à l'égard de la mémoire « d'un des artistes majeurs du siècle qui a apporté à Nice plus que nous ne pourrions jamais lui rendre » (1) et déposé un recours gracieux auprès du maire de Nice. Le préfet des Alpes-Maritimes, M. Yvon Olivier, avait également sollicité, de son côté, dans le cadre du contrôle de légalité a posteriori, l'annulation du permis de construire.

Le nouvel arrêté pris par M. Baillet mentionne la non-conformité du permis par rapport aux dispositions de l'article R.421-38-4 du code de l'urbanisme prévoyant l'accord préalable de l'architecte des Bâtiments de France lorsque la construction « est située dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ».

Consulté à deux reprises, en avril et juin 1991, l'architecte des Bâtiments de France des Alpes-Maritimes, M. Vesper, avait, en fait, émis plusieurs critiques concernant, en particulier, « le traitement des espaces extérieurs ».

G. P.

(1) Henri Matisse a vécu trente-cinq ans à Nice où il est mort le 3 novembre 1954.

## PARIS

Amélioration de la fluidité du trafic et de la sécurité

Dix kilomètres d'axes rouges supplémentaires  
seront créés dans la capitale

Dix nouveaux kilomètres d'axes rouges seront créés en janvier 1992 dans la capitale, a annoncé jeudi 10 octobre, au cours d'une réunion de presse, M. Jacques Dominati (UDF), adjoint au maire chargé de la circulation. Ces nouvelles « voies rapides » assureront des liaisons « Hôtel de Ville-gare de Lyon » (raccordant l'axe rouge déjà tracé à la voie Georges-Pompidou par le quai des Célestins, le quai de la Rapée et, en retour, le boulevard Morand), « gare de Lyon-gare de l'Est », par la Bastille et la République, et la sortie nord-ouest de Paris par l'avenue de Clichy est également concernée par cette mesure.

Mis en place le 11 septembre 1990 de la porte d'Orléans à la porte de Clignancourt et sur les quais rive gauche et rive droite ainsi que le long de la rue de Rivoli, les vingt-sept premiers kilomètres d'axes rouges ont, selon M. Dominati, donné de bons résultats. Une amélioration de près de 15 % de la fluidité du trafic a été constatée sur ces artères par les services de la ville. Mieux circuler, interdire de stationner mais permet-

tre aux activités économiques de fonctionner normalement grâce à une réglementation et à des aménagements adaptés aux livraisons, tel est l'objectif de ces axes rouges qui, à long terme, devraient s'étendre sur une centaine de kilomètres.

Après les sept premiers mois de mise en service, le nombre d'accidents corporels a été réduit de 7 % à Paris et de 19 % sur les « voies rapides » elles-mêmes. Sur les quais rive gauche par exemple, les accidents sont passés, pour la même période, de 227 à 167. La mise en place systématique, sur les axes rouges, de barrières de protection aux abords des écoles et aux carrefours dangereux ont contribué à l'amélioration de la sécurité. Il reste que pour les deux-roues, le macadam parisien, voies rapides ou pas, est toujours dangereux. C'est la raison pour laquelle une campagne de sensibilisation à la sécurité des cyclistes et des motocyclistes devrait être lancée prochainement par la mairie de Paris et la préfecture de police.

JEAN PERRIN

## NOMINATIONS

A la cour d'appel de Chambéry

Trois maîtres nageurs et une institutrice  
condamnés après la noyade d'un enfant

CHAMBERY

de notre correspondant

Infirmité un jugement prononcé en première instance, la cour d'appel de Chambéry (Savoie), présidée par M. Palisse, a condamné, jeudi 10 octobre, pour « homicide involontaire » une institutrice, M<sup>me</sup> Sylvie Giacometti, et trois maîtres nageurs sauveteurs, MM. David Mothe, Philippe Florence et Bernard Bénédicte, à trois mois de prison avec sursis (peine aménageable) à la suite du décès d'un enfant dans une piscine. M<sup>me</sup> Sylvie Brochier, la deuxième institutrice prévenue dans cette affaire, a été relaxée au motif que l'enfant ne faisait pas partie du groupe dont elle avait la surveillance.

Le 23 octobre 1987, le petit Nicolas Tavernier, âgé de cinq ans, qui participait à une séance de natation scolaire avec une vingtaine d'élèves de maternelle et de cours préparatoire d'une école de la station des Arcs, avait été retrouvé mort noyé à la suite d'une syncope dans le bassin de la piscine de Bourg-Saint-Mau-

rice. Le tribunal correctionnel de Chambéry avait, le 5 avril dernier, condamné les deux institutrices qui encadraient le groupe à six mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende, tout en relaxant les trois maîtres nageurs sauveteurs présents lors de l'accident.

Cette relaxe avait fortement ému les syndicats enseignants, en particulier le SNI-PECC, qui, à la rentrée de septembre, avait appelé ses adhérents à refuser d'organiser des séances de natation scolaire (le Monde du 21 septembre).

L'arrêt de la cour d'appel de Chambéry, accueilli favorablement par les instituteurs qui envisagent de cesser le mouvement de grève, est très précis dans ses attendus que « si il est certain que l'autorité appartient, dans le déroulement des séances de natation scolaire, aux enseignants et non aux maîtres nageurs sauveteurs, le rôle de ceux-ci n'est pas de surveiller l'entretien pure et simple des instructions des enseignants alors qu'ils sont les spécialistes de la sécurité en milieu aquatique ».

Ph. R.

M. Claude Pernollet  
élu secrétaire général  
de l'Union syndicale  
des magistrats

M. Claude Pernollet, substitut au tribunal de grande instance de Paris, a été élu le 28 septembre secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM) au cours d'un conseil syndical présidé par M. Michel Joubert qui s'est déroulé à Paris. M. Pernollet, qui est âgé de trente-neuf ans, succède à M. Jean-Luc Sauron, qui avait quitté ses fonctions vendredi 13 septembre après avoir été pressenti pour diriger le bureau des droits de l'homme nouvellement créé à la chancellerie (le Monde du 15-16 septembre).

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

50 ans de la culture française

Éditions et commentaires

Philippe Buis

Le livre du jour Marabout présente une sélection de livres de la collection « 50 ans de la culture française ».

Les livres présentés sont :

- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon
- « Les rois maudits » de Maurice Druon

## EN BREF

Interpellation des trois auteurs présumés du vol de cent cinquante mille pièces de 10 F. - Les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) ont interpellé jeudi 10 octobre trois auteurs présumés du vol de cent cinquante mille pièces de 10 F. (le Monde du 10 octobre) dans un train entre Trappes (Yvelines) et Clamart-Ferrière (Seine-et-Oise). Les trois hommes ont été arrêtés à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) où le train cambriolé faisait une halte nocturne. Il s'agit du fils et du neveu d'un cheminot ainsi que d'un homme que les deux autres gens hébergèrent et qui pourrait être l'instigateur du « casse ».

Des ingénieurs généraux de l'armement à quatre ou cinq étoiles. - Les ingénieurs généraux de l'armement, qui ne pouvaient pas dépasser jusqu'à présent les grades équivalents à ceux de général de division (trois étoiles) ou de général de brigade (deux étoiles), pourront désormais accéder aux rangs d'ingénieur général de classe exceptionnelle de l'armement (cinq étoiles) et d'ingénieur général hors classe de l'armement (quatre étoiles), correspondants aux rangs de général d'armée et de général de corps d'armée dans l'armée de terre. Dans le cadre de cette réforme, le délégué général pour l'armement, M. Yves Gillard, et l'inspecteur général de l'armement, M. Noël Payer, sont d'ores et déjà élevés au rang d'ingénieur général de classe exceptionnelle et certains de leurs subordonnés au rang d'ingénieur général hors classe.

Nomination au cabinet du ministre de la défense. - M. Pierre Bayle, journaliste à l'AFP, a été nommé conseiller technique, chargé de la communication, au cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de la défense, en remplacement de M. Jean-François Bureau, appelé au poste de conseiller technique au service de presse et de communication à la présidence de la République.

Vingt personnes, dont trois policiers, inculpées dans un trafic de voitures volées à Marseille. - Un réseau de trafiquants de voitures volées a été démantelé, mercredi 9 octobre, par les policiers de la sûreté urbaine de Marseille (Bouches-du-Rhône). Vingt membres du réseau ont été inculpés de vol, escroquerie et falsification de documents administratifs, par M<sup>me</sup> Nadine Perrin, juge d'instruction. Trois gardiens de la paix de Marseille figurent parmi les personnes inculpées. Utilisant des faux-papiers, les trafiquants louaient des voitures ou des fourgons à des agences de location installées dans la région marseillaise.

Ligne EDF du Val Louron : intervention du président de Midi-Pyrénées. - Mandaté par l'Agence régionale pour l'environnement, organisme de création récente réunissant la région, les départements de Midi-Pyrénées, les associations de protection de la nature et la Ville de Toulouse, M. Marc Censi, président (PR) du conseil régional a demandé à rencontrer le ministre de l'Industrie avant le 22 octobre, date à laquelle le tribunal administratif doit statuer sur le recours présenté par les associations contre le projet de ligne électrique France-Espagne passant par le Val-Louron.

M. Paul Bouchet  
nommé président  
de la commission de contrôle  
des écoutes téléphoniques

M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, a été nommé président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, par décret du président de la République daté du 25 septembre. Créée par la loi sur le secret des correspondances émise par le vote des télécommunications (le Monde du 16 mai et du 30 juin), cette commission est chargée de contrôler la légalité des « écoutes » téléphoniques.

(Né le 2 août 1924 à Saint-Etienne (Loire), M. Paul Bouchet a été bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Lyon (1980-1981) et président du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés (1983-1986). Nommé conseiller d'Etat au tour extérieur en juillet 1985, il devient président de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme en avril 1989 et président, en décembre 1989, le groupe de réflexion sur la réforme de l'ordre judiciaire.)

Le Monde  
HEURES LOCALES

Le supplément  
consacré à la vie  
et aux initiatives  
des communes,  
départements  
et régions

Après seize mois de détention pour assassinat

## Le retour à Bordeaux de François Korber

BORDEAUX

de notre correspondant

François Korber, ex-candidat du RPR en Gironde, est sorti de prison où il purgait une peine de quinze ans de réclusion criminelle à la suite d'une condamnation pour assassinat par la cour d'assises de Haute-Garonne. François Korber avait été jugé coupable de participation à l'assassinat de Jacky Elchère, un de ses anciens employés, dans sa permanence électorale de Bordeaux-Bastide, le 14 mars 1982.

A l'époque, le jeune homme était un des poulx de l'ancien premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas, député (RPR) de Gironde et maire de Bordeaux. Inculpé quelques jours après la découverte du cadavre d'Elchère ficelé dans un bout de moquette dans les eaux de la Dordogne, François Korber a multiplié les procédures pour sortir de ce mauvais pas, se lançant dans une véritable guérilla contre l'institution judiciaire.

Il fut néanmoins jugé à deux reprises. La première fois, la cour d'assises de Bordeaux le condamnait en avril 1988 à dix ans de réclusion. Ce jugement ayant été cassé, l'affaire a été renvoyée devant les assises de Toulouse. Korber a donc été jugé quinze ans de réclusion malgré - ou à cause ? - d'une lettre de M. Jacques Chaban-Delmas. Celui-ci assura que « ce garçon est incapable de faire du mal à une mouche ». Un nouveau pourvoi en cassation fut rejeté en mai 1990 et François Korber était depuis lors en détention à Mazas (Dordogne).

Le 1<sup>er</sup> octobre, il a été remis en liberté conditionnelle. Il a regagné Bordeaux et l'a très vite fait savoir à la presse. Il maintient la thèse selon laquelle il serait victime d'un acharnement de la magistrature et d'un complot de la part d'une partie de ses amis politiques. Il voudrait obtenir une révision de son procès et menace également de saisir l'inspection générale des services judiciaires à l'encontre d'un certain nombre de magistrats. Toutefois, son avocat bordelais, maître Janick Bergeon, se montre très circonspect vis-à-vis de cette dernière tentative : il ne prendra pas la procédure en charge.

L'ex-étoile montante du RPR girondin a inévitablement parlé de M. Jacques Chaban-Delmas. « Nous sommes réconciliés. C'est l'un des grands hommes de ma vie. Au début de l'affaire, il y a eu des malentendus mais ensuite, il m'a aidé, y compris matériellement en prison en prenant sur ses indemnités personnelles de maire. Il m'a donné de quoi avoir autre chose qu'une gamelle infecte ».

Cela est confirmé par M<sup>me</sup> Simone Noailles, l'adjointe aux affaires sociales de la ville de Bordeaux : « Le maire, qui est intervenu pour qu'il obtienne sa liberté conditionnelle, m'a demandé de m'occuper de François Korber sur le plan social ». Depuis son retour à Bordeaux, François Korber est assis hébergé dans un studio « de transit » mis à sa disposition par trois mois renouvelables par le bureau d'aide sociale de la ville de Bordeaux.

GINETTE DE MATHA

Le maire de Trébeurden mis en cause  
dans une affaire financière

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean-Georges Diemer, a confié le 9 octobre à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes l'instruction d'un dossier financier dans lequel le maire de Trébeurden (Côtes-d'Armor), M. Alain Guennec (app. PS), serait « susceptible d'être inculpé » de recel d'abus de biens sociaux et de corruption, a-t-on appris de source judiciaire.

Cette désignation de juridiction fait suite à une requête du procureur de la République de Guingamp. Le 26 septembre, M. André Minguy, gérant de la société SERIM, qui construisait le port de plaisance de Trébeurden avant que la justice administrative n'interrompe les travaux, a été inculpé d'abus de biens sociaux et faux en écritures par un juge d'instruction de Guingamp, et écroué.

M. Minguy est soupçonné d'avoir fait des retraits d'espèces sur les comptes de sa société et d'avoir

remis une partie de cet argent au maire de Trébeurden. Selon le code de procédure pénale - qui devrait d'ailleurs être prochainement modifié sur ce point (le Monde du 5 octobre) - le procureur doit saisir la Cour de cassation lorsqu'un maire, qui est un officier de police judiciaire, « est susceptible d'être inculpé » afin de « dépayser » l'affaire.

En l'occurrence, la Cour de cassation a désigné une chambre d'accusation, car les faits qui pourraient être reprochés à M. Guennec, s'ils sont établis, auraient été commis à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Un juge d'instruction ne serait compétent que si les faits étaient étrangers aux fonctions du maire.

Notre correspondant dans les Côtes-d'Armor nous indique que M. Alain Guennec a donné, le 10 octobre, une conférence de presse au cours de laquelle, « serin mais amer », il a souhaité « être entendu le plus rapidement possible », assurant : « Je n'ai rien à cacher ».



## CARNET DU Monde

### Naissances

— Jean-Marie et Monique TRAVERS-LABOZE, Nél et Emmeline, ont la joie d'annoncer la naissance de Adella, le 8 octobre 1991, 15, rue Daubenton, 75005 Paris.

— Le docteur Bertrand LACOTTE et M<sup>me</sup> née Marie-Diane de Jahan, sont heureux d'annoncer la naissance de

Guillaume, Bruxelles, le 26 septembre 1991.

— M. Jean-Benoît HENRIET et M<sup>me</sup> née Annick Delestra, Claire, Camille et Christophe, sont heureux d'annoncer la naissance de Quitéria, le 7 octobre 1991.

### Décès

— Nous apprenons le décès, survenu le mardi 8 octobre 1991, de

René BRIOT, compagnon de la Libération, dont les obsèques sont célébrées le vendredi 11 octobre, à 15 h 30, à Bussang (Vosges).

[Né le 30 novembre 1913 à Saint-Maurice-sur-Moselle (Vosges), René Briot, rallia la France libre comme engagé volontaire, et il est sergent au 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie de marine (RIMA) dès juin 1940. Le 7 mars 1941, il est fait compagnon de la Libération et il rejoint, en juin de la même année, la 13<sup>e</sup> demi-brigade de légion étrangère (DBLE), au sein de laquelle il participe à toutes les campagnes : Liban, Palestine, Espagne, Italie, Tunisie, République, Maroc et Italie, puis au Sud-Algérie française jusqu'en juillet 1945. Il achève la guerre avec le grade de capitaine-chef. Titulaire de la médaille de la Résistance, de la médaille militaire et de la croix de guerre 1939-1945, René Briot était chevalier de la Légion d'honneur.]

— Le président de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, Les membres du conseil de gestion et le doyen de la faculté de médecine de Créteil, Le personnel enseignant de la faculté de médecine de Créteil, ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 7 octobre 1991, de

M. Jean CHEVREAU, professeur honoraire à la faculté de médecine de Créteil.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 11 octobre, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame de Soisy-sur-Seine (Seine-et-Marne).

— M. Delys Cristofari et ses enfants, sont part du décès de

M<sup>me</sup> Henriette CRISTOFARI, née Debbasca.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Résidence Orlins-Riquier, 83400 Hyères.

— Nous apprenons le décès, survenu mardi 8 octobre 1991, du

général (CR) Eugène DANET,

dont les obsèques auront lieu le vendredi 11 octobre, à 15 h 30, au Cimetière-Village (Var).

[Né le 17 avril 1923 à Toulon (Var) et ancien élève de Saint-Cyr, Eugène Danet, allié dans l'infanterie, sert en Allemagne, puis en Algérie. En 1964, il est détaché auprès des forces armées françaises pour la mission militaire française de complémentation technique à Belzer. Après divers postes d'état-major à Paris, il commande, de 1974 à 1978, la 7<sup>e</sup> division militaire territoriale à Valenciennes. En 1982, avec le grade de général de brigade, il commande la 6<sup>e</sup> division militaire et la 3<sup>e</sup> division militaire territoriale à Strasbourg. En 1984, promu général de division, il commande le 9<sup>e</sup> corps d'armée à Metz. Il est promu au rang de général de corps d'armée en 1986. Il devient, l'année suivante, commandant le 3<sup>e</sup> corps d'armée et la 2<sup>e</sup> division militaire, gouverneur militaire de Lille. Le général Danet est grand officier de l'ordre national du Mérite et commandeur de la Légion d'honneur.]

— M. et M<sup>me</sup> Roland Edighoffer, M. et M<sup>me</sup> Jean René Edighoffer et leur fils, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Reine EDIGHOFFER, écrivain,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 9 octobre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 octobre, à 11 heures, en l'église de Brételles-les-Bains (Savoie), suivie de l'inhumation.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

23, avenue de Breteville, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Nos abonnés et nos collaborateurs, bénéficiant d'une réduction sur nos abonnements au « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Dino T. Markowitz, sa fille, Yeh Feng, sa fille adoptive, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lin FENG MIEN, ancien directeur de l'école nationale des beaux-arts de Beijing, fondateur de l'école nationale des beaux-arts de Hangzhou, survenu à Hongkong, le 12 août 1991.

— M<sup>me</sup> François Girard, son épouse, Les familles Schroeder, Girard, Vissani, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. François GIRARD, avocat à la cour d'appel de Paris, conseiller du commerce extérieur de la France,

survenu en son domicile le 9 octobre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 14 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons sont à envoyer à M. l'abbé Benoit, monastère La Paix-Notre-Dame, à Flée (Sarthe).

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, avenue de Versailles, 75016 Paris.

— La Société civile professionnelle d'avocats,

Jean Bodin, François Girard, Jean-François Bourrilhas, Et M<sup>me</sup> François Girard, ont la tristesse de faire part du décès de

M. François GIRARD, avocat à la cour d'appel de Paris, conseiller du commerce extérieur de la France,

survenu en son domicile le 9 octobre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 14 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons sont à envoyer à M. l'abbé Benoit, monastère La Paix-Notre-Dame, à Flée (Sarthe).

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

— Julia Rodriguez-Soria, son épouse,

Line et Claude Petit, Louis et Annie-Brigitte Soria, ses enfants,

Gilles, Frédéric, Elise, Julien, ses petits-enfants,

Mamuel et Lili Soria, Alfred et Paulette Soria, Lucien et Hugues Soria, ses frères et belles-sœurs,

Leurs enfants et petits-enfants, La famille Nunez, Ses amis et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

Georges SORIA, journaliste, auteur dramatique, historien, officier des Arts et Lettres,

survenu le 9 octobre 1991, à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 15 octobre, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

16, avenue Reille, 75014 Paris.

5, rue de l'Interne-Loeb, 75013 Paris.

— Les anciens collaborateurs de l'Agence littéraire et artistique parisienne ont la douleur de faire part du décès de

Georges SORIA,

leur président fondateur,

survenu le 9 octobre 1991.

— Les Editions Messidor ont la tristesse de faire part de la disparition de

Georges SORIA, écrivain, historien, auteur dramatique.

(Le Monde du 11 octobre.)

Pour toutes vos commandes de fleurs Naissances, baptêmes, fiançailles, mariage et décès

Le Fleuriste de Vauquillard

Livraisons à domicile. Paris, banlieue et grande banlieue.

131, rue de Vauquillard, 75015 PARIS. Tél. : 47-34-56-09

### Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du

professeur Claude JACQUILLAT,

une messe sera célébrée le samedi 19 octobre 1991, à 12 heures, dans la chapelle de l'abbaye de Notre-Dame de Paris.

— Il y a dix ans, le 28 septembre 1981, le

professeur Raymond GARESTIER nous quittait.

Son épouse, sa fille, ses petits-enfants, son arrière-petit-fils et toute la famille demandent à ceux qui l'ont connu et aimé une pensée et une prière pour lui.

35, rue Broca, 75005 Paris.

— Vendredi 18 octobre, Collège de France, 15 heures, séance publique organisée par l'Association Louis-Lavelle : trois communications sur la pensée du philosophe. Entrée libre.

Communications diverses

— Vendredi 18 octobre, Collège de France, 15 heures, séance publique organisée par l'Association Louis-Lavelle : trois communications sur la pensée du philosophe. Entrée libre.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 88 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 50 F

AGENDA

— Un rassemblement contre l'exclusion. — Le mouvement ATD Quart-Monde organise un rassemblement pour manifester contre l'exclusion et la pauvreté, le jeudi 17 octobre, de 18 heures à 19 heures sur le parvis des Libertés et des droits de l'homme au Trocadéro, à Paris.

— Festival international de géographie. — Les 18, 19 et 20 octobre, Saint-Dié-des-Vosges accueillera pour la deuxième année le festival international de géographie. Le thème central est « Mégapole et cités géantes, pour une écologie urbaine ». Le festival est présidé par Joël de Rosnay, directeur du développement et des relations internationales de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette à Paris. (ADHEC-Hôtel de Ville-BO 275-88107 Saint-Dié-des-Vosges Cédex-Tél. 29-32-66-66.)

— Forum d'Agenda des solidarités Nord-Sud. — Le neuvième forum international des solidarités Nord-Sud, appelé Forum d'Agenda (Lot-et-Garonne), ouvrira ses portes du 24 au 26 octobre. Le thème central de ces journées porte sur nouvelles missions des organisations non gouvernementales et sur les initiatives des collectivités territoriales dans les concentrations urbaines de l'après-monde. Mais il sera également débattu de sujets particulièrement brûlants comme les crédits que le gouvernement compte accorder aux ONG, la création d'un office européen pour l'action humanitaire ou la déontologie des ONG et agences de collectes de fonds.

— Renseignements : Guilde européenne du Raid, Tél. : 43-26-97-52.

— Camp de vacances au Pamir. — Le Pamir, chaîne montagneuse de l'Asie centrale, ouvre ses hauts plateaux, du 26 octobre au 3 novembre, à une cinquantaine d'enfants français, âgés de onze à seize ans.

Le Centre de langue et culture russe des Échanges internationaux éducatifs et culturels (EIEC) organise à cette occasion un voyage accompagné dans un centre de vacances du Tadjikistan (URSS) qui désire accueillir, pour la première fois, des enfants français, qu'ils soient russophones ou non.

— Centre de langue et culture russe de l'EIEC, 2, rue de l'Épéron, 75006 Paris. Tél. : (1) 40-49-05-00.

— Métro-rétro. — Une ancienne rampe verte du métro sortira de sa retraite dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 novembre pour un voyage insolite, qui, partant vers minuit de la Gare-du-Nord, arrivera vers 5 heures à la Porte-Champeret, via Saint-Denis-Basilly, Place-d'Italie, etc. Le passage d'une ligne à l'autre s'effectuera par les recordements de service d'ordinaire jamais empruntés par les voyageurs. Le parcours commenté comportera plusieurs arrêts-photos.

— Inscriptions par écrit auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, avant le 6 novembre. Joindre un chèque et une enveloppe timbrée à votre adresse pour l'envoi de la convocation, 270 F par personne.

## COMMUNICATION

Au Congrès national de la presse française

### M. Mitterrand : la liberté des journalistes ne va pas sans responsabilité

M. Mitterrand ouvrait, jeudi 10 octobre, à Montpellier, le 12<sup>e</sup> Congrès national de la presse française, consacré à la liberté et à la responsabilité de la presse. Le chef de l'Etat a souligné que pour la première fois la liberté de la presse écrite et audiovisuelle est totale, ce qui est un des acquis les plus importants de ces dernières années, et a insisté sur les devoirs de la presse. Des manifestations hostiles au gouvernement avaient été organisées pour la venue de M. Mitterrand (lire page 26).

#### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Le président de la République a sans doute réussi à faire d'une pierre deux coups, en acceptant d'ouvrir jeudi 10 octobre, le douzième Congrès national de la presse française à Montpellier (le Monde du 11 octobre). M. François Mitterrand a pu, d'une part, décerner publiquement un vibrant satisfecit à la gestion municipale de M. Georges Frêche, député PS et maire de Montpellier, et sembler ainsi passer l'éponge sur les propos critiques que celui-ci avait récemment tenus à son égard. Mais le chef de l'Etat, en inaugurant ce congrès consacré à « la liberté et à la responsabilité de la presse », a aussi rassuré les patrons de presse sur ses intentions concernant une éventuelle modification de la loi de 1881 sur la presse, tout en les renvoyant à une forme d'autodiscipline en matière de déontologie.

C'est avec force et avec une certaine solennité que le président de la République a réaffirmé son attache-

ment à la liberté et à l'indépendance de la presse, en présence de MM. Jack Lang et Georges Kiejman, respectivement ministre de la culture et ministre de la communication. Rappelant que Montpellier s'était déjà distingué par son attachement à la liberté de la presse — en 1851, la ville et l'un de ses journaux, le *Suffrage universel*, s'opposèrent au coup d'Etat du futur Napoléon III, tandis que, vingt ans plus tard, un autre titre montpelliérain, les *Droits de l'homme*, s'insurgeait contre la répression de la Commune de Paris, — M. Mitterrand a déclaré : « Il a fallu une révolution pour passer de l'éloge obligé du chef de l'Etat — inconvenient dont je suis exempt — à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen sur la liberté d'expression. Il a fallu plus d'un siècle pour passer à la liberté tout court et attendre 1881 pour que la liberté de la presse soit totale. »

#### Sanvergerd

« Aujourd'hui, le résultat est là : pour la première fois, la presse écrite, mais aussi audiovisuelle, est indépendante du pouvoir politique, sans réserve, sans restriction et sans exception. C'est un des acquis les plus importants, les plus irréversibles des dix dernières années. Et tant pis si la critique l'emporte sur l'approbation : la liberté d'expression est désormais totale, c'est la marque de la démocratie », a fait remarquer M. Mitterrand. « La critique est nécessaire, a-t-il poursuivi, c'est une assurance contre l'abus ; la presse connaît bien ce métier, elle ne doit pas s'étonner si on lui répond sur le même mode. »

Pour autant, le pouvoir politique n'est pas le seul à mettre en cause la liberté de la presse. Il faut que celle-ci « montre une égale vigilance à l'égard des intérêts particuliers

soutenus par les puissances d'argent ». Et si la concentration ou le regroupement des journaux est parfois « légitime », c'est à condition « que l'essentiel soit sauvegardé : le choix des lecteurs et l'autonomie des journalistes », a prévenu le président de la République.

En dépit de sa totale liberté, la presse doit aussi reconnaître ses responsabilités, éviter de tomber dans les tentations de la technique et respecter ses devoirs. Mettant l'accent sur « l'influence morale » de la presse écrite dans un monde de plus en plus marqué par l'image, M. Mitterrand s'est inquiété des dérives de « l'information-spectacle ».

« Les progrès techniques comme les satellites nous font accéder au vieux rêve de l'ubiquité, mais ces avancées peuvent mener au pire si on aboutit à l'uniformisation des regards, à l'abandon de l'analyse et de l'examen critique. Il ne faut pas rejeter la télévision mais pas non plus se laisser éblouir. L'information n'est pas le spectacle, elle réclame une mise en perspective et non une mise en scène », a déclaré le chef de l'Etat.

Enfin, la liberté de la presse ne doit pas s'exercer aux dépens de l'individu, que protège aussi la loi de 1881. M. Mitterrand a indiqué qu'il « ne croyait pas nécessaire de réformer la loi, mais en revanche il faut l'appliquer peut-être avec plus de clémence et de rigueur quand un individu sans défense se trouve mis en cause ». Car les devoirs de la presse « pèsent lourd », insiste le président de la République, pour lequel il n'est pourtant pas nécessaire que l'Etat intervienne dans les problèmes d'éthique et de déontologie de la presse, en instituant un code ou des médiateurs. « Vous relevez d'abord de votre conscience », a lancé M. Mitterrand au parterre d'éditeurs présents.

YVES-MARIE LABÉ

Visant une diffusion de 50 000 exemplaires

### M. Maxwell lance l'édition américaine de « The European »

#### NEW-YORK

de notre correspondant

« Dans l'ensemble, les journaux américains, à l'exception du *Harvard Tribune*, ne couvrent pas suffisamment l'Europe, alors que la curiosité du public, à l'égard de la politique, de la finance, de la mode ou du tourisme sur ce continent est insatiable. De plus, une nouvelle Europe est née depuis les derniers événements. Elle revêt une importance vitale pour tous les Américains et les Canadiens épris de liberté. Désormais, nos continents ont un destin commun. C'est pour cette raison que nous avons décidé d'étendre nos activités à l'Amérique du Nord. »

Au cours d'une brève cérémonie, jeudi 10 octobre, dans les locaux des Nations unies, M. Robert Maxwell, le patron de *The European*, a annoncé en ces termes le lancement de l'édition américaine de cet hebdomadaire qui a vu le

jour le 11 mai 1990. Imprimée sur les presses du groupe Gannett, de Boston (Massachusetts), cette édition nord-américaine, inaugurée le 11 octobre avec un titre de « une » consacré à la montée du fascisme et aux explosions de haine raciale et un supplément traitant de la réunification de l'Allemagne, un an après cet événement, bénéficie d'une campagne de lancement d'un million de dollars. Composée de 32 pages réunies en deux cahiers, elle est vendue le vendredi au prix de 2,50 dollars (contre 3 dollars actuellement). L'objectif, affirme le magnat britannique de la presse, est de « doubler rapidement » le nombre d'exemplaires vendus aux Etats-Unis et au Canada (environ 15 000 exemplaires au total) pour atteindre « une stabilisation à 50 000 exemplaires ».

A l'heure actuelle, la diffusion de l'hebdomadaire (imprimé en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne), audité par la firme

ABC entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 30 juin dernier, ressort à 223 000 exemplaires, dont 205 500 en Europe (y compris 112 000 en Grande-Bretagne, 26 000 en Allemagne, 23 000 en France), 15 400 en Amérique du Nord et du Sud et un million d'exemplaires dans le reste du monde. Pendant cette période, les ventes ont augmenté de 45 % sur le continent américain, affirme M. Maxwell qui s'est rendu acquiescent, au printemps dernier, du *Daily News*, l'un des quatre principaux quotidiens new-yorkais.

SERGE MARTI

Conférence sur la « communication de masse »

### Le Conseil de l'Europe veut aider les médias de l'Est et surveiller les concentrations

La troisième conférence ministérielle du Conseil de l'Europe sur « la politique de communication de masse » s'est terminée, jeudi 10 octobre, à Nicotia. Les vingt-quatre pays participants ont décidé de soutenir le développement des médias dans les ex-démocraties populaires d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, en accordant une priorité aux « nouvelles législations et à la formation de professionnels des médias pour faciliter l'introduction de structures pluralistes et d'une déontologie de la démocratie ».

La conférence a aussi abordé le problème des concentrations dans les médias qui constituent, a rappelé le secrétaire général du Conseil de l'Europe, M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, « une menace au pluralisme », même si elles ont des effets bénéfiques en termes de gain d'efficacité et de succès économique. Les participants de la conférence ont donc proposé de créer un mécanisme destiné à « suivre les évolutions et à faciliter les consultations entre Etats sur les concentrations ».

Le commissaire européen à la culture, M. Jean Dondelinger, a toutefois souligné l'absence d'instruments de pouvoir aux mains du Conseil de l'Europe pour lutter contre les monopoles, moyens dont dispose la Commission européenne.

## CULTURE

## GRANDS TRAVAUX

## Tuileries : la fête ou le gazon

L'aménagement du jardin parisien continue de susciter des interrogations

Il faut avoir de bonnes lunettes (verres de préférence) et l'imagination fertile pour concevoir la future physionomie du jardin des Tuileries. Aujourd'hui, en effet, le Carrousel est un cratère, l'ancien jardin réservé un terrain vague qui va servir de support à des bancs, de chantier, le reste est à vau-l'eau : les bancs cassés ne sont pas remplacés, les massifs sont devenus informes, et quelques fleurs étiées se battent en duel sur les derniers parterres. Les pelouses ? Des paillonnages ! Pourtant, la renaissance de ces quelque 27 hectares est plus qu'annoncée : les travaux vont commencer aux deux bouts de ce vaste rectangle borné par le palais du Louvre et la place de la Concorde.

Les querelles inhérentes aux « chantiers du président » semblent s'apaiser. Les partisans du ministère de la culture et du secrétariat d'Etat aux grands travaux retrouvent une certaine harmonie, les deux équipes de jardiniers ont signé la paix des braves. Et surtout le conseiller du prince, Marc Simonet-Lengier, qui tirait à boulets rouges sur les « épures des paysagistes » éternelle fable du renard et des raisins, est sur le point de transporter ses pénates ailleurs. L'avant-projet sommaire (APS) déposé courant juillet ne devrait plus tarder à devenir un avant-projet définitif (APD), même si le dossier semble s'être égaré dans les couloirs du Grand Louvre. Mais si les problèmes se sont simplifiés, ils sont loin d'être tous résolus.

D'abord celui du budget. L'enveloppe est de 250 millions de francs sur cinq ans. Cette somme ne suffira pas à la rénovation complète du jardin. La zone des bosquets ne sera totalement achevée qu'ultérieurement. Mais la revitalisation du sol et le traitement des arbres malades pourront commencer très vite. Les végétaux trop vétustes seront remplacés progressivement pour éviter l'effet désastreux pour le public d'une coupe claire.

Ensuite, la configuration finale du jardin du Carrousel est toujours suspendue à des modifications de dernière minute. L'espace qui doit aménager Jacques Wirtz,

le lauréat belge, est posé sur une dalle. Les sous-sols sont en effet bourrés d'équipements divers : parkings pour voitures et autocars, entrée souterraine vers la Pyramide, réserves du Musée des arts décoratifs, laboratoire du Musée du Louvre, amphithéâtre pour les défilés de mode, boutiques et restaurants. Jacques Wirtz a prévu deux terrasses plantées de haies pour encadrer l'arc de triomphe, qui devient ainsi la véritable porte du nouveau jardin des Tuileries. En revanche, ses « fûts » d'ifs taillés qui s'élevaient en éventail vers l'avenue du Général-Lemoinnier suscitent encore des réticences. François Mitterrand les trouverait « agressives ».

Le président de l'établissement public du Grand Louvre (EPGL), Jean Le Prat, estime que « le maître qui s'engagera dans ces couloirs risque de se retrouver dans un cul-de-sac, d'autant qu'il butera, en fin de parcours, sur les bassins qui doivent évoquer la trace de l'ancien château des Tuileries, brûlé en 1871 ». La surface de ce double « canal » sera elle-même brisée par des cascades en raison de la déviation du terrain : tant pis pour l'effet miroir.

## Riverains contre forains

Le jardinier, réputé pour la manière dont il architecture les végétaux, tient à son projet : « Ceux qui connaissent mes réalisations savent qu'aucune d'entre elles n'est agressive », affirme-t-il. Fort de son expérience, il se fonde sur le principe qu'il a défini sur le papier, mais accepte d'en revoir certains détails sur le terrain : hauteur des ifs, établissement de passages transversaux, élaboration des cheminements. Rien de plus. Des perspectives grandeur nature sont dessinées, mais elles ne seront réalisées qu'à l'issue de la phase de construction, au 1/100, seront réalisées pour convaincre ceux qui doutent encore. Dina Vierny, par exemple, patronne des statues de Maillol. Elle insiste pour que les œuvres du sculpteur soient disposées, par groupes, dans des « salles de verdure » et non pas isolées dans des « corridors ». Peut-être seront-elles installées sur la terrasse que doit aménager Pei Ich Ming, l'architecte de la Pyramide.

Cette terrasse voulue par Pascal Cribier et Louis Benech, chargés de l'aménagement du reste des Tuileries, se trouve au niveau de l'arc du Carrousel, mais à près de 2 mètres au-dessus du reste du jardin qui s'étend vers l'Etoile. La dénivellation permet de masquer — en partie — le calamiteux sous-traitement de l'avenue du Général-Lemoinnier, dont les trémies seront refaites ainsi que le revêtement intérieur. Il serait bon également de prévoir le remplacement du sol bitumineux par des pavés : il s'agit là de l'entrée d'un musée et non pas d'un passage autoroutier comme la signalisation pourrait le laisser croire.

La terrasse, on l'espère, ne sera pas seulement un cache-misère. Un escalier monumental encadré de statues (les grands bronzes de Bourdelle exilés rue de Lille derrière le Musée d'Orsay) devrait permettre l'accès au jardin bas, le « grand carré » imaginé par Cribier et Benech qui doit remplacer l'ancien jardin réservé. La trace de ce dernier subsistera néanmoins. Reste à régler le problème de la forme du jardin. Une clôture est en effet indispensable pour des raisons écologiques. Le jardin doit se régénérer la nuit. Les duettistes proposaient une grille à l'aplomb du mur de la terrasse. Solution simple refusée par l'architecte américain. Les fosses du jardin réservé seront donc prolongées jusqu'à ladite terrasse. La grille restera à l'endroit où elle se trouve aujourd'hui, délimitant un bizarre promenoir en forme d'entonnoir. Quant aux parterres dessinés par les deux jardiniers, ils feront l'objet d'une préfiguration dès l'année prochaine.

A l'extrémité des Tuileries, la zone du « fer à cheval » ne pose pas de gros problèmes : il s'agit d'une simple restauration. L'aménagement de l'esplanade des Feuillants, qui double la rue de Rivoli, est en revanche au centre d'un débat. En 1985, les forains occupent le terrain, sans autorisation. Le ministre de la culture ne dit mot. Le directeur du patrimoine donne sa démission. Depuis cette époque, grande roue, manèges et trains fantômes retrouvent les Tuileries deux fois par an.

Les riverains mécontents des « nuisances endurées », réclament leur départ. Ils incriminent « le tapage, la saleté, la pollution, la petite délinquance, engendrés par

les forains ». Ceux-ci, par la bouche de leur représentant, M. Campion, se prévalent d'un « soutien populaire », des difficultés de leur profession, chassée du centre des villes, et citent les exemples autrichiens et danois : le Frøydens Vei, en Autriche et le Tivoli de Copenhague, — pour stigmatiser la pusillanimité des édiles français. Au passage, ils font remarquer qu'ils paient leur présence (environ 1,2 million de francs par an) et que, si on leur interdit les Tuileries, ils pourraient être tentés de dresser leurs attractions... place de la Concorde.

Les riverains contre-attaquent. Ils montent une association qui dépasse singulièrement les « privilèges du quartier ». On y trouve de nombreux architectes français et étrangers (Paul Andreu, Oriol Bohigas, Massimiliano Fuksas, Christian Hauvette, Arato Iszold, Claude Vasconi, Richard Meier), mais aussi des scientifiques (les professeurs Augier, Minkowski et Toubiana), des avocats tels que Mr. Mollet-Vieville, des écrivains (James Lord, André Frossard, Michel Déon) et des personnalités comme le couturier Christian Lacroix ou le metteur en scène Roger Vadim.

Mais surtout l'association prend pour cible les maîtres d'œuvre de l'aménagement des Tuileries. Non seulement l'EPGL, capitale devant les forains, mais encore il veut commercialiser une partie de l'espace dont il a la charge. La présence des forains serait officialisée quatre mois par an. Les sols seraient renforcés pour le passage des véhicules de 38 tonnes, un système de clôture serait installé permettant l'ouverture de l'esplanade en nocturne. Un millier de branchements téléphoniques et électriques seraient à l'étude pour faciliter les manifestations diverses. Du côté de la Seine, la terrasse du bord de l'eau serait dissociée du jardin public, associée à une voie publique, ouverte jour et nuit, et éclairée en conséquence selon les normes des voiries urbaines. Enfin, vers la Concorde, un espace sera aménagé autour de l'Orangerie pour des manifestations nocturnes. Toute la périphérie des Tuileries, soit 7 hectares, sera ainsi « désaffectée » de fait.

Patrick Bouchain, directeur de la mission Tuileries, se veut rassurant : « Oui, nous étudions l'installation d'un local technique permettant de distribuer haute et basse tension dans l'ensemble du jardin. Cela n'implique pas qu'il y aura

une prise tous les 10 mètres sur l'esplanade des Feuillants. Les sols ne seront pas renforcés. Je suis formel sur ce point. Ainsi, les livraisons du Jeu de paume se feront à partir de la rue de Rivoli ; celles des concessions qui existent dans le jardin, à partir de véhicules légers. L'histoire des mille lignes téléphoniques est une fable. Le problème des forains est à l'étude. Il leur est déjà interdit de sonoriser leurs activités. On peut envisager d'interdire les attractions trop lourdes, nocives pour l'entretien du jardin. Leur présence est déjà limitée à quelques semaines. Il n'y aura pas d'exploitation commerciale des Tuileries. Les expositions que nous envisageons auront un caractère culturel et leur durée n'excèdera pas le week-end. En revanche, il faut bien réfléchir à la gestion des Tuileries. L'entretien du jardin devrait se chiffrer à 6 millions de francs par an — le Luxembourg coûte 8 millions de francs au Sénat, hors salaires. Il faut trouver la moitié de cette somme en dehors des subventions. On peut revaloriser le prix des concessions (kiosques, restaurants, buvettes), incorporables au budget de l'Etat. L'ordre de 6000 francs par an. Les riverains qui profitent du jardin (Direction des musées de France, Union des arts décoratifs, PTT, Direction des arts plastiques) devraient contribuer à son entretien. Car il faut, ne l'oublions pas, multiplier le nombre des jardiniers, réduire le nombre des visiteurs, et se préoccuper du mobilier du jardin, qui est dans un état déplorable aujourd'hui ».

Se discorde, plutôt minimaliste, devrait tranquilliser les inquiets. Mais l'aménagement de ce poumon vert est encore trop flou par endroits. Le sort des forains n'est pas définitivement réglé. L'aménagement de la terrasse du bord de l'eau non plus, ni celui des abords de l'Orangerie et du Jeu de Paume. En revanche la reconstruction de la passerelle Solferino, provisoire depuis le début des années 60, est décidée. Elle sera lancée dans l'axe de l'ancien pont, de plain-pied avec le quai, un passage souterrain permettant de franchir la voie rapide. On espère toujours enterrer cette dernière, mais l'opération coûterait 800 millions de francs et les travaux dureraient trois ans. Ils seront sans doute pour le troisième millénaire.

EMMANUEL DE ROUX

## PHOTO

## La magie Trauner



Le tournage d'Hôtel du Nord, de Marcel Carné.

« Les photographies d'Alexandre Trauner sont dépouillées de toutes astuces routinées », écrit son complice Robert Doisneau à propos de l'exposition la plus magique qu'il nous ait jamais montrée à Paris. Tout est faux, mais tout est plus vrai que nature dans ces photos de plateau prises par le maître du décor de cinéma, qui n'hésite pas, bon prince, à laisser traîner dans le cadre quelque indice pour distinguer l'original de la copie.

Gérard Philippe flânant dans un océan d'arbres kitsch (Juliette ou la Châsse des songes), Irma la douce sur le pavé luisant, des au café Moustache, Gabin et Morgan devant un paquebot ou une grue monumentale (Quai des brumes). Et le monstre du Lochness, gros reptile au cou sans fin — selon Trauner —, flottant joyeusement porté par un sous-marin de fortune (La vie privée de Sherlock Holmes). Tous les dessous de la méthode Trauner ont été minutieusement enregistrés par leur auteur.

Car la photographie est d'abord un outil de travail pour le décorateur. Repérages minutieux, croquis au crayon gras, maquettes, suivi dans la construction et le tournage : l'exposition de Pico Bastille décorative, au moyen de tirages d'époques, la chaîne de fabrication du décor. Comme le mythe qu'Hôtel du Nord, qui se dessine patiemment sur les bords du canal Saint-Martin.

MICHÈLE GUERRIN

► Alexandre Trauner, photographes de plateau, Pico Bastille, 53 bis, rue de la Roquette, 75011 Paris. Tél. : 47-00-28-28. Jusqu'au 22 novembre.

► Photos des maquettes de films d'Alexandre Trauner, FEMIS, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 22 décembre.

En progression de 7,3 % par rapport à 1991

## Le projet de budget du ministère de la culture atteint 0,98 % de celui de l'Etat

En présentant, jeudi 10 octobre, le projet de budget de son ministère, M. Jack Lang n'a pas résisté à l'envie de retracer la courbe de son évolution depuis son arrivée rue de Valois en 1981. Certes le fameux 1 %, objet de tous ses vœux, n'est pas encore atteint. Le budget 1992 du ministère devrait totaliser 12,98 milliards de francs, soit 0,98 % du budget total de l'Etat (13,30 milliards de francs) — une progression de 7,3 % par rapport à celui de l'année passée — alors qu'il ne représentait que 0,48 % en 1981.

Même si l'on retire de ce chiffre la part des grands travaux (2,6 milliards de francs), le budget de la culture proprement dit augmenterait de 4,2 %, plus vite que les dépenses de l'Etat (+ 3,1 %). M. Jack Lang, il faut le dire, a été aidé à l'extrême par un coup de pouce de l'Elysée qui a slourdi les dotations du titre 4, c'est-à-dire l'outil de la diffusion de la culture vivante.

Pourtant, c'est le patrimoine, sous toutes ses formes, qui se taille, cette année encore, la part du lion. Les autorisations de programme ouvertes pour inventorier et restaurer le patrimoine monumental (hors archéologie) atteignent 1,55 milliard de francs, alors que la stricte application de la loi programme (votée en 1988 à l'initiative de M. François Léotard) n'exigeait que 1,2 milliard de francs. La rénovation des façades du palais du Louvre et du jardin des Tuileries n'entrant pas dans cette enveloppe. Les crédits d'investissement pour l'archéologie s'élèvent à 127 millions de francs. Les fouilles du mont Beuvray

étant financées par des fonds provenant des grands travaux.

L'effort se poursuit également en direction des archives (53 millions de francs d'autorisation de programme), des musées et du patrimoine cinématographique (52 millions de francs en 1992 contre 26 millions de francs l'année passée).

Le sort des établissements publics nationaux est divers. Les théâtres nationaux et l'Opéra verront leurs crédits augmenter moins vite que l'inflation (+ 2,8 %). Le Centre Pompidou verra son budget croître de 5 % (plus une autorisation de programme de 68 millions de francs pour le réaménagement du centre et de ses abords). La Bibliothèque nationale profite des crédits de la Bibliothèque de France (2,2 milliards d'autorisation de programme) mais aussi de 27 millions de francs pour l'aménagement de la future Bibliothèque nationale des arts. En outre sa subvention de fonctionnement est augmentée de 5,5 %.

## Lutte contre les inégalités culturelles

Globalement, les crédits d'interventions consacrés au théâtre et aux spectacles atteignent 850 millions de francs (+ 5 %). Les jeunes compagnies théâtrales indépendantes recevront 67 millions de francs (+ 16 %). Le soutien aux formes traditionnelles de spectacles vivants (cirques, marionnettes, théâtre de rue...) sera de 2,5 millions de francs (+ 10 %) et les festivals qui les présentent recevront 1,7 million de francs. Les dépenses d'équipement de ce secteur s'élèveront à 183,5 millions de francs.

Les crédits d'interventions dans le domaine de la musique, de l'art lyrique et de la danse seront de 622 millions de francs (+ 4,1 %) avec trois priorités : la diffusion (la consolidation des acquis depuis dix ans), l'enrichissement des pratiques amateurs (le chant choral en particulier), la découverte des jeunes talents (les concours, l'insertion des nouveaux musiciens).

Progrès encore dans le secteur du cinéma et de la production audiovisuelle où les crédits atteignent 1,8 milliard de francs (+ 5 %) avec comme préoccupation la consolidation de la position française dans l'Europe du cinéma.

Le chapitre des enseignements artistiques sera gonflé de 7,4 %, avec 1,1 milliard pour 1992 (École nationale du patrimoine, Fondation européenne des métiers de l'image et du son, conservatoires nationaux supérieurs de musique et d'art dramatique, écoles nationales d'art, conservatoires de région, formation des enseignants).

La politique d'élargissement des publics et la lutte contre les inégalités culturelles (en direction des banlieues, notamment) est dotée d'un budget de 381 millions de francs (+ 9 %). Les crédits d'équipements (cinéma, salles de rock, cafés-musique) font un bond de 17 % pour dépasser les 190 millions de francs. Le ministre de la culture tire bien son épingle du jeu. Encore faudra-t-il que ce budget ne soit pas amputé en cours d'exercice, comme l'année passée.

E. de P.

**LE FESTIVAL EUROPEEN RUHRFESTSPIELE RECKLINGHAUSEN COPRODUCTEUR DU SPECTACLE AVEC LE THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT SOUHAITE BONNE CHANCE A L'EQUIPE DE MARILYN MONTREUIL**

R. CROIX

**Lambert Wilson chante**

LOCATION : 49 30 18 88 FNAC, VIRGIN MEGASTORE



## CULTURE

# Manifestation à grand spectacle

Plusieurs milliers de comédiens, d'interprètes et de techniciens ont défilé à Paris contre la remise en cause de leur régime d'indemnisation du chômage

## Le film enseveli

Une parabole sur la solidarité humaine trop explicite pour être convaincante

L'AUTRE de Bernard Gracou

Pour ses débuts de metteur en scène, Bernard Gracou n'a pas choisi la facilité : l'histoire - inspirée d'un roman d'André Chérad - du patriarcat solitaire imposant à tous le sauvetage d'un jeune homme qui, à peine entré, vient d'être enseveli par un tremblement de terre, relève de l'acrobatie.

Autour de ce mince fil narratif, pas de péripéties en guise de fil. Sur le tas de gravats le vieux attend : le monde, indifférent, peu à peu se laisse convaincre. Un micro, et la parole passe entre l'émuré et son « gardien ». Des outils, enfin, et contre le cynisme et l'habitude le garçon sera sauvé, accablé de la terre brûlée par ce vieillard qui ne le connaît pas.

A pareil essai de funambulisme, il faut, plus que tout, de la légè-

reté. C'est ce qui manque le plus au réalisateur comme à son interprète, Francisco Rabal. Tandis que l'acteur mime avec une insistante application la sagesse bourgeoise, l'humanité sans phrase venue du fond des âges du monde méditerranéen dont il est issu, le réalisateur se prend aux rets des métaphores trop évidentes de son récit.

Pas un personnage qui passe dans le décor sans qu'il ne porte bon poids de signification symbolique, pas un mouvement de caméra qui ne souligne et insiste quand il faut glisser. Lorsque celui qui attend à la surface et celui qui souffre sous terre peuvent se parler, il devient vite évident qu'ils n'ont rien à se dire. « Patience » répète le vieillard aux sauveteurs, enfin arrivés. La patience du spectateur, elle, s'est depuis longtemps dissoute.

JEAN-MICHEL FRODON

## MUSIQUES

### « Idoménée » ressuscité

Un véritable chef-d'œuvre que cet *Idoménée*, cinquième des neuf tragédies lyriques d'André Campa, surgi du silence où il était plongé depuis sa création en 1712 (à part une reprise en 1731). En allant rechercher cette partition oubliée, William Christie, infatigable explorateur de la musique française baroque, est tombé sur la perle rare, ce qu'il résume de façon lapidaire : « Un bon livret, une bonne musique ».

Le livret de Danchet, adapté de la pièce de Crébillon, ressuscite l'histoire d'*Idoménée* et le concorde sur les personnages principaux (le roi, Idemante, Hécate, Électre). Il évite ces prologues loquaces quatorzièmes où il fallait chanter la gloire du souverain et privilégie le cœur de l'ouvrage, l'affrontement paternel. L'orchestre de Campa, comme plus tard chez Rameau, est le moteur de l'action dramatique dès le prologue : déchirant puis apaisant les tempêtes il campe le décor sonore. Airs tendres ou déchirés sont le lot des femmes alors que, dans cet opéra d'hommes, les deux rencontres d'*Idoménée* et d'*Idemante* sont

traitées par de grands récitatifs, le premier, notamment, d'une nudité bouleversante. La richesse de l'orchestration, la force d'un *continuo* qui impose sa gravité dans les moments de tension, l'adéquation permanente entre la musique et les vers de Danchet font passer avec aisance à cet opéra de trois heures l'épreuve du concert. Même les traditionnelles danses et bergeries ne paraissent pas superflues.

Campa n'est pas simplement le trait d'union entre Lully et Rameau. Il s'inscrit (c'est particulièrement sensible dans la finale) dans la grande lignée musicale qui mène à Berlioz. Donné à Paris (au Théâtre des Champs-Élysées) avant d'arriver jusqu'à l'abbaye d'Ambronay, cet *Idoménée*, qui bénéficie grâce à l'équipe de Christie d'une exécution sans reproche, mériterait les honneurs de la scène. Il aura ceux du disque : l'enregistrement sera réalisé pour Harmonia Mundi à l'issue de la tournée.

PIERRE MOULINIER

► Prochaine exécution : Théâtre de Caen, le 18 octobre, à 20 h 30.

## ARTS

### Peindre l'histoire

JEAN-MICHEL FROUIN à la galerie Alessandro Vivas

Au sous-sol de la galerie où il expose, dans une pièce aveugle, Jean-Michel Frouin, trente et un ans, a placé cinq tableaux. Ils sont alternativement éclairés normalement et par des rampes de lumière noire. Dans le premier cas, ils surprennent par l'apparente hétérogénéité de leur construction car ces carrés monochromes rouges où la couleur semble avoir coulé lentement de haut en bas portent à leurs angles ou en leur centre des photographies en noir et blanc de visages. La plupart de ces portraits ont été souvent publiés dans les livres d'histoire - ce sont des images de la guerre et de l'holocauste, du ghetto de Varsovie et des déportés.

Dans le faisceau un peu mauve

JACQUES MAILHOT  
MAURICE HORGUES  
MICHEL GUIDONI  
TEX  
Brigitte LAHAIE  
THEATRE DES 2 ANES  
CRESSON  
QUI S'EN DEDIT  
46.06.10.26  
100, boulevard de Clichy (Place Blanche) 18<sup>e</sup>

de la lumière noire, la peinture disparaît et il ne reste plus des œuvres que les angles peints suspendus dans l'obscurité. Employé sans discrétion, l'effet serait un peu théâtralement pathétique. La mise en scène éclipserait les tableaux, qui cependant sont bien assez puissants et éclatants par eux-mêmes.

La juxtaposition des portraits et des surfaces colorées, alliance apparemment contre-nature, ruffe l'œil et attire le regard et à rendre aux photographies ce que le temps et l'habitude pourraient leur avoir fait perdre de violence. La représentation de l'histoire la plus tragique se double de la sorte d'une réflexion sur le destin de ce qui se nomme l'histoire. On l'a dite obsolète - c'est un lieu commun chez les penseurs du modernisme - au temps de la caméra et des magazines et la peinture elle-même, comme technique, définitivement dépassée, confinée désormais à des activités subalternes de décoration.

Les exercices de composition de Frouin s'inscrivent en faux contre cette thèse - précisément parce qu'ils sont de composition et non de simple illustration immédiate. L'artiste en est si convaincu qu'il a entrepris une suite de paysages monumentaux selon une méthode singulière.

En Pologne, du haut de l'une de ces locomotives à vapeur que les nazis avaient conçues pour tirer par tous les temps les convois de déportés vers les camps, il a filmé la campagne que le train traversait. Mais, au lieu de s'en tenir au document vidéo, il le convertit en peintures. Les premières de la série sont d'une inquiétante et belle étrangeté.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Alessandro Vivas, 12 rue Bouchardon, 75010, Paris : tél. : 42-38-83-12. Jusqu'au 19 octobre.

Ils étaient sept ou huit mille, selon les syndicats CGT du spectacle qui avaient organisé la manifestation du 10 octobre, cinq mille selon la police, à défilé des Invalides, tout près du ministère du travail, à la place du Palais-Royal, sous les fenêtres de M. Jack Lang. Dans la soirée, de nombreux théâtres parisiens, de l'Opéra Bastille au Théâtre de la Huchette, faisaient relâche pour cause de grève. Acteurs, techniciens, musiciens, voulaient se défendre contre ce qu'ils percevaient comme une « tentative de liquidation » du régime particulier des ASSÉDIC qui régit l'indemnisation de leurs périodes de chômage.

Le 13 septembre, le CNPF indiquait en effet que les annexes 8 et 10 (cinéma-spectacle) du régime général de l'UNEDIC étaient en partie responsables de l'énorme déficit de l'assurance-chômage. Selon le Centre national du patron français, les gens du spectacle, qui cotisent pour 500 millions de francs au titre du chômage pour toucher 2,3 milliards de francs d'indemnités, concourent en 1991, à hauteur de 25 % du déficit de l'UNEDIC (7 milliards de francs). En 1992, le déséquilibre sera le même, mais le déficit global atteindra 16 milliards de francs. Ce jugement trouvait un écho au ministère du travail, où M. Aubry, dans un entretien à Ouest-France, reprenait les chiffres avancés par le CNPF.

Qu'est-ce que l'ASSÉDIC-spectacle - à ne pas confondre avec les congés-spectacle qui versent les congés payés - et qu'a-t-il de différent avec le régime général du chômage ? Partant du principe que les artistes et les techniciens du spectacle, pour la plupart, occupent des postes précaires, la loi prévoit que ses membres touchent les indemnités chômage moyennant un minimum nécessaire de 507 heures de travail sur 12 mois - comme tous les salariés - à raison de 9 heures par cachet.

Is ont cependant le droit de travailler pendant leur période d'indemnisation. Ces journées de travail non indemnisées - seront comptabilisées et leur donneront droit, dès que le seuil des 507 heures sera à nouveau atteint, de prétendre à une nouvelle période d'indemnisation.

### La danseuse de l'UNEDIC ?

Parmi les cinquante mille intermittents du spectacle (ceux qui vont d'employeur en employeur au gré des contrats à durée déterminée), une centaine basée à Lyon, qui a préféré garder l'anonymat pour ne pas compromettre de futures collaborations, décrit ainsi une année de travail : « Je travaille entre 800 et 1 000 heures par an. Heures déclarées bien sûr, car je fais souvent des semaines de 60 heures. Des intermittents comme moi sont employés par de petites structures où la costumière est aussi accessoiriste. Quand je travaille, j'essaie d'obtenir 8 000 francs par mois. L'an passé j'ai été indemnisée 3 600 francs par mois, mais j'ai dû une des premières touches par la baisse des barèmes et je ne perçois plus que 4 400 francs. Cette année a mal commencé et je ne sais pas si j'arriverai à me maintenir à ce niveau ».

Pour les intermittents du spectacle, la souplesse accordée quant aux périodes travaillées est en effet pondérée par des concessions sur le taux de rémunération des ASSÉDIC (40 % du salaire pour le régime général, 31 % pour les annexes 8 et 10) et un plafonnement des allocations chômage inférieur aux autres régimes.

Dans le domaine du cinéma, le délai de carence entre la fin de la période travaillée et le début de l'indemnisation s'allonge, et certains intervenants syndicaux affirment qu'il atteignait parfois 12 mois dans certains ASSÉDIC. Selon la CGT, qui s'appuie sur des rapports de l'UNEDIC, 50 % des intermittents n'accèdent jamais à l'annexe 8 et 10 car ils ne parviennent pas à remplir le quota des 507 heures. Les Casse-pieds, « groupe de rock'n'roll », sévissent depuis plusieurs années. L'an passé, ils ont donné environ 150 concerts. Jeudi soir, place du Palais-Royal, ils ont joué devant les manifestants : « De toutes façons, nous ne sommes pas grévistes, disent-ils, nous n'avons pas le statut d'intermittents du spectacle. Sur nos concerts, il y en a trop qui ne sont pas déclarés par les organisateurs. Du coup, nous ne pouvons pas bénéficier des indemnités. » Chaque musicien et technicien du groupe touche

entre 50 francs et 500 francs par concert. Une situation classique pour un grand nombre de groupes de rock.

Le régime-spectacle du chômage est-il vraiment la danseuse de l'UNEDIC ? « Les contributions atteignent 537 millions de francs, mais elles ne correspondent pas à la totalité des cotisations », estime Jean Voirin, secrétaire général de la Fédération CGT du spectacle et de l'audiovisuel. Il manque en effet les cotisations des grandes entreprises. De plus, 40 000 spectacles musicaux « cotisent » quand la SACEM en recense 250 000 chaque année. Au mois d'août, en Bretagne, quelques clubs rock ont ainsi organisé un concert pour protester contre l'obligation qui leur était faite de déclarer les artistes qui s'y produisaient.

Les syndicats estiment que le déficit de l'ASSÉDIC-spectacle n'est pas le fait d'une fraude des salariés, mais d'une extraordinaire désorganisation. « Il y a aussi ces sociétés fortement subventionnées

qui disparaissent dans la nature une fois le spectacle terminé, sans payer l'ombre d'une cotisation. Dans ce dernier cas, il serait simple de demander le règlement des cotisations en échange du chèque de subvention », explique Robert Gougeon, secrétaire du Syndicat national des professions artistiques et culturelles CFDT.

Le CNPF, lui, considère que l'UNEDIC n'a pas été inventée pour subventionner la culture. Il souhaite également une gestion plus saine plutôt qu'une hausse systématique des cotisations, et serait même prêt à envisager une disparition des annexes 8 et 10 en faveur d'un fonds d'aide soutenu par l'État.

Pour les manifestants - de Daniel Odin et Gérard Desarthe à la costumière de Lyon, ou à l'orchestre de bal venu de Grenoble - il s'agit d'être reconnus comme des travailleurs à part entière, de continuer à faire un métier qui a depuis longtemps admis le chômage comme une règle. « Si les

annexes 8 et 10 sont supprimées, même remplacées par un fonds d'aide, on peut prévoir que 30 à 40 % des salariés seraient amenés à changer de métier », affirme Jean Voirin. Ils voudraient aussi lever le climat de dénonciation qui règne depuis que René Grusou, président (CNPF) de l'ASSÉDIC de Paris a rendu publics les noms de quelques vedettes indemnisées. Dans la soirée une délégation s'est rendue chez M. Lang pour obtenir du porte-parole du gouvernement les assurances déjà reçues du ministre de la culture qui déclarait récemment ne pas vouloir que « les artistes soient les victimes de [la] négociation » sur le régime général de l'UNEDIC. En attendant une prise de position du gouvernement, les gens de spectacles présents place du Palais-Royal votaient le principe d'une nouvelle grève le 28 octobre.

BÉNÉDICTE MATHIEU et THOMAS SOTINEL

## SOS paperasses

Pour avoir beaucoup peiné dans les labyrinthes administratifs qui compliquent l'accès aux droits que la loi leur garantit, des artistes intermittents du spectacle ont créé une société d'assistance à leurs confrères. Au tarif de 190 francs par mois, les abonnés de Turbul Service voient ainsi pris en charge l'ensemble des démarches liées à leur bulletin de salaire : Assedic, congés-spectacles, Sécurité sociale, etc.

« Pour ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir un secrétariat particulier, il est presque impossible de gérer leurs différents dossiers administratifs, explique un des responsables de Turbul, les gens de spectacle ne comp-

tant pas parmi les mieux organisés en ces domaines ».

Et de citer, parmi les innombrables complexités, la différence de calendrier qui fait relever un même cachet de l'année fiscale (1<sup>er</sup> janvier/31 décembre) pour les impôts, mais d'une année commençant le 1<sup>er</sup> avril pour les congés-spectacles et d'une année commençant au jour anniversaire de leur inscription pour les Assedic. « Chaque cachet doit faire l'objet de plusieurs déclarations, et certains intermittents, par exemple ceux qui travaillent dans la post-synchronisation, ont parfois jusqu'à deux ou trois bulletins de paie par jour ».

La solution trouvée par Tur-

bul ? Un programme informatique qui intègre les nombreux paramètres en vigueur dans les diverses administrations. Complexité née de la tendance naturelle de toute bureaucratie au formalisme, au cloisonnement et au contrôle tatillon ? A l'origine sans doute. Mais à l'usage, ces ténébreux méandres sont devenus un moyen, sinon de ne pas payer, au moins de payer le plus tard possible, une sorte de camouflage protecteur... qui, par ignorance ou lassitude des intéressés, prive nombre d'entre eux de leurs droits.

J.-M. F.

► Turbul Service, 73, rue Babilot (13<sup>e</sup>). Tél. : 45-88-74-74.

## MARILYN MONTREUIL

COMEDIE MUSICALE DE JEROME SAVARY ET DIANE TELL

UN SCÉNARIO DE JEROME SAVARY ET JOHN BURNETT  
MISE EN SCÈNE  
JEROME SAVARY  
MUSIQUE DIANE TELL  
DÉCOR MICHEL LEDOIS  
COSTUMES MICHEL DUSARRAT  
LUMIÈRE ALAIN ROUSSEAU  
SON PATRICK COMER  
CHORÉGRAPHIE JEAN MOUSSY  
CASCADES ANDRÉ GARNARD  
MAQUILLAGES VERONIQUE DESIR

AVEC  
IDRIS BADAROU  
BRUNO BONARD  
FRANÇOIS BORYASSE  
MICHEL DUSARRAT  
MANDU GARCIA  
HELENE HALEY  
CHRISTIAN HILLION  
ALLEN HOIST  
MARK IRACE  
FRANK LESTER  
MAURICE LAMY  
JEAN PIERRE LOUSTAU  
JEAN JACQUES SCHEFFER  
DIANE TELL

UNE COPRODUCTION  
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT  
RUMFESTPIELE RECKLINGHAUSEN  
FESTIVAL EUROPEEN  
Avec le soutien de la BNP

BNP  
ALBUMS CD, LP, CASSETTES  
DISQUES COLUMBIA  
COLLUMEDIA  
MARILYN MONTREUIL  
LE ROMAN  
AUX ÉDITIONS DE L'ARCHIPEL

Location / Réservations  
47 27 01 10  
100, boulevard de Clichy  
du 12 octobre 1991  
au 31 janvier 1992  
France Inter



R. CRUMB '91

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT





# Medellin, M la Maudite

DES TOUJOURS S'ENTENDENT À PARTIR DE 12. ET SONT SOUS LA MODIFICATION DES PÉRIODES, DES INSTRUCTIONS POUR LA SÉRIALISATION.

## Beaux mensonges

Il y avait jusqu'à présent Guo et *Grands reportages*, sans oublier bien sûr, pour les anglophones, l'ancêtre et le modèle légendaire de tous, l'indétricable *National Geographic*. Il y a désormais aussi, depuis quelques mois, *Parance* et *Détours en France*, ainsi que le mensuel *Voyager*.

La multiplication des magazines de voyage, en un temps où, chute des recettes publicitaires oblige, la presse écrite fait plutôt grise mine, ne manque pas d'indiquer, comme s'il s'agissait là d'une sorte de « secteur préservé ».

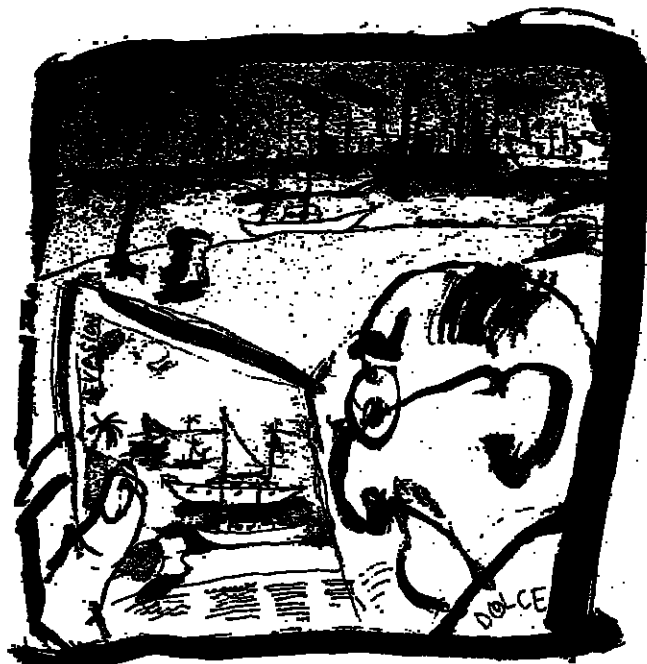
La démocratisation du voyage et le besoin d'évasion – formes modernes du désir ancestral d'exotisme – fournissent bien sûr la toile de fond de cette arrivée en force, mais pas entièrement la clé. Car cette explication est par trop générale et surtout prosaïque pour rendre compte du phénomène. A considérer de près tous ces magazines, ce qui frappe en effet, c'est l'existence de la généralisation d'une sorte de style commun, aussi bien dans l'iconographie que dans les textes, qu'on pourrait qualifier de mythologique et qui en explique peut-être le succès.

De même que l'architecture pesante d'Edimbourg prend, sous la brume du petit matin, une légèreté presque aérienne, ou encore qu'une ville industrielle médiocre et assez désespérante comme Birmingham acquiert, grâce à la nuit, une surprenante poésie romantique, de même les photos des magazines de voyage semblent rechercher toutes et sans cesse, par le cadrage, les effets divers de lumière et les

conditions météorologiques de leur réalisation, à transcender la réalité, pour en donner une vue non point « idéale », mais légendaire.

C'est l'Irlande plus vraie que nature, avec des pâturages d'un vert intense et des landes brunes battues par les vents sous des ciels bleu clair presque transparents traversés par des nuages vaporeux. C'est San-Francisco avec ses rues presque provinciales en pente, sur lesquelles circule le fameux *cable-car*, le tramway à crémaillère. Et ainsi de suite : les illustrations des magazines de voyage proposent de véritables « reconstitutions » de la réalité, un peu à la manière de ces films américains qui resuscitent, pour notre plus grand plaisir, avec un soin maniaque le Harlem « swing » des années 40 ou encore la Californie acidulée des « fifties ».

Il n'est, pour s'en convaincre, que de feuilleter le récent – et au demeurant très beau – numéro spécial de *Géo* sur Paris, avec ses clichés du pont des Arts adossé aux coupoles du Grand Palais comme irisées de brume, ou encore des bals du 14 juillet dans le quartier de la rue Mouffetard. Si ces vues sont bien issues de la réalité, elles s'en séparent cependant par une sorte de mise en scène poétique de l'esprit du Paris « éternel ». Bref, elles « re-mythologisent » une



réalité dont les Parisiens peuvent constater jour après jour l'implacable « dé-poésition ». Même chose, d'ailleurs, en ce qui concerne les vues de ces provinces françaises – le Val de Loire, la Bourgogne ou le Cotentin – que proposent des magazines comme *Parance* ou *Détours en France* : un petit port

de la Manche, comme il en existe des centaines, devient ainsi, photographié juste avant l'aube, dans des halos esthétiques de lumières blanches, bleues et rouges, brillantes, un fabuleux décor fantastique ; et une côte sauvage plutôt désolée prend des allures « exotiques » comme il n'en existe nulle part dans la réalité.

Sans doute la photo de voyage, ayant pour but de « vendre » au lecteur un pays ou une région, ne saurait-elle être laide ; mais il faut bien convenir, ici, qu'on passe à un cran supérieur. La sublimation de la réalité est en effet telle dans ces clichés qu'elle confine à la falsification. Et la publicité ainsi faite pourrait presque être qualifiée de « mensongère ».

De là, d'ailleurs, l'impression classique, quand on voyage, de déception. Qui n'a ainsi été déçapant, arrivant pour la première fois à New-York, de découvrir, en lieu et place de cette métropole hyper-moderne, dont mille clichés, mille films, nous ont décrit auparavant toutes les vues, une ville certes étonnante, mais déjà vieille, comme sortie du dix-neuvième siècle ? Et quel voyageur atterri par Hongkong n'est pas surpris et déçu de ne voir nulle part la fameuse ville flottante de sampans, telle que la présentent presque invariablement sur deux pages les magazines de voyage ?

Le fait n'est en aucune façon nouveau. Lié au « monde moderne ». Déjà, à la fin du siècle dernier, quand il était de bon ton de faire son « voyage en Orient », les écrivains se plaignaient, arrivant en Egypte, de découvrir des paysages et des villes qui n'avaient rien ou très peu en commun avec le mythe

qui les avait fait partir, comme si leur était échoué l'envers, peu ragoutant, du décor tant rêvé.

Certes, comme le savent tous ceux qui ont un peu voyagé, il arrive toujours un moment où, furtivement, passe dans la réalité un peu de féerie. Le hasard est le grand pourvoyeur de ces moments de grâce qui permettent en quelque sorte au voyageur de récupérer sa « mise » symbolique. C'est ainsi qu'arrivant à la gare de Porto trop tôt le matin, sans argent local et sans possibilité d'en changer, ne pouvant donc prendre ni taxi ni bus pour rallier le centre, on se voit obligé de marcher à pied le long de quartiers sans qualités, mais où des odeurs, des couleurs et des formes – bref, une sorte de mise en scène naturelle – font naître une poésie qui, subrepticement, rejoint le mythe.

La résident l'utilité et la permanence de ces beaux mensonges que sont les magazines de voyage. Le voyage ne serait-il qu'une sorte de déplacement intérieur où la réalité n'interviendrait qu'en tant qu'amorce à un rêve préexistant, déjà tout prêt ? Et ne vivrions-nous dans le présent du voyage qu'afin de secréter des souvenirs, dont nous nous repaissons sans cesse toute notre vie ? Nous nous imaginons modernes et raisonnables ; peut-être ne sommes-nous restés que des consommateurs d'utopies, incurables religieux qui préférent toujours à la réalité décevante mais ouverte la perfection brillante mais fermée des idoles.

Patrice Bollon

## ESCALES

### Les rencontres du désert

Cette rencontre se situe au-delà des différences contingentes qu'elle accepte et respecte. Mieux, elle cherche les points de convergence. En développant un thème, élevé dans son propos mais accessible à tous puisqu'il s'intitule « Voies de la paix et enseignements du désert : vers une rencontre des grandes traditions du monde ». Le désert, par ses espaces et son silence, se prête à un échange de ce type. Cette rencontre aura donc lieu à Fès et dans le désert marocain. Des films, choisis pour leur capacité à faire pénétrer dans l'univers intérieur d'autres cultures, exprimeront ces grandes traditions spirituelles de l'humanité. La projection de ces films, qui éveillent en chacun une expérience intérieure, consciente ou inconsciente, sera suivie d'échanges avec les réalisateurs. Puis des tables rondes auront lieu, pendant trois jours, dans le désert. Afin d'élargir les perceptions que chacun a des autres cultures, d'en saisir le sens afin que les qualités propres à chacune d'elles puissent devenir un enrichissement pour tous ». Les intervenants à ces tables rondes seront des hommes de témoignage. Au nombre des films présentés : *Tidiane ou les votes d'Allah* ; *Swamiji, un voyage intérieur*, itinéraire d'un moine bénédictin breton devenu moine sanyasi en Inde ; *Hram*, un document d'actualité sur l'Eglise orthodoxe russe ; *Zen, hymne à la vie*, qui montre pour la première fois la vie quotidienne des moines zen d'un monastère près de Kyoto et *Rencontre avec des hommes remarquables*, de Peter Brook. Première table ronde, dans les montagnes du Moyen Atlas, sur « L'hospitalité, un code d'honneur » puis, sous la tente, dans le désert, « sagesse et traditions », avec André Chouraqui et Roger Garaudy notamment, et « l'homme : du désert intérieur à la source intérieure ». Sans omettre la convivialité des repas et des veillées sous la tente, la visite de la médina de Fès et un repas avec les membres d'une tribu berbère



THEATRE URBAIN - ARCHÉOLOGES DU DÉSERT

du Moyen Atlas. Si, par la connaissance de traditions, lointaines ou au premier regard, chaque participant est conduit à s'interroger sur ses propres traditions et à respecter celles d'autrui, cette rencontre, estiment les organisateurs, aura rempli sa mission. Du 17 au 24 novembre, 7 800 F (hébergement à l'hôtel), ou 6 300 F (sous la tente), au départ de Bruxelles. Renseignements en France : Les Deux Rives, tél. : 93-31-73-78 ; en Belgique : Reliances, tél. : (2) 344-44-13. A lire, à l'occasion de ce voyage spirituel, le *Chemin de la Mecque*, de Mohammad Assad (Fayard), passionnant témoignage d'un homme né avec le siècle, juif converti à l'islam, et le *Maroc à nu*, de Michel Van der Yeught (L'Harmattan, Paris), une enquête socioculturelle au Maroc, de Marrakech au djebel berbère.

Sélection établie par  
Patrick Francès  
et Danielle Tramard

### Hémicycles européens

Le rideau se lèvera bientôt sur la Communauté européenne. L'association Arts et vie (39, rue des Favorites, 75015 Paris, tél. : 40-43-20-21) juge le moment venu de faire un état des lieux où se joue déjà le destin de l'Europe. Ralliant les trois villes-phares – la française, la luxembourgeoise et la belge – des instances européennes pour reconnaître les hémicycles, rencontrer des fonctionnaires ou députés européens, prendre une conférence au vol, Strasbourg où le Conseil de l'Europe réunit deux fois par an les chefs d'Etat et de gouvernement, Luxembourg, où sont installés le Parlement européen et la Cour de justice. Bruxelles, siège des institutions européennes et atlantiques et capitale de fait de la Communauté européenne. Dans ces trois villes, les voyageurs joueront les parlementaires affairés, passant dans les hémicycles, mais aussi visionnant des films sur le fonctionnement des institutions et écoutant des conférences. Un parcours studieux, un éclairage « politique » au sens noble du

### Le Portugal en voyage

Le Portugal est à Bruxelles et dans plusieurs villes belges. Après dix autres pays de la Communauté européenne, Europalia 91 présente, jusqu'au 18 décembre prochain, un panorama de la culture portugaise. Toutes les composantes d'une civilisation en grande partie tournée vers la mer, avec les échanges et les apports que cela implique, ne sont pas seulement évoquées mais manifestées par une vingtaine d'expositions, une centaine de concerts d'orchestres et de solistes de renom (Maria Joao Pires, piano), la danse, le théâtre, l'opéra, une rétrospective cinématographique, la vie littéraire (exposition et rencontres autour de Pessoa, tables rondes) et l'édition ainsi que des colloques scientifiques. Au nombre des expositions : à Gand, « L'art portugais du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle », où l'on voit le rôle des grands monastères dans la genèse de la royauté portugaise. A Anvers, « L'art au Portugal au temps des grandes découvertes », montrant l'atmosphère des Portugais pour l'art flamand et européen, de la fin du XIV<sup>e</sup> jusqu'au XVI<sup>e</sup>. A Bruxelles, « Portugal et Flandre », reflétant l'importance du pays d'Henri le Navigateur aux XV<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Ou encore, à Bruxelles toujours, l'art indo-portugais, « De Goa à Lisboa » (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). L'exposition « Triomphe du baroque », au Palais des beaux-arts de Bruxelles, est complétée par des concerts de musique baroque donnés dans la rotonde de ce même palais. Un programme si dense qu'il fait l'objet d'un petit livret de présentation très complet offert par l'Office belge de tourisme (21, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42-42-41-18),

terme, mais aussi des visites où la culture reprend ses droits. La cathédrale et la Petite France à Strasbourg ; le palais grand-ducal, la cathédrale Notre-Dame et le Musée national à Luxembourg ; la Grand Place, le Musée Horta et le parc Mini-Europe à Bruxelles, notamment. Sept jours, du 27 octobre au 2 novembre, trajets en car, en pension complète, 4 800 F.

**Le château des Roches**, à Bièvres, dans l'Essonne, devient maison littéraire de Victor Hugo. Y sont présentés œuvres originales, manuscrits, lettres et photos anciennes rappelant sa vie, son œuvre, son évolution politique, ses années d'exil. Ouvert les samedi et dimanche, de 14 h 30 à 17 h 30. Château des Roches, 43, rue Vaubouy, 91570 Bièvres, tél. : 69-41-18-53.

**Quatre jours à Berlin** pour voir l'exposition Rembrandt à l'Altes Museum, ainsi que les nombreux et riches musées de la ville, le château de Charlottenburg, Potsdam avec le château de Sans-Souci et le palais Cecilienhof. Du 1<sup>er</sup> au 4 novembre, 7 600 F par personne, tout compris, Paris-Berlin-Paris en avion. Renseignements : IVS traditions et civilisations, 6, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-66-10-33.

**Manifestations équestres** dans le Calvados, du 19 au 27 octobre. Pendant dix jours, visites de haras et de centres équestres, concours de poneys, ventes et courses de pur-sang et de trotteurs à Cabourg et à Deauville, championnat de France de randonnée équestre à Pont-l'Évêque, finale nationale de trait à Lisieux, évolutions des chevaux du cirque Grüss à Vire et à Lisieux, village du cheval à Cabourg et à Deauville, Horse Expo, Salon des professionnels du cheval. Renseignements : Comité départemental du tourisme du Calvados, place du Canada, 14000 Caen, tél. : 31-86-53-30.

**Hospitalité bretonne** de prestige au château de Coatguelen (tél. : 96-23-31-24), près de Paimpol : à l'abbaye de Villeneuve, non loin de Nantes ; au Général-d'Elbée, hôtel dix-huitième sur l'île de Noirmoutier, et au château de Chissay, voisin de Chenonceaux. Pour les quatre, un seul et même forfait (1300 F) comprenant

chambre, petit déjeuner, déjeuner ou dîner. Réservations au 48-04-86-28 pour les trois derniers établissements.

**Jean-Claude Stevens** présente les films de voyages qu'il a lui-même réalisés. Projections le mercredi et le dimanche, à 14 h 30 et 17 h 15, au Club des ingénieurs des Arts et Métiers, 9 avenue d'Iéna. Renseignements sur les programmes au 47-05-26-60 (répondeur). Entrée : de 35 F à 48 F.

**Le train à vapeur** sifflera plusieurs fois lors d'un circuit commenté qui empruntera des lignes fermées au trafic des voyageurs depuis plus de quarante ans. Départ de Paris-Bercy samedi 26 octobre à 12 h 30 vers Vaugirard, Mémilmontant, La Villette, Melun. Retour vers 19 h 30. Par personne : 190 F. Renseignements : International ferroviaire Club, tél. : 43-84-78-17.

**« Passerelle Air Inter »**, le guide pratique du passager, est disponible dans les agences de voyages, aux points de vente de la compagnie et dans les aéroports. On y trouve toutes les informations utiles pour bien voyager sur le réseau Air Inter en utilisant les différentes formules économiques, les lignes et les services complémentaires proposés. On peut y ajouter le « Passerelle Air Inter » qui accorde des réductions sur les locations de voitures et sur les hôtels.

**Air France Inaceo**, sur seize destinations, au départ de Paris et de la province, des offres tarifaires qualifiées d'« exceptionnelles ». Ces tarifs promotionnels (inférieurs de 60 % à 70 % aux tarifs normaux) sont soumis à des conditions particulières (renseignements dans les agences de la compagnie et dans les agences de voyages agréées) et sont proposés jusqu'au 15 décembre sur dix destinations européennes (Amsterdam, Berlin, Genève, Lisbonne, Londres, Madrid, Munich, Rome, Venise, Vérone), cinq destinations américaines (Boston, New-York, Washington, Montréal, Toronto) et sur Le Caire.

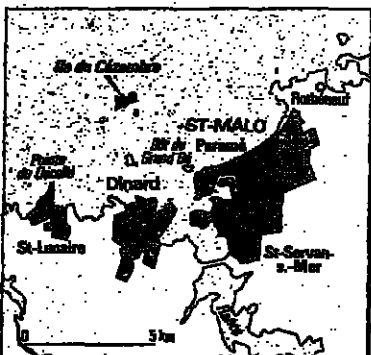
Cezen

l'ile co



# Cézembre

Il y a quelques jours, les «servants» du Repaire des Corsaires faisaient leurs malles et régnaient la côte, abandonnant Cézembre aux vents d'octobre et aux oiseaux de mer. L'endroit ne rouvrirait qu'en mai. A usage d'estivant, courte histoire d'un fait de guerre mal connu.



## l'île coulée

CONCESSIONNAIRE à perpétuité du paysage côtier français, le blockhaus s'est inscrit seul à l'inventaire des friches de guerre pour raison d'indestructibilité. Sa marraine, l'organisation Todt, si elle n'a qu'imparfaitement rempli sa mission, qui était de servir de rempart à la construction d'une Allemagne qui devait durer mille ans, aura eu au moins la satisfaction de voir son œuvre défier la seconde guerre mondiale, les injures du temps et la pioche des démolisseurs.

Seuls la mer qui avance et les rivages qui reculent ne pourront jamais parvenir à dessouder ses ouvrages de la mémoire et les faire définitivement basculer dans le vide de l'oubli. Ceux qui sont à l'abri de ce genre de catastrophes naturelles résisteront à tout et verront lentement s'effriter autour d'eux le travail des hommes, la paix ne réclamant pas les mêmes armatures ni les mêmes arcs-boutants que les chocs de la tourmente imposent.

Ainsi était-il tentant d'aller vérifier l'histoire qu'on racontait de cet îlot ancré au large de Saint-Malo sur lequel les Alliés s'acharneront durant quinze longs jours, réduisant la garnison au silence et la place forte à l'état de dentelle — du matrasage à l'ancienne, certes, mais efficace et impressionnant tout de même. Un site tout à fait unique, à classer presque, pour porter témoignage de la bonne volonté que mettent les militaires à atteindre leurs objectifs quand ils s'en donnent les moyens.

Trop radicalement malmenés par les hommes, il est certains lieux qui perdent la mémoire : comme frappés d'amnésie, ils ne répondent plus aux questions qu'on leur pose. Les archives cadencées, les survivants dispersés, les rares témoins de la bataille incertaine, l'enquête menait à des impasses. Que s'était-il réellement passé sur l'île de Cézembre du 13 août au 2 septembre 1944 pour que l'endroit se retrouve, au même carrel, classé en tête des zones de combats les plus assidûment pilonnées de toute l'histoire d'un conflit pourtant riche en exemples d'après détermination à vouloir réduire l'adversaire (1).

Sept cents mètres de long, 200 de large, un abrupt du côté du large, une plage plein sud face à la cité malouine, distante de quelques milles marins, tel est le lieu que fréquentait la filibuste qui venait s'y remettre de ses courses et laver à grande eau le sang frais qui tachait ses ponts ; un point de défense redoutable, surtout, pour protéger la ville, son port et, de Granville à Cancale, ses larges alentours.

Tout, le maître d'ouvrage, fortifie la place, transformant les deux points haut de l'île en vigies stratégiques, et un détachement d'artilleurs de la Kriegsmarine s'y installe, environ trois cents hommes, dotés de canons chapardés dans les pays conquis (dont certains ont servi durant la Grande Guerre), et qui donnent un vaste horizon sans

leur feu. Les munitions ne sont pas toujours du bon calibre, mais on se débrouillera. Chien de garde, sixième batterie installée autour de Saint-Malo, Cézembre attend son heure. Elle arrive avec la prise de la ville par les Américains, le 14 août 1944. Von Aulock, le vaincu, lance à Berlin : «Avons cessé le combat. Cézembre tient bon.» L'enfer avait commencé la veille pour les liens, dans leurs fortifications, pris sous le raid de cent cinquante Liberator venus reconnaître le terrain. La courte garnison est placée sous les ordres d'un certain Richard Sens, lieutenant de quarante-sept ans, laissé là sans ordre précis sinon celui de jouer les héros. Il allait s'y employer.

Un débarquement sur l'île fut initialement prévu, mais la rogne

Toutes les escadrilles disponibles, tous les canons en état de canonner, tous les bateaux croisant dans les parages — la Royal Navy fera donner ses bouches à feu les plus robustes, — tout ce qui peut atteindre et toucher le rocher, sera enjoint à le faire et à le faire taire. Sur l'île, le paysage change de configuration. «Stalingrad, ce n'était rien», dira un rescapé.

Dans les casernes, chaque souffle de bombe et d'obus est une épreuve largement au-dessus de ce qu'un homme peut endurer. Et des bombes et des obus il en tombe, il en tombe. Cette fois-ci, effrayés d'avoir à faire supporter à l'ennemi pareille épreuve, les Américains lancent des tracts sur l'île, implorant presque les défenseurs, qui ne défendaient plus rien, de se rendre. «Soldats oubliés de Cézembre, rendez-vous!» Drapeau blanc et négociations à nouveau. Refus à nouveau.

Il faut souvent un bon mot pour accorder un acte de résistance d'un peu d'ampleur ; il y en a de célèbres. Ici, il sera écrit par le lieutenant Sens, à la date du 31 août, sur son livre de bord avec une formule de marin : «Aujourd'hui nous avons pensé que toute l'île allait être envoyée par le fond...» Joli. En face, on s'impacient. Nouvelle tentative de conciliation et nouvelle fin de non-recevoir. Mais les limites sont atteintes et, le 2 septembre, après avoir désespérément détruit le peu d'armes et de munitions qu'il leur restait, les jusqu'au-boutistes de Cézembre se rangent à l'évidence. «Epuisement total de mes hommes. Je me rends.» Richard Sens avait fait son boulot de combattant. On lui présentera les honneurs, à lui et à sa brève troupe d'assommés — car il convient toujours pour un militaire bien né de trouver un vaincu plus fort que lui ; la victoire, sinon, aurait un goût trop prononcé de cendre.

Il faudra encore du temps pour dépiéger totalement Cézembre du formidable typhon de fer dont elle a bénéficié. Des barbelés cercent encore les zones d'impact, c'est-à-dire presque toute l'île, hormis la plage et ses dépendances. Les braves prendront sur eux de sauter par dessus et de s'en aller patrouiller sur les hauteurs où se trouvent les ruines et les reliefs des défenses de la place. En prenant garde aux oiseaux, le lieu étant devenu réserve.

de notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Quélin

(1) Une étude a été réalisée sur les combats de Cézembre par Vera Kornicker et publiée dans les *Annales de la société d'histoire et d'archéologie de Saint-Malo* en 1984.

» Cézembre est accessible soit de Dinard, soit de Saint-Malo, en empruntant les vedettes de la compagnie Emeraude Line. Tél. : 99-40-48-40.

Sur l'île, l'hôtel-restaurant (trois chambres) Le Repaire des Corsaires est ouvert de mai à début octobre. Tél. : 99-56-78-22.



Que s'est-il réellement passé sur l'île du 13 août au 2 septembre 1944 ?

LE PORTUGAL À PARTIR DE

**1500F\***  
ALLER/RETOUR

Au départ de :

Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux

100 vols hebdomadaires France - Portugal - France

**TAP AIR PORTUGAL**

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE TAP AIR PORTUGAL  
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES

\*Tarifs valables du 1/10/91 au 15/12/91, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

propos des pays de l'Est européen,

PAUL FABRA

INITIATIVES

Le Monde de la Fonction Commerciale

## Medellin, M la Maudite

Suite de la page 17

Dans les ruelles pentues des comunas, les quartiers les plus populaires de Medellin, la rumeur s'est propagée : « Pablo s'est rendu pour que Medellin et la Colombie retrouvent la paix. » La Nororiental (celle du nord-est, vivier de sicarios) est la plus turbulente. René Higuita, gardien de but de la sélection colombienne et du Nacional de Medellin (il a été transféré cette année au Valladolid, où opère déjà l'entraîneur colombien Maturana), est un enfant de la Nororiental. Il a donc proclamé bien haut son amitié pour Pablo, qui l'a, dit-il, « aidé dans [sa] jeunesse... »

René, fantasiste, rigolard et chevelu, idole de la jeunesse colombienne, n'a pas vu malice à rendre visite à Escobar pour un *abrazo* très remarqué à la veille de la Coupe sud-américaine de football, qui se disputait au Chili, et dans son cas c'était voyant. Mais Higuita s'étonne encore de la réprobation internationale suscitée par son geste. « La preuve, dit-il, que le monde décidément ne comprend rien à l'esprit paisa. »

Le style paisa ? C'est d'abord un orgueil entretenu par les avatars héroïques de l'histoire et de la colonisation, par la conviction d'une certaine suprématie sur Bogota, nichée sur son haut plateau frieux et sur les villes de la côte atlantique engourdis dans la moiteur caribbe. Medellin se réfère volontiers à son homonyme, la Medellin espagnole, où naquit Hernán Cortés, à l'Estrémadure brillante et violente des montagnes sèches et d'horizons infinis d'où partirent les conquérants.

Un parrainage illustre. Le blason de la capitale d'Antioquia — concédé par un arrêté royal de Charles II le 31 mars 1678 — est, ou plutôt aurait dû être, identique à celui de la Medellin ibérique : un champ bleu dominé par un donjon tout crénelé que surmontent des armoiries représentant quinze cases d'échiquier, sept d'azur et huit d'or. Au centre, la Vierge à l'Enfant. Détail infime qui échappe à l'œil non averti mais qui a suscité bien des spéculations dans le Landerneau d'Antioquia : la Vierge choisie ne fut pas celle de l'Annonciation, comme en Estrémadure, mais celle de la Purification.

**Purification ?** « Ça va un peu mieux... » Don Roberto esquive un pauvre sourire. Pas confortable d'être responsable de l'office du tourisme d'une cité que les voyageurs, étrangers mais aussi Colombiens continuent d'éviter à tout prix. Par exemple, un groupe de rockers colombiens a annulé sa prestation annoncée à Medellin. Une ville « dangereuse », placée en tête de liste des zones à haut risque par le service d'information des Etats-Unis. Les résidences Nutibara, l'inter ou le *poblado* Plaza sont quasiment vides malgré leur « cinq étoiles » amplement justifiées. « Remonter le courant », dit Don Roberto, qui a le visage crispé d'un homme qui a failli se noyer mais qui reprend son souffle. Il concède : « Nous ne sommes pas une oasis de paix », avouant : « 60 % de chute du tourisme depuis 1989. » Il compare, soupèse les raisons multiples de la violence. « Le chômage ? Sans doute. Mais Barranquilla est bien plus misérable... » C'est vrai, Barranquilla, dont les quartiers populaires paissent dans le goudron, le mazout et les eaux usées, est un Marseille tropical où la corruption est restée bon enfant.

Don Roberto ressasse ses cauchemars : la prestigieuse université de l'Antioquia, hyperpolluée et champ clos des rivalités, les massacres dans les discothèques, jamais élucidés, les *mueritos* (« petits morts ») des nuits de fièvre dans les comunas, les policiers tirés comme des lapins — à 100 dollars la tête par les tueurs à gages, les pelotons d'exécution sommaire. C'était hier. Les rues

désertes après 8 heures du soir, les rumeurs de bombes, les « groupes de nettoyage » au travail. Personne n'oserait prendre le pari que la page est définitivement tournée. Mais Don Roberto égrène ses raisons d'espoir : « D'abord, compter sur la solidarité nationale. Pour l'étranger, on verra plus tard... »

**Des soldats au visage plat et brun**, le doigt sur la détente, protègent un transfert de fonds devant le Banco de la Republica. Assis sur le trottoir, des hommes désœuvrés en chemise blanche se chauffent au soleil et observent l'opération d'un oeil vaguement intéressé. Ramos se faufile dans le trafic au volant de la limousine noire blindée du gouverneur de l'Antioquia, Gilberto Echeverry. Un motard surgit à sa hauteur. Ramos accède. Le réflexe. L'inconnu casqué s'éloigne en souplesse. Ramos sourit. Dans la voiture, Gilberto consulte ses dossiers et n'a pas levé la tête. Son prédécesseur au gouvernement a été assassiné sur ce même parcours. Les consignes sont très strictes. C'est le sort de tous ceux, et la liste est longue, qui sont menacés d'attentat ou d'enlèvement. Fabio Echeverry, l'ancien président de l'ANDI, le patronat colombien, posait son colt sur son bureau quand on l'interrogeait sur ses mesures de sécurité. « Je compte d'abord sur moi... »

Un dur, Fabio, un costaud comme Gilberto. Dans son bureau, au dernier étage du centre administratif de la Alpujarra — superbe complexe ultramodernisé au cœur de la ville, — ce dernier regarde la longue piste de béton sur laquelle se précipite la ville du nord au sud : la superstructure inachevée du futur métro de Medellin. Seuls manquent les rails et les wagons, mais les sociétés étrangères sollicitées, d'abord allemandes, entraînent les pieds. L'insécurité. Le projet représente plusieurs milliers d'emplois, donc moins de chômage et de délinquance. C'est l'un des combats de Gilberto, soutenu par le dynamique maire, Omar Flores. Un combat remis chaque jour en question : « J'ai une voiture blindée, dit-il avec un sourire en coin. Mais les FARC roulent en Mercedes. » Le temps d'un télégramme, Ana White, septuagénnaire, dirigeante politique très connue, vient d'être assassinée. Alors Gilberto, livide, se tourne vers la baie vitrée, et appuie son front pour cacher son désespoir.

Maria Emma Mejia, représentante personnelle du président Gaviria à Medellin, ne se déplace pas non plus sans son escorte militaire et son bureau du centre administratif est simplement anonyme. Jolie, élégante, elle assume une mission très délicate : la réhabilitation des *sicarios*. Que peut-il y avoir de commun entre cette jeune femme bon chic bon genre et les truands des comunas dont on aperçoit d'ici le miroitement des toits en tôle ? L'esprit paisa peut-être. Elle énumère avec calme les obstacles à sa mission : un taux de chômage de 23 %, une désertion scolaire de 48 %, la décomposition des valeurs traditionnelles, des quartiers populaires surpeuplés. 850 000 habitants dans la Nororiental, 300 000 encore à Bello, municipalité autonome au nord de la ville.

Elle n'a pas l'air de trouver la tâche insurmontable. « La violence », dit-elle, « encore 7 000 morts en 1990 — est bien antérieure à l'extension des narcos. Le Paisa est contrebandier dans l'âme... » Elle corrige : « Les sicarios du cartel doivent chercher un autre emploi. Pour les autres nous n'allons pas redresser la situation en vingt-quatre heures. Mais nous y arriverons. » La foi.

Ruelles en pente, escaliers, échoppes, demeures étroites en brique : la Nororiental, c'est la Casbah. Un dédale, un refuge, un défi. Les patrouilles de la 14<sup>e</sup> brigade ne s'y hasardent qu'a-

vec circonspection. La population traumatisée est manifestement méfiante et sur la défensive. Un autre péril est apparu dans les comunas : les milices populaires. Guérilleros demi-soldes ou dissidents, *sicarios* reconvertis, groupes d'autodéfense ? Les autorités n'ont pas un avis unanime. Mais le fait est que les miliciens circulent à peu près librement de jour comme de nuit, armés, et se proposent ouvertement de « nettoyer les comunas ». Ils « liquident » après enquête — « très sérieuse » affirmait-ils — et avertissement préalable, les petits dealers, les violeurs, les escrocs et les commerçants spéculateurs. En bref, un « travail » typique d'escadrons de la mort.

Par ce beau matin d'été, la Nororiental est en état de siège. Un policier tous les 100 mètres pour protéger le cortège officiel. On aperçoit des paras, FM en batterie sur chaque toit autour de la placette de Bellavista où la cérémonie d'installation du premier poste permanent de police doit avoir lieu. « Jusqu'à présent, dit un capitaine, les militaires préfèrent patrouiller à partir de leur caserne du centre-ville. »

**Quarante policiers** : donc dès demain dans la fournaise de Bellavista : des dizaines de milliers d'habitants. Le nouveau local est sommaire, à un étage, comme les boutiques du quartier. On a jeté des paillasses sur le sol en ciment. Sur un mur voisin une inscription : « *Compañeros caídos en la lucha, presente* » (Camarades tombés dans la lutte, présent). Des cabanes en bois sont accrochées de guingois à l'aplomb du vide. Il y a deux ans, ici, une avalanche de boue a fait cinq cents morts. Dans la rue, à l'ombre maigre des eucalyptus, la foule curieuse s'est rassemblée : des centaines d'enfants, des femmes, très peu d'hommes jeunes. Cela rappelle quelque chose... Au balcon, les officiels se succèdent : le maire de Medellin, le chef d'état-major de la 14<sup>e</sup> brigade, l'évêque, le commandant de la police métropolitaine. Tous affirment leur espoir de rétablir « de nouvelles relations de confiance entre la population et la police ». Sur les toits, les paras sont immobiles : « Il faut gagner la partie contre la mort », dit le Père Jorge Alberto, curé de Villagüelmo. Il a un visage maigre et mobile. Il ajoute : « Ce n'est pas en tuant les violeurs de petites filles qu'on rétablira la sécurité. »

Sur la place désertée un homme mince en jeans est resté appuyé au grillage du terrain de basket. Le menton en galoche, la gueule joviale et frisée d'un voyou de banlieue. Il se présente comme ingénieur et chômeur. Bravade ou tranquillité d'esprit. Il a envie de parler : « Je suis chef milicien, dit-il. Nous n'avons aucun rapport avec les guérillas présentes et rivales dans la ville. Le fric ? On le prend aux riches. Le boleté (ticket). Le but : faire le ménage, liquider toutes les pègres... Escobar ? C'est une légende. On l'a gonflé. C'est une partie seulement du problème. »

Peut-être. Mais la ville respire mieux. Medellin reprend son souffle. Les clients se hasardent

aux terrasses de café de la Macarena, dans la nuit tiède. Les jeunes reprennent le chemin des discothèques d'Enviado. Il y a eu un défilé, la volonté de repartir de zéro.

Oui, un ton nouveau. Au quartier général de la police, le colonel Villamil bat sa coulpe avec énergie : « Plus de répression, dit-il, plus d'automitralleuses dans les comunas. Il faut rétablir la confiance. » Il a voulu être caré, puis avocat. Maintenant il veut se battre pour la paix à Medellin. « C'est la même chose », dit-il. Il a créé une brigade spéciale anti-kidnapping, des super-flics qui ont récupéré, en six mois et sans trop de casse, quarante personnalités séquestrées. Son adjoint soupire : « Beaucoup d'industriels menacés ont quitté la ville. Les persuader de revenir est difficile. On compte encore un enlèvement par jour, mais on y arrivera... »

« *Quiero volver a Medellin* ! » (« Je veux revenir à Medellin ! »), c'est le slogan du jour. Tout en haut de la Noroeste, le Père Carlos Montana poursuit sans bruit la tâche que tous les notables réclament : la réhabilitation des *sicarios*. Directeur depuis 1976 du l'Instituto Dom-Bosco, il accueille dans son foyer des enfants perdus de la rue, les nourrit, les loge si nécessaire, les habille et leur donne un salaire. Il en a deux cents entre internes et externes. Il les écoute aussi et connaît tout de l'organisation, des mœurs et des règles strictes des bandes armées. « Je suis un peu leur père, dit-il. Un grand cordial et bonhomme sans trop d'illusions. La tension a baissé mais la peur est encore partout... » Piscine, réfectoire et dortoirs confortables entourés de massifs de fleurs : l'œuvre de Dom-Bosco est un îlot d'espoir dans cet océan de pauvreté, d'abandon et de violence. Trois cadavres éborgnés les mains liées derrière le dos ont encore été retrouvés la veille contre le mur de l'atelier. Carlos soupire : « A trois rues d'ici, dit-il, il y a un dortoir clandestin. »

**Point d'orgue** de ce renouveau : le Forum de la réconciliation. Il a réuni, au Centre des expositions, notables, autorités civiles, militaires et religieuses, syndicalistes, représentants des guérillas légalisées ou combattues et même un porte-parole anonyme des milices populaires. Une première. Le grand déballeage du linge sale de Medellin en famille.

Tous, en illet blanc à la boutonnière, ont dénoncé la barbarie, la misère, l'injustice, la corruption. Ils ont écouté sans broncher le cri de colère des milices : « Les riches ont tout, nous n'avons rien. Nous demandons un référendum dans les comunas pour savoir qui est légitime : l'armée ou les miliciens ? » Omar Flores intervient : « Paix à tous les martyrs. » Il demande une minute de silence pour la dernière victime de la guérilla. Et tous se lèvent. Est-on encore à Medellin ?

Cette ville dure est truffée de monuments qui exaltent l'effort humain et la volonté de survivre mais aussi la tendresse. Botero, l'enfant du pays, a un musée et



P. CHAUVEL/SONIA

Carlos Gardel, qui mourut à Medellin dans un accident d'avion, a une statue toujours fleurie et un temple où affluent les fidèles. Un jardin abrite les sculptures du Vénézuélien Soto et de l'Argentin Le Parc. La première locomotive ayant circulé dans la vallée a été installée sur un piédestal. Le sculpteur local Rodrigo Arenas Betancur a dédié

des œuvres à la Nature, à l'énergie, à la race et, bien entendu, aux Paisas. Son coup de génie est le monument à la Vie éternelle vers le ciel. C'est le symbole le plus émouvant d'une ville blessée qui tente de ranimer ses usines assoupies et de réunir la famille dispersée.

de notre envoyé spécial  
Marcel Nierdergang

## Retour à Saïgon

Jusqu'au 31 décembre, une exposition, dans le hall du Monde, 15, rue Falguière, présente les photographies d'un jeune Français, Bernard Seny, qui a capté dans un reportage à Ho-Chi-Minh-Ville, l'esprit renaissant de l'ancienne Saïgon.



**NOSTALGIE** de Saïgon. Une ville qui survit derrière les façades de Ho-Chi-Minh-Ville, derrière les changements de régime, les rues décapitées et rebaptisées, les saisons des pluies qui se succèdent année après année, défilant peintures et plaques brûlées par l'été. Une ville dont Bernard Seny a su recréer l'atmosphère particulière, cette vie qui survit à tout, guerres qui se suivent et ne se ressemblent que trop, répressions qui se suivent elles aussi, misère et prospérité, ouverture vers le monde extérieur et enfermement forcé dans un geste d'autodéfense dénué et ridicule d'un régime qui n'a pas su évoluer.

Mais tous ces bouleversements qui, en un peu plus de deux siècles, ont fait du village khmer de Prey-Nokor la ville coloniale de Saïgon, Saïgon la française puis Saïgon l'américaine, et la métropole communiste affublée du nom du héros de la révolution pour exorciser son passé, ont-ils vraiment changé l'âme de la ville ? Froideuse et gouailleuse, changeante, d'autant qu'elle était éloignée du pouvoir central de Hô ou de Hanoï par des centaines de kilomètres, Saïgon a appris à traverser toutes les embûches dressées sur sa route par le destin. Que ce soit les deux guerres dites d'Indochine et du Vietnam, la française et l'américaine, cette dernière s'étant étendue jusqu'au cœur de la ville.

Dernière l'ordre communiste qui patrouille les rues et les frontières fautes de patrouiller les âmes, il semble bien, à tra-

vers les instantanés de Bernard Seny, que Saïgon a repris son chemin, secouant le corset trop étroit de Ho-Chi-Minh-Ville, qui n'est restée qu'un nom, et guère plus. Que voit-on de changé sinon des bâtiments qui, mal entretenus, moisissent encore plus vite sous la moiteur des tropiques ?

La vie, ce sont les gamins patageant dans les arroyos, les cyclistes qui pédalent sans cesse, lentement, sous la pluie de mousson comme sous le soleil, les cyclo-pouses qui remplacent les taxis, voire les camionnettes, les embouteillages de jeunes en moto le long de l'ex-rue Catinat, les foules dans les églises, les vieux comme les jeunes qui jouent sur le trottoir, les élégantes en « ao-dai » sur leur vélo qu'elles traitent comme une voiture. Ce sont les enfants qui fisonnent dans un pays qui ne connaît pas la limitation des naissances, dont le sourire trahit parfois la détresse face à un monde qui les a laissés derrière lui.

La vie, ce sont aussi ces étrangers dont on fête le retour comme la prospérité retrouvée, ou du moins promise, qui peuplent les anciens hôtels coloniaux rouverts, et parfois eux aussi rebaptisés, Majestic, Continental, des noms qui suscitent la nostalgie de ceux qui ont connu Saïgon. Ces étrangers dont on attend investissements et technologie, mais peut-être surtout un souffle d'air frais, indispensable pour respirer à nouveau, pour secouer une idéologie stagnante.

Patrice de Bea



A PARIS



«Circulez, il n'y a plus rien à voir», plus rien à désirer, plus rien à espérer, plus rien pour succomber. Le grand phare aux lumières noires est devenu luciole. Aujourd'hui, Pigalle boucle ses fins de mois à coups de champagne chaud et de souvenirs mal embouchés. Promenade.

## Pigalle, fin de partie

ELLE doit avoir vingt ans, peut-être vingt ans qui en paraissent trente à la lumière, et assure une sanction définitive : «Pigalle n'est plus comme avant». Qu'en sait-elle, cette «châtesse» de bar, maladroite et rétrograde, qui réclame sa première coupe de champagne de l'après-midi en repoussant avec regret, sur le comptoir, son sandwich et sa tresse à maquillage ? Que sait-elle de ce quartier des rêves adolescents de la clientèle masculine, rétrograde par Henry Miller ou Carco, traduits en enseignes lumineuses et en ombres prometteuses, déclinées, en quelques rues, de la femme selon les fantasmes de l'homme, cabarets, boîtes à striptease, théâtres hard, simplement nœuds de boulevard ?

Pigalle, but incertain de tant de voyages, surtout imaginaires, périmètre sacré, parce que sacrifié, connu de toute la planète. Cité d'unique spécialité : la perdición. Comme l'écrit Louis Chevalier, «caverne du mal aux flancs d'une colline sainte» (1), plusieurs de la chair en égaré, non ceux des hâles de passe, mais ceux de Montmartre, hâles des sens dans la montée vers le Sacré-Cœur. Chemin de croix surveillé par des voyous et des femmes de petite vertu qui ont toujours fait croire à des fils de bourgeois que certains bouts de la nuit valaient bien l'attente d'entreprise familiale, à des matelots sentimentaux que la terre ferme avait aussi son royaume, dans des bras parfumés. Pigalle des «petites moris», des joies brèves et des longues débauches, cimetière des âmes perdues et des porte-feuilles défaits. Pigalle, croyait-on...

On ose maintenant démentir cette fille aussi indifférente qu'une préposée d'administration à l'abri de son gilet. Lui donner tort. Pigalle au clair, peut-être matibonde ? C'est peut-être l'heure ? Le quartier ne supporte pas les visites de milieu de journée, sans ses paillettes. Le monde circulaire de l'ouverture, avec ses femmes de ménage, le premier passage de la marchande de fleurs, cette première fille, justement, en éclaireur, posée là sur son tabouret, dévotement à la hâte, encore dans ses soucis de banlieue, et qui offre à ce bar obscur une vague ressemblance avec Pigalle.

Pourtant, la barmaid de cet établissement blafard de la rue Victor-Massé confirme, dresse un constat identique. Tout comme dans les établissements de la rue Frochot, où les invites lumineuses, les petites fenêtres de la tentation, se succèdent

à se toucher : rien n'est plus comme avant. Le commerce des sens se porte mal. Depuis la crise du Golfe, bien sûr, depuis que le pays et la capitale se sont déclarés moroses, depuis le chômage et l'overdose de retransmissions de maîtres de foot à la télé. «Avant, les agriculteurs venaient nous voir», raconte une autre jeune dame mal réveillée, à l'occasion du Salon de l'agriculture. Maintenant, ils viennent manifester. Et ils n'ont plus de fic.

A force d'avoir grugé le gogo, celui-ci, de toutes corporations, a dû finir par comprendre que Pigalle était d'abord un attrape-nigaud dévoreur d'économies. Qu'ici, on vous en prenait plus qu'on ne vous en donnait. Mais le charme tenait à cela même, dit-on, à cette liberté de détrousser qui ramenait plus sûrement monsieur à la maison, l'ouvrier à l'usine. Et le paysan à sa terre. Le plus fort était là. Un grand coup de peur, plus encore que d'abandon. Pigalle, dans les recoins louches de la rue Frochot et de sa voisine, Victor-Massé, dans les «bars montants», comme on les nommait alors, bien que les affaires de corps ne se soient jamais conclues, à quelques exceptions près, que sur les banquettes de moleskine usagée du rez-de-chaussée. Pigalle, donc, en cette intimité tellement localisée, avait sa fonction de régulateur social et y puisait une sorte de légitimité de sauvegarde.

Paris et le pays n'en ont apparemment plus besoin. Les deux ruelles connaissent, paraît-il, de cruelles chutes de clientèle. Un panneau est accroché à plus d'une porte : «Recherchons hôtesse». L'offre doit être aussi précaire que la demande. À écouter les barmaids, et quelques propriétaires, les filles, plus qu'avant, sont population transitoire, venues de nulle part, et très vite reparties, pressées, et vite découragées devant ces rangées de tabourets vides que présentent nos deux ruelles. Rue Frochot, on vous le certifie, c'est la fin des professionnelles, des femmes d'expérience, qu'hier, du côté de la rue Fontaine, autre voisine, on appelait «les dames», avec déférence, et que des familles de fonctionnaires, au temps des romans de Simenon, venaient regarder, de loin, pendant leur promenade dominicale.

D'un bar à l'autre, désormais, on se connaît mal. Il y a ceux qui font front, comme Le Petit Trianon, ripolent leur décor, et regroupent une poignée de filles à peu près sou-

riantes. Mais qui se souvient de la fin du Nord-Sud, du Stéphanie, dont les façades boursouffées de stuc ou de plâtre achèvent de se nourrir de salpêtre ? Du Manhattan, qui avait été victime d'un incendie criminel à l'époque où l'on se battait encore pour la recette d'une soirée de champagne tiède ?

Pigalle est lépreuse. Et pas seulement l'après-midi. Pas uniquement depuis la guerre du Golfe. Comme ses actuels occupants ne sont finalement que depuis peu, et se soucient peu d'hier, comme les enseignes, souvent seules survivantes des splendeurs passées restent muettes, cela fait naître un étrange sentiment. Celui d'une lente dégradation sans écho funèbre. Fin d'un monde sans docte témoin.

Tout le quartier ressemble un peu à notre première entraîneuse, dérangée pendant son repas : il paraît ne montrer aucune curiosité de lui-même, de ce qu'il fut, et cela parce qu'il ne rapporte plus grand-chose. De sentimentalité, du boulevard de Clichy à Notre-Dame-de-Lorette, nada ! On grignote ce qui reste, sans souci de la grille environnante, avant de s'en aller plus loin, prosternée ou malvaux garçon, danseuse ou demi-sol, dans sa nostalgie apparente.

Les folles nuits de l'après-guerre - celle de 14-18, - personne, sur place, ne s'en souvient plus, c'est bien normal. Les théâtres de la rue Fontaine, les cabarets, les chansonniers, le Moulin-Rouge ou le Chat noir, Bruant ou le dernier atelier de Toulouse-Lautrec, avenue Frochot, une cité privée, tout cela est dans les livres. Plus dans l'atmosphère. Les prostituées américaines de l'avant-guerre, celle de 39-40 ? Les «gestapistes» qui tenaient leur quartier général nocturne dans les cabarets de la place Pigalle, avant de céder leurs pistes de danse à la Résistance ? Le jazz retrouvé, après la Libération, les Américains, à nouveau, les bagarres de GPs, les copains de Miller ? Haussements d'épaules.

Ils sont si peu nombreux les acteurs d'aujourd'hui, comme ces hâles de gogos, à la porte de peep-shows, à savoir que, hier encore, pour cet emploi de fausse convivialité, il fallait être corse ou oranais. A savoir qu'une guerre civile, entre communautés, avait affaibli des bandes rivales, jusqu'à ce que, à l'aube des années 70, les rivaux découvrent enfin que le butin avait fondu, et qu'il était temps de prendre des retraites, pour les survivants, du côté de Marseille ou de Nice.

Fin des années-polar, quand Pigalle édictait encore la loi du milieu, quand la police comptait les morts, rue Fromentin ou sur le boulevard. Place laissée sans combattre aux Hongrois, aux Yougoslaves, aux Turcs ou aux Marocains, et puis, parce que, décidément, le périmètre

n'était plus d'or à qui en voulait encore, c'est-à-dire à personne en particulier, à aucun café de nulle part. Il y eut bien, cette dernière décennie, les «Brésiliennes», travestis de Rio qui menèrent la vie dure aux «dames» de la rue Fontaine. Ces dernières perdirent la partie, la rue Fontaine se habillait du pavé, puis les «Brésiliennes» s'en retirèrent aussi, pour le bois de Boulogne.

Ce déclin est partout inscrit. Place Pigalle, à la sortie du métro, un immense panneau prévient : «A vendre, 700 mètres carrés». Le Tabaris, hier haut lieu du au intégral, propose un «show X» qui lasserait vite même un Polonais sevré de luxure. La Brasserie Pigalle, juste à côté, après une boulangerie, Chez Salen, est fermée. Pour rénovation. Non loin de là, sur le boulevard, en direction de Clichy, un passage où on louait des chambres au mois va être démolie pour faire place à un hôtel. Les buldozers des années 90 vont sans doute achever ce que les décennies de plaisirs nocturnes avaient toutes, l'une après l'autre, écorné sans le savoir, ou parce que le commerce, ici, avait toujours été trop cupide pour se soucier du patrimoine.

Il suffit de lever la tête au-dessus des bars pour comprendre que Paris s'apprête à mener son dernier assaut contre le périmètre. Pas au nom de la morale. A celui de l'immobilier. La respectabilité remonte du sud, par Saint-Georges et la rue Blanche. A gauche, à hauteur du boulevard, par la place d'Anvers, qui s'embourgeoise à toute vitesse pour freiner la progression de Barbès. D'ailleurs, Pigalle ne se distingue plus vraiment non plus de Montmartre. L'époque lui assigne le rôle de parking pour cars de touristes. Un habitant quitte chaque heure la place Pigalle et la place Blanche pour l'escalade ; demain, Pigalle deviendra l'étage inférieur de la Butte, celui de l'alignement et de l'hôtelier. Déjà, des fast-foods, sur le boulevard, ont repris les lieux des cabarets.

Les touristes ont droit, en visite guidée, à une rapide virée au Sexodrome, mais on les prévient : c'est moins drôle, ou moins déprimant, selon les points de vue, qu'à Hambourg ou à Amsterdam. D'ailleurs, tout ce qui est ici vendu, «Vidéo, rayon homo, produits», comme l'égrène la vitrine, doit provenir du nord de l'Europe. Le Hard survit dans un décor soft, sous l'œil ennuyé de vendeurs chinois. Pour 30 francs, une fille danse quelques minutes, pour vous seul, derrière une vitre. Glacant, refoulant, même pour un Salon polonais de l'agriculture. Georges Bataille, Carco, quelques autres, n'y croiraient plus leurs démons.

Partout, de la place au boulevard, dans les ruelles descendantes qui

allaient, autrefois, faire la nique à la ville par le bas, la canaille semble s'être échappée de Pigalle. Restent des devantures, mensongères sans préméditation, quelques «dames» qui n'ont plus où aller. Des filles de vingt ans, qui elles aussi en paraissent trente à la lumière et qui se sont méprisées : ce n'est guère mieux que l'usine. Guère mieux payé, en tout cas.

Par le bas, aussi, tente de renaitre la tradition du théâtre, sur cette pente parisienne des interdits. Rue Fontaine, dans la minuscule Comédie de Paris, Jean-François Prévand, Jean Barney et leurs camarades jouent *Voltaire's Folies* sans réclame depuis trois ans. Des cafés, sans

filles, s'ouvrent au carrefour de la rue Mansart. Sur le boulevard, La Cigalle renoue avec la tradition du music-hall. Il y a déjà, ici, quelque chose des Halles, des changements de population, un dédain de la chair et de l'équivoque. L'équipe du Café de la Gare l'a bien compris, qui a recouvert tous les rideaux de fer baissés, toutes les palissades des lendemains immobiliers d'une affiche égrillardes, annonçant un spectacle d'Elizabeth Wiener : *No Woman's Land*.

Philippe Boggio

(1) Les Ruines de Sabure, Montmartre de 1939 aux années 80, par Louis Chevalier, Editions Robert Laffont, 1985, 110 francs.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**NICE**  
**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plaisir centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, cible.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

**05340 PELVOUX**  
**HAUTES-ALPES ECHIRINS**  
**HIVER 91/92**  
Pension complète • Clubs enfants +  
Animation soirées. A partir de 1 676 F,  
semaine réduction enfants. Auberge La  
Blanche, n° Vert appel gratuit.  
Tél. : 05-83-29-21.

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle  
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade.  
Mobilier, chambres studios, chambres,  
1/2 pens., pension complète, séj. libres  
**LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08**  
**LE BRAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.**  
FAX : 92-45-80-10.

#### Paris

**SORBONNE**  
**HÔTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F  
FAX : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### Provence

Votre escapade automnale dans les  
paysages magiques du Luberon au  
**MAS DE GARRIGON\*\*\***  
Un hôtel et un restaurant de charme.  
Bibliothèque. Feu de cheminée. Promenades.  
Cuisine gourmande.

**ROUSSILLON 84220 GORDES**  
Tél. : 90-05-63-22 - Fax : 90-05-70-01

**VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION**  
**AUX BAUX-DE-PROVENCE**  
**LE MAS DE L'OLIVIER\*\*\***  
Un nouvel hôtel grand confort,  
avec 20 chambres climatisées, au cœur  
d'une oliveraie. Magnifique piscine  
payagée. Tennis. Parking fermé.  
A proximité : golf 9 et 18 trous,  
équitation, vol à voile...  
Et tout autour, le site prestigieux et  
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.  
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

### TOURISME

Home d'enfants à la montagne  
(Jura 900 m altitude  
près frontière suisse)

#### TOUSSAINT-NOËL

Agrément jeunesse et sports. Yves et  
Liliane accueillent vos enfants dans  
anc. ferme XVI<sup>e</sup> s. confortablement  
renovée. 2 ou 3 chambres avec s. de bus  
w.c. Située au milieu des pâturages  
et forêts. Accueil volont. limité à  
15 enfants, idéal en cas 1<sup>re</sup> séparation.  
Ambiance familiale et chaleur. Activ. :  
VTT, jeux collect., peinture s/bois, in-  
stet. échecs, fabric. du pain :  
2 080 F semaine/enfant.  
Tél. : (03) 81-38-12-51.

« Il ne reste que peu de lits dans des appartements pri-  
vés, hôtels, bungalows pour vacances en automne/hiver  
91 et l'été 92 en Allemagne de l'Est. Pour des prospec-  
tus gratuits, se référer à l'Office Rural, Jécher, 16-18 W-  
5431 Bentheln. Tél. : 19-49-2623-6446  
FAX 19-49-2623-7250 »

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale





## Vrais-faux gibiers

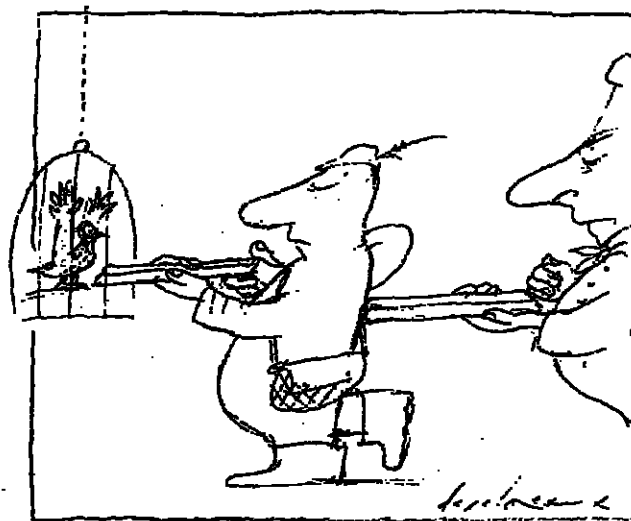
C'EST la saison ! Mais attention... le gibier d'élevage est en passe de faire oublier la saveur du « vrai » ! Dans son *Dictionnaire des aliments*, Jérôme Stern ne dit-il point que les chasseurs tirent, annuellement, sur plus d'un million de faisans d'élevage tandis que, sur le marché, le double vient de l'ultra-froid ? Quant aux autres gibiers... Dites-moi où sont les cailloux qui ne sont point d'élevage !

La ménagère ne s'y laissera pas prendre en glissant un doigt sous le plumage. Si la peau est légèrement humide, le faisan vient d'être décongelé. L'ennui est que bien des restaurateurs, sans s'y laisser prendre, nous servent du faux gibier, je veux dire d'élevage ou congelé, sans l'indiquer sur leur carte, comme cela devrait être légalement obligatoire.

Passons... Le faisan (qui doit son nom au Phasis, fleuve séparant l'Europe de l'Asie pour les Anciens) viendrait de Cochinchine et a donné le terme de faisandage pour tous les gibiers.

Gibiers dont Brillat-Savarin nous donnait cette définition : « *Animaux bons à manger qui vivent dans les bois et les campagnes en état de liberté naturelle* ». Le même Brillat-Savarin prônait le faisandage, recommandant de garder le faisan jusqu'au verdissement de l'abdomen. C'était cousser ce que Montaigne appelait, pour la bécasse, l'altération de la saveur. Grimod estimait qu'un gibier tué le mardi gras se devait manger à Pâques, mais Curnonsky proposait de déguster le gibier frais. En vérité, l'hygiéniste et le gourmet peuvent se

retrouver d'accord avec cette précision du bon docteur de Pomiane, qui expliquait qu'un lièvre, un faisan, une bécasse tués par le chasseur, suspendus une semaine à la fenêtre de la cuisine, peuvent présenter deux cas : faisandage ou putréfaction. Si l'animal a été abattu par un ou deux plombs seulement, sans être de chair délabrée, son cadavre sera envahi par des microbes provenant de son intestin, microbes dépourvus de toxicité, qui transforment partiellement les muscles, leur communiquant le parfum de faisandage. Mais si, au contraire, le coup de fusil a délabré les chairs, mis les muscles à nu, ceux-ci seront infectés par les microbes de la putréfaction provenant du carnier, des mains du chasseur, etc., microbes



qui décomposent les muscles eux aussi, mais leur donnant une odeur désagréable et les rendant très toxiques. En conclusion, si vous avez des doutes sur le gibier, mangez-le aussitôt tué et après l'avoir fait mariner.

En province, dans les régions « chasseresques » et giboyeuses, les restaurateurs savent en général où et comment se procurer un gibier honnête. A Paris, dans les grandes maisons, on veille également à la qualité du produit. Il n'en est pas partout de même. On connaît quelques petits restaurants spécialisés où le gibier est roi. C'était ainsi à La Sologne de la rue de Bellechasse, dont la propriétaire était - non, ce n'est point un gag ! - Aline Perdreau. Elle est désormais au *Relais Perdreau* (27 bis, boulevard Perdreau, Paris-17<sup>e</sup> ; tél. : 42-27-26-97), et, si par hasard vous trouvez un gibier à sa carte, dégustez-le rassuré. De même à La Coquille (6, rue du Débarcadère, Paris-17<sup>e</sup> ; tél. : 45-74-25-95), où le civet à la française de Clément Lau-secker est remarquable. Les fidèles

de Jean-Claude Gramond (*Chez Gramond*, 5, rue de Fleury, Paris-6<sup>e</sup> ; tél. : 42-22-28-89) savent aussi que, lorsqu'un gibier figure à sa carte, ils ont l'assurance de se régaler. Tout comme les amateurs du râble de lièvre à la royale du *Petit Marguery* (9, boulevard de Port-Royal, Paris-13<sup>e</sup> ; tél. : 43-31-58-59), petit temple de la chasse des frères Cousin. Puis-je encore signaler (mais il en est d'autres, heureusement !) *Le Chambard* (17, rue Paul-Charousse, à Neuilly ; tél. : 47-47-73-17) où Philippe Lempereur cuisine le gibier... comme un roi !

Ainsi retrouverez-vous peut-être les grands classiques de la table de chasse : faisan Souvaroff, lièvre à la royale ou à la Diane, civet de chevreuil Saint-Hubert, bécasse Brillat-Savarin... voire les simples et merveilleuses perdrix au chou. Excellentes occasions, qui mieux est, de découvrir une bonne bouteille millésimée. Car bon gibier et grands crus vont ensemble.

La Reynière

N.B. - Et chez *Gérard Besson* (5, rue du Coq-Héron, Paris-1<sup>er</sup> ; tél. : 42-33-14-74), un menu spécial chasse (750 F), du consommé de faisan, de mise en bouche, au dessert, en passant par la crème de colvert, le perdreau, le lièvre à la royale, etc.

### HORS-FRONTIÈRES

## Genève 1992

LA Suisse vient de fêter les sept cents ans de sa pré-fédération (les cantons d'Uri, de Schwyz et de Nidwald). Genève a fêté aussi les cent ans de son célèbre jet d'eau... Mais l'hôtellerie helvétique, déjà morose depuis quelques années, a vu sa fréquentation diminuer encore (13 % en juin dernier).

L'hôtellerie genevoise a-t-elle atteint un point crucial ? Jusqu'à l'avant-dernière guerre, on célébrait ses palaces, rendez-vous de l'aristocratie. Jusqu'à la dernière guerre, elle accueillait la gentry de l'argent, les vedettes de l'actualité et de la SDN. L'Hôtel des Bergues en tête (né en 1834), suivi de l'Hôtel de la Paix (1862), du Beau-Rivage (1867) et du Richemond (1885) sur sa rive droite, au bord du lac, avec assaut, rive gauche, le Métropole (1854).

Le monde change, et la clientèle vieillissant le luxe se fane, s'ankylose, et les hommes aussi. L'argent a d'autres exigences. La vieille Europe se satisfaisait de ses fastueux et historiques palaces, les businessmen d'Amérique, les rois du pétrole du Moyen-Orient conjuguaient les mots « luxe » et « dollars » autrement, et leur nombre augmentant, il fallut construire les grands et riches caravanserais. L'Hôtel du Rhône fut des premiers, en 1930, presque en face l'île Rousseau, puis l'Intercontinental, proche de l'aéroport, sorte d'annexe de l'ONU, le Warwick, le Noga-Hilton, le Holiday Inn, etc.

Le dilemme hôtelier se posait, se pose encore, ainsi : les anciens palaces doivent se moderniser (cela vient de se faire aux Bergues, notamment), les hôtels modernes doivent se personnaliser, se donner un « plus » leur conférant une identité mieux précise, une « doubletetterie » d'autrefois dans un confort pratique de demain. C'est ce qui est en train de se faire à l'Hôtel du Rhône.

La version 1992 de l'Hôtel du Rhône sera - est déjà - magnifique ! Face aux bouillonnements du fleuve à sa sortie du lac, les chambres de grand confort (11), différemment tapissées, tissus et rideaux s'accordant avec les claires boiseries, personnalisent le

séjour. M. Marco Torriani, le directeur général, homme de super-métier, entend bien faire de cet Hôtel du Rhône nouvelle formule un des bons lieux hospitaliers touristiques de la ville. Il a su, d'abord, s'appuyer sur les meilleurs « anciens » de la maison : Eric Glattfelder, son directeur, en tête, ainsi que Gino Madonna, chef barman du *Tri-dent*, qui va devenir le bar le plus chic, en passant par les maîtres d'hôtel et les « clés d'or ». Il a su aussi engager Gilles Dupont, un des meilleurs cuisiniers, qui gagna ses « étoiles » au *Cygne* voisin avant de venir ici régner sur des cuisines de rêve au service de deux restaurants qui marqueront, au Rhône et à Genève, l'année 1992 : *Le Neptune*, voué, ainsi que son nom l'indique, aux poissons et crustacés, et *Le Rive-droite*. J'en reparlerai. Mais déjà je puis vous assurer que les clients

ne sont points déçus par les créations de Gilles Dupont, ou simplement ses intelligentes interprétations (comme le service d'un saladier nippois dans un pain rond de campagne creusé à cet effet et frotté d'ail).

Genève souffre peut-être d'une internationalisation nuisant à sa personnalité. On trouve plus facilement des fours à pizzas que de bonnes fondues ou des raclettes goûteuses, et les restaurants chinois sont plus nombreux qu'aux cartes le papet de porc ou le bœuf bourguignon de Payerne. Le grand Girardet, de Crissier, surnommé « cuisinier du siècle », vous proposera plus facilement sa faisane aux lentilles ou le pistou de rougets aux cépages que le jambon « sauce asphalte », (plat sans doute millénaire des mineurs de Travers (Neuchâtel), où le porc emballé de papier gras puis d'une dizaine de couches de papier est

mis dans l'asphalte fondue (150 degrés), donnant, au déballage, au jambon un fumet bien particulier).

Oui, Genève au fil des rues, ce n'est plus seulement des banques, des devantures de montres (2), des chocolats et des cigares (de Gérard père et fils dans le Hilton), mais des boutiques de décrochez-moi-ça bien parisiennes venues sans doute de Taiwan. Mais il reste les bons hôtels, nombreux, et, en l'an 1992, celui du Rhône inaugurera l'année de belle façon !

L. R.

(1) Par exemple, vous pouvez donner jusqu'à 23 heures une chemise à laver que vous retrouverez propre et repassée dès 8 heures le lendemain. Connaissiez-vous beaucoup d'hôtels proposant ce service ?

(2) Si vous voulez acheter une belle montre, les endroits ne manquent point, mais pour la faire réparer rapidement, et bien, notez : André Maspoli, 11, rue du Mont-Blanc (2 étages).

## Semaine gourmande

### Le Pavillon

C'est l'un des restaurants de l'Hôtel des Bergues (l'autre, *L'Amphitryon*, ayant pour chef l'excellent Albert Felli, est d'un répertoire à la fois classique et évolutif : des raviolis de loup de mer caviar d'aubergine à la marmite de poule de Bresse truffée, des homards du vivier au canard à la presse ; compter de 100 à 130 francs suisses). Ce Pavillon, avec sa terrasse d'été et sa grande salle claire donnant sur le lac, est plus simple mais excellent, et la carte, outre le « marché de la semaine » et le « plat du jour » (ce jour-là, des aiguillettes de canard aux pêches, pommes d'arphod), propose des spécialités suisses, de la viande séchée des Grisons au filet d'omble au dézelay, de la saucisse de Saint-Gall aux rôtis à l'émincé de veau zurichois. Belle carte de vins de toute provenance, mais découvrez plutôt les vins du pays, en bouteille ou en carafe (deux, trois et

cinq « décis », comme on dit ici). Mon menu ce midi-là : *vietello tonato* - saucisse de Saint-Gall aux rôtis - et flan caramélisé arrosés de trois « décis » de dole pour, avec un excellent café, 60 francs suisses.

► Le Pavillon, 33, quai des Bergues, Genève. Tél. : 022-731-50-50. CB-AE-DC.

### Le Mazot d'Allèves

Il va fêter, en 1992, ses cinquante ans, ce petit hôtel central mais de calme et de charme abritant son propriétaire, Bernard d'Allèves, valaisan pur sang. Un restaurant tout simple, ne payant pas de mine, mais confortable et de bonne cuisine du pays (avec les clins d'œil d'usage, du minestrone au tartare, des raviolis à la crème au coq au vin). Mais, ici, vous les délaisserez pour la viande des Grisons, la salade valaisanne, les fondues, l'omble du lac poché, meunière ou aux morilles, le steak de veau « Mazot » (escalope avec sa fondue de fromage et sa tranche de jambon cru). Les fromages donnent envie de recommander une bouteille de fendant des vignes du patron. Le chef est alsacien (Thomas Julien), mais sait aimablement évoluer entre le ter-

roir et le marché du jour. Un menu à 38 francs suisses ; à la carte compter 50-60 francs suisses.

► Le Mazot d'Allèves, 16, rue du Cendrier et 13, passage Kieber, Genève. Tél. : 022-732-41-21.

### L'Hostellerie de la Vendée

Le Petit Lancy, c'est la banlieue de Genève. Elle ne manque point de restaurants, du *Lion d'or* de Coligny à *La Cascolette* de Caronge. Mais, ici, nous nous trouvons dans un nouveau décor, des chambres climatisées, un jardin-restaurant calme et charmant. Et une bonne cuisine signée Michel Bonneau. Des menus (46, 68 et 88 francs suisses) et la carte permettent de déguster la mouseline de brochet et les langoustines rôties à la fondue d'oseille, les aiguillettes de canard aux navets confits, le tartare de loup et saumon au croûton de caviar, le trio de l'océan aux beurres de poissons, le fanflet de ris de veau et sa marichère de légumes au sauternes, etc. Très belle carte de vins de France, de Suisse et d'Italie. A la carte, compter de 110 à 140 francs suisses. Bravo à M. Righetto, patron de charme.

► L'Hostellerie de la Vendée, 28, chemin de la Vendée, Le Petit-Lancy. Tél. : 022-792-04-11. CB-AE-DC.

## Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J-B. MICHEL  
B.P. n° 5  
MOUSSY 51200 EPERNAY  
Propriétaire-viticulteur  
Doc. et tarifs sur demande  
Etiquettes personnalisées

Les LYCÉES VITICOLES DE FRANCE se sont associés pour que vous puissiez constituer votre cave en une seule commande (cognac, bordeaux, bourgogne, vin de Loire, Jura, côtes-de-Rhône).

Demandes les adresses au :  
CLUB DES ÉCOLES  
Lycée viticole, 71900 DAVAYE  
Tél. : 85-35-85-92.

\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont LÉDOYEN à Paris, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

**volvic** L'EAU DES SAVEURS INTACTES

**GASTRONOMIE**

NOUVELLE ADRESSE  
des FRÈRES LAYRAC  
AU CŒUR DE  
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS  
face à l'église  
11, rue Saint-Benoît

**LE MUNICHE**  
Tél. : 46.33.62.03

**LE PETIT ZINC**  
Tél. : 46.33.51.66

HUITRES, FRUITS DE MER  
TOUTE L'ANNÉE  
Tous les Jours Service Continu  
de MIDI à 2 heures du MATIN

**SPÉC. LYONNAISES**  
à SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS  
Tél. : 43-25-77-66

**La FOUX**  
2, rue Clément (6<sup>e</sup>)  
ALEX aux fourneaux  
Fermé le dimanche

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 190 F  
et non soufflé.  
30, rue de Valenciennes  
(près de la place Vendôme)  
Tél. : 42.58.27.18  
Fermé le dimanche

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie de la mer.  
Vivier de homards et de langoustes.  
18, place du Cléry Paris 9<sup>e</sup>  
Réservation : (1) 48 74 64 78 - Fax : (1) 42 80 63 10

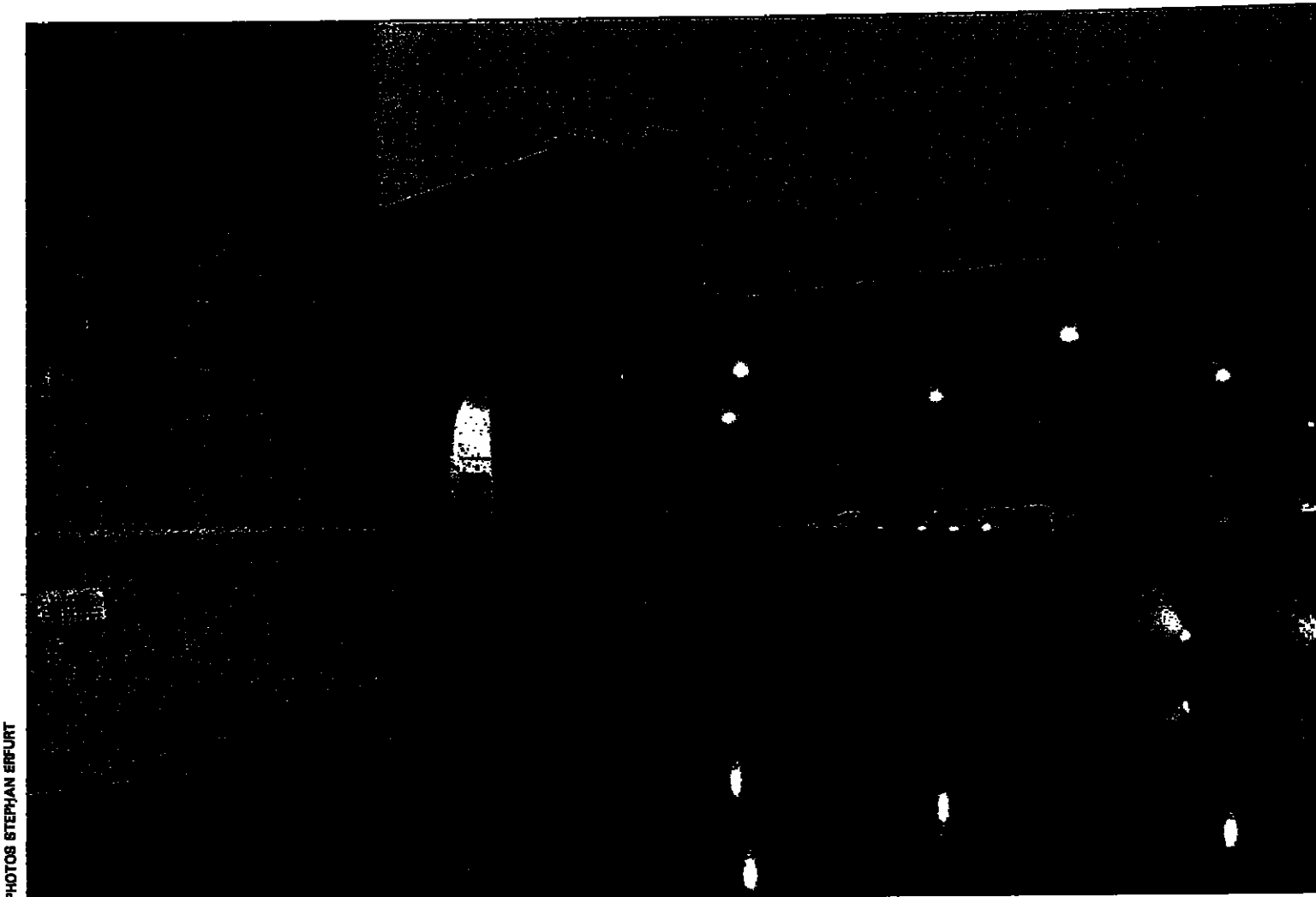
**CHEZ HANSI**  
L'Asie de Hansi dans un décor unique.  
2, place du 18 Juin 1940 Paris 8<sup>e</sup>  
Angle Montparnasse Rue de Rennes  
Réservations : (1) 45 40 96 42 - Fax : (1) 45 44 55 48

Retrouvez  
aux Champs-Élysées  
le goût  
du célèbre gigot

RESTAURANT  
**SEBILLON**

Tous les jours, service continu  
de 12 h à 1 h du matin.  
Voiturier le soir.

66, rue Pierre-Charron Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 43 59 28 15  
LE GIGOT A VOLONTE EST CHEZ SEBILLON



PHOTOS STEPHAN BRUNT

# Ferrare, citadelle du delta

Ferrare. Son nom sonne comme la serrure d'une maison forte. Il ferraille comme l'humeur guerrière de ses anciens maîtres, marquis, ducs et duchesses d'Este qui firent sa gloire durant trois siècles. Ferrare, ville-clé du delta du Pô.

CLATANTE tant qu'elle commande le triangle ouvert sur 75 kilomètres de côte adriatique et inhospitalière, qu'elle domina les îles et les marais, les cours fantasques du fleuve menaçant et nourricier, la fortune de Ferrare, terrienne, commerçante, s'est faite discrète, car, en ce dernier siècle, Ravenna a pris l'industrialisme, Venise les touristes et Bologne le chemin de fer. Que restait-il à Ferrare sinon le souvenir du passé, des peintres, des musiciens, des écrivains - l'Arconte et son *Orlando Furioso*, le Tasse et sa *Jérusalem délivrée* - qui ont vécu et travaillé entre ses murs ? Ferrare, dure comme fer. Droite et rigide, austère et laconique. Fière de ses origines, patricienne, riche sans ostentation, prospère par devoir, secrète par habitude, provinciale par dépit. « Le temps s'est arrêté à Ferrare, depuis la chute de la maison d'Este », nous dit Adriano Cavicchi, musicologue, qui vit à Ferrare et enseigne à l'université de Bologne. Quand les papes ont repris, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les possessions d'Alfonso II, le dernier duc mort sans descendance... La ville a gardé ses murailles, sur neuf kilomètres de long, et sur six plusieurs siècles à utiliser les traces qui avaient fait d'elle à la Renaissance une pionnière de l'urbanisme volontaire. Tandis que d'autres, au même moment, découvraient l'Amérique, Biagio Rossetti traçait à Ferrare un plan en cordeau qui d'un coup triplait la surface urbaine de la cité médiévale. On en parle encore sous le nom d'addizione herculeana, non pas en raison de l'ampleur de la tâche, mais tout simplement parce que l'addizione erculeo porte le nom du duc Ercole I d'Este, Hercule en somme, qui passa la commande. Ce nom est aussi celui de l'avenue principale de ce nouveau quartier, encore très impressionnante aujourd'hui, filant rectiligne vers le rempart des Angeli, au nord, ponctuée de palais, marquée notamment par le plus connu, le palais des Diamants, dont la façade tout en marbre taillé en pointes régulières vient de retrouver une blancheur que certains tiennent pour excessive.

Avec cent trente mille habitants, se souvient-elle d'en avoir abrité déjà

cent mille à la Renaissance, cette ville où le Baedeker de 1904 n'en compte que trente-deux mille et ne voit que vastes avenues « presque désertes » ? Les rues aujourd'hui encore semblent larges et d'autant plus aérées que dans le centre du centre on circule à bicyclette : mères de famille, jeunes gens et messieurs en chapeau, tous ont leur vélo, noir et haut. Cela donne sa qualité au silence, une ampleur au site, et accentue la belle froideur, cette austérité des lignes, des ombres et des perspectives où les chroniqueurs ont reconnu l'inspiration première d'un Chirico (né à Ferrare).

Il y a des familles connues du nom de leur ville, mais combien de villes s'emparent-elles du nom d'une ancienne famille régnante pour s'en souvenir et s'en servir quatre siècles après sa disparition. A Ferrare, tout est estense, d'Este : l'Union sportive, le lido, c'est-à-dire la station balnéaire à 50 kilomètres de là, les compagnies d'autocar ou le café du coin. Et « Martini d'Este » le club de tennis que fréquentait Antonioni (né à Ferrare). Tout ce qui compte - et que l'on restaure avec parfois une ardeur rénovatrice un peu appuyée - est estense : le château médiéval, dont la masse excessive évoque la puissance de ceux qui le gouvernaient, des résidences plus tardives et plus sombres, comme le palais Schifanoia (Sans-Souci) où l'on vient de loin observer l'étonnant travail des fresques qui ornent, sur 7 mètres de haut, le salon des Mois (scènes de la vie publique, signes du zodiaque et compositions mythologiques), l'un des plus grands ensembles d'art peints de la Renaissance en toute gloire. Dans la campagne, est encore estense ce qui reste des Delizie (nous dirions les Folies) que ducs et marquis édifièrent aux alentours pour des fêtes et des chasses et qui sont parfois (Mendosa, qui vient d'être restauré) aussi de petites forteresses pouvant servir à se défendre contre les Vénitiens voisins.

Dans Ferrare, le château, inévitablement, s'impose au visiteur. Non qu'il risque, en le voyant, d'être pris de folie comme cet écrivain anglais, Arthur Symonds, qui avoue dans ses *Confessions* (1) qu'il aurait dû en 1908 éviter Ferrare, « ville aux germes pahutés », où, saisi d'angoisse, il s'en alla marcher dans la campagne, perdit son chemin, crut revenir, s'éloigna, fut tenu pour fou et ramené manu militari non pas à l'hôtel d'Europe, où il logeait, mais dans un cachot, les fers aux poignets. Non, aujourd'hui, il lui faudra seulement écouter, racontée d'une voix douce par la jeune femme qui guide les curieux jusqu'aux anciennes prisons du château, l'affreuse histoire de Parisina, toute jeune épouse d'un duc d'Este, Niccolò III, surprise par un jeu de miroirs à partager un baiser avec Ugo, l'un des fils du prince. Les amants de Ferrare seront jetés au

cachot, puis décapités, mais l'histoire se souvient d'eux, et aucun livre, aucun guide ne les oublie.

Ville d'ordre, Ferrare est hantée par son château. Médiéval, carré, entouré de douves en eau, flanqué de quatre tours, il impose sa silhouette dans la ville et hors de la ville : on l'aperçoit encore de très loin, ayant fait respecter sa suprématie jusque dans les quartiers neufs de l'après-guerre qui n'ont que deux ou trois étages palauds. Rouge brique, rose ou brun, le palais municipal (une ancienne demeure de la famille d'Este) et quelques bâtiments publics délimitent avec le duomo, la cathédrale, un vaste espace dallé, place longue et large, le Listone, où se rassemblent à la fin du jour, par groupes sombres, les hommes en manteau et Borsalino.

En face, les bouquiers installés au flanc de la cathédrale viennent d'ouvrir, depuis que le soleil menace moins leurs vitrines, les rideaux de toile rouille suspendus aux arcades, qui font de cet endroit comme de toute ville italienne un théâtre, une scène où acteurs et spectateurs sont les mêmes, échantant leurs rôles, s'observant et se voient se regardant. Ces hommes debout, quelles nouvelles échantent-ils, quels travaux pour une loterie imaginaire ? Tous dans les mêmes âges, quand ont-ils commencé à venir à chaque soir ?

Et l'on s'aperçoit que les jeunes, garçons et filles, à bicyclette ou en Vespa, se réunissent aussi, ailleurs mais pas loin, autour de la statue de Savonarole (né à Ferrare) dont on peut lire sur le socle le rôle qu'il joua : « In tempi corrotti e servili dei vizi e dei tiranni flagellatore » (en des temps corrompus et serviles, des tyrans le pourfendeur).

Est-elle encore dans les esprits des Ferrarais cette terreur du trépas d'en face, au bord des douves, celui qu'ils évitaient depuis la honte de cette nuit de décembre 1943 où onze otages furent fusillés et leurs corps retrouvés au petit matin dans la neige, cette Nuit de 43 que Giorgio Bassani décrit dans l'une de ses nouvelles, et la peur et la lâcheté qui les avaient poussés dès le lendemain à s'enfermer plus nombreux dans le parti des Fascistes. « Cette région aime les extrêmes, elle est facilement rouge - l'Emilie-Romagne vote encore communiste - comme elle fut l'un des foyers précoces du fascisme », note Adriano Cavicchi.

Qui peut se vanter de connaître Ferrare ? écrit Dominique Fernandez en préface de l'édition française des *Lunettes d'or* de Bassani, l'auteur du *Jardin des Finis-Contini* (2), qui a su dépeindre de l'intérieur, pour la période de l'avant-guerre et de la guerre, l'atmosphère d'une cité pointillenne et provinciale, retranchée derrière ses hauts murs, ses façades brunes et closes, cultivant et le goût du secret et l'art de le percer à jour.

Appartenant à la communauté juive, importante en proportion et si bien « intégrée » parmi les classes dirigeantes locales qu'elle avait soutenu Mussolini dans les premiers temps avant de subir drames et persécutions, Bassani était particulièrement bien placé pour analyser, de l'intérieur, la vie ferraraise. Il n'est pas exagéré de prendre l'écrivain, aujourd'hui encore, pour guide d'une promenade en forme de rêverie dans une ville qui n'ouvre ses portes qu'à l'imaginaire. « Les habitants sont un peu comme leurs maisons, note le cinéaste Giuliano Montaldo. Derrière les murs, il y a de magnifiques jardins : quand on gagne leur confiance, ils se montrent très chaleureux. » Mais le passé pèse ici de tout son poids. « Pour tourner les Lunettes d'or, je cherchais à reconstituer un intérieur de 1939. Finalement, on m'a indiqué une maison restée absolument intacte depuis la mort de sa propriétaire, en 1938. Il y avait tout, en l'état, même les journaux de... la veille. »

Génois, Giuliano Montaldo, cinéaste installé à Rome, est venu tourner à Ferrare, armé de deux textes, les *Lunettes d'or*, l'une des *Histoires ferraraises* de Bassani et *L'ignominie* de l'émigré, récit romancé du courage d'une femme qui anime un réseau de résistants qui ont pris le maquis dans les marais du delta. « J'étais attiré surtout par deux grands

films, *Ossessione*, que Luchino Visconti tourne en 1943 dans le delta, et la dernière partie de *Païsa* où Rossellini met en scène la fin de la guerre et la Résistance. Il y a eu plus de cinquante films tournés dans cette région : l'Italie est un pays de montagnes et de collines ; c'est pourquoi nous sommes fascinés par notre seule plaine, celle du Pô, et par son accomplissement, le delta. »

Ferrare, citadelle du fleuve, installée avant l'an mil sur la rive gauche de ce qui était alors le cours principal du Pô (aujourd'hui, il passe à cinq kilomètres plus au nord et s'est détourné de sa ville-clé, son dernier et son premier grand port), Ferrare a bâti sur lui, sur les terres qu'il irrigue et nourrit et sur celles qu'elle lui a, par la « bonification » entreprise depuis un siècle, arrachées sa fortune et l'aisance de ses habitants. Son imaginaire aussi avec la menace des débordements ravageurs dont témoigne une échelle gravée dans la pierre d'une arcade, en plein centre de la ville, où la dernière inondation catastrophique culmine dans les quatre mètres à la date de novembre 1951. Sa poésie aussi avec les brumes et les brouillards, les miroirs et les horizons d'un « paysage imprévisible », selon l'heureuse expression de Giuliano Montaldo.

Mais ce paysage existait-il encore ? Ailleurs qu'au cinéma ? De cette géographie aquatique et de ce qu'elle a

représenté dans les siècles passés, le plus explicite demeure la belle maquette en bois que l'on peut voir dans l'une des salles du château : Ferrare est bâtie sur un socle émergé à dix mètres d'altitude ; autour, on est partout à moins quatre mètres. Au pluriel, on était... Autrefois... Au Moyen Âge, l'abbaye de Pomposa (aujourd'hui impeccablement restaurée, et son beau campanile reconstruit le long de la route nationale Venise-Ravenna) était sur une île, qu'elle dut d'ailleurs abandonner pour cause de malaria ; le village lacustre de Comacchio et ses treize îlots reliés par de petits ponts de brique dont un fameux et spectaculaire en trois volets, n'était pas entouré par un boulevard circulaire et des entrepôts, mais par des étangs. Car, il en reste quelque dix mille hectares, où l'on chasse et où l'on pêche. Il y a ici et là quelques réserves, des bois préservés, des chemins recommandés aux découvreurs de la nature. Mais le paysage dominant, entre Ferrare et la mer, sur la cinquantaine de kilomètres qui la séparent d'un rivage équipé pour le balnéaire, est banalement agricole (maïs, soja, betterave à sucre), résultat des gigantesques travaux d'assainissement accomplis durant la période mussolinienne et depuis la guerre. « Quand j'étais enfant, il n'y avait que de l'eau à droite et à gauche de cette route, entre Pomposa et Ferrare, que nous appelons Rossionia du nom du ministre des corporations, originaire de Tresigallo, qui la fit aménager », raconte Adriano Cavicchi.

L'eau recule et le mythe grandit, ajoutant aux bonheurs d'une géographie soumise au caprice des eaux, les dures conditions dans lesquelles se réalisait, pour les populations immigrées d'autres régions pauvres de l'Italie, la « bonification ». Le souci collectif est désormais de « mettre en réserve » la nature naturelle, les oiseaux et les roseaux, les chevaux et les effluents de lumière sur l'eau, plus loin, là où l'économie n'a pas trouvé son intérêt. On parle de parc régional, puis de parc national (trop contraignant, disent les élus, qui promettent un tourisme contrôlé, limité), puis de parc interrégional. Car « le delta, le vrai, le sauvage » est peut-être, comme l'affirme Gian Antonio Cibotto, écrivain et journaliste, « en Vendée ». Et pour être pleinement démocratique, la « guerre » n'en est pas moins vive d'une région à l'autre de cette Italie qui se souvient volontiers de ses frontières intérieures.

De notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois

(1) Traduction française aux éditions Ombres, Toulouse.  
(2) Giorgio Bassani, *Le Jardin des Finis-Contini*, les *Lunettes d'or* et autres histoires de Ferrare, « Folio », 280 pages, Gallimard.



26. Les manifestations de vénération après le « plan Mémorandum »  
Les négociations sur l'assurance-pharmacie

26. Les prolongements du tunnel sous la Manche  
22. La réforme des crédits municipaux

32. Marchés financiers  
33. Bourse de Paris

## Les réunions monétaires de Bangkok

### L'Est et le Sud

L'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale est le point de passage obligé de l'économie internationale. Pas un responsable financier, pas un banquier de haut niveau ne voudrait rater cette grande messe, célébrée cette année à Bangkok. De la conjoncture internationale aux questions bancaires, de l'alphabetisation, le champ balayé est vaste.

L'intérêt est de pouvoir parler de tout. Les mélanges, mais aussi les cloisonnements sont parfois étonnants. Vendredi 11 octobre, le dossier principal était celui de la dette, pourtant abordé séparément par différentes catégories d'interlocuteurs.

Les ministres des finances des sept économies les plus puissantes se réunissent en huis clos pour discuter, principalement, de l'immense bouleversement soviétique. Ceux du groupe des vingt-quatre et les représentants du tiers-monde, débattaient pour la énième fois du fardeau de leur endettement. Ils demanderont à nouveau des concessions supplémentaires de la part de créanciers qui leur paraissent surtout préoccupés par l'Est.

Que l'URSS vive une période cruciale pour son avenir, et celui du monde entier, cela ne fait de doute pour personne. Mais le monde en développement se trouve lui aussi à une période charnière. La conférence de presse donnée jeudi par le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, était à cet égard éloquent. Quelques États - Mexique, Venezuela, Chili - sont en train de sortir de l'ornière de la récession et du sous-développement. D'autres, situés principalement en Afrique, continuent de s'y enfoncer, et chaque année qui passe rend les perspectives de décollages plus incertaines.

M. Camdessus a choisi de rappeler aux pays industrialisés que la prospérité de l'économie mondiale passe par le sauvetage de l'URSS, mais aussi par une nouvelle définition des rapports entre riches et pauvres. Il s'agit de poursuivre les efforts d'allègement de la dette, mais pas seulement. La poursuite de la libéralisation des échanges commerciaux en Europe et aux États-Unis, l'affectation de crédits militaires à des dépenses d'investissements sont aux aussi primordiaux, a souligné M. Camdessus. Et l'Est en profitera autant que l'Afrique ou l'Amérique latine.

FRANÇOISE LAZARE

## Une aide d'urgence à l'URSS

Suite de la première page

L'accord d'« association spéciale » signé lundi 7 octobre à Moscou par M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, et par M. Mikhail Gorbachev, comte de la part de ce dernier la reconnaissance implicite de la fragilité du pouvoir central qu'il représente. L'accord « permettrait » au Fonds, pour reprendre l'expression dont le directeur général a usé dans sa conférence de presse de jeudi 10 à Bangkok, d'étendre aux Républiques, à leur requête, l'assistance technique que cette institution s'est engagée à apporter dès maintenant à l'URSS. Le choix du verbe peut sembler ambigu : en règle générale, c'est celui qui est tenu pour le bénéficiaire qui reçoit une permission. La vérité est que les relations avec les peuples habitant le territoire de ce qu'on appelle encore l'Union soviétique sans beaucoup croire à sa réalité et, partant, à sa survie, sont trop importantes pour les laisser dépendre de cette réalité évanescence ou de cette survie problématique.

### Des crédits à la balance des paiements

Si le co-signataire perd son pouvoir, l'accord s'appliquera aux successeurs du démantèlement de l'empire. Ce traité d'« association spéciale » a ceci de particulier qu'il ramène le pays du secret d'État à la norme. Certes, l'Union soviétique reconstruit l'« aide spéciale » du FMI, mais celle-ci implique une gestion internationale de première grandeur. Le Fonds ouvrira régulièrement sur place ses économistes, comme il le fait pour chaque pays membre, discuter avec les responsables de la situation économique et de la politique menée par le gouvernement. Mieux : il « suivra » l'exécution des réformes décidées. Tout cela suppose que l'URSS fournira « les informations requises des pays membres, tant celles qui sont à l'origine recueillies par le pouvoir central que celles qui sont aux autres échelons de l'État ».

Il reste que l'accord n'est pas un alibi. A la question de savoir quand le Fonds ouvrira sa porte à l'adhésion pure et simple, le directeur général répond : « Quand sera clarifié le statut de l'Union soviétique et quand on y verra aussi plus clair sur sa situation économique ». Ni sur la grandeur réelle du PNB (produit national brut) ni sur le montant des réserves, on ne possède les indications minimales dont on a besoin pour établir le « poids » relatif d'un pays membre, dont dépendent sa contribution (quota), ses droits à d'éventuels crédits et le nombre de voix qui lui sont attribués. Il arrive, il est vrai, qu'on se montre moins regardant, mais pour des pays qui ne représentent pas le même enjeu.

Pour les crédits qui seront accordés dans l'immédiat, on attend les décisions des ententes qui doivent commencer dès ce vendredi entre les Sept (États-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Canada). Non pas tellement sur les « chiffres » globaux, ils sont déjà plus ou moins connus. Il s'agit pour cette année d'un apport à l'URSS

de 7 à 8 milliards de dollars, à quoi le FMI a ramené, après les contacts pris à Moscou, la demande soviétique portant sur un déficit extérieur à combler de quelque 10 milliards. Pour que le principe du soutien financier soit mieux admis, on préfère couvrir du voile de l'« aide alimentaire » ce qu'il serait plus expéditif d'appeler « crédit à la balance des paiements ». Les besoins d'importations de denrées pour l'hiver sont bien réels, mais leur financement ne se distingue pas des autres dépenses en devises. L'objectif est bien de donner un répit supplémentaire.

Pour réunir cette somme, Européens (les Allemands en tête), Américains et Japonais cotiseront cette année à peu près à égalité, en valeur nominale sinon en substance. Ce « partage du fardeau » tranche avec ce qui s'était passé les années précédentes, où les Européens avaient été de loin les principaux contributeurs au financement de la dispendieuse et avortée perestroïka. Ce changement tient aux contingences de la vie politique. Washington ne veut pas paraître en arrière de la main après la tentative de putsch de l'été. Tokyo semble penser que le moment est venu de délier un peu la bourse en faveur du voisin nageur le plus redouté. On n'y sait toujours pas très bien comment s'y prendre pour éviter que les Russes ne fassent payer un prix exorbitant (certains parlent de 20 milliards de dollars) l'éventuelle restitution des îles Kouriles.

Les pays de la CEE et leurs voisins (autrichiens notamment) participent pour environ 2,5 milliards de dollars, les Américains et les Japonais chacun pour environ 2,2 milliards de dollars. Ces sommes sont destinées à être prises au pied de la lettre. Elles ne recouvrent pas toujours exactement les mêmes exercices comptables ; elles additionnent des prêts et garanties de nature hétérogène ; chaque contributeur, en outre, y fait entrer des concours déjà déduits et en partie versés (par exemple, l'aide alimentaire administrée par la Commission de Bruxelles au nom des vingt-quatre, États-Unis et Japon compris). Pour l'avenir, les Européens comptent s'appuyer sur le partage de la note à raison d'environ un tiers chacun pour ne plus avoir, d'ici là, à en payer la moitié au lieu de la quasi-totalité.

### « Le commerce c'est encore mieux »

A l'occasion de sa conférence de presse, M. Camdessus a cité quelques autres chiffres utiles pour « situer » le problème. Les pays ex-soviétiques ont obtenu les 2 milliards de la Banque mondiale, « ont permis de mobiliser en leur faveur 25 milliards en tout ». Les autres 18 milliards sont représentés par les 9 milliards de remise de dettes consentis par le Club de Paris à la Pologne et par une somme égale fournie par d'autres

concurrents émanant, à concurrence de 80 %, des mêmes pays créanciers, à savoir des pays européens.

M. Camdessus estime qu'un effort du même ordre (25 milliards) devrait être fait et à des chances de l'être au cours de chaque des deux années à venir. Dans son entourage, on parle de l'équivalent d'un Plan Marshall. M. Camdessus a exprimé ses « sentiments admiratifs » pour les résultats déjà obtenus avec beaucoup de courage par ces pays, sans exclure la Roumanie (pour la distribution des terres aux paysans) ni la Bulgarie (pour la « démonopolisation » des entreprises d'État).

Sans nommer personne, et donc pas son propre pays, M. Camdessus a encore déclaré : « Le financement, c'est bien, mais le commerce, c'est encore mieux » (pour le développement). Aux pays occidentaux d'ouvrir plus largement leurs marchés aux produits industriels et agricoles en provenance de ces pays. Il a lancé le même appel en faveur des pays en développement. Il a félicité ceux d'entre eux qui avaient, unilatéralement, ouvert leurs frontières à la concurrence étrangère. La liberté des échanges est une bonne chose en soi : « Un des principaux objectifs que nous avons à Bangkok est le succès des négociations du GATT », a-t-il encore dit.

PAUL FABRA

□ L'Albanie devient officiellement membre de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD). - L'Albanie est officiellement depuis le 9 octobre, le quarante deuxième membre de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), chargée de favoriser le passage à l'économie de marché des anciens pays du bloc communiste en Europe. L'Albanie prendra une participation de 0,1 % du capital de l'institution, soit 10 millions d'écus. - (AFP).

## Dans la sidérurgie allemande Le rapprochement de Krupp et Hoesch annonce d'autres concentrations

Pour conforter sa place dans le jeu mondial, la sidérurgie allemande semble privilégier les regroupements nationaux plutôt que de s'insérer dans le réseau des alliances internationales qui se met en place entre les producteurs d'acier. Jeudi 10 octobre, on a appris que le groupe Krupp avait acquis en Bourse, et secrètement, 24,9 % du capital de son concurrent Hoesch (le Monde du 11 octobre).

Le groupe sidérurgique allemand Krupp a annoncé jeudi 10 octobre qu'il avait pris une participation dans le capital de son concurrent Hoesch (le Monde du 11 octobre). « Nous voulions éviter que Hoesch passe en de mauvaises mains, ce qui aurait eu des conséquences néfastes pour nous », a expliqué, lors d'une conférence de presse à Düsseldorf, M. Gerhard Cromme, directeur général de Krupp, qui a d'autre part indiqué que son groupe espérait détenir la majorité dans Hoesch d'ici à la mi-1992. Cette opération devrait être facilitée par le fait que les banques allemandes possèdent plus de 25 % du capital de Hoesch.

C'est la première fois dans l'histoire récente de l'industrie allemande qu'une entreprise choisit la voie secrète du ramassage des actions en Bourse pour prendre le contrôle d'une autre société. Il semble que même la toute-puissante Deutsche Bank n'était pas associée à cette opération. Quant à M. Kajo Neukirchen, le directeur général de Hoesch, il a reconnu n'en avoir été informé que quelques jours auparavant. « Il ne s'agit pas d'une prise de participation hostile, mais plutôt d'une volonté de partenariat, d'une stabi-

lisation de l'actionnariat de Hoesch », a précisé à plusieurs reprises M. Cromme. Au plan industriel, les effectifs cumulés des deux groupes s'élèvent à 110 000 personnes et représentent un chiffre d'affaires de 28 milliards de deutschemarks (95,2 milliards de francs). Plutôt fort dans les aciers inoxydables. Krupp numéro deux de la sidérurgie allemande, réalise un chiffre d'affaires de 15,6 milliards de deutschemarks (53,4 milliards de francs). Hoesch, numéro trois, dont les points forts sont les produits plats (tôles pour automobiles et électroménagers), annonce 12,6 milliards de deutschemarks (42,8 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Mais, selon les dirigeants des deux sociétés, les deux tiers de leurs productions se confondent.

Le rapprochement entre ces deux groupes devrait leur permettre notamment de traiter d'égal à égal avec Thyssen, le numéro un du secteur. D'ailleurs, il y a une semaine, Krupp a annoncé avoir entamé des discussions avec Thyssen sur les aciers spéciaux et alliés. Une coopération de ce type pourrait être le prétexte à d'autres rapprochements outre-Rhin. Le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung commente cette opération en parlant « du début d'un nouveau jeu de Monopoly dont personne ne peut prédire l'issue ».

En réalité, la sidérurgie allemande doit faire face à deux difficultés : une conjoncture mondiale difficile et un retard de restructuration au niveau européen. Thyssen, reste un acteur de taille moyenne au niveau européen derrière le français Usinor-Sacilor et le britannique British Steel. Au niveau mondial, il se retrouve à la neuvième place ; Krupp, à la vingt-deuxième et Hoesch, à la vingt-troisième.

C. M.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ATTEINDRE LE SOMMET DES PLACEMENTS A LONG & MOYEN TERME

### PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES

LES SICAV ACTIONS	MOYENNE / AN	INFLATION	LES SICAV OBLIGATIONS	MOYENNE / AN	INFLATION
ERGO INVESTISSEMENTS	+ 13,96 % (DEPUIS JAN. 1989)	7,70 %	ERGO SECURITE	+ 13,92 % (DEPUIS JAN. 1989)	6,50 %
SL EST	+ 11,64 % (DEPUIS JAN. 1989)	7,44 %	INTERFIMA	+ 5,76 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,53 %
AXA INVESTISSEMENTS	+ 5,88 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,33 %	INSTITUTIONNELLES UNIS SELECTION	+ 8,97 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,74 %
MENTERIANE	+ 12,52 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,18 %	AXA EUROPE	+ 9,21 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,33 %
AXA RL	+ 10,78 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,48 %	ECURAR	+ 9,51 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,17 %
ERGO FRANCE	+ 19,88 % (DEPUIS JAN. 1989)	6,85 %	AXA SELECTION	+ 12,50 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,68 %
AGORANGE	+ 20,92 % (DEPUIS JAN. 1989)	6,67 %	AXA PREMIERE	+ 8,93 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,36 %
AXA VALEUR	+ 7,48 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,46 %	AXA COURT TERME	+ 10,17 % (DEPUIS JAN. 1989)	3,63 %
			AXA ORLANS FRANCE	+ 13,64 % (DEPUIS JAN. 1989)	6,35 %
			AXA CAPITAL	+ 11,62 % (DEPUIS JAN. 1989)	6,11 %

Ces SICAV peuvent être souscrites auprès des réseaux commerciaux du Groupe AXA : AXA ASSURANCES, ALPHA ASSURANCES, UNI EUROPE, ou bien auprès d'AXA BANQUE 5-7, rue de Milan, 75009 PARIS.

SERVICE MINTEL 3616 CODE AXA

Avec AXA vos placements sont au sommet de vos ambitions.

### Pour financer sa reconstruction

## Le Koweït emprunte 5 milliards de dollars

Le Koweït va lancer un emprunt à moyen terme de 5 milliards de dollars (28,5 milliards de francs environ) auprès de la communauté bancaire internationale pour financer la reconstruction de ses infrastructures civiles, a annoncé jeudi 10 octobre à Londres la banque américaine J. P. Morgan, chargée de coordonner le syndicat bancaire.

Ce sera la première fois que le Koweït, l'un des pays les plus riches du monde avant l'invasion irakienne d'août 1990, empruntera massivement à l'étranger. La décision de principe de recourir à l'emprunt pour financer la reconstruction, plutôt qu'à la vente des actifs considérables que l'émirat détient à l'étranger, avait été prise par l'émir en juillet (le Monde du 17 juillet).

L'emprunt de 5 milliards annoncé jeudi ne constitue qu'une partie des sommes nécessaires. Le coût de la

reconstruction du pays est en effet estimé entre 20 et 30 milliards de dollars - dont la plus grosse part est liée à la remise en état des champs pétroliers. Le décret de l'émir, en juillet, précisait que l'émirat chercherait à emprunter au total 10 milliards de dollars, soit une trentaine de milliards de francs.

Cette somme pourrait néanmoins s'avérer moins importante si la réparation des champs pétroliers va plus vite que prévu, permettant ainsi à l'émirat de retrouver des recettes pétrolières substantielles. Depuis l'intervention de nouvelles équipes internationales, l'extinction des puits en flammes s'est en effet nettement accélérée. D'après les estimations du chef des opérations de la société française Horwell-Forsol, M. Pat O'Shaughnessy, les équipes de lutte contre les incendies pourraient venir à bout de leur tra-

vail à la mi-novembre, soit en avance de trois mois sur la date initialement prévue.

D'ores et déjà, selon un porte-parole de la compagnie nationale koweïtienne (KPC), 575 puits de pétrole ont été éteints, soit environ 80 % du total, et 160 seulement continuent à brûler, sur les 735 incendiés par les troupes irakiennes en février. Le pays, qui produit actuellement 260 000 barils/jour - dont 170 000 exportés - pourrait ainsi, si le rythme actuel des réparations est maintenu, retrouver un rythme d'extraction de 800 000 à 1 million de barils/jour en juillet 1992, soit la moitié du niveau d'avant la guerre, estime le ministre koweïtien du pétrole à l'occasion de la dernière conférence de l'OEPEC.

V. M.

Les manifestations de vénération après le « plan Mémorandum »...  
propos des pays de l'Est européen.

PAUL FABRA

### INITIATIVES

Le Monde de la Fonction Commerciale

## ÉCONOMIE

## SOCIAL

## Le « plan Mermaz » n'a pas calmé l'agitation paysanne

Les agriculteurs ne désarment pas. Dans plusieurs départements, des incidents ont eu lieu jeudi 10 et vendredi 11 octobre. Préfets et ministres sont le plus souvent le cible des paysans en colère qui estiment que le plan annoncé le 9 octobre (le Monde du 11 octobre) par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, est insuffisant et tardif. « On peut toujours balancer du fric pour nous calmer, ça ne sert à rien, il faut régler les problèmes de fond », a déclaré, vendredi matin, un responsable des jeunes agriculteurs de la Manche qui avait tenté de pénétrer avec

d'autres manifestants dans la préfecture de Saint-Lô; des dégâts ont été commis. D'autre part, à la sous-préfecture de Coutances.

Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a, pour sa part, déposé plainte après l'incendie de la trésorerie principale d'Aurillac, mercredi soir 9 octobre. « Les incendiaires n'ont pas hésité à mettre en péril la vie des gardiens de l'immeuble, qui ont failli brûler vifs dans leur logement cerné par les flammes, et dont ils ne pouvaient sortir », a-t-il précisé. Des actes de violence ont aussi été commis à l'égard des impôts de Blois.

Pendant ce temps, M. Louis Mermaz souffrait, devant les sénateurs, engagé avec le monde agricole une « réflexion d'ensemble » pour élaborer des propositions, « déclencher une dynamique » et être avec les paysans d'architecte de l'avenir. Un langage auquel M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs, n'a pas été insensible. Ce dernier réclame, notamment, un plan social pour permettre aux agriculteurs âgés de quitter la profession dans la dignité et aux jeunes de s'installer sur des surfaces plus conséquentes.

A l'occasion de la visite de M. Mitterrand à Montpellier

## Violentes manifestations de viticulteurs dans l'Hérault

MONTPELLIER

de notre correspondant

Dès le petit matin de jeudi, quelques quatre cents viticulteurs de l'Hérault s'étaient donnés rendez-vous pour « accueillir » à leur manière le président de la République, en visite à Montpellier pour l'ouverture du 12<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale de la presse française. Partis des environs de Béziers, ils ont d'abord ralenti la circulation sur l'autoroute A9 avant d'arriver, en milieu de journée, au péage de Saint-Jean-de-Védas à l'entrée de Montpellier. Là, ils ont intercepté plusieurs camions, puis vidé les cuves de trois d'entre eux contenant du raisin et du vin en provenance d'Italie et d'Allemagne. Un groupe de manifestants du Gard faisait de même au péage de Galar-gues.

En début d'après-midi, à proximité du port de Sète, une centaine de manifestants se sont retrouvés nez à nez avec un groupe de CRS. L'affrontement a eu lieu, à coup de barres de fer et de pierres d'un côté, de larmyrogènes de l'autre. Un viticulteur a été blessé et deux voitures de police ont été incendiées. Des manifestants ont, ensuite, fracturé l'enceinte du dépôt de négociants en vin et ouvert les vannes de dix-neuf cuves de vin italien et algérien. Deux postes de péage ont aussi été saccagés à Sète et à Agde, où les incidents se sont poursuivis jusque dans la nuit de jeudi à vendredi.

Vers 15 heures, Montpellier était quadrillé par six cents policiers. Le Corum - où se tenait le congrès de la Fédération nationale de la presse française - faisait figure de forteresse assiégée. Près de cent cin-

quante manifestants, parmi lesquels la coordination des infirmières, les assistantes sociales, le syndicat Force ouvrière du personnel de santé, de la préfecture de l'Hérault, et une partie du personnel municipal de Montpellier, ont attendu,

pendant une heure et demie, le chef de l'Etat devant les barrières. Cette manifestation, M. François Mitterrand ne l'a pas vu. Il est arrivé et reparti en contrebas du bâtiment, par une route fermée à la circulation.

JACQUES MONIN

Dans les Ardennes

## Mme Bredin interdite de séjour

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

de notre envoyé spécial

Un avion qui fuit et redécroche, à peine posé. Un tracteur qui bondit sur la pelouse de l'aéroport et force droit sur l'avion. Trois motos de police, cahotantes, qui tentent de jouer les arbitres, impuissantes. La visite de Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, s'est soldée, jeudi 10 octobre à Charleville-Mézières (Ardennes), par un curieux numéro de rodéo.

Venue présenter en pays ardennais de nouvelles mesures en faveur de l'aménagement du temps de l'enfant dans les écoles (le Monde du 10 octobre), Mme Bredin a dû finalement rebrousser chemin, sans même avoir pu humer l'air local, devant la colère d'une centaine d'agriculteurs venus avec force tracteurs et cagots de tomates. Trois quarts d'heure de négociations directes entre le ministre - dans l'avion - et

les représentants du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) et de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) - dans la tour de contrôle - n'ont pu venir à bout de l'interdiction de séjour ainsi décrétée par les agriculteurs.

« Vous ne pouvez à la fois dire que le gouvernement ne prend pas en compte la réalité des zones rurales et m'interdire de me poser chez vous », leur a dit le ministre, qui a proposé de rencontrer tous les agriculteurs au sol. « Nous ne voulons plus rien entendre d'un gouvernement qui ne nous offre que 1,3 milliard alors que nous en demandons trois », lui ont simplement répondu les responsables syndicaux, qui renvoyaient de facto Mme la ministre à ses bureaux parisiens.

J.-M. DY

Les syndicats tentent d'infléchir la politique de M<sup>me</sup> Cresson

Suite de la première page

Les artistes dansent sur le pavé parisien et les enseignants, à l'appel de la FEN, vont tenter de l'occuper lors de leur manifestation nationale du 12 octobre.

Autant de mouvements qui se produisent au moment même où le gouvernement de M<sup>me</sup> Edith Cresson est au plus bas dans les sondages et alors que la défiance à l'égard des partis politiques, de droite comme de gauche, s'accroît. Pourtant, il serait erroné d'en conclure que la France est à feu et à sang. Le secteur privé, où les records de grève sont battus à la baisse, est totalement calme. La fonction publique, dans son ensemble, n'est nullement agitée même si des actions peuvent être engagées prochainement, si les négociations salariales en cours avec M. Soisson se soldent par un échec. M. Michel Rocard a affronté des situations sociales autrement plus difficiles que celle qu'il rencontre aujourd'hui M<sup>me</sup> Cresson.

A l'automne 1988, la grève des infirmières déjà! était beaucoup plus forte qu'aujourd'hui et elles s'étaient retrouvées à 100 000 dans la rue tandis que surgissaient de nombreux conflits catégoriels. Il y a deux ans, à l'automne 1989, la fonction publique - avec la longue grève des agents des finances - et le secteur privé - avec le seul conflit Peugeot - étaient touchés.

Rien de tel aujourd'hui. Mais l'équation que M<sup>me</sup> Cresson a à résoudre est plus délicate que celles que M. Rocard a connues. Pour l'heure, toutes les catégories (infirmières, artistes, assistantes sociales, éleveurs) bénéficient de la sympathie de l'opi-

nion publique. Et la multiplication de ces conflits catégoriels - par définition difficiles à régler sans ouvrir la boîte de Pandore - fragilise encore davantage un pouvoir politiquement mal assuré depuis sa formation et qui trahit un certain désarroi par ses réponses ou ses absences de réponse.

## Une base difficile à contrôler

Pour les syndicats aussi, cette situation sociale est difficile à gérer. Il s'agit dans la plupart des cas de mouvements qui partent de la « base » et qu'ils ont du mal à contrôler. Chez les infirmières, la CGT tout la carte de l'élargissement à l'ensemble des professions hospitalières mais la profession est peu syndiquée et travaillée par les confédérations doivent se frotter à de dures contradictions entre les avantages du régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle et le déséquilibre, auquel il contribue, du système d'indemnisation de tous les salariés.

Les confédérations syndicales tentent donc de ne pas se laisser enfermer dans cette situation sociale morcelée, qui est pour elles parfaitement ingérable. Elles entreprennent une démarche globale auprès d'un gouvernement qui a tout intérêt à ce que les appareils syndicaux reprennent les choses en main... en demandant un changement global de politique. MM. Jean Kaspar, Alain Delu, Paul Marchelli et Guy Le Néouanic, dirigeants respectifs de la CFTD, de la CFTC, de la CFE-CGC, de la FEN, seront reçus

ensemble - une première - vendredi 11 octobre par M<sup>me</sup> Cresson pour demander « une relance graduée, sélective et sectorielle » de l'économie.

On imagine mal que le premier ministre leur annonce un changement de sa politique économique au moment où M. Pierre Bérégovoy réaffirme son credo en faveur de la « désinflation compétitive ». Mais le scepticisme est grand chez les syndicalistes - comme une relance dans le bâtiment et les travaux publics - qui pourraient être annoncées, alors que resurgissent ici et là plans sociaux et licenciements.

Si les quatre dirigeants réformistes constatent leur échec à l'issue de l'entrevue de Matignon, ils risquent de se laisser tenter par une association à la grève générale interprofessionnelle décidée par FO. Après une rencontre « historique » - la première depuis vingt ans - entre des délégués de FO et de la CFTD, le 10 octobre, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, devrait annoncer, le 11 à Nice, la date de cette action, normalement fixée au vendredi 23 octobre. La CGT, complètement isolée, n'attend plus que ce signe pour se joindre à ce mouvement.

Le gouvernement pourrait donc être confronté à un « tous ensemble », regroupant toutes les organisations syndicales, qu'on n'a pas connu depuis la grève nationale de vingt-quatre heures du 24 mai 1977. Paradoxalement, M<sup>me</sup> Cresson aurait presque intérêt à une réussite - une aléatoire - de cette grève qui pourrait lui permettre d'enrayer la multiplication de conflits catégoriels. La difficulté est que, contrairement à M. Raymond Barre il y a quatorze ans, M<sup>me</sup> Edith Cresson n'est pas dans une position politique suffisamment solide pour surmonter une fronde sociale. Même pommelée.

MICHEL NOBLECOURT

Dans l'Allier

## Les « contrôles » de camions se multiplient

MOULINS

de notre correspondant

L'heure de la trêve n'est pas venue dans les campagnes de l'Allier. Tout en concédant que les allègements fiscaux, les reports de cotisations et l'aide à l'approvisionnement en fourrages « constituent un premier pas », M. Henri Fréand, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, dénonce « l'absence de véritables mesures destinées à améliorer le fonctionnement de la filière viande rouge, cause d'une grande partie des difficultés ».

Si le préfet de l'Allier, M. Eric Degremont, a lancé une opération de contrôle sanitaire des transports frigorifiques, le Centre des jeunes agriculteurs a, de nouveau, occupé le créneau. Dans la nuit du 10 au 11 octobre, à Bizemouille, des agriculteurs ont arrêté un camion venant d'Espagne et transportant 16 tonnes de carcasses de bœuf; une bombe incendiaire fumigène a rendu le chargement impropre à la consommation. « Depuis quelques mois, dans le département, nous avons vérifié plusieurs milliers de véhicules et détourné ou intercepté une quinzaine de cargaisons. En faisant cela, nous dénonçons la concurrence fautive à nos produits par des viandes d'importation de moins bonne qualité », a expliqué M. Pierre Thomas, président du Centre départemental des jeunes agriculteurs de l'Allier.

J.-Y. V.

## Malgré un mécontentement général Les routiers restent l'arme au pied

Le quarante-sixième congrès de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) n'a pas débouché, le 10 octobre, sur les barrages et les manifestations qu'on aurait dû s'attendre à voir. Le mécontentement général dans la profession, tout au plus la FNTR menace-t-elle de faire quelque chose de spectaculaire d'ici à la fin de l'année si « le gouvernement ne donne pas un minimum de satisfaction ».

Le « climat explosif » dont a fait état M. René Petit, président de la FNTR, tient à l'inquiétude des routiers à l'égard du futur permis à points dont, pourtant, on voit mal en quoi il menacerait des professionnels respectueux du code de la route. La liste des doléances économiques est plus longue : baisse du quotient du budget des routes, hausse de 8 % des péages pour les camions et de 4 % seulement pour les voitures, relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, allègement insuffisant de la fiscalité sur l'assurance, délais de paiement de plus de quatre-vingt-dix jours, etc.

A ces plaintes, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, n'a pas répondu. Il a même noté que, « en trois ans, ce sont près de 4 milliards de francs de recettes auxquels l'Etat a, dans une conjoncture difficile, renoncé au profit du secteur ». Il a avancé quelques remèdes qui ne coûtent rien. Par exemple, il approuve la demande de création de tarifs « heures creuses » pour les péages routiers. Il est d'accord pour ouvrir une concertation sur l'application du permis à points. Il verra à ce que les entreprises de transports routiers profitent du plan PME lancé par le premier ministre, notamment en matière de prêts CODEVI et de délais de paiement.

Al. F.

Les négociations sur l'assurance-chômage

## Les partenaires sociaux sont à la recherche d'économies

Les partenaires sociaux, qui se retrouvaient le 10 octobre pour négocier les conditions du retour à l'équilibre financier du régime d'assurance-chômage, ont ajouté deux nouvelles séances de discussions à celle qui était déjà prévue pour le 28 octobre. Ils se réuniront encore les 14 et 27 novembre et semblent en mesure de conclure vers la fin de l'année. Pendant ce temps, le déficit de l'UNEDIC, qui devrait être de 7,3 milliards à la fin de 1991, et de plus de 16 milliards à la fin de 1992, continuera de courir.

Comme dans les rounds précédents, quand il s'agit de trouver les moyens de sortir d'une crise due à l'augmentation du chômage, les syndicats et le patronat font d'abord, lentement, le tour des économies possibles. Ce n'est qu'ensuite, et le « trou » ramené à de plus justes proportions, qu'ils abordent l'inévitable chapitre de la hausse des cotisations, sachant qu'un point de plus représenterait 17,1 milliards en année pleine.

Pour ce premier exercice, un groupe de mesures tourne donc autour d'une meilleure efficacité du système, dans le versement des cotisations et le recouvrement des sommes dues. Il fait largement écho aux critiques formulées et été par la Cour des comptes, mettant en cause l'attitude de certains employeurs, l'absence de contrôles et d'un recouvrement avec les listes de l'URSSAF. Il vise aussi les chômeurs, que l'on voudrait inciter à reprendre un emploi et une formation.

Si le chiffrage est difficile, sur ce point, il l'est aussi pour un deuxième axe de recherche, également prometteur, et qui porte sur les limites du champ d'activité de l'UNEDIC. Outre la situation particulière des intermittents du spectacle, il permettrait de s'en prendre aux collectivités locales, qui sont exemptées de cotisations quand elles emploient des artistes (lire page 15). Il amènerait à s'intéresser à ces « employeurs » que sont encore les collectivités locales, les sociétés publiques, parapubliques ou nationalisées, qui, soit cotisent volontairement « pour les seuls mai-

vais risques », comme les hôpitaux, soit signent des conventions de gestion en cas de licenciements. En raison des modifications des frontières entre les secteurs public et privé, et de l'extrême imbrication des sociétés, des abus peuvent se produire, obligeant le régime à payer sans recettes. Dans le même ordre d'idées, une tendance voudrait que l'on fasse la liaison entre la durée d'affiliation et l'indemnisation.

Une autre piste est évoquée, concernant les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans, qui devraient être en priorité. Une généralisation de « l'aménagement Delalande », prévoyant une contribution des employeurs équivalant à trois mois de salaire dans tous les cas, rapporterait 500 millions de francs. L'arrêt du financement des préretraites FNE par l'UNEDIC allégerait les comptes de 1,4 milliard.

A. La.

## Les assistantes sociales dénoncent « le mépris du gouvernement »

Plus de 5 000 assistantes sociales ont manifesté, jeudi 10 octobre dans les rues de Paris, pour dénoncer « le mépris du gouvernement », avant d'organiser, comme les infirmières, un sit-in dans une square, où une centaine d'entre elles ont passé la nuit. Leurs revendications portent sur la reconnaissance de leur diplôme, la revalorisation des salaires et des « moyens pour un travail social de qualité ». La coordination nationale des collectifs d'assistants sociaux (Concas) a voté, jeudi soir, le principe d'une grève reconductible dans chaque département, comme c'est déjà le cas, depuis quatre semaines, en Ile-de-France. La Concas a appelé les assistantes sociales à participer à la manifestation parisienne du 17 octobre.

## TRANSPORTS

Les prolongements du tunnel sous la Manche

## La liaison à grande vitesse avec Londres passera par l'est de la capitale britannique

Le ministre britannique des transports, M. Malcolm Rifkind, a annoncé, mercredi 9 octobre, à l'occasion du congrès du Parti conservateur, le nouveau tracé de la voie rapide, prolongeant le tunnel sous la Manche, entre Folkestone et Londres. Le choix d'un tracé passant par l'est de la capitale britannique - et non par le sud, comme le réclamaient British Rail et Eurotunnel - devrait avoir pour effet de retarder de plusieurs années la mise en service de cette liaison à grande vitesse.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

Le choix du gouvernement britannique en faveur d'un tracé qui passe par l'est de la capitale britannique, via la ville de Stratford, avant de rejoindre la gare de King's Cross, au centre de Londres, a été accueilli avec soulagement par les délégués du Parti conservateur réunis à Blackpool. Cette décision, qui écarte le projet d'une liaison sud, défendue à la fois par British Rail et Eurotunnel, obéit à des considérations multiples mais surtout politiques. Elle constitue une indéniable victoire pour son principal défenseur, M. Michael Heseltine, ministre de l'environnement (en charge des collectivités locales), ainsi que pour plusieurs députés conservateurs dont les circonscriptions seront traversées par la nouvelle liaison.

Dans la pratique, plusieurs conséquences ne servent pas forcément l'intérêt des futurs passagers. La principale est de retarder de plusieurs années la liaison ferroviaire à grande vitesse entre Folkestone et le centre de Londres destinée à prendre le relais de la voie actuelle, une fois celle-ci satu-

rée. Pour le gouvernement, cette situation s'intercra pas avant 2005, soit sept ans plus tard que ne le prévoient les spécialistes de British Rail. Ceux-ci souhaitent inaugurer la nouvelle liaison en 1998, c'est-à-dire cinq ans après la mise en exploitation du tunnel sous la Manche.

Dans la prochaine décennie, les trains emprunteront donc une voie ferrée existante (mais améliorée) jusqu'au nouveau terminal de Waterloo Station, lequel représente un investissement de 100 millions de livres (près de 1 milliard de francs). British Rail a actuellement dépensé 140 millions de livres en frais d'études et de rachat de terrains pour la voie sud. Pour le tracé est, cette phase préliminaire devrait représenter un coût initial de 60 millions de livres et prendre deux ans. La décision du gouvernement britannique a été accueillie avec consternation à la fois par British Rail et Eurotunnel.

Sir Bob Reid, président de British Rail, a souligné que le coût total du projet serait augmenté de quelque 750 millions de livres en raison du tracé choisi. Le ministre des transports avait fait savoir récemment que la route sud serait plus économique, plus directe et plus pratique que le tracé est, et, dans un entretien avec le président de British Rail, il n'a pas caché que la décision finale répondait à des considérations purement politiques. M. Heseltine voit ses efforts visant à développer les abords est de Londres, le long de la Tamise, récompensés. Il avait le soutien de M. Chris Patten, président du Parti conservateur, et celui du Trésor pour qui la décision a le mérite de reporter l'engagement de dépenses importantes. Pour les conservateurs, ce choix répond aux impératifs politiques à court terme, et il n'engage pas irrémédiablement l'avenir puisque le prochain Parlement devra se prononcer.

LAURENT ZECCHINI



## ASSOCIATIONS

### La générosité publique sous surveillance

Le contrôle des sommes colossales drainées par le système associatif sera au centre des préoccupations du Salon Devcom, qui se tient du 17 au 19 octobre à Paris

Combien sont-elles ? 600 000, 700 000 ? Difficile de savoir car il n'existe pas de statistiques en la matière, mais, quel que soit leur nombre, les associations pèsent d'un tel poids, économique, politique ou social, qu'il n'est pas surprenant qu'elles aient, elles aussi, aujourd'hui, un Salon. Plusieurs tentatives ont, pour des raisons diverses — non liées au succès — échoué. Thématica, une jeune agence de conseil spécialisée dans le secteur associatif, relève pour la deuxième fois le défi et organise son Salon, le Devcom, du 17 au 19 octobre au Parc floral de Paris (bois de Vincennes).

Les quelques centaines de milliers de responsables associatifs, bénévoles ou permanents, sont invités à y rencontrer des professionnels du « management », du développement et de la communication. La démarche qui prévaut découle du principe que, si tout le monde peut devenir responsable d'une association, tout le monde n'est pas forcément un responsable compétent ; mais la compétence s'apprend.

Lieu d'échange avec les professionnels, le Devcom est également une Bourse à idées sur la recherche de sponsors, la création de fichiers, etc. Chaque association peut y communiquer sa propre expérience, son savoir-faire, sa réflexion. Des grands thèmes d'actualité seront débattus. Cette année un sujet domine nettement, celui des collectes de fonds et de la transparence financière. Actualité oblige.

Devant le développement d'un certain nombre d'affaires aboutissant à des inculpations, les parlementaires ont introduit, au projet de loi sur le bénévolat, un amendement permettant d'établir un contrôle des collectes de fonds (loi d'août 1991). Certains y voient une atteinte à la loi de 1901 et une prise de contrôle par l'Etat, d'autres regrettent la précipitation qui a prévalu lors de la rédaction du texte et s'interrogent sur son efficacité, d'autres enfin continuent de penser que légiférer n'empêche pas les indélicatesses et prônent l'autodiscipline. Cependant, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut tout de

même faire quelque chose. L'urgence est d'autant plus grande que les donateurs se font de plus en plus suspicieux. Ils sont étonnés, voire outrés de la façon dont l'argent, « leur » argent, est dépensé par les associations.

Au centre de leur indignation, des contrats entre associations et collecteurs de fonds qui, pour être légaux, n'en sont pas moins immoraux. Ces contrats prévoient l'abandon des sommes collectées la première année au profit des collecteurs et des sommes variables mais importantes les années suivantes.

Les collecteurs de fonds concernés arguent des risques qu'ils prennent à leur charge. Le donateur qui pensait avoir contribué au bien-être d'un enfant africain ou avoir renfloué les caisses de la recherche se rend compte qu'il n'a fait qu'engraisser des sociétés de collecte de fonds. Les responsables d'association, qui trop souvent ne sont pas armés pour affronter le monde des affaires, devraient pouvoir saisir l'occasion du Devcom pour interpellier les professionnels.

Comment faire cesser les abus sans restreindre la liberté offerte par la loi dont on fête cette année les quatre-vingt-dix ans ? La question reste ouverte car la loi qui a été votée en août 1991 ne résout pas tout. Doit-on distinguer les associations qui drainent et gèrent des fonds importants, et celles qui ont des activités commerciales de grande ampleur, des associations traditionnelles aux ambitions beaucoup plus modestes ? Malgré plusieurs tentatives, la remise en question de la loi de 1901 n'est pas d'actualité.

Au contraire, on lui trouve un nombre croissant de partisans à droite comme à gauche. Il n'empêche que l'échéance fixée pour l'Europe risque de lui donner un sacré coup dans l'aile. Le Parlement européen ne va-t-il pas examiner un projet établissant un statut associatif européen ? Quelle sera alors la chance de survie d'un texte dont l'élaboration nécessitera une vingtaine d'années de travaux, qui est régulièrement critiqué, mais qui, finalement, contente tout le monde car il respecte la liberté de chacun ?

CHRISTIANE CHOMBEAU

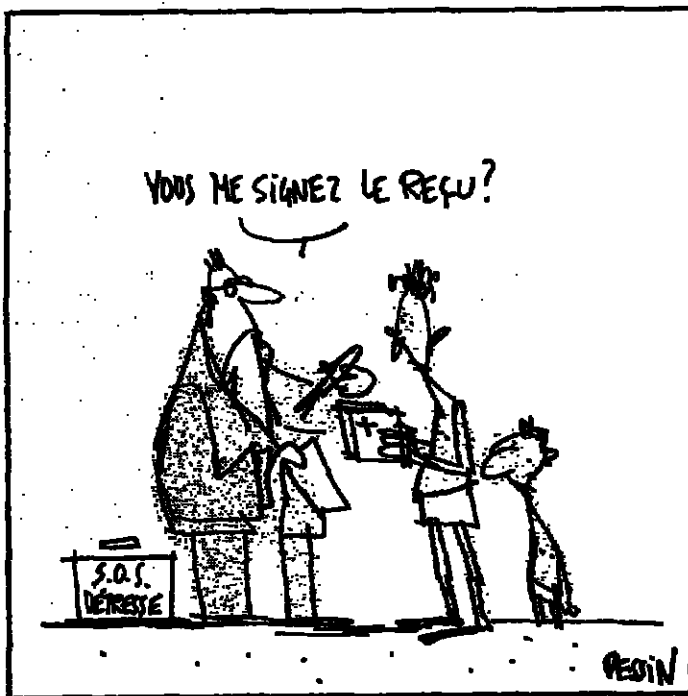
### Rassurer les donateurs

EN février dernier, M. Arrick Delouya, président de l'association humanitaire ACIAD-Orphelins du monde, et M. Léo Amar, président de la COD, une société de promotion et de recueil de fonds, étaient inculpés pour détournement de centaines de millions de centimes de dons destinés aux enfants du tiers-monde (le Monde du 18 février).

En juillet, une nouvelle affaire d'escroquerie aboutissait à l'inculpation du même M. Amar et de M. Jean-Louis Rage, président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles (le Monde du 24 juillet). Devant la répétition de ce genre d'affaires, l'Assemblée nationale a promulgué, le 7 août 1991, une loi portant sur le bénévolat, à laquelle elle a ajouté un amendement visant à introduire un contrôle des appels à la générosité publique. Dans le premier amendement introduit au Parlement, les associations devaient déposer, pour chaque campagne, une déclaration auprès des préfec-

tures départementales. En outre, toutes les opérations faisant appel à des fonds privés pouvaient être soumises au contrôle de la Cour des comptes, qu'elles soient nationales, régionales, départementales ou communales. « Suite aux suggestions des associations, les parlementaires ont finalement limité la portée de la loi à l'échelon national et les obligations des organismes à une seule déclaration annuelle, quel que soit le nombre de campagnes », explique M. Christophe Duguet, délégué à l'information à la FONDA. Cent à deux cents associations collectrices seront en fait concernées. Souligné, le milieu associatif estime qu'il a évité le pire.

Si les associations sont plutôt favorables à la nouvelle réglementation, elles s'interrogent néanmoins sur son application et son utilité. En effet, les associations collectrices envoient déjà des reçus fiscaux aux donateurs qui les transmettent au fisc pour bénéficier de déductions fiscales. Celles qui ont un budget annuel supérieur à 50 millions de francs et qui



emploient plus de cinquante personnes sont soumises au contrôle d'un commissaire aux comptes.

A quoi va donc servir la nouvelle loi, s'interroge-t-on dans le milieu associatif ? « Cette formalité vérifiera la bonne affectation des sommes versées par les donateurs. Mais, inévitablement, dans leur déclaration, les associations seront obligées de proposer des postes généraux. On ne décide pas d'un remblaiement de terre ni d'une guerre. Les décalages de gestion seront inévitables. »

Si les fonds récoltés sont plus

importants que prévu comment seront-ils utilisés ? Si une association humanitaire lance, dans l'année, une campagne de collecte à la suite d'une catastrophe naturelle « imprévue », devra-t-elle faire une nouvelle déclaration, sera-t-elle en infraction avec la loi ? Les questions demeurent pour l'instant sans réponse. Les associations devront attendre la parution des décrets d'application, à l'élaboration desquels elles espèrent bien participer.

CATHERINE DELISLE  
Lire la suite page 30

### Les comptes du cœur

LA loi du 7 août 1991 ne devait porter, à l'origine, que sur le bénévolat. Mais, à la suite de plusieurs scandales retentissants et pour répondre à l'attente des associations discréditées par l'attitude d'une poignée d'entre elles, le législateur a introduit un amendement sur le contrôle des appels à la générosité publique.

L'article 3 stipule que « les organismes qui, afin de soutenir une cause scientifique, sociale, humanitaire, philanthropique, éducative, sportive, culturelle ou concourant à la défense de l'environnement, souhaitent faire appel à la générosité publique dans le cadre d'une campagne menée à l'échelon national soit par voie publique, soit par l'utilisation de moyens de communication, sont tenus d'en faire la déclaration préalable auprès de la préfecture du département de leur siège social ».

#### Préciser les objectifs

Pour informer l'opinion, la loi autorise l'utilisation des supports de la communication audiovisuelle (radios, télévisions, cinéma, vidéo...), la presse écrite (article ou publicité), l'affichage publicitaire, le voie postale (mailings adressés ou non) et les procédés de télécommunication (téléphone, Minitel...).

Les associations, qui font partie des « organismes » dont il est question dans la loi, devront préciser quels sont les

objectifs qu'elles poursuivent lorsqu'elles procèdent à un appel de fonds auprès de l'opinion. En outre, elles ne feront qu'une déclaration par an même si elles lancent plusieurs campagnes successives.

Comment devront-elles procéder ? La loi précise, dans l'article 4, que « les organismes visés... établissent un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses ». Ce compte, déposé au siège social de l'organisme, « peut être consulté par tout adhérent ou donateur (...) qui en fait la demande ». Quant à ses modalités, elles seront fixées dans un décret qui sera élaboré en coopération avec les associations.

La Cour des comptes pourra exercer « un contrôle du compte d'emploi des ressources collectées auprès du public, dans le cadre des campagnes menées à l'échelon national (...), afin de vérifier la conformité des dépenses engagées par ces organismes aux objectifs poursuivis par l'appel à la générosité publique ». La Cour adressera ses observations au président de l'association concernée, qui les transmettra à son conseil d'administration. Les modalités du contrôle de la Cour ainsi que la publicité donnée à ses observations seront fixées ultérieurement par décret.

C. D.

LA REVUE JURIS ASSOCIATIONS et LES EDITIONS JURIS SERVICE

UN ENSEMBLE COMPLET ET UNIQUE DE SERVICES POUR VOUS AIDER À BIEN GÉRER VOTRE ASSOCIATION

- La revue mensuelle d'actualités juridiques et pratiques : JURIS-ASSOCIATIONS
- La collection des guides pratiques de Juris-Associations (17 titres)
- La collection des guides pratiques des entreprises culturelles (6 titres)
- Le service spécialisé de conseil aux associations
- Le serveur minitel, code 3615 + ASSOC
- Le programme de formations spécifiques

Les ouvrages sont disponibles en librairie. Pour tous renseignements, ou pour demander le programme des formations, notre catalogue, un exemplaire gratuit de la revue, nous écrire à :

JURIS-ASSOCIATIONS, 12 quai A. Lassagne 69001 Lyon ou par minitel : 3615 + ASSOC

**Les associations**  
un monde méconnu

empêcher l'association

avec Jeanne Guenée  
professeure de droit  
travaux de l'Institut

Public d'entreprise et social  
des associations

## TOUT SAVOIR sur les associations

- Poids économique et social
- Budgets et emplois
- Analyses de tous les secteurs d'activité région par région...

Une étude **UNIQUE** et **EXHAUSTIVE**, réalisée par le **Crédit Coopératif**.

Commandez dès aujourd'hui en écrivant au :  
Crédit Coopératif - Etudes économiques  
BP 211 92002 Nanterre cedex

☐ Je désire recevoir ..... exemplaires de l'étude "Les associations, un monde méconnu".

Prix unitaire : 175 F + 18 F pour frais d'envoi, soit 193 F TTC

NOM/Prénom : ..... Société : .....

Adresse : ..... Ville : ..... Téléphone : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du : GIE USCC

## ASSOCIATIONS

### Les écologistes de la contestation à la gestion

LES associations de protection de la nature et les groupes écologistes vivent une période paradoxale. Jamais on n'a autant parlé d'environnement et d'écologie en France, mais les associations qui en font métier n'en profitent pas vraiment. Le recrutement périclète. Les anciennes rivalités subsistent. Des scissions se produisent. Celles qui prospèrent abandonnent les récriminations pour se lancer dans la gestion, voire la cogestion. Une véritable révolution.

Parmi les associations regroupées au sein de l'ancienne « Fédé » (Fédération française des sociétés de protection de la nature), devenue France Nature Environnement, la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) a toujours tenu la vedette. Que ce soit la maison mère, à Lyon, créée par Philippe Lebreton, ou la succursale de Grenoble (FRAPNA-Istère), animée par Jean-François Noblet. Après vingt années de lutte, de cortèges et de pétitions, la FRAPNA est devenue aujourd'hui un partenaire obligé de tous ceux qui se préoccupent d'environnement dans la région Rhône-Alpes. En Isère, elle est même devenue le partenaire quasi exclusif. Sa cheville ouvrière, Jean-François Noblet, a été nommé directeur de l'environnement du département, à l'initiative du président du conseil général, M. Alain Carignon, lui-même ancien ministre de l'environnement. Cette aspiration « vers le haut » s'est aussi produite en 1988 pour les Amis de la Terre avec la nomination de Brice Lalonde au poste de secrétaire d'Etat à l'environnement.

Depuis la plongée des « écologistes », en 1981, le mouvement ne comptait déjà plus en France que deux cent cinquante adhérents. En 1988, les derniers groupes de l'ancien candidat à la présidence de la République abandonnent leurs fonctions militantes ou bénévoles pour former son cabinet. La branche française de Friends of the Earth survit par des activités quasi clandestines.

La création, en 1990, du mouvement politique Génération Ecologie manque de donner le coup de grâce au mouvement. Les sections de province se rebellent contre la direction parisienne et la scission est évitée de justesse par la reprise en main du mouvement sous la houlette d'Henri Segelstein, un ancien qui reprend du service comme directeur des Amis de la Terre. « Nous voulons faire du mouvement un WWF de la vie quotidienne », dit-il, revendiquant aujourd'hui trois mille adhérents.

La WWF (World Wild Fund),

justement, n'est pas une association militante. Le but de cette organisation mondiale, dont le siège est en Suisse, est de récolter de l'argent pour le consacrer à la sauvegarde de la nature. Il s'agit donc plus de *fund raising* (collecte de fonds) que de bagarres au quotidien encore que l'action du WWF-France, grâce à ses militants sur le terrain, ait été déterminante pour la sauvegarde de la Loire. Un nouveau directeur est attendu pour relancer le mouvement, relativement faible en France.

#### La défense de l'espace rural

La branche française de Greenpeace, relancée en 1989 après l'affaire du *Rainbow Warrior*, a repris son rythme de croisière, calqué sur les campagnes de Greenpeace international. Mais ses militants à l'odeur de soufre sont aujourd'hui invités dans tous les colloques et écoutés comme des partenaires à part entière.

La branche dissidente, Robin des Bois, a suivi le même itinéraire depuis 1985. Tout en menant des actions d'éclat pour les baleines, les dauphins ou les éléphants, le groupe se prête au partenariat industriel. On a même vu son principal animateur, Jacky Bonnemains, soutenir un projet d'installation de centre de traitement de déchets industriels.

Beaucoup d'anciens militants écologistes ont aujourd'hui leur bureau d'étude, leur agence de conseil en environnement ou leur projet d'édition. Bien peu se mobilisent sur le terrain, laissant aux associations de défense de rivières. Ou bien alors il s'agit d'un combat exemplaire (la Loire, l'ours des Pyrénées), soutenu par les militants de tout l'Hexagone.

On assiste aussi à des regroupements, comme la nouvelle Alliance (1), qui veut rassembler tous ceux qui gravitent autour de la nébuleuse écolo-paysanne. Après le refus de la société de consommation, en 1968, et le refus du nucléaire, dans les années 70, voici que la défense de l'espace rural sert d'agent « vert ».

ROGER CANS

(1) Alliance : 24, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS. Tél : 46-36-45-25.

## Un dialogue difficile avec les médias

Si les grands mouvements sont très médiatisés les associations ont globalement du mal à communiquer

« LES associations ont besoin des journalistes pour se faire connaître, récolter des fonds ou faire passer les idées qu'elles défendent. » M. Christophe Duguet, délégué à l'information à la Fondation pour la vie associative (FONDA), estime, toutefois, qu'il faut distinguer les 600 000 associations françaises. « Quand on aborde ce sujet, on se focalise sur les grandes associations nationales qui ont des thèmes porteurs et qui ont une taille et un poids suffisants pour avoir accès aux médias. » Mais qu'y a-t-il de comparable entre la Fondation pour l'enfance, créée par M<sup>me</sup> Anne-Aymone Giscard d'Estaing, et une association locale de joueurs de pétanque ?

Malgré l'apparition, depuis une dizaine d'années, d'un véritable phénomène de médiatisation au profit de quelques grands mouvements traitant de problèmes sociaux comme par exemple la pauvreté, le sida ou le handicap, les associations ont beaucoup de mal à intéresser les journalistes. « La concurrence est rude sur le marché associatif. En outre, pendant longtemps, les associations ont pensé qu'il suffisait de faire quelque chose pour être vues et entendues », constate M. Bruno Gaurier, directeur de la communication à l'Association des paralysés de France (APF). Or les journalistes ont leur propre logique liée aux contraintes de l'actualité ou à l'intérêt que peut avoir le public pour un sujet associatif.

#### Une méconnaissance réciproque

« Il est parfois difficile de faire comprendre à une association qui lance une action qu'elle n'est pas la première à le faire ou que cette opération n'a aucun intérêt sur le plan journalistique. Nous recevons tellement de communications, de dossiers de presse et d'appels téléphoniques », précise M<sup>me</sup> Marie-Françoise Masson, qui dirige la rubrique Associations au journal *la Croix*.

En outre, faire une monographie n'est pas toujours motivant pour un journaliste ni passionnant pour le lecteur. « Actuellement, la tendance est plutôt de faire des articles sur des thèmes précis et de citer les associations concernées qui nous donnent des informations. » Mais ces dernières ont du mal à comprendre qu'un article de fond qui les cite aura plus d'impact auprès du public que l'annonce d'un colloque ou d'une manifestation quelconque.

« A l'inverse, la situation est déformée. Les organisations non gouvernementales représentent souvent nos seuls relais d'information, explique M. Christophe Hondelatte,



reporter à France-Inter, qui travaille essentiellement avec des organismes humanitaires. Par exemple, lors du tremblement de terre en Iran, j'ai travaillé avec des membres de Médecins sans frontières en poste sur le terrain. Il était normal que je cite mes sources. Dans ce contexte, nous avons un intérêt mutuel. Mais il faut qu'il y ait un événement ».

L'incompréhension qui semble dominer les relations entre les associations et les médias, se double parfois d'une méconnaissance réciproque. Un grand nombre d'associations ne savent pas comment fonctionne un journal, à qui s'adresser dans une rédaction, comment faire passer un message.

« Certains de nos membres ne comprennent pas que la communication est un outil, constate M<sup>me</sup> Laurence Mermet, chargée de l'information et de la communication, à France Nature Environnement, un organisme qui regroupe cent cinquante associations réparties dans toute la France. C'est pourquoi nous avons organisé des stages dans ce domaine. Rédiger un communiqué de presse, connaître le milieu journalistique, s'entourer de personnels compétents, cela s'apprend et facilite les rapports ».

Comme le reconnaissent plusieurs professionnels de la communication, les associations ont un savoir-faire mais il leur manque le

« faire-savoir ». Peut-être, mais, insiste Christophe Duguet, c'est une erreur de limiter les problèmes de compréhension à la prétendue incompétence des associations. « Les journalistes sont également fautifs. Ils sont peu nombreux à connaître le mode de fonctionnement des associations. Ils veulent des réactions ou des informations dans l'instant. Or les associations fonctionnent souvent de manière collégiale. En outre, comme les militants sont souvent bénévoles et ont par ailleurs des activités professionnelles, le journaliste doit comprendre qu'il ne peut pas toujours disposer d'un interlocuteur dans la minute ».

#### Professionnels et militants

Les récriminations sont nombreuses de part et d'autre. Toutefois, les associations tentent, de plus en plus, de construire des relations de partenariat avec les médias. A l'APF, la politique est d'informer la presse régulièrement : sorties d'ouvrages, problèmes divers... « Tout n'est pas traité, reconnaît M. Gaurier, qui ne s'en formalise pas. Par contre, nous sommes en permanence en contact avec le journaliste et nous l'aidons ainsi à se constituer une documentation ».

Comme les journaux, chaînes de

télévision et radios sont devenus des partenaires incontournables, les associations font appel à de véritables professionnels de la communication, mais cette démarche coûte cher. Elles créent un poste spécifique ou s'adressent à des cabinets professionnels qui gèrent leur communication. M<sup>me</sup> Martine Bodiguan est directrice de Press Impact Conseil, une société parisienne qui s'occupe des relations avec la presse de différentes associations humanitaires : le Secours populaire, la Croix rouge, la Fondation de l'abbé Pierre... « Notre rôle est de faire passer un message tout en respectant les objectifs des associations, l'image de marque qu'elles veulent transmettre, susciter l'intérêt du journaliste et l'appeler à l'enquête ».

Cette mission n'est pas toujours évidente car ces professionnels ne sont pas des militants et, de l'avis des journalistes, leur discours n'est pas toujours adapté. Parfois, le représentant d'une association, motivé par son engagement, se révèle plus convaincant. Pourtant, les spécialistes de la communication jouent un rôle important auprès des associations en leur apportant un savoir-faire, des idées, des outils qui facilitent leurs rapports avec les médias. Le dialogue, même s'il est difficile, n'est pas impossible.

C. D.

### deux compétences au service des associations

**Lamy S.A.**  
EDITIONS JURIDIQUES ET TECHNIQUES

#### Les Editions Lamy vous proposent

- le Lamy Associations (ouvrage en 2 volumes, sur feuillets mobiles, plus de 2500 pages).
- son service télématique 3615 code Lamy 1901 : toute l'actualité juridique, économique, financière et ses fiches pratiques.

contactez-nous au  
16 (1) 44 72 12 12

#### Crédit Mutuel

Le Crédit Mutuel, banque des associations, vous propose

- la démarche « Service Partenaire Associations » s'appuyant sur une proposition de services et de conseils personnalisés construits sur une parfaite connaissance des mécanismes de fonctionnement de l'association.
- des produits financiers adaptés aux besoins spécifiques du monde associatif.

contactez-nous dans une  
de nos 4000 agences

### TEMOIGNAGE CHRETIEN

Depuis sa création, il y a 50 ans, l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* poursuit inlassablement sa mission d'information et d'analyse de l'actualité - en France et dans le monde. Il a, en outre, fait le choix d'être au service de la vie associative et de ses militants. Dans de nombreux secteurs comme ceux de l'immigration, des droits de l'Homme, du développement du cadre de vie... *Témoignage chrétien* soutient et fait connaître les actions menées par ces militants pour construire une société plus juste et plus fraternelle. Comme le font déjà des dizaines de milliers de militants et de responsables d'associations, lisez

#### TÉMOIGNAGE CHRETIEN

En vente (17 F), chaque samedi, dans les principaux kiosques et Maisons de la Presse et à 7€, 49, 129 Poissonnière, Paris-7<sup>e</sup>. Tél. : 42-46-37-50.

## ASSINTHA

Association pour l'Insertion des Travailleurs Handicapés dans l'Assurance

Dans le cadre de l'accord professionnel sur l'emploi des travailleurs handicapés dans l'assurance

#### l'ASSINTHA

a pour mission de faciliter l'embauche des personnes handicapées dans les sociétés d'assurances.

Pour vous-même, pour vos proches.

Renseignez-vous :

152, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Numéro vert : 05-39-36-50.



## ASSOCIATIONS

### Le lent chemin européen

Comment exister entre les méandres communautaires et les législations nationales ?

**A**L'HEURE de l'intégration européenne, les associations françaises, comme leurs homologues des autres pays de la CEE, se sentent à l'étroit dans leurs frontières. En effet, une association, française, allemande ou belge, qui veut élargir ses activités à d'autres Etats membres de la Communauté européenne, se heurte aux murs de législations nationales fort disparates. Sa capacité juridique ou bien ne sera pas reconnue ou bien fera l'objet d'un statut restrictif d'association étrangère. Et si elle veut s'implanter dans plusieurs Etats, elle devra jongler avec des lois limitant in fine ses possibilités d'acquiescer des biens, de solliciter des concours bancaires, d'ouvrir des comptes ou de transférer des capitaux.

Autre obstacle de taille : dans près de la moitié des douze Etats, les citoyens des autres pays ne sont pas autorisés à créer des associations ou même à faire partie de leur conseil d'administration. Bref, l'Europe associative ne peut exister en l'état de l'espace communautaire.

Difficile de s'implanter hors du pays d'origine. Difficile aussi de coopérer entre associations de plusieurs pays. Ainsi, lorsque les Villages-vacances de France (VVF) décident de construire avec un homologue belge un Eurovillage à cap-d'Agde, les transferts de fonds sociaux d'un pays à l'autre étant prohibés, il faut créer une troisième structure, de droit commercial : un groupement européen d'intérêt économique.

Perdus dans les méandres des lois communautaires, freinées dans

leurs aspirations européennes, les associations ont pris conscience, voilà déjà quelques années, qu'il devenait urgent et nécessaire d'obtenir l'élaboration d'un statut d'association européenne. Mais « la seule entrée dans l'Europe, à l'heure actuelle, est économique », explique M<sup>me</sup> Anne David, présidente de la Fondation pour la vie associative. Pour que Bruxelles érige un tel statut, il faut que les associations entrent dans le champ de compétence du traité de Rome, instituant le marché commun.

« C'est une arme à double tranchant », prévient M<sup>me</sup> Nicole Albi, responsable de l'Union nationale inter-fédérale des œuvres sanitaires et organismes privés sociaux (UNIOSS), qui fédère les associations d'action sociale et sanitaire. « Si nous sommes reconnus au sens du traité, cela veut dire qu'on nous traitera un peu comme des sociétés commerciales et que les directives régissant les entreprises nous seront applicables. C'est très pervers. »

#### La spécificité associative

Comment appliquer les règles du droit commercial, qui prohibent par exemple les subventions publiques, à des organismes qui, s'ils exercent des activités économiques, ne le font que pour mieux servir l'intérêt général ? Le mouvement associatif ajoute donc à ses revendications une deuxième demande : que les instances communautaires reconnaissent sa spécificité.

C'est dans ces deux directions, la reconnaissance de la spécificité associative et l'élaboration d'un sta-

tut, que les associations, unies en l'occurrence aux coopératives et aux mutuelles, ont engagé un lobbying. Premier succès lorsque le Parlement de Strasbourg adopte le rapport, présenté en 1987 par le député français Nicole Fontaine et vote une résolution invitant la Commission à préparer les instruments juridiques nécessaires à la coopération des entreprises d'économie sociale au niveau européen. « Les associations jouent un rôle essentiel pour l'équilibre de la démocratie et pour le progrès de l'Europe vers son union », dit M<sup>me</sup> Fontaine pour justifier l'opportunité d'une telle résolution. Aider le mouvement associatif à s'intégrer dans l'espace européen, à se fédérer, c'est œuvrer à l'avènement de l'Europe des citoyens.

Il aura pourtant fallu quatre ans pour que la Commission accepte de se pencher sur le problème. A l'automne 1991, trois textes élaborés par les commissaires seront examinés par le Parlement, avant de suivre leur chemin vers le conseil des ministres. Une des propositions prévoit que les associations sans but lucratif reconnues dans l'Etat membre de leur siège social bénéficieront de la même reconnaissance dans les autres Etats membres. Une autre envisage un statut d'association sur la base européenne, à l'usage tant des associations dont le champ d'activité s'étend à plus d'un pays que des associations nationales qui veulent agir en commun au niveau européen. Cette solution a le soutien de M<sup>me</sup> Nicole Fontaine, qui explique : « Avec un tel statut, le droit dont vous relèverez ne sera plus celui du ou des pays d'implantation mais celui que nous avançons ici ».

L'avancée est d'importance mais elle ne concernera de fait qu'une minorité d'associations, car la grande majorité agissent sur des terrains très locaux et resteront assujetties à la législation du pays d'implantation. « Le statut que nous avançons », dit M<sup>me</sup> Fontaine, sera un pas vers la reconnaissance de spécificité associative, même si toutes les associations n'en bénéficieront pas. » Et ce vote ira de pair avec des recommandations faites aux différents gouvernements pour qu'ils harmonisent leurs législations afin que n'existent pas de distorsions de concurrence entre associations et sociétés commerciales, ni entre associations elles-mêmes.

Ces vœux ne rassureront peut-être pas un monde associatif que l'Europe plonge souvent dans la perplexité. Les plus optimistes, et les plus européens, se réjouiront en tout cas de l'élargissement de leur champ d'action.

SYLVIE DERAIME

### La découverte des entreprises

Le temps où « gentils bénévoles » et « méchants capitalistes » se regardaient en chiens de faïence semble révolu

« L'ETAT n'a plus d'argent. Aujourd'hui, si je ne veux pas endetter mon association et donc la voir mourir, je dois recourir au financement privé et m'adresser à des entreprises qui sauront m'épauler. » Pour M. Philippe Fay, directeur de l'Œuvre Jeanne d'Arc, la question est définitivement réglée : une association ne peut plus se passer de l'argent des entreprises.

La sienne, qui accueille des jeunes en difficulté dans une maison d'enfants à Orléans (Loiret), a pourtant son quotidien assuré par le conseil général, qui verse un prix de journée. « Mais dès qu'il s'agit de monter une opération de plus grande ampleur, explique M. Fay, je me tourne vers les entreprises. » Il a ainsi pu amener ses pensionnaires aux Etats-Unis, lancer une Journée de l'Europe et une Semaine internationale des enfants grâce à un réseau de PME locales qui ont apporté une aide aussi bien financière que matérielle.

M. Fay, qui rêve de devenir « conseil en communication sociale », est-il un précurseur ? Certes quelque chose a bougé, ces dernières années, entre les associations et les entreprises. Le temps des gentils bénévoles, taxés d'amateurisme, face aux méchants capitalistes, accusés de ne pas voir plus loin que leur chiffre d'affaires, semble révolu. On ne se regarde plus en chiens de faïence.

La loi du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat a consolidé des passerelles qui existaient déjà, et en a lancé d'autres entre les deux mondes. En donnant droit aux entreprises de déduire fiscalement leurs dons à hauteur de 2 pour 1000 de leur chiffre d'affaires (et même de 3 pour 1000 pour les organismes reconnus d'utilité publique), elle a surtout permis aux associations de

diversifier leurs sources de financement et de ne plus dépendre uniquement de subventions aux versements aléatoires. Les sociétés, elles, ont compris, au-delà des avantages financiers, l'intérêt qu'elles pouvaient y trouver, notamment en matière de communication interne. Mais leurs choix restent sélectifs.

« Le mécénat culturel et sportif marche bien, et ce depuis longtemps », explique M. Christian Duguet, délégué à l'information et au développement à la Fonda. Mais, dans les domaines sociaux et humanitaires, on en est encore au tout début. Souvent le partenariat ne dépend que de l'enthousiasme d'un cadre qui, la plupart du temps, est aussi bénévole dans l'organisme aidé. Il suffit qu'il parte, et tout est à refaire.

#### Mise à disposition du personnel

Les ONG les plus puissantes parviennent à tirer leur épingle du jeu grâce à des noms connus et à des causes « populaires ». Certaines sont carrément démarchées par des entreprises qui ont compris l'intérêt qu'elles peuvent trouver à y être associées, à travers les « produits humanitaires » notamment.

La limite avec la publicité est alors très ténue. « Mais quelle entreprise agro-alimentaire, interroge Christian Duguet, trouvera son compte à soutenir une expérience très risquée de réinsertion de drogués ? Le financement de l'Etat reste indispensable dans les domaines innombrables où les associations mènent des actions peu gratifiantes. »

Le développement d'un partenariat n'est cependant pas seulement affaire de gros sous. D'autres échanges, profonds des deux côtés, peuvent resserrer les liens. Parmi eux, la mise à disposition du personnel fait l'unanimité.

Très répandue en Amérique - au Canada, les campagnes de collecte de fonds sont souvent effectuées par des cadres prêtés gracieusement par les entreprises, - elle est pratiquement inexistante en France, faute de législation.

Une loi récente permet seulement aux responsables d'associations salariées de bénéficier de dédommagements pour siéger dans les instances consultatives mises en place par l'Etat. Les associations qui ont besoin de techniciens s'adressent, elles, rarement directement aux entreprises.

« Les hydrauliciens ou les ingénieurs agronomes que nous recrutons, pour des durées de trois mois à deux ans, viennent à nous de manière individuelle », explique Marc Gschwend, responsable du recrutement de l'Action internationale de lutte contre la faim. Ils prennent un congé sabbatique ou souhaitent faire une coupure avec le monde du travail classique. L'entreprise n'intervient pas dans nos relations. Cela ne nous gêne pas, car nous avons suffisamment d'offres, mais une implication des sociétés nous permettrait tout de même de mieux sensibiliser l'ensemble de leurs employés. »

JÉRÔME FENOGLIO

### Pour en savoir plus

Les Libertés d'association - Histoire étonnante de la loi 1901, par Jean-Claude Bardout. Ed. Juris-Service, 180 F.

2001, Odyssée associative - Naissance d'une loi. Une sélection des discours à l'Assemblée nationale (du 15 janvier au 1<sup>er</sup> juillet 1991), commentés par M. Maurice Gélard, M. Gélard, 9, chemin du Clos, d'Artois, 91490 Ony-sur-Ecole, 50 F.

Guide-annuaire des fondations et des associations, par Bernard Descours. Ed. SA2 et Juris-Service, 620 F.

Répertoire du mécénat, Ed. Adminal et Fondation de France, 290 F.

Les Associations, un monde

méconnu. Une enquête nationale, originale, faite par et commentée par le Crédit coopératif sur les associations. Ed. Le Crédit coopératif, 33, rue des 3-Fontaines, 92000 Nanterre, 175 F + 18 F de frais d'envoi.

Les Associations et fondations en Europe - Régime juridique et fiscal. Ed. Juris-Service, 310 F.

Legs et donations - Ce que les donateurs et les associations devraient savoir. Ed. La Voie privée, 40, rue de Malte, 75011 Paris, 100 F.

Transparence et associations. Guide rédigé par l'Association française des trésoriers d'associations. Nouvelles Editions fiduciaires, 58 F.

### A l'occasion du 90<sup>ème</sup> anniversaire de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901



#### LES LIBERTÉS D'ASSOCIATION OU L'HISTOIRE ÉTONNANTE DE LA LOI 1901

"Des origines de l'associationnisme jusqu'à 1901, en passant par Le Chapelier et Waldeck-Rousseau, une véritable et passionnante aventure à lire absolument, ou à faire lire, par tous les responsables d'associations et d'organismes de l'économie sociale"

LES EDITIONS JURIS SERVICE

par J. Claude BARDOUT  
Préface d'Henri DESROCHE  
Avant-propos de Jean DI SCUOLIO  
avec les concours de CAUSE PREMIERE

180 FF

#### ASSOCIC-SERVICES

##### LA CARTE-CLUB

Une gamme de services pour les associations

pour 200 F par an seulement

- La protection juridique du Président
- Un service permanent de réponses instantanées (TVA et fiscalités, statuts, fondations d'entreprise, intéressement, droit social, bilan, gestion, financements, etc.)
- Le concours des meilleurs experts et spécialistes du monde associatif.

APPELEZ-NOUS au (16-1) 42-82-06-02

ECRIVEZ-NOUS, VENEZ NOUS VOIR

96, rue de la Victoire 75009 PARIS

Fax : 40-16-82-92

et dans toutes les banques du Groupe CIC

GRUPE CIC

Associations :  
enfin un système de gestion simple et sur-mesure.

logilion ASSOCIATION

Logilion Association est un nouveau service pour répondre à vos besoins de gestion (comptabilité, paye, etc.). Vous le trouverez dans toutes les agences du Crédit Lyonnais et en téléphonant au (1) 49.26.51.15



CREDIT LYONNAIS  
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

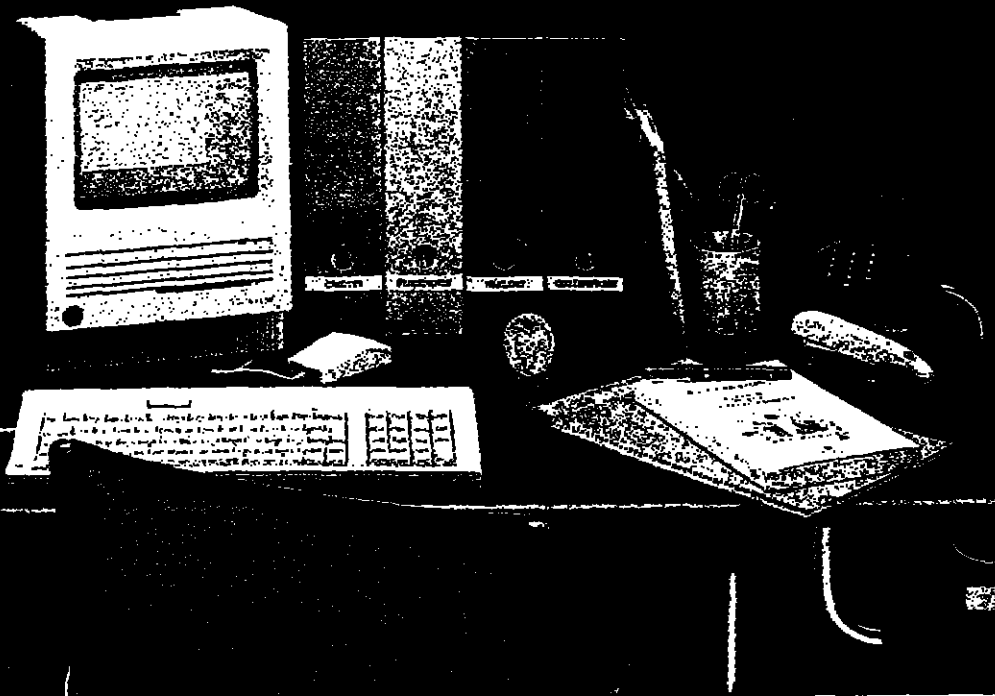


Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

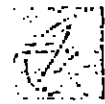
PAUL FABRA

Association bien gérée est votée au succès.



Pour vous aider à bien gérer votre association, l'Ami Financier vous propose, avec le compte-chèques Écureuil, des services spécifiques • Le Livret A "Spécial Associations" défiscalisé, au plafond cinq fois supérieur à celui des particuliers • Les Crédits-Relais de l'Écureuil • Les Prêts Associations Écureuil • Une gamme complète de placements dont la SICAV Associations.

Demandez dès maintenant à votre Caisse d'Épargne Écureuil, les cahiers de l'Ami Financier "Spécial Associations."



**CAISSE D'ÉPARGNE**  
L'AMI FINANCIER

ATTENTION !  
VOUS N'AVEZ PLUS  
QUE  
QUELQUES JOURS  
POUR PARTICIPER  
AU GRAND PRIX  
FINANCIMAGE.



**FINANCIMAGE**  
GRAND PRIX  
DE L'IMAGE FINANCIÈRE  
INTERNATIONALE  
LES ECUS OR 1991

Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour tout renseignement, contactez Carole BONNET.  
Tél. : (1) 40 93 98 40

**Le Monde**  
AVEC LA PARTICIPATION DU  
CFCE

Date limite  
de participation :  
26 octobre 1991

## ASSOCIATIONS

POINT DE VUE

### Et, maintenant, elles parlent fiscalité ...

par Nicole Alix

Où, les associations disposent encore, et heureusement, de certains « avantages » fiscaux, au regard du caractère désintéressé de leur gestion et de leur utilité sociale. Alors pourquoi, contribuables heureuses, ne vivent-elles pas cachées ? Pourquoi, au contraire des tricheurs, veulent-elles aujourd'hui « parler fiscalité » ?

Elles ont longtemps combattu, dans le passé, la lourdeur et surtout l'accroissement exponentiel de leur taxe sur les salaires (taxe sur les rémunérations versées aux personnes employées dans leurs services sociaux, éducatifs, culturels, sportifs...) qui sont exonérées de TVA, qui doit rapporter quelque 3 milliards de francs à l'État. La loi de finances pour 1989 leur a apporté satisfaction sur la deuxième point, grâce à une actualisation des seuils des tranches du barème.

#### Dans l'œil du cyclone

L'actualité est différente. Les associations sont désormais dans l'œil du cyclone : taxées tantôt de faux-nez de l'administration, tantôt de commerces déguisés, elles font l'objet de redressements fiscaux de plus en plus fréquents et sévères qui remettent notamment en cause leurs exonérations d'impôts et de TVA.

Prises entre le marteau des services du fisc, qui interprètent le plus souvent à l'emporte-pièce et à leur convenance les textes législatifs et la très abondante jurisprudence existant en la matière, et l'enclume d'une réforme globale de leur régime fiscal soumise à de multiples aléas politiques et techniques, les associations sont à la recherche d'un dispositif adapté à leurs particularités.

Les exonérations fiscales constituent l'encouragement, par l'État, de la « spécificité associative » des prestations qu'elles fournissent, eu égard aux conditions de leur production (participation de bénévoles ou de personnes en difficulté) ou à la situation de leurs bénéficiaires (publics plus ou moins défavorisés qui ne peuvent payer la totalité du prix de la prestation ou les seuls membres des

associations). De telles discriminations positives sont indispensables pour éviter l'assimilation des associations au secteur public ou leur banalisation dans le secteur commercial.

Certains souhaitent supprimer définitivement ces exonérations qui, selon eux, faussent le jeu de la libre concurrence et du marché. Ils souhaitent concentrer l'effort financier de l'État sur des aides à la personne qui laissent les bénéficiaires libres de choisir entre les prestations fournies par le service public, par le marché ou par les associations (que le meilleur gagne). En d'autres termes, ils préfèrent « solvabiliser la demande » plutôt qu'abaïsser le coût de l'offre associative par des exonérations, quitte à rétablir l'équilibre par des subventions.

Dans ce débat, essentiel, au moins trois éléments doivent être pris en considération :

— en premier lieu, les associations ne peuvent assister sans réagir à la remise en cause de leurs exonérations fiscales au motif que leurs usagers bénéficieront d'aides ou qu'elles-mêmes recevront des subventions d'équilibre. De telles promesses sont difficiles à croire : la tendance est, depuis plusieurs années déjà, plutôt aux aides indirectes qu'aux aides directes, et l'État, s'il n'est pas plus pauvre, n'est certainement pas plus riche. Les associations en ont fait l'expérience sur leurs propres financements ;

— en deuxième lieu, notre système de protection sociale ne semble pas être en mesure de verser à tous des allocations suffisantes pour accéder à des services sociaux au prix du marché. Les mesures de « solvabilisation de la demande » (aides en faveur de la garde d'enfants, services aux personnes âgées dépendantes...) sont, depuis plusieurs années, plutôt des aides indirectes (allègements ou exonérations de charges, sociales ou fiscales notamment) que des aides directes (subventions ou allocations). Il ne paraît pas établi que les plus démunis, socialement ou économiquement, puissent finalement en bénéficier : une offre associative trouve amplement sa justification... Encore faut-il

qu'on ne l'enferme pas dans le ghetto du service aux plus pauvres, faute de lui accorder les financements publics nécessaires et de lui permettre de mélanger les populations ;

— en troisième et dernier lieu, les mesures de « solvabilisation de la demande », qui rétablissent en apparence le jeu de la libre concurrence entre les différents types d'offre, jouent à l'heure actuelle en défaveur des associations. D'une part, elles conduisent l'État à subventionner — certes indirectement — de façon équivalente le secteur « lucratif » qui rémunère ses capitaux et le secteur « non lucratif » qui exclut tout intéressement. D'autre part, les mesures d'exonération de charges — notamment fiscales, prises pour encourager l'emploi et la formation — ignorent souvent les associations, considérées comme des non-entreprises bénéficiant déjà de traitements de faveur, ou les excluent, en raison de leur régime fiscal particulier.

#### Maintien des exonérations

Les exonérations fiscales « aides à la pierre » (comme on le disait pour les HLM) particulières doivent donc être maintenues en faveur des services rendus par les associations qui participent quotidiennement — comme les collectivités publiques mais différemment d'elles — à l'effort de solidarité et de mobilisation sociale.

Au nom de leur « utilité sociale », ces associations revendiquent haut et clair, sous forme d'un régime fiscal « de faveur » et rénové, le maintien du financement indirect qui leur est indispensable pour éviter la banalisation de leurs activités économiques dans le secteur commercial.

Nicole Alix est adjoint au directeur général de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNOIPSS). Regroupement de 140 fédérations et associations nationales et de 22 unions régionales, représentant 7 000 établissements et services d'action sociale et de santé.

## Rassurer les donateurs

Suite de la page 27

La création d'un compte d'emploi annuel qui permettra à la Cour de vérifier la bonne affectation des dons suscite également un certain nombre d'inquiétudes. « À partir de quel seuil le contrôleur pourra-t-il juger si un compte est bon ou mauvais ? Qui définira quelle est la normalité d'un compte ? Quels seront les critères de jugement ? », s'interroge

M. Antoine Vaccaro, directeur de la société Excel, spécialisée dans la recherche de financement. Médécins sans frontières fonctionne avec 25 % de frais. Mais une petite association peut monter jusqu'à 80 %. Sera-t-elle pour autant condamnée ?

Un autre point d'inquiétude touche à la publicité faite aux observations de la Cour des

comptes. « Théoriquement, la Cour ne devrait exercer qu'un simple contrôle mais on voit mal comment elle ne ferait pas de remarques sur l'opportunité des décisions prises par les associations », s'inquiète M. Duguet. Une remarque négative aurait des conséquences désastreuses sur l'opinion publique et pourrait couler une association. La collecte de dons est un domaine extrêmement sensible et l'image de marque des associations qui en dépendent est très fragile. C'est pourquoi ces dernières souhaitent que le travail de la Cour soit encadré et strictement délimité.

A l'inverse, la loi du 7 août 1991 pourra aussi contribuer à l'amélioration d'une image de marque passablement entamée. « Après les scandales qui ont éclaboussé le monde associatif, c'est une manière de rassurer l'opinion, même si l'État disposait déjà de moyens de contrôle », reconnaît M. Duguet. Pour M. Vaccaro, le texte, dans l'ensemble peu coercitif, a été voté pour donner en « pâture » à l'opinion publique, un semblant de réponse concernant la transparence des comptes des associations. Malgré les interrogations, les doutes et les critiques que suscite la nouvelle loi, ces dernières sont prêtes à jouer le jeu.

CATHERINE DELISLE

VIENT DE PARAÎTRE

« GAFA »

GUIDE ANNUAIRE DES FONDATIONS  
et des Associations

620 F

SA2 - B. Descours  
201, r. de Grenelle  
75007 Paris  
Tél. : (1) 45-55-13-20

## Autodiscipline contre peur du gendarme

LES dix-neuf grandes associations humanitaires et sociales qui, en novembre 1989, ont rédigé et signé une Charte de déontologie (le Monde du 25 janvier 1990) afin d'offrir des garanties « morales » aux donateurs persistant dans leur démarche malgré la loi d'août 1991. Pour celles-ci, l'autodiscipline sera toujours plus efficace que la peur du gendarme, et elles insistent sur la complémentarité du dernier texte législatif et de leur charte.

Seul le contrôle des comptes par une personne qualifiée, indépendante des instances dirigeantes, pourrait faire double emploi avec celui de la Cour des comptes, prévu dans la loi. Mais le code de déontologie est beaucoup plus large. « Il exige, explique M. Henry Amoux, un représentant de la commission de surveillance de la charte, que ses adhérents respectent les principes suivants :

— la transparence financière, qui permet aux donateurs de savoir ce que l'on fait avec leur argent ;

— la qualité des actions et des messages, notamment de la conformité des activités de l'association avec ses objectifs déclarés et avec les principes généraux de l'éthique ;

— la rigueur des modes de recherche de fonds, c'est-à-dire l'utilisation de méthodes publicitaires respectueuses de la dignité des personnes et des dispositions légales, notamment de celles de la loi informatique et Libertés ;

— le contrôle interne du respect des engagements par l'association.

N'entre pas qui veut dans ce nouveau club. L'association intéressée par l'agrément du comité doit déposer un dossier décrivant ses statuts, son mode de fonctionnement, les modalités de ses appels de fonds et ses documents comptables des trois dernières années. Ce dossier est examiné par un conseil de surveillance, puis par le conseil d'administration, qui prend la décision finale.

Ch. Ch.



REPRODUCTION INTERDITE

## ASSOCIATIONS

### Appel

#### S.O.S. AMITIÉ

CHERCHE

#### DES BÉNÉVOLES

pour renforcer nos cinq équipes de la Région parisienne.

Nous recevons 24 h/24 des appels téléphoniques de personnes âgées, victimes de la solitude, parfois même à la limite de la vie.

Une solide formation est donnée à chaque bénévole.

Si ce défi à l'indifférence vous intéresse, écrivez à :

S.O.S. AMITIÉ

15-DE-FRANCE

BP 100

92105 BOULOGNE-BILLANCOURT

Cedex

UNION DES NOT.

RETRAITÉS(EES), trop seuls dans leur maison trop grande, recevez les uns les autres.

créons CHAÎNE AMICALE d'entraide réciproque.

avec le GROUPE D'ÉTUDES SHANSHI-LA. Demandez et donnez détails, 1, rue de la France, Paris 12.

• Prix de la ligne 49 TTC (25 lignes, locaux ou espèces).

• Joindre une photocopie de déclaration au L.O.

• Chaque feuille à l'ordre du Monde Publiée, adressée au plus tard le mercredi 11 heures pour paraître du vendredi 12 au samedi 13.

75002 Paris Cedex 15.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre "Associations", dans les pages annonces classées.

### Sessions et stages

#### COURS D'ARABE

12 rue, journée, soir, samedi.

Niveau : intermédiaire

NSC : AFAC 42-72-20-88

עברית

Hébreu - initiation à l'écriture.

Professeurs universitaires

1<sup>er</sup> cours : 24 octobre 1991

INSTITUT HEBREU

Tél. : (1) 42-62-25-81

Mardi 15 octobre 1991

ROSE GROSS-TOBI

La division de l'homme

Agrégée, 54, r. de Valenciennes

de la Seine-Saint-Denis, Paris 4

20 h 30, entrée libre et gratuite

LE PRÉCÉDENT TUTORAT

du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup>

A DOMICILE PARISIENNE

Le suivi des devoirs et des

leçons de vos enfants.

Renseignements : OPTIMUM

47-42-35-11 / 40-12-63-12

Cours

Cours de corse à Paris,

lycéens, adultes, enfants.

Tél. : 43-07-23-87

CULTURA VIVA.

LES ATELIERS

D'ÉCRITURE

ELISABETH BING

Nouveaux stages

d'écriture pour adultes

38, rue de Valenciennes

75015 PARIS

Documentation gratuite

Proches, Anjou 02-50-12-34

• Prix de la ligne 49 TTC (25 lignes, locaux ou espèces).

• Joindre une photocopie de déclaration au L.O.

• Chaque feuille à l'ordre du Monde Publiée, adressée au plus tard le mercredi 11 heures pour paraître du vendredi 12 au samedi 13.

75002 Paris Cedex 15.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre "Associations", dans les pages annonces classées.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt

EXCEPTIONNEL, 118 m<sup>2</sup>

Près Mairie République

de Paris. Récept. 55 m<sup>2</sup> +

1 chambre + bureau.

48-22-03-80

43-55-55-04

17<sup>e</sup> arrdt

PROCHE MÉTRO, 130 m<sup>2</sup>

3 pièces, 45 m<sup>2</sup> + 2

3 000 000 F. 48-22-03-80

43-55-55-04

92

Hauts-de-Seine

PROX. Centre S.F. 100 m<sup>2</sup>, 1985

Double exposition Est-Ouest.

Mme Marguerite C. C. C. C.

STANBORG.

Tél. bureau : 40-80-50-03

Mobile : 47-45-55-55

appartements

achats

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>

recherche de la urgente

bureau après de standing

pas et gros surfaces. Éva-

luation gratuite sur demande.

43-55-55-04

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés

et services. 43-55-55-04

boutiques

Ventes

Prix intéressant

M<sup>re</sup> ÉGLISE AUTEUIL

Mme bont. 100 m<sup>2</sup> commerces

ou bureaux 32 m<sup>2</sup>.

Hauts-de-Seine 3.30 m<sup>2</sup> + s/sol

+ Studio, 1<sup>er</sup> ét. Ch. C. C. C.

Paris, 8<sup>e</sup> arr. C. C. C.

Bus, dim. 14 h 30-17 h 30.

travail

a domicile

Autrichienne bilingue

100 m<sup>2</sup> de bureaux et

allant, tous niveaux et

traduction. 42-05-80-40

Le Monde

des

Carrières

ASSOCIATION DE TOURNAGE

10 000 LITRES

RECHERCHE D'UN

COMPLEXE TOURISTIQUE

situé en BRETAGNE Sud

Bord de lac, 70 Gîtes.

ALBES.

La candidate possède une expérience

supérieure en restauration et des

compétences commerciales

confirmées.

VAL

33, rue Eugène-Gilbert

69038 Chermantier-Ferrand

Cedex 1

L'AGENDA

Antiquités

GALERIE F. FHAL

ACHÈTE TABLEAUX

OBJETS D'ART

BIBLIOTHÈQUES

PART. SUCCESSION

Déplacements Paris/Provence

Tél. : 42-61-32-74

23, r. de Lille, Paris-7<sup>e</sup>

ESTIMAT. GRATUITE

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix :

« que des bijoux exception-

nels », écrit le guide « Paris

pas cher », tous bijoux or,

tous bijoux platine, toutes

alliances, bagues, bracelets,

ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIER

Angle bd des Battoirs

4, Champs-Élysées à l'ÉTOILE

37, av. Victor-Hugo

Aurore grand choix.

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde

des

Carrières

ASSOCIATION DE TOURNAGE

10 000 LITRES

RECHERCHE D'UN

COMPLEXE TOURISTIQUE

situé en BRETAGNE Sud

Bord de lac, 70 Gîtes.

ALBES.

La candidate possède une expérience

supérieure en restauration et des

compétences commerciales

confirmées.

VAL

33, rue Eugène-Gilbert

69038 Chermantier-Ferrand

Cedex 1

L'AGENDA

Antiquités

GALERIE F. FHAL

ACHÈTE TABLEAUX

OBJETS D'ART

BIBLIOTHÈQUES

PART. SUCCESSION

Déplacements Paris/Provence

Tél. : 42-61-32-74

23, r. de Lille, Paris-7<sup>e</sup>

ESTIMAT. GRATUITE

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix :

« que des bijoux exception-

nels », écrit le guide « Paris

pas cher », tous bijoux or,

tous bijoux platine, toutes

alliances, bagues, bracelets,

ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIER

Angle bd des Battoirs

4, Champs-Élysées à l'ÉTOILE

37, av. Victor-Hugo

Aurore grand choix.

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde

des

Carrières

ASSOCIATION DE TOURNAGE

10 000 LITRES

RECHERCHE D'UN

COMPLEXE TOURISTIQUE

situé en BRETAGNE Sud

Bord de lac, 70 Gîtes.

ALBES.

La candidate possède une expérience

supérieure en restauration et des

compétences commerciales

confirmées.

VAL

33, rue Eugène-Gilbert

69038 Chermantier-Ferrand

Cedex 1

L'AGENDA

Antiquités

GALERIE F. FHAL

ACHÈTE TABLEAUX

OBJETS D'ART

BIBLIOTHÈQUES

PART. SUCCESSION

Déplacements Paris/Provence

Tél. : 42-61-32-74

23, r. de Lille, Paris-7<sup>e</sup>

ESTIMAT. GRATUITE

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix :

« que des bijoux exception-

nels », écrit le guide « Paris

pas cher », tous bijoux or,

tous bijoux platine, toutes

alliances, bagues, bracelets,

ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIER

Angle bd des Battoirs

4, Champs-Élysées à l'ÉTOILE

37, av. Victor-Hugo

Aurore grand choix.

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde

des

Carrières

ASSOCIATION DE TOURNAGE

10 000 LITRES

RECHERCHE

**PARIS, 11 octobre** —

17/10/19



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 11 OCTOBRE

**Cours relevés à 13 h 47**

Comptes annuels										Comptes mensuels										Comptes annuels										Comptes mensuels									
Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels		Comptes annuels		Comptes mensuels					
Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels	Comptes annuels	Comptes mensuels						
4051	CALIF. 3%	4061	4070	4081	4090	4101	4110	4121	4130	4141	4150	4161	4170	4181	4190	4201	4210	4221	4230	4241	4250	4261	4270	4281	4290	4301	4310	4321	4330	4341	4350	4351	4360						
4052	RAN. T.P.	4062	4071	4082	4091	4092	4102	4111	4121	4131	4141	4151	4161	4171	4181	4191	4201	4211	4221	4231	4241	4251	4261	4271	4281	4291	4301	4311	4321	4331	4341	4351	4361						
4053	LIQ. T.P.	4063	4072	4083	4092	4093	4103	4112	4122	4132	4142	4152	4162	4172	4182	4192	4202	4212	4222	4232	4242	4252	4262	4272	4282	4292	4302	4312	4322	4332	4342	4352	4362						
4054	LIQ. T.P.	4064	4073	4084	4093	4094	4104	4113	4123	4133	4143	4153	4163	4173	4183	4193	4203	4213	4223	4233	4243	4253	4263	4273	4283	4293	4303	4313	4323	4333	4343	4353	4363						
4055	LIQ. T.P.	4065	4074	4085	4094	4095	4105	4114	4124	4134	4144	4154	4164	4174	4184	4194	4204	4214	4224	4234	4244	4254	4264	4274	4284	4294	4304	4314	4324	4334	4344	4354	4364						
4056	LIQ. T.P.	4066	4075	4086	4095	4096	4106	4115	4125	4135	4145	4155	4165	4175	4185	4195	4205	4215	4225	4235	4245	4255	4265	4275	4285	4295	4305	4315	4325	4335	4345	4355	4365						
4057	LIQ. T.P.	4067	4076	4087	4096	4097	4107	4116	4126	4136	4146	4156	4166	4176	4186	4196	4206	4216	4226	4236	4246	4256	4266	4276	4286	4296	4306	4316	4326	4336	4346	4356	4366						
4058	LIQ. T.P.	4068	4077	4088	4097	4098	4108	4117	4127	4137	4147	4157	4167	4177	4187	4197	4207	4217	4227	4237	4247	4257	4267	4277	4287	4297	4307	4317	4327	4337	4347	4357	4367						
4059	LIQ. T.P.	4069	4078	4089	4098	4099	4109	4118	4128	4138	4148	4158	4168	4178	4188	4198	4208	4218	4228	4238	4248	4258	4268	4278	4288	4298	4308	4318	4328	4338	4348	4358	4368						
4060	LIQ. T.P.	4070	4079	4090	4099	4100	4109	4119	4129	4139	4149	4159	4169	4179	4189	4199	4209	4219	4229	4239	4249	4259	4269	4279	4289	4299	4309	4319	4329	4339	4349	4359	4369						
4061	LIQ. T.P.	4071	4080	4091	4100	4101	4110	4119	4129	4139	4149	4159	4169	4179	4189	4199	4209	4219	4229	4239	4249	4259	4269	4279	4289	4299	4309	4319	4329	4339	4349	4359	4369						
4062	LIQ. T.P.	4072	4081	4092	4101	4102	4111	4121	4131	4141	4151	4161	4171	4181	4191	4201	4211	4221	4231	4241	4251	4261	4271	4281	4291	4301	4311	4321	4331	4341	4351	4361	4371						
4063	LIQ. T.P.	4073	4082	4093	4102	4103	4112	4122	4132	4142	4152	4162	4172	4182	4192	4202	4212	4222	4232	4242	4252	4262	4272	4282	4292	4302	4312	4322	4332	4342	4352	4362	4372						
4064	LIQ. T.P.	4074	4083	4094	4103	4104	4113	4123	4133	4143	4153	4163	4173	4183	4193	4203	4213	4223	4233	4243	4253	4263	4273	4283	4293	4303	4313	4323	4333	4343	4353	4363	4373						
4065	LIQ. T.P.	4075	4084	4095	4104	4105	4114	4124	4134	4144	4154	4164	4174	4184	4194	4204	4214	4224	4234	4244	4254	4264	4274	4284	4294	4304	4314	4324	4334	4344	4354	4364	4374						
4066	LIQ. T.P.	4076	4085	4096	4105	4106	4115	4125	4135	4145	4155	4165	4175	4185	4195	4205	4215	4225	4235	4245	4255	4265	4275	4285	4295	4305	4315	4325	4335	4345	4355	4365	4375						
4067	LIQ. T.P.	4077	4086	4097	4106	4107	4116	4126	4136	4146	4156	4166	4176	4186	4196	4206	4216	4226	4236	4246	4256	4266	4276	4286	4296	4306	4316	4326	4336	4346	4356	4366	4376						
4068	LIQ. T.P.	4078	4087	4098	4107	4108	4117	4127	4137	4147	4157	4167	4177	4187	4197	4207	4217	4227	4237	4247	4257	4267	4277	4287	4297	4307	4317	4327	4337	4347	4357	4367	4377						
4069	LIQ. T.P.	4079	4088	4099	4108	4109	4118	4128	4138	4148	4158	4168	4178	4188	4198	4208	4218	4228	4238	4248	4258	4268	4278	4288	4298	4308	4318	4328	4338	4348	4358	4368	4378						
4070	LIQ. T.P.	4080	4089	4100	4109	4110	4119	4129	4139	4149	4159	4169	4179	4189	4199	4209	4219	4229	4239	4249	4259	4269	4279	4289	4299	4309	4319	4329	4339	4349	4359	4369	4379						
4071	LIQ. T.P.	4081	4090	4101	4110	4111	4121	4131	4141	4151	4161	4171	4181	4191	4201	4211	4221	4231	4241	4251	4261	4271	4281	4291	4301	4311	4321	4331	4341	4351	4361	4371	4381						
4072	LIQ. T.P.	4082	4091	4102	4111	4112	4122	4132	4142	4152	4162	4172	4182	4192	4202	4212	4222	4232	4242	4252	4262	4272	4282	4292	4302	4312	4322	4332	4342	4352	4362	4372	4382						
4073	LIQ. T.P.	4083	4092	4103	4112	4113	4123	4133	4143	4153	4163	4173	4183	4193	4203	4213	4223	4233	4243	4253	4263	4273	4283	4293	4303	4313	4323	4333	4343	4353	4363	4373	4383						
4074	LIQ. T.P.	4084	4093	4104	4113	4114	4124	4134	4144	4154	4164	4174	4184	4194	4204	4214	4224	4234	4244	4254	4264	4274	4284	4294	4304	4314	4324	4334	4344	4354	4364	4374	4384						
4075	LIQ. T.P.	4085	4094	4105	4114	4115	4125	4135	4145	4155	4165	4175	4185	4195	4205	4215	4225	4235	4245	4255	4265	4275	4285	4295	4305	4315	4325	4335	4345	4355	4365	4375	4385						
4076	LIQ. T.P.	4086	4095	4106	4115	4116	4126	4136	4146	4156	4166	4176	4186	4196	4206	4216	4226	4236	4246	4256	4266	4276	4286	4296	4306	4316	4326	4336	4346	4356	4366	4376	4386						
4077	LIQ. T.P.	4087	4096	4107	4116	4117	4127	4137	4147	4157	4167	4177	4187	4197	4207	4217	4227	4237	4247	4257	4267	4277	4287	4297	4307	4317	4327	4337	4347	4357	4367	4377	4387						
4078	LIQ. T.P.	4088	4097	4108	4117	4118	4128	4138	4148	4158	4168	4178	4188	4198	4208	4218	4228	4238	4248	4258	4268	4278	4288	4298	4308	4318	4328	4338	4348	4358	4368	4378	4388						
4079	LIQ. T.P.	4089	4098	4109	4118	4119	4129	4139	4149	4159	4169	4179	4189	4199	4209	4219	4229	4239	4249	4259	4269	4279	4289	4299	4309	4319	4329	4339	4349	4359	4369	4379	4389						
4080	LIQ. T.P.	4090	4099	4110	4119	4120	4129	4139	4149	4159	4169	4179	4189	4199	4210	4219	4229	4239	4249	4259	4269	4279	4289	4299	4310	4319	4329	4339	4349	4359	4369	4379	4390						
4081	LIQ. T.P.	4091	4100	4111	4120	4121	4130	4140	4150	4160	4170	4180	4190	4201	4210	4220	4230	4240	4250	4260	4270	4280	4290	4301	4310	4320	4330	4340	4350	4360	4370	4380	4391						
4082	LIQ. T.P.	4092	4101	4112	4121	4122	4131	4141	4151	4161	4171	4181	4191	4202	4211	4221	4231	4241	4251	4261	4271	4281	4291	4302	4311	4321	4331	4341	4351	4361	4371	4381	4392						
4083	LIQ. T.P.	4093	4102	4113	4122	4123	4132	4142	4152	4162	4172	4182	4192	4203	4212	4222	4232	4242	4252	4262	4272	4282	4292	4303	4312	4322	4332	4342	4352	4362	4372	4382	4393						
4084	LIQ. T.P.	4094	4103	4114	4123	4124	4133	4143	4153	4163	4173	4183	4193	4204	4213	4223	4233	4243	4253	4263	4273	4283	4293	4304	4313	4323	4333	4343	4353	4363	4373	4383	4394						
4085	LIQ. T.P.	4095	4104	4115	4124	4125	4134	4144	4154	4164	4174	4184	4194	4205	4214	4224	4234	4244	4254	4264	4274	4284	4294	4305	4314	4324	4334	4344	4354	4364	4374	4384	4395						
4086	LIQ. T.P.	4096	4105	4116	4125	4126	4135	4145	4155	4165	4175	4185	4195	4206	4215	4225	4235	4245	4255	4265	4275	4285	4295	4306	4315	4325	4335	4345	4355	4365	4375	4385	4396						
4087	LIQ. T.P.	4097	4106	4117	4126	4127	4136	4146	4156	4166	4176	4186	4196	4207	4216	4226	4236	4246	4256	4266	4276	4286	4296	4307	4316	4326	4336	4346	4356	4366	4376	4386	4397						
4088	LIQ. T.P.	4098	4107	4118	4127	4128	4137	4147	4157	4167	4177	4187	4197	4208	4217	4227	4237	4247	4257	4267	4277	4287	4297	4308	4317	4327	4337	4347	4357	4367	4377								

**COMPTANT** (sélection)

**(selection)**

**SICAV** (sélection)

**(sélection)**

**10/10**

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations																							
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	1004	1002	Mag. Médiate	180	182	A.A.A.	1028 36	1011 08	Fusilière	869 79	848 83	Prus. Cession	25565 12	20548 58	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	750	750	Andin	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	2800	Mag. Médiate	654	650	Agache	210 68	213 81	Fusilière	26 48	27 70	Prus. Cession	6182 75	6182 75	Emis. 1000	1000	1000	Emis. 1000	1000	1000
Agache (par fu.)	1110	1121	C.I.T.R.A.M. (R)	2800																			

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

e : coupon détaché - o : offre - \* : \*

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

l s'agit de savoir qui fait quoi cadre») et d'avoir l'assurance les crédits s'inscrivent dans

directement au  
marché international des capitaux  
et qui bénéficient de certains rapatriements.

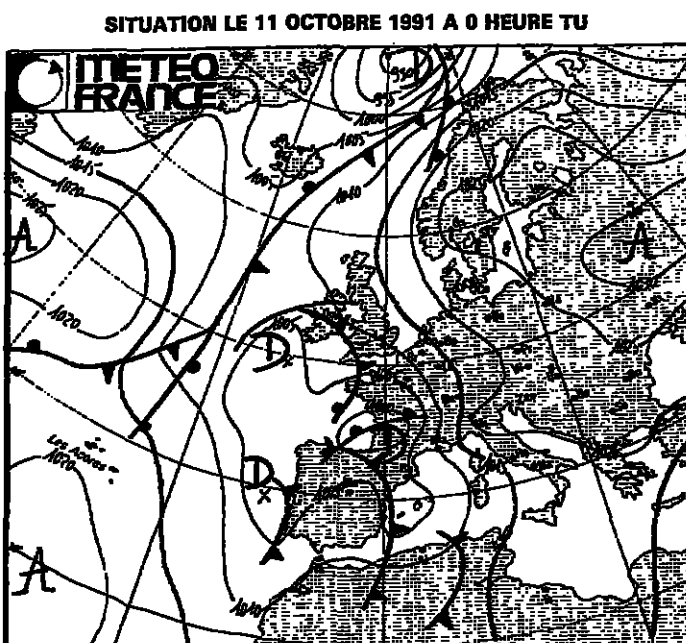
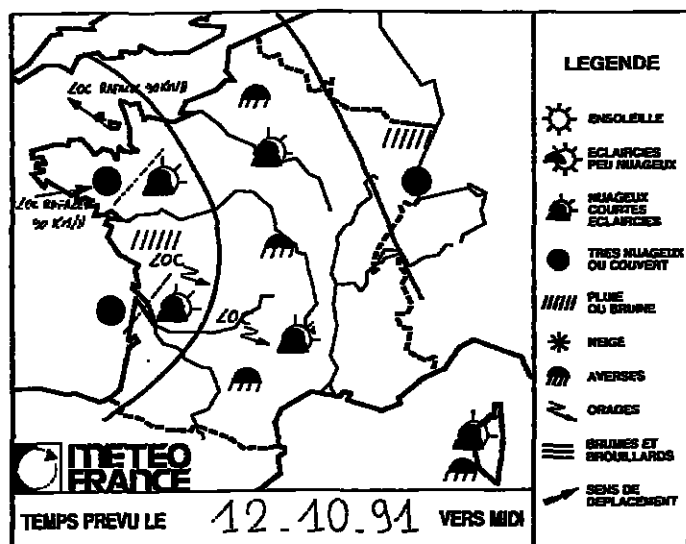
**PAUL FARRA**

**Le Monde**  
**INITIATIVES**

**PAUL FARRE**

## MÉTÉOROLOGIE

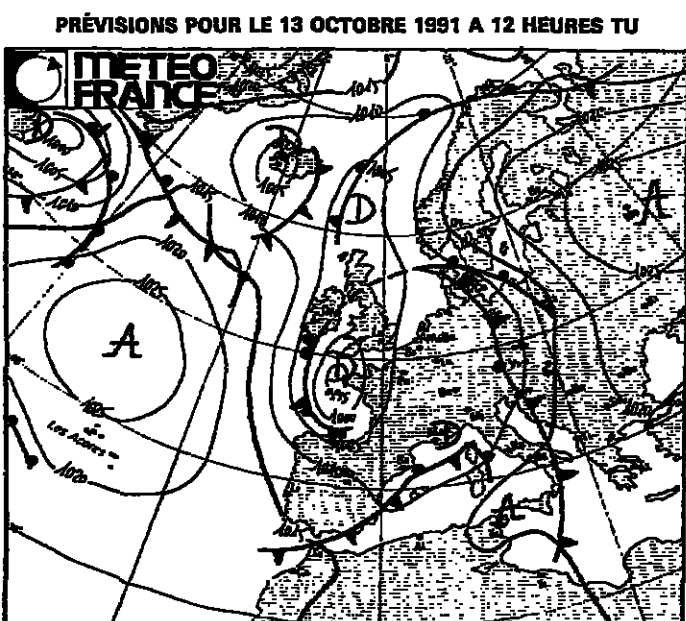
Prévisions pour le samedi 12 octobre 1991  
Temps médiocre sur le pays.  
Pluies orageuses et vents très forts sur l'Ouest



Dimanche, les nuages et les ondées affecteront la plupart des régions. A partir de midi, un temps bien ensoleillé s'installe d'abord à l'Ouest, puis sur une grande partie de la France.

Dimanche 13 octobre : nuages et ondées. Sur les régions au nord de la Seine et du Nord-Est, la journée débutera sous la grisaille. Quelques gouttes de pluie sont possibles mais peu à peu les éclaircies gagneront du terrain et seront plus larges l'après-midi.

Sur le Bretagne, la Normandie et les pays de Loire, la grisaille et l'humidité persisteront toute la journée. Le soleil



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-10-1991 à 18 heures TU et le 11-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG	LIÉGEOIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	NOUVEAU-DÉLÉ	SYDNEY	TOKYO	HONGKONG	STANBUL	JERUSALEM	CAIRO	ALGER	TUNIS	LAGOS	JOHANNESBURG	PRINCE-EDOUARD	WINDHOEK	JOHANNESBURG	PRINCE-EDOUARD	WINDHOEK
27	21	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PHILATÉLIE

## Amnesty International

La Poste mettra en vente générale, le lundi 21 octobre, un timbre à 3,40 F pour le trentième anniversaire d'Amnesty International.

Fondée en 1961, Amnesty International, qui se voue à la défense permanente des droits de l'homme, est devenue une association comptant plus d'un million de membres et sympathisants dans près de cent-cinquante Etats. Cette organisation a obtenu le prix Nobel de la paix en 1977.

Wallis-et-Futuna a également mis Amnesty International à son programme philatélique, tout comme la Belgique, qui lui a consacré un timbre, le 21 septembre, dans le cadre d'une série de deux valeurs sur la solidarité internationale (la seconde ayant pour thème Médecins sans frontières).

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Roger Druet, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée à Paris, les 19 et 20 octobre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée de la Poste (salles 12, 13 et 14), 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup> : le 19 octobre, de 9 heures à 12 heures, aux bureaux de poste de Paris-Louvre RP et Paris-Séjour (boîtes aux lettres spéciales).

Vente anticipée, les 19 et 20 octobre, dans des bureaux

## En filigrane

► Disparition de Jean Pheulpin. Le dessinateur-graveur de timbres-poste Jean Pheulpin est décédé le 8 octobre 1991. Né le 2 octobre 1907 à Valenciennes (Nord), il a suivi les cours de Dazarié, aux beaux-arts, et réalise son premier timbre, un « poste aérienne » pour les Comores, en 1950. Pour la France, il grave Saint-Nicolas, dessiné par Lamagny, en 1951, et dessine et grave, en 1952, Henri Poincaré, débuts d'une longue carrière. Jean Pheulpin grave en effet ses derniers timbres en 1987 pour la France (Centenaire de l'Institut Pasteur) et la Nouvelle-Calédonie (Iroquois).

► Manifestations. - Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) accueille, les samedi 12 et dimanche 13 octobre, Marcophiles XVI, une exposition internationale de philatélie et d'histoire postale (Musée Vera, place du Château) avec cent vingt cadres de collections prestigieuses, une Bourse réunissant des négociants et un bureau de poste temporaire.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 12 octobre

Drouot-Richelieu, 14 heures : titres et actions de collection, verrerie contemporaine, cartes postales, vins, alcool ; 20 h 30 : tableaux contemporains.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 12 octobre

Chartres, 20 heures : styles plume ; Compiègne, 14 heures : livres ; La Varenne-Saint-Hilaire, 16 h 30 : tableaux modernes ; Mantes-la-Jolie, 10 heures : mobilier, tableaux ; Melun, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Nanterre, 14 heures : mobilier,inge ; Sens, 10 heures et 14 h 30 : vins.

Dimanche 13 octobre

Argenteuil, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; Barbizon, 14 h 30 : tableaux de l'Ecole de Barbizon ; Chartres, 9 h 30 : fers à friser ; 14 heures : flacons de parfums ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tapis ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : extrême-Orient, mobilier ; Les Andelys, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Nogent-sur-Marne, 14 h 30 : objets d'art ; Sens, 10 heures : vins ; 14 heures : tapis d'Orient ; Verrières, 15 heures : affiches de cinéma ; Versailles-Ramesses, 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (avenue de

Seaux), 14 heures : lithographies, véhicules anciens.

PLUS LOIN

Samedi 12 octobre

Annonay, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Blandos Bourg, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Marseille (Cantini), 14 h 30 : mobilier, poupées ; Orléans, 14 h 30 : tableaux ; Poitiers, 14 h 30 : mobilier XIX<sup>e</sup> ; Rouen, 14 h 30 : tables d'hier et d'aujourd'hui ; Vendôme, 17 heures : pin's ; Vienne, 15 heures : mobilier d'une propriété.

Dimanche 13 octobre

Alençon, 14 h 30 : tapis d'Orient ; Calais, 14 h 30 : vins, alcools ; Cas, 10 heures : objets d'art, poupées, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Charleville-Mézières, 14 heures : céramiques, mobilier ; Dijon, 14 h 15 : mobilier, argenterie ; Ferrière-la-Petite, 15 heures : mobilier, objets d'art ; Issoudun, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Linoges, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Montauban, 14 h 30 : tableaux modernes ; Nancy, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Noyon, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Payra-sur-Thiers, 14 h 30 : bronzes, tableaux contemporains ; Pont-Audemer, 14 h 30 : cartes postales, timbres ; Saint-Denis, 14 heures : mobilier, objets d'art ; 15 h 30 : tapis d'Orient ; Troyes, 14 heures : mobilier, objets d'art.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## ÉDITION

L'ouverture de la Foire du livre de Francfort

## Les éditeurs américains cherchent à s'adapter à un climat morose

Rendez-vous annuel de l'édition mondiale, la Foire du livre de Francfort, qui a ouvert ses portes jeudi 10 octobre, est aussi une sorte de baromètre qui indique, en les amplifiant, les mouvements de l'économie internationale du livre. Cette année, le baromètre indique « variable ». Tous les pays riches ont subi la récession économique, la guerre du Golfe, les incertitudes en Europe. Une reprise, certes, est annoncée, mais le climat est à la prudence.

## FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Tout naturellement, lorsqu'on veut savoir le temps qu'il fait dans l'édition internationale, on se tourne ici vers les Etats-Unis. Les Américains ne sont pourtant pas les éditeurs les plus nombreux parmi les 8 292 exposants, représentant 90 pays, qui ont fait le voyage de Francfort. 673 maisons d'édition américaines sont représentées, contre plus de 2 000 entreprises allemandes, 1 086 britanniques, 552 françaises, 449 italiennes, 417 suisses et 300 espagnoles. Mais le dollar reste le maître du terrain.

C'est un paradoxe lorsqu'on connaît l'imperméabilité de l'édition américaine aux livres d'origine étrangère. Mais le rapport des forces est tel, la puissance du dollar si écrasante, que si les éditeurs américains achètent peu, ils demeurent de très loin les plus grands vendeurs de droits. Or, l'édition américaine ne sait pas très bien où elle va. Plus encore que l'année, qui a été médiocre, c'est la stratégie même des grandes maisons d'édition qui est en cause. On se rend compte aujourd'hui que pour obtenir des résultats satisfaisants, il ne suffit plus de faire grossir la taille de la maison en absorbant ici, en achetant là, et en créant un énorme groupe multimédias. Les entreprises les plus importantes vont de reconstruction en restructuration pour essayer de trouver le profil idéal, avec toutes les pertes d'énergie et souvent d'emplois - qu'impliquent ces recherches.

En attendant d'avoir trouvé la bonne stratégie, celle qui permet à l'entreprise de se développer sans pour autant s'endetter au-delà du raisonnable, on joue donc l'extrême prudence. La prudence américaine, pour les éditeurs étrangers, se traduit de deux manières : par un achat encore plus faible de livres qui ne sont pas écrits en anglais et par une certaine apathie de la production américaine elle-même. D'où le grand calme qui règne à la foire de Francfort. Plus de ces rumeurs qui couraient dans les stands et dans les salons des grands hôtels de la ville qui en sont les annexes naturelles. Plus de ces livres mystérieux qu'on n'avait pas lus mais dont la réputation attisait les convoitises, bouleversait les agents littéraires - qui tendent de plus en plus à remplacer les éditeurs dans l'apparition des manuscrits et dans la négociation des droits - et faisait monter d'invisibles mais bien réelles enchères. Plus de ces best-sellers fabriqués dans les machines à succès américaines et dont l'achat devait permettre aux étrangers qui s'en rendaient acquéreurs d'écraser leurs concurrents nationaux. Plus ou peu de ces livres de vedettes de l'écran ou de la politique.

## Trois livres de Boris Eltsine

Avec une exception toutefois : Boris Eltsine, dont on ne propose pas moins de trois livres. Mais le vedettariat du leader russe illustre lui-même un certain manque d'imagination - et pour le public, la perspective d'une certaine lassitude. Tout ce qui concerne les pays de l'Est, et surtout l'Union soviétique, est poussé en avant, sans le moindre recul critique. Les mémoires d'anciens agents du KGB fleurissent, les « révélations » sur le système bureaucratique et son fonctionnement, les témoignages des victimes du système font autant de promesses de livres qu'on achète sur un vague sommaire, sur quelques pages bâivement traduites en anglais.

En fait, cette pâleur de la foire du livre 1991 pourrait bien annoncer un tournant, tant il paraît qu'une certaine forme d'édition, une certaine manière de faire des livres et de les vendre est en train d'épuiser ses charmes et sa rentabilité. La crise de projet de l'édition américaine - et celle des groupes internationaux qui la concurrencent - pourrait bien entraîner les « Grands » à se battre

désormais sur un autre terrain que celui des concentrations.

Mais on ne sait pas encore si le changement se fera dans le sens d'un repli vers des ensembles éditoriaux de taille plus modeste, aux cibles plus précises et mieux définies ou, au contraire, si le livre devenant davantage encore un produit industriel comme un autre, il sera, à son tour, attiré par l'aimant asiatique, sa main-d'œuvre moins chère, ses capacités technologiques élevées, son marché important. La bataille du livre, demain, se déroulera-t-elle à Taiwan, en Corée, à Singapour ou en Thaïlande, où s'élaboreront, se fabriqueront, s'imprimeront et se distribueront les encyclopédies et les livres de poche, les ouvrages scolaires et les livres d'art ?

L'activité éditoriale des pays asiatiques, et en tout premier lieu du Japon, contraste, à Francfort, avec l'angoisse et la sagesse un peu contrainte des pays européens. A une exception, l'Espagne, invitée d'honneur de la foire cette année, qui n'a certes pas réussi à donner, dans l'exposition qu'elle présente, une idée bien séduisante de son dynamisme ; mais les erreurs des architectes de ce pavillon espagnol, qui hésite entre une modernité formelle et des allusions folkloriques - un sol recouvert de sable pour suggérer une arène - ne fait pas oublier le véritable boom de l'édition espagnole : 42 000 titres publiés en 1990, soit près de trois fois plus qu'en France. Le risque existe certes d'une surproduction, dans un pays où les lecteurs ne sont pas encore très nombreux. Mais l'Espagne paraît décidée à jouer à fond le jeu européen - plutôt que celui de l'Amérique hispanophone - pour élargir et fidéliser son marché intérieur. De ce point de vue, sa présence massive à Francfort apparaît comme un manifeste.

PIERRE LEPAPE

## ÉCHECS

La Coupe du monde

## Une dernière ronde décisive

Jusqu'au bout et deux par deux. La quatorzième et avant-dernière ronde du premier tournoi de la Coupe du monde d'échecs à Reykjavik a été, jeudi 10 octobre, magnifique. Six parties positives sur huit.

Le duo de tête d'abord : Karpov a fait « exploser » Elvest en trente-huit coups ; Ivantchouk a battu Andersson. Il ne peut plus être rejoint et la quinzième ronde décidera qui sera le vainqueur final. Derrière eux, la paire yougoslave : Ljubojevic a battu Seirawan, et Nikolic, avec les Noirs, a enfoncé la lanterne rouge, Gonik. Ils précèdent d'un demi-point Khalifman, vainqueur de Timman. La dernière victoire a été pour Belavsky devant Chandler.

Classement après quatorze rondes : 1. Karpov et Ivantchouk, 10 ; 3. Ljubojevic et Nikolic, 8,5 ; 5. Khalifman, 8 ; 6. Seirawan et Elvest, 7,5 ; 8. Spelman, 7, etc.

**TALOTAT**

LE N° 885 980 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETTS DE TERNUMANT PAR	
85 980	40 000 F
5 980	4 000 F
980	400 F
80	40 F
0	10 F

DATE LIMITE DE PAIEMENT DES LOTS : SEPTEMBRE 8 JANVIER 1992

41<sup>e</sup> TRANCHE

TRAGE DU 10 OCTOBRE 1991

LA QUINQUAGÈME DES FOLLES

**LOTTO**

MERCREDI 10 OCTOBRE 1991

**19855**

22	23	25	29	33	34	30
----	----	----	----	----	----	----

MERCREDI 10 OCTOBRE 1991

6	8	826 785 F
---	---	-----------

5	8	105 740 F
---	---	-----------

4	8	8 540 F
---	---	---------

3	8	1 140 F
---	---	---------

2	8	11 F
---	---	------

1	8	1 030 010
---	---	-----------

6	8	826 785 F
---	---	-----------

5	8	105 740 F
---	---	-----------

4	8	8 540 F
---	---	---------

3	8	1 140 F
---	---	---------

2	8	11 F
---	---	------

1	8	1 030 010
---	---	-----------

6	8	826 785 F
---	---	-----------

5	8	105 740 F
---	---	-----------

4	8	8 540 F
---	---	---------

3	8	1 140 F
---	---	---------

2	8	11 F
---	---	------

1	8	1 030 010
---	---	-----------

6	8	826 785 F
---	---	-----------

5	8	105 740 F
---	---	-----------

4	8	8 540 F
---	---	---------

3	8	1 140 F
---	---	---------

2	8	11 F
---	---	------

1	8	1 030 010
---	---	-----------





## Alcatel enlève un gros contrat dans les câbles sous-marins

Alcatel, chef de file d'un consortium réunissant les firmes ATT et STC, a remporté un contrat de 660 millions de dollars (3,8 milliards de francs) pour la pose d'un câble sous-marin à fibres optiques reliant Singapour à Marseille et Alger, a annoncé le groupe français vendredi 11 octobre.

Ce contrat, signé par la filiale Alcatel Submarcom, prévoit la fourniture de 18 000 kilomètres de câbles. Cette liaison permettra 16 000 conversations téléphoniques ou transmissions d'images simultanées.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

Un entretien avec M. Georges Frêche, maire de Montpellier... 2

La crise yougoslave... 3

Conférence de paix au Proche-Orient

Une nouvelle tournée de M. Baker... 6

La succession de M. Perez de Cuellar

Première sélection... 6

Le comité directeur et la convention nationale du PS

La stratégie des socialistes est l'enjeu d'un affrontement indirect entre M. Mitterrand et M. Rocard. Un point de vue de M. Jean-Claude Petitdemange sur la réforme du mode de scrutin législatif... 8

Hypertension artérielle

Découverte d'un gène qui ouvre de nouvelles perspectives... 10

M. Mitterrand et la liberté de la presse

Les réflexions du président... 13

### SECTION B

#### SANS VISA

Medellin, M. la Maudite  
Farrare, citadelle du delta  
Cézembre, l'île coulée  
La table • Jeux... 17 à 24

### SECTION C

#### La Koweït lance un emprunt

5 milliards de dollars pour financer la reconstruction... 25

La liaison TGV vers Londres

Le gouvernement britannique retarde la mise en service... 26

La Foire du livre à Francfort

Les éditeurs américains révisent leurs stratégies... 34

### ASSOCIATION

La générosité publique sous surveillance. Un dialogue difficile avec les médias. Le lent chemin européen. La découverte de l'entreprise... 27 à 30

#### Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 31  
Carnet... 13  
Jeu... 22  
Loto, Téo-tac... 34  
Marchés financiers... 32-33  
Météorologie... 34  
Philatélie... 34  
Radio-Télévision... 35  
Spectacles... 18  
Week-end d'un chineux... 34

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 11 octobre 1991 a été tiré à 508 730 exemplaires.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

## AFRIQUE DU SUD

## L'extrême droite confirme son refus de négocier

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le pasteur Andries Treurnicht, chef du Parti conservateur (CP), l'extrême droite parlementaire, a déclaré, jeudi 10 octobre, que « le partage du pouvoir » était « un jeu politique dangereux » et que les Afrikaners n'accepteraient « jamais que Nelson Mandela dirige un jour le pays ».

Devant trois cents inconditionnels réunis à Vereeniging, au sud de Johannesburg, pour le congrès de l'AWB (Afrikaner Weerstandsbeweging, résistance afrikaan), organisation néo-nazie dirigée par M. Eugene Terreblanche, le pasteur a affirmé que son parti ne négocierait jamais.

M. Treurnicht a déploré que l'armée sud-africaine soit dépolitisée et que la production d'armements soit réduite, alors que, selon lui, le Congrès national africain (ANC) continue d'importer des armes et de donner un entraînement militaire à certains de ses militants. « Bien sûr, l'ANC, qui n'a pas renoncé à la violence, sera en position de forcer le président De Klerk à manger dans sa main et à abandonner le pouvoir », a-t-il dit. Sous les applaudissements d'une assistance en uniforme et arborant une croix gammée stylisée, emblème de l'AWB, le pasteur Treurnicht a rappelé qu'il était fermement opposé au concept « d'un seul Parlement, d'un gouvernement et d'une Constitution pour tous ».

F. F.

## ZAÏRE

## L'opposition n'exclut pas une nouvelle rencontre avec le président Mobutu

De sources proches de l'opposition, on a indiqué, jeudi 10 octobre, à Kinshasa, qu'une nouvelle rencontre avec le président Mobutu pourrait avoir lieu « très prochainement ». « Les choses peuvent s'arranger », dit-on en faisant allusion à l'échec enregistré, la veille, des discussions entre le chef de l'Etat et le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, pour former un gouvernement de transition et sortir le pays de l'impasse politique, qui dure depuis près de trois semaines. De son côté, le président Mobutu a rejeté la responsabilité de cet échec sur M. Tshisekedi, l'accusant de refuser une répartition « équitable » des ministères. Le premier ministre, principal chef de file de l'opposition, n'a offert que deux des vingt-deux portefeuilles au Mouvement populaire pour la révolution (MPR, ex-parti unique), a rappelé M. Mobutu, qui s'est dit prêt à être « l'arbitre » d'une rencontre entre la coalition présidentielle et l'Union sacrée de l'opposition. (AFP, Reuters.)

■ DJIBOUTI : quatre gendarmes sanctionnés après la mort de détenus. Le ministère de la défense a indiqué que quatre gendarmes ont été démis de leurs fonctions, jeudi 10 octobre, après que leur hiérarchie les ait reconnus responsables de la mort par étouffement de dix détenus.

## LES FEMMES REAGISSENT...

## LES GRANDS "NON" DE LA DECORATION

■ NON, aux "NOMS" payés si chers. Une simple "griffe" peut doubler les prix et rajouter aucune valeur à un tissu.  
■ NON... à ce chantage coton imprimé, car à 450 F le mètre, il est prohibitif.  
■ NON et NON à ces collections X.Y.Z. dont les prix sont vraiment faramineux.  
■ OUI... à votre intérêt : tous nos tissus en stock des prix qui évitent de coûteux intermédiaires. (depuis 50 F le mètre)

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## DAVID SHIFF

## PUR CACHEMIRE ET SUPER 100S AUX PRIX ANTI-CRISE

MEME LE

## DIMANCHE

DE 10H A 18H

PARIS 8 : 13 RUE ROYALE

## Claudio Abbado quitte l'Opéra de Vienne

Claudio Abbado a annoncé jeudi 10 octobre qu'il démissionnait « pour raison de santé » de son poste de directeur musical de l'Opéra de Vienne qu'il occupait depuis 1986 et auquel il était lié par contrat jusqu'en 1997. Il a précisé que ses médecins lui avaient conseillé de « réduire immédiatement ses activités professionnelles ». Il assurera néanmoins jusqu'au 20 octobre les représentations d'une nouvelle production de Boris Godounov ainsi que les deux concerts prévus, les 27 octobre et 24 novembre, au programme du Festival Wien Modern.

Claudio Abbado n'a pas l'intention de prendre ailleurs de nouvelles fonctions. Il est, depuis septembre 1990, le successeur de Karajan à la tête de la Philharmonie de Berlin, et il continuera à diriger en concert la Philharmonie de Vienne.

## ISRAËL

## Deux soldats tués par un Palestinien

Un porte-parole de la police a annoncé qu'un Palestinien a tué deux soldats israéliens et en a blessé onze autres, vendredi 10 octobre, en lançant sa voiture contre un groupe de militaires qui faisaient de l'autostop dans la banlieue de Tel-Aviv.

Le porte-parole a ajouté que le Palestinien, qui a été arrêté, avait agi avec préméditation. (AFP.)

■ M. Sharon candidat à la succession de M. Shamir. Le ministre israélien de l'habitat, M. Ariel Sharon, a ouvertement défié, jeudi 10 octobre, le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, en annonçant qu'il serait candidat contre ce dernier lors de la prochaine campagne électorale. « Je me présente pour parvenir à instaurer la paix, à assurer une meilleure sécurité aux Juifs et mieux intégrer les Juifs arabes », a déclaré M. Sharon. Champion de la colonisation des territoires occupés, il est opposé à la conférence de paix. (AFP.)

## Plus de mille tués sur les routes françaises en août

1 005 personnes ont trouvé la mort sur les routes de France au mois d'août, soit 6,7 % de plus qu'en août 1990, tandis que le nombre des blessés reculait de 3,1 % et celui des accidents corporels de 1,5 %, a indiqué, vendredi 11 octobre, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux.

Pour la première fois depuis deux ans, le bilan mensuel des tués dépasse le seuil du millier. Selon le communiqué du secrétaire d'Etat, « la physiologie d'ensemble » reste néanmoins « favorable » : le bilan des douze derniers mois étant largement en dessous du « seuil psychologique » des 10 000 tués (9 668).

## M. Georges Kiejman invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Georges Kiejman sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 13 octobre, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien avocat, qui fut ministre délégué à la justice dans le gouvernement Rocard, répondra aux questions d'André Passeron et d'Yves-Marie Labé du Monde, et de Dominique Pennequin et de Béatrice Hadjaja de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marqua.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Par ici la monnaie

DANS ma série Je prends - le - métro - c'est - franchement - pas - rigolo, voici une scène croquée sur le vif par une lectrice qui a eu la prétention d'acheter l'autre matin son coupon hebdomadaire de Carte orange à je ne sais plus quelle station. Il est huit heures et quart, elle va bosser, elle est en retard et elle fonce sur le guichet. La queue. Elle freine des quatre roues pour pas se cogner dedans. Et s'y colle.

Un carnet, s'il vous plaît, demande le premier arrivé en tendant un billet de 50 F.

J'ai pas de monnaie, allez en faire au café !

Comment ça, pas de monnaie, mais ça coûte 34 F 50 !

C'est comme ça, pas autrement. Au suivant !

Le suivant, lui, ce qu'il voulait, c'est un coupon quatre zones à 98 balles. Même réponse. Il propose de faire un chèque. Pas de chance, au-dessous de 100 F, on ne les accepte pas.

Au tour d'une dame qui a préparé plusieurs pièces de 10 F, histoire de pas se faire aboyer au nez :

— Je peux avoir un billet pour Roissy ?

— Non, vous pouvez pas. Faut que vous alliez l'acheter à Châtelet.

— Bon, ben, donnez-moi un ticket.

— Vous avez 5 F 50 ? Non ?

Alors, je regrette.

Espérant conjurer le sort, ma correspondante a sorti, prudente, un billet de 100 F et une pièce de 1 F, vu qu'il coûte 71 balles, son coupon.

Qu'est-ce que vous voulez que je fasse de ça ? Je les ai pas, les 30 F. Ni 30, ni 20, ni rien. J'ai pas un centime.

Le coup de la monnaie, je connais, on me l'a fait cent fois, pas vous ? A croire que c'est exprès ! On veut nous dégoûter des transports en commun, ma parole, nous inciter à sortir notre bagnole et à embouteiller Paris pour le plaisir de tendre ensuite une main exigeante devant un péage d'autoroute : Par ici la monnaie. Non seulement ils ne la refusent jamais, ils acceptent chèques et cartes de crédit même s'il ne s'agit que de trois francs six sous. Chic et choc, le ticket de la RATP ? Plouc et toc, ouï !

## EN BREF

■ BANGLADESH : Nombreux blessés lors d'une manifestation. — De 30 à 100 personnes, selon les sources, ont été blessées jeudi 10 octobre à Dhaka lorsque des militants du parti Jatiya, qui manifestaient pacifiquement pour la libération de leur leader, l'extrême-droite Ershad, ont été attaqués par des groupes de choc du parti nationaliste au pouvoir (BNP) en face de la grande mosquée de la capitale. Le général Hossain M. Ershad avait été arrêté quelques jours après sa démission forcée en décembre 1990, et condamné à dix ans de prison en juin dernier pour détention illégale d'armes ; il fait également l'objet de poursuites pour corruption. (AFP, Reuters, UPI.)

■ ISRAËL : Abie Nathan retourne en prison. — Le militant pacifiste israélien Abie Nathan est entré en prison, jeudi 10 octobre, pour purger la peine de dix-huit mois de détention à laquelle il a été condamné pour avoir rencontré à Tunis le chef de l'OLP, Yasser Arafat (le Monde du 8 octobre). « C'est triste, dur et douloureux, mais j'espère que pendant ces dix-huit mois, la loi sera modifiée et que je pourrai quitter la prison », a-t-il déclaré. (AFP, Reuters.)

■ MAROC : report de la parution du livre d'Abdelmoumen Diouri. — Les éditions L'Harmattan ont annoncé, jeudi 10 octobre, leur décision de reporter du 15 octobre au 30 novembre, « devant les pressions et pour plus de garanties », la parution du livre A qui appartient le Maroc ? de M. Abdelmoumen Diouri, opposant marocain vivant en France. Le Conseil d'Etat devait examiner, vendredi, l'appel interjeté par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, contre la décision du tribunal administratif de Paris, qui, le 22 juillet, avait prononcé le sursis à exécution de l'expulsion de M. Diouri ; ce dernier déjà envoyé au Gabon, en juin, avait alors pu rentrer à Paris. (AFP.)

■ Les pays du Maghreb réclament une charte pour les émigrés. — Dans une déclaration publiée, jeudi 10 octobre, à Rabat, à l'issue d'une réunion ministérielle, les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ont réclamé l'établissement d'une charte portant sur les droits et obligations de leurs travailleurs émigrés dans la CEE et garantissant « notamment la liberté de circulation et de séjour, la droit au regroupement familial, l'amélio-

ration des conditions de vie et l'emploi, la formation et la protection sociale ». Les pays maghrébins se déclarent préoccupés par « la situation difficile que la communauté maghrébine connaît en Europe et les campagnes dont elle est parfois la cible ». (AFP.)

■ Fiat achète le constructeur automobile polonais FSM. — Le groupe Fiat a signé vendredi 11 octobre avec le gouvernement polonais un accord d'achat de 51 % du capital du constructeur d'automobiles polonais FSM (Fabryka Samochodow Malolitrazowych). Fiat va réaliser le plus gros investissement étranger en Pologne (800 millions de dollars sur plusieurs années) pour moderniser les usines de FSM, qui produisent dès 1992 une petite cylindrée baptisée Cinquecento, et destinée au marché européen, puisque seuls 25 000 des 160 000 exemplaires prévus seront réservés au marché polonais.

■ Incendie d'un entrepôt d'œuvres d'art en Grande-Bretagne. — Les entrepôts James Bourlet, situés près de Londres et spécialisés dans le stockage d'œuvres d'art pour des clients tels que la Tate Gallery ou Sotheby's, ont été détruits à 70 % à la suite d'un incendie. Le sinistre, qui s'est déclaré lundi 7 octobre dans la soirée, a provoqué des dégâts de l'ordre de 50 millions de livres (500 millions de francs), ont indiqué les experts. Si quelque 150 tableaux ont pu être sauvés, presque tous les meubles ont été réduits en cendres. Les musées, marchands d'art et particuliers restent très discrets sur les pièces qu'ils avaient confiées à James Bourlet, mais il apparaît que des œuvres de Matisse et de Sonia Delaunay se trouvaient dans l'entrepôt au moment du feu. Les enquêteurs de Scotland Yard n'excluent pas un incendie criminel.

■ PAKISTAN : Violents incidents interethniques au Baloutchistan. — Six personnes d'origine pakistane ont été tuées et une trentaine d'autres blessées jeudi 10 octobre dans la ville pakistane de Quetta et à la frontière de la province du Baloutchistan avec celle du Sind. Lors de trois incidents différents, des jeunes Baloutches ont tiré sur des Pahtouns (ethnie originaire d'Afghanistan et également installée dans la région pakistane de la frontière du Nord-Ouest).

■ TOGO : poursuites judiciaires contre les auteurs de troubles. — Après les troubles qui viennent d'avoir lieu à Lomé, le gouvernement de transition a indiqué, jeudi 10 octobre, que le ministre de la justice avait été chargé de « l'ouverture immédiate d'une procédure judiciaire contre tous les auteurs des coups de force, des actes de violence, de destruction et de pillage, qu'ils soient civils ou militaires ». Il a aussi annoncé le limogeage de personnalités proches du président Eyadéma et plusieurs nominations, notamment celle d'un officier supérieur, le colonel Mama Doudi, au poste de chef du cabinet militaire du premier ministre. (Reuters.)

la référence au bout des pages...

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

5 000 séries chiffrées en 100 tableaux ; les indices calculés en permanence.

Abonnement 1 an (12 n°s) 301 F

INSEE - CNRP - BP 2718 - 93027 AMIENS Cedex